

هكذا من الأصل

Supplément spécial : les jeunes au travail

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 16328 - 7 F

MERCREDI 11 MAI 1994

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

L'Algérie en souffrance

L'ASSASSINAT de deux religieux français et le fiasco de la manifestation pour la «réconciliation» nationale, dimanche 8 mai, à Alger, ont rappelé la fragilité de l'accalmie que le pays a connue, ces dernières semaines. Celle-ci avait conduit bon nombre de gens à retrouver les chemins d'une vie presque ordinaire, ceux de la fênerie et de la plage.

Si détestée il y a eu, elle a été payée au prix fort puisque l'armée, qui, un temps, avait semblé abandonner le terrain aux groupes armés islamistes, a repris l'offensive dans les bastions intégristes, à l'est comme à l'ouest du pays. Elle n'a pas lésiné sur les moyens — entre autres le napalm — pour tenter de venir à bout de ses adversaires, au risque de frapper des innocents.

LES groupes armés islamistes, qui ont probablement subi de rudes coups, ne sont pas prêts, pour autant, à lâcher prise. Ils sont plus convaincus que jamais que la victoire est au bout du fusil, et que rien ne peut être obtenu autour d'un tapis vert. Leur farouche résistance favorise les desseins des «politiques» du Front islamique du salut (FIS), notamment de ses chefs, Abassi Madani et Ali Benhadi, qui peuvent ainsi faire monter les enchères face au pouvoir qui s'efforce de les attirer dans le jeu institutionnel.

En refusant de participer à la marche pour la réconciliation, le «parti de Dieu» a obtenu une victoire par défaut. En assassinant deux religieux catholiques, les plus radicaux des islamistes ont voulu aller plus loin encore, signifier à tous ceux qui auraient eu tendance à l'oublier que le temps n'émousse pas leur combativité, qu'il finira par jouer en leur faveur.

En accédant à la magistrature suprême, le général Liamine Zeroual avait donné l'impression de vouloir trouver à la crise que traverse le pays une solution politique plus que sécuritaire. Il s'y est employé en s'entourant d'hommes qui n'étaient pas hostiles à cette vue des choses et en ouvrant un dialogue discret avec les chefs islamistes. Force est de constater que, pour le moment, il n'a pas été payé de retour.

LE pouvoir est contraint d'avoir deux fers au feu. Il doit à la fois mener la guerre contre les groupes armés et discuter, dans le parloir de la prison de Blida, avec les chefs islamistes. Et ce, sans couper les ponts avec les forces politiques traditionnelles, qu'il s'agisse des «réconciliateurs» ou des «radicateurs» — partisans de la manière forte —, toujours prêts à l'attirer dans leur camp. Et, surtout, sans mettre à mal l'unité de l'armée, pierre angulaire de toute solution.

L'Algérie paraît ainsi prendre son mal en patience, s'accommoder, tant bien que mal, d'une instabilité difficile à maîtriser, d'une «guerre» dont aucun camp ne semble être en mesure de sortir vainqueur. Sauf à mettre le pays à feu et à sang.

Lire page 7

Après trois années de recul

L'investissement industriel donne des signes de reprise

La tendance à la reprise des investissements industriels se confirme en France, après trois années successives de forte baisse. Selon une enquête de l'INSEE, publiée mardi 10 mai, les chefs d'entreprises prévoient de les augmenter de 3 % en valeur cette année, chiffre qui correspond à une croissance en volume comprise entre 1 % et 2 %, en fon-

ction de l'évolution des prix. Largement sous-estimée par les prévisionnistes, cette relance des investissements industriels — qui devrait s'accroître en 1995 — se traduira selon toute vraisemblance dès cette année par une croissance de la production nationale plus proche de 2 % que des 1,4 % retenus jusqu'ici par les pouvoirs publics.

Le moteur auxiliaire

L'économie française est en train de sortir de la mauvaise passe où elle était engagée. Une bonne nouvelle passée presque inaperçue tant le choc de la crise a été rude. Pourtant les choses sont en train de changer, et de changer plus vite et plus nettement qu'on ne l'imaginait à la fin de l'année dernière. Le retournement de situation est si net dans les anticipations des chefs d'entreprise — dont dépend pour une bonne part la croissance — qu'on se demande si après avoir pêché par excès d'optimisme il y a deux ans, le contraire n'est pas

en train de se produire. La reprise qui s'amorce ne sera-t-elle pas plus forte qu'on ne l'imaginait généralement, du fait notamment d'un fort rebond de l'investissement productif?

Déjà, la prévision faite par le gouvernement d'une croissance de la production nationale de 1,4 % en 1994 semble trop modeste alors qu'on la jugeait irréaliste à l'automne 1993. Si les anticipations des chefs d'entreprise, celles des industriels notamment, se réalisent, la croissance pourrait approcher 2 % dès cette année.

Pour se persuader que le pire — une croissance médiocre créant peu d'emplois — n'est pas forcément l'hypothèse la plus vraisemblable, il suffit de se rappeler ce qui s'est passé aux États-Unis. Le redémarrage enclenché dès le printemps 1991 est d'abord passé complètement inaperçu, ce qui valut à M. Bush de perdre les élections.

ALAIN VERNHOLES
Lire la suite page 22
et page 2, le point de vue de FRANÇOIS HOLLANDE et JEAN-PAUL PLANCHOU

ÉDITORIAL

Le monde change, Monsieur le Président!

De la cohabitation, on sait qu'elle peut être une arme, forte, pour le pays : la conclusion, heureuse, du dossier GATT ; la sortie de la crise monétaire de l'été 1993 ; la brève lueur de fermeté pour desserrer l'étau autour de Sarajévo au début de l'année 1994. Mais, en dehors de ces crises-là, qu'avons-nous gagné, que nous a-t-elle apporté? N'est-ce pas temps de mettre en cause le statu quo diplomatique que ce fragile partage des rôles au sommet de l'État impose, le relatif immobilisme qui est celui de la France au moment où, précisément, tout bouge, tout change autour d'elle? Dans ce domaine-là comme dans d'autres, prenons garde de ne pas mettre les mois qui viennent entre parenthèses, comme s'il s'agissait d'un interlude. Au-delà de la cohabitation, et des querelles internes à la majorité, posons surtout la question de savoir si le gaullio-mitterrandisme qui nous tient lieu de politique extérieure est encore pertinent.

Cette action extérieure est faite de strates successives, elle constitue une doctrine par addition (de Gaulle puis Giscard

et Mitterrand) et forme un ensemble hybride. Les données sur lesquelles elle repose sont en voie de bouleversement. La vision mondiale, chère au général de Gaulle, comme l'ancrage européen, défini par Valéry Giscard d'Estaing, concrétisé par François Mitterrand, donnent des signes d'épuisement. La fin de la stabilité du franc CFA, la naissance d'une grande puissance africaine, l'Afrique du Sud, mais aussi le règlement progressif du conflit israélo-arabe comme l'effondrement de l'Algérie du FLN, et celui, en cours, de la laïcité arabe, marquent clairement la disparition des données qui commandaient la politique gaulliste.

La globalisation des enjeux de l'OTAN comme l'ébauche d'un «partenariat pour la paix» de celle-ci avec la Russie mettent en cause notre conception même de l'indépendance en matière de dissuasion, de même que le constat d'une Amérique impuissante à organiser seule des opérations de force d'envergure pour le compte de l'Occident dévot.

JEAN-MARIE COLOMBANI

Lire la suite page 8

Dans le Monde des débats

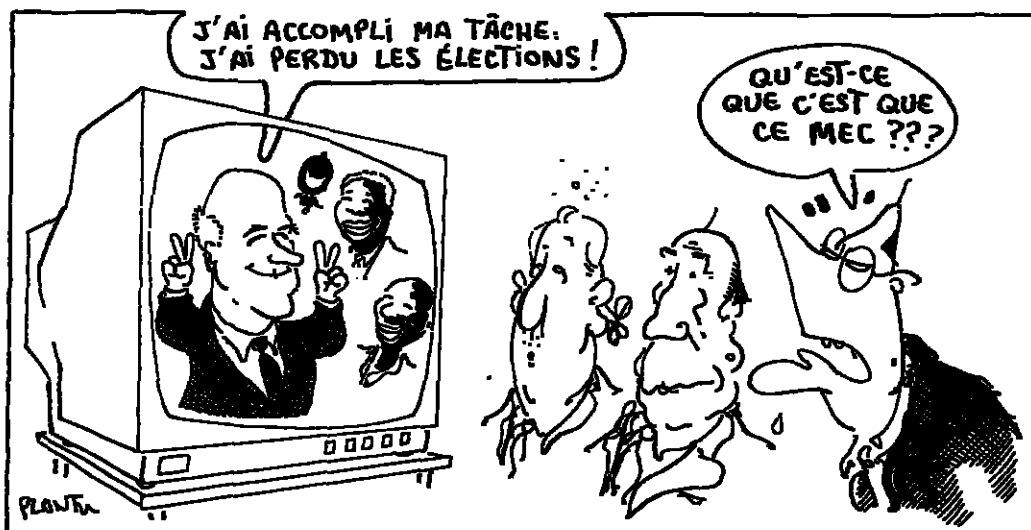
La télévision contre la démocratie?

Pour la première fois un homme bâtit sa fortune politique sur le fait qu'il sait se servir de la toute-puissance de la télévision. L'exemple de Silvio Berlusconi risque-t-il d'être suivi? N'y a-t-il pas là un danger pour la démocratie? Des journalistes, des sociologues et des spécialistes des médias apportent des réponses contrastées.

Egalement dans ce numéro : France-Espagne en toute franchise, un débat organisé par le Monde des débats et El País.

► En vente dans les kiosques. Le numéro de mai 30 F.

L'investiture de Nelson Mandela à Pretoria



Lire page 6

L'enjeu de la mairie de Paris

La perspective de l'élection présidentielle et de la candidature de Jacques Chirac transforme le poste de maire de Paris en enjeu de rivalités ou de négociations pour les élections municipales, qui seraient fixées en juin 1995. Sans en parler ouvertement, les principaux «barons» de l'Hôtel de ville s'y préparent. Au-delà des murs de la capitale, l'hypothèse de voir l'attribution du fauteuil de maire s'inscrire dans un jeu d'alliances pour l'élection présidentielle amène à évoquer le nom d'Edouard Balladur ou celui de Gérard Longuet comme successeurs éventuels de M. Chirac.

Lire page 9

(Publicité)

Collection Carrosse
Bagues en jaune, or gris, saphir, rubis ou émeraude.

CHAUMET

12, PLACE VENDÔME - PARIS - (1) 44 77 24 00
PRINTEMPS HAUSSMANN - PARIS - (1) 48 74 60 95

Citoyens pour la Bosnie

La France compte au moins trois cents collectifs, associations et coordinations contre la «purification ethnique»

Combien sont-ils? Combien sont-ils à se lever contre l'indifférence? Combien d'étendards brandis contre la guerre en ex-Yougoslavie, contre la «purification ethnique», pour une aide humanitaire ou, tout simplement, pour la paix? Il n'est guère de ville en France qui ne voie une association se mobiliser, un comité battre la campagne. «Comme beaucoup d'hommes et de femmes, nous confie une lectrice stéphanoise, je souffre de voir des massacres perpétrés en Bosnie, et je ne peux plus me regarder dans une glace sans me dire : «Que fais-tu? Le temps passe, ne laissons pas l'Histoire se répéter...»

Combattre l'indifférence, rejeter l'impunité. A tout âge. «Quand je vois à la télévision toutes ces horreurs à Sarajevo, écrit à l'association Jeunesse sans frontières Antoinette, quatorze ans, je me dis au début : c'est rien, ça va passer. Ensuite, je pense qu'ils exagèrent, mais maintenant c'est trop! J'aimerais pouvoir vivre ma vie sans avoir

à être coupable des que je mange, à cause de ces «défilés» qui tuent des enfants, des civils, et qui s'en fichent totalement. Eux ne mangent pas, moi je mange. Je me sens coupable, mais qu'est-ce que je peux bien faire? C'est pour ça que je vous écris.»

Le premier cri, souvent, est celui de l'indignation, celui de l'émotion. Puis vient la proposition. Chacun selon ses moyens : «Si ça peut vous être utile, propose ainsi la jeune Antoinette, je parle assez bien allemand et (un peu) anglais.» Etre utile. Ne serait-ce qu'un instant. C'est une armée de sans-grade qui se mobilise ainsi, en France, pour la Bosnie : collégiens ou retraités, anonymes révoltés ou militants par habitude. Citoyens avant tout.

Chacun s'engage à sa façon : humanitaire ou politique, humanitaire et politique. Il n'y a pas une mobilisation, mais des mobilisations. On voudrait pouvoir les citer toutes. Il y a ceux qui choisissent les associations, structures, et ceux qui préfèrent les collectifs, infor-

mais. Mais il y a ceux, surtout, qui disent vivre la Bosnie comme un trou dans leur existence. «La Bosnie est là tous les jours quand je me lève, confie une permanente du Collectif de Paris contre la purification ethnique. Je ne peux plus avoir la même vie depuis que je suis allée là-bas.»

Souvent, le déclin a lieu après une rencontre, un voyage. Les bonnes volontés frappent alors aux portes des organisations non gouvernementales (ONG) : Equilibre, Médecins sans frontières, Médecins du monde, Association internationale de lutte contre la faim, Croix-Rouge, Secours catholique, Première Urgence, Solidarités, etc. Equilibre (500 bénévoles réguliers) recense une dizaine d'appels par jour de bénévoles qui se portent volontaires ou de responsables de petites associations qui sont à la recherche d'un appui logistique.

JEAN-MICHEL DUMAY

Lire la suite page 4 et nos informations page 5

M 0147-0511-7.00 F



A L'ÉTRANGER : Allemagne, 3 DM ; Autriche, 8 F ; Belgique, 25 ATS ; Espagne, 200 PTA ; France, 200 F ; Grèce, 300 DR ; Italie, 1.300 L ; Japon, 2.400 Y ; Liban, 1.200 L.L. ; Luxembourg, 40 FL ; Maroc, 8 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 PTE ; Royaume-Uni, 8 P ; Suisse, 2 FS ; Tunisie, 850 M ; USA, 2,50 \$ (N.Y. 2 \$).

Existe-t-il une politique économique de gauche ?

Les maux de l'économie française sont structurels, et les ajustements marginaux sont impuissants. S'il existe une politique économique de gauche, symbolisée par le retour en force du capital financier à la faveur des privatisations, existe-t-il une politique économique de gauche ? Poser la question, c'est déjà s'interroger sur la pertinence de son adhésion aux thèses monétaires orthodoxes. Et faire le choix de l'invention, contre le conformisme, par François Hollande et Jean-Paul Planchou

APRÈS un an d'activité, le bilan du gouvernement Balladur peut être résumé en quelques formules lapidaires : une dégradation impressionnante des comptes publics sans relâche effective ; un franc apparemment fort sans baisse suffisante des taux d'intérêt réels ; des transferts substantiels aux entreprises et aux privilégiés sans reprise de l'emploi. Mais force est de reconnaître que la poursuite de la politique précédente n'aurait pas réussi à inverser la courbe du chômage, même si elle aurait sans doute accéléré le moment de la reprise. Les maux de l'économie française sont structurels, et les ajustements à la marge ne paraissent plus en mesure de les traiter, voire de les apaiser.

Nul ne doute de l'existence d'une politique économique de droite. Elle emprunte depuis toute éternité les mêmes recettes et obéit aux lois supposées naturelles de la théorie classique. En revanche, la gauche parvient mal à faire valoir sa singularité sur le terrain économique, tant elle paie son adhésion insuffisamment nuancée, au début des années 90, aux thèses monétaires orthodoxes, qui l'ont condamnée, la récession venue, à une gestion trop contrainte et à un immobilisme coupable. Aussi l'ambition de la gauche devrait-elle être, de la période qui la sépare de la prochaine alternance, de redéfinir ses objectifs et de redéfinir ses instruments.

Un objectif national de développement d'une économie est toujours possible. Il s'avère même indispensable si l'on entend faire de la lutte contre le chômage une priorité économique. Le chômage structurel est la résultante de tous les dysfonctionnements présents dans notre économie. Lutter contre ce fléau relève à la fois de solutions institutionnelles (réforme fiscale, redéfinition des principes de la protection sociale, organisation des services, aménagement du territoire, réduction du temps de travail) et d'actions plus traditionnelles (baisse des taux

d'intérêt, réallocation de l'épargne, soutien à la consommation et à l'investissement). Il convient désormais, pour en sauver l'esprit, de remettre en cause les principes d'un système de prestation sociale qui ne sont plus compatibles avec les contraintes financières, pas plus qu'avec les exigences de l'équité. Une clarification du même ordre s'impose en matière fiscale.

Des remises en cause essentielles

On ne peut en effet en rester à une vision simplifiée de la société française qui voudrait que la seule frontière sociale encore vivante soit celle séparant les salariés et les exclus. Les hiérarchies et les inégalités aujourd'hui sont partout : dans le travail, mais aussi dans les revenus de transfert, les patrimoines détenus, la formation reçue. La redistribution doit donc être conçue de façon beaucoup plus fixe et personnalisée que par le passé.

Nous n'échapperons pas à une franche explication - aussi vaut-il mieux la provoquer et l'organiser - avec les professions de santé, dont les membres, pour les deux tiers d'entre eux, sont devenus des fonctionnaires fixant librement leurs revenus ; avec les détenteurs de patrimoine moyen - « forlioni élevés », qui depuis dix ans connaissent des progressions de pouvoir d'achat de plus de 5 % par an ; avec une bonne moitié de retraités dont les pensions et les produits financiers qui s'ajoutent sont au total proches de leurs anciens revenus d'actifs ; avec la partie des classes moyennes qui cumulent toutes les garanties (emploi stable, salaires élevés, protection sociale élargie).

C'est à l'aune de ces remises en cause essentielles et d'un projet suffisamment courageux pour présenter les sacrifices collectifs à réaliser que doivent être repensés les instruments traditionnels de la politique économique.

1. Réduire l'endettement public. La maîtrise du déficit public est devenue un impératif majeur pour contenir la montée des charges financières dans le budget des administrations, pour poursuivre la baisse des taux d'intérêt à long terme, bref, pour en terminer avec la logique présente qui oblige à des politiques monétaires restrictives afin de rassurer les marchés, troublés par la dérive des finances publiques. Hier identifiée au laxisme budgétaire, la gauche, pour des motifs d'équité (le financement du déficit est un encouragement à la rente) et d'efficacité (la progression de l'endettement aspire la marge budgétaire), doit avoir le courage de mettre absolument un terme à la dérive actuelle des finances publiques.

2. Baisser les taux d'intérêt. Les taux d'intérêt bas constituent la condition préalable à la diminution du déficit public. En allégeant les charges financières de l'Etat, ils permettent mécaniquement la stabilisation des dépenses collectives et, en stimulant toutes les activités sensibles à la baisse du coût de l'argent, ils surcompensent les effets récessifs provoqués par le réajustement des comptes publics. Comme le démontrent actuellement les Etats-Unis, une politique monétaire accommodante autorise plus de croissance et facilite la lutte pour la réduction du déficit. Or la Banque de France, dont le statut actuel devrait être reconsidéré si les perspectives de la monnaie unique devaient s'éloigner, a adopté depuis plusieurs mois une stratégie rigoureusement inverse. La timidité avec laquelle elle s'engage vers la baisse des taux courts, au nom de la stabilité de la monnaie, est liée à son inquiétude devant le creusement des déficits.

3. Instituer un impôt de solidarité et d'efficacité productive. Aussi vigoureuse que soit la volonté de freiner le rythme de progression des charges collectives, la masse des dépenses prioritaires pour l'emploi, la formation, la rénovation des quartiers, le développement des services de proximité est si lourde qu'il faut envisager des modes de financement spécifiques. Pour éviter de pénaliser la consommation, il n'y a guère d'autre solution que de solliciter les hauts revenus (les 20 % environ des ménages dont la propension à épargner est forte), de relever le taux de l'impôt sur les sociétés, d'allourdir les impositions libérales sur les placements liquides et d'instituer une « taxe écologique ». Mais prétendre qu'il soit possible, à ce niveau et à cette structure des prélèvements obligatoires inchangés et sans retour à une croissance forte, de financer une lutte efficace contre le chômage est aussi dénué de sens que d'avoir promis de baisser les impôts à un an !

4. Faire du social un levier économique. Une politique de forte réduction des inégalités sociales est source de croissance dans la mesure où les transferts en faveur des catégories modestes stimulent la demande, qui, au regard de l'ampleur des besoins non satisfaits, crée les conditions d'un nouveau développement. Or notre système de protection sociale s'est rigidifié. Il accorde des aides de façon différenciée par rapport aux ressources et impose des prélèvements au mieux proportionnels aux reve-

nus qui amoindrent l'impact de la redistribution. De même, les avantages fiscaux qui se sont multipliés ces dernières années ont outrageusement favorisé des groupes déjà privilégiés dans la hiérarchie primaire des revenus.

Le retour à la progressivité n'est pas seulement juste, mais nécessaire au dynamisme de l'économie. Enfin, si pour assurer les retraites il était décidé de mettre en place des fonds de pension l'équité comme la sécurité commanderait d'imaginer des formules de gestion collective permettant aux représentants des salariés d'intervenir dans les structures d'administration de leur entreprise, et de devenir ainsi solidaires propriétaires du patrimoine économique.

5. Relancer de façon saine l'économie. Les moyens traditionnels de la relance sont épuisés : ouvrir les vannes budgétaires serait aussi dangereux qu'inefficace tant déjà les robots des prestations familiales ont un impact évident, bien supérieur aux mesures Balladur, mais comment financer un tel dispositif lorsque, tous régimes confondus, la Sécurité sociale affiche un découvert de plus de 60 milliards en 1994 ? Relever les bas et moyens salaires ne serait sans doute pas l'orientation la plus stupide à un moment où la demande est à ce point déprimée, mais seules les entreprises peuvent en décider. Baisser les taux d'intérêt reste la solution la plus pertinente, mais elle ne suffira pas.

Un contre-pouvoir démocratique indispensable

Il faut donc imaginer une relance qui se finance dans le temps par la demande même qu'elle suscite. C'est le cas pour toutes les infrastructures susceptibles d'être utilisées par des usagers acquittant un péage ou un tarif et qui peuvent être lancées dans un délai rapide. Cela vaut d'abord pour les grands travaux d'assainissement ou de dépollution, les télécommunications, les services de proximité, voire l'audiovisuel, avant même les autoroutes et les trains à grande vitesse. Outre son impact conjoncturel, cette politique accroît la productivité globale de l'économie, et donc son potentiel de croissance.

6. Repenser le secteur public. D'ici à peine douze mois, le système financier français sera détenu par un capital privé essentiel. Cela concerne toutes les grandes compagnies d'assurances, la plupart des grands réseaux bancaires, la fa-

ible exception du Crédit lyonnais, et les principales compagnies financières. Bref, jamais depuis 1945 le capitalisme financier n'aura été aussi libre et puissant. Avec l'indépendance de la Banque de France, il ne restera plus que la banalisation de la Caisse des dépôts à engager pour parachever l'édifice libéral. Cette « révolution tranquille », qui vise à exclure définitivement l'Etat de l'ensemble des marchés de l'argent, présente deux risques majeurs : elle a pour effet malencontreux de fragiliser l'ensemble du système financier en le privant de son régulateur traditionnel dans un contexte de totale liberté de circulation des capitaux ; elle favorise l'émergence, par le jeu conjugué des participations croisées et des réseaux durs des sociétés privatisées, d'un capitalisme dont la fingence serait le cœur et l'industrie les muscles, la seconde étant au service de la première et non l'inverse.

Dans ce contexte, les nationalisations ne sont plus fondées sur la sanction, comme certaines en 1945, ou sur le désir d'acquiescer un mode original d'accumulation, comme en 1981. Le secteur public n'est plus justifié comme une façon commode de recapitaliser les grandes entreprises françaises ou comme une manière habile de les protéger du grand vent de la concurrence, mais comme un contre-pouvoir démocratique indispensable face à un capital privé qui repousse toujours plus loin la frontière de la légitimité de son intervention (les médias, la santé et, pour quoi pas ? demain, la sécurité ou même la justice).

Les formes comme les modalités choisies pour les privatisations conduisent à la pertinence d'un contrôle du noyau central du capitalisme financier. Le pôle UAP-BNP-Suez fournit d'ores et déjà un premier enjeu, et les compagnies des « eaux » qui font main basse aujourd'hui sur le secteur de la communication et des grands médias, un second. Il ne s'agit pas du retour aux vieux démons dirigistes, pas plus que de la redécouverte de la « logique de rupture », mais de la volonté du pays de limiter la féodalisation de son économie.

7. Réinventer la politique industrielle. Pendant au moins une décennie, une confusion s'est installée entre « Meccanos industriels » et politique stratégique. Les décideurs politiques croyaient moderniser l'économie en favorisant l'émergence de grands groupes compétitifs. Il s'agissait, au prix de restructurations sévères, de faire apparaître des champions nationaux, capables d'occuper les

créniaux les plus porteurs des échanges internationaux. Cette tentation était d'autant plus forte qu'existait un vaste secteur public dont les dirigeants cédaient à cette construction intellectuelle. Le choix fut positif en termes de commerce extérieur, d'investissements à l'étranger et de position technologique. Il fut coûteux en emplois, désastreux pour la bonne occupation du territoire et défavorable aux PME sous-traitantes.

La politique industrielle garde donc une légitimité si elle tend à équilibrer les développements régionaux, favorise la diffusion technologique et permet la consolidation financière des structures innovatrices. Ce qui suppose, dans le cadre européen, une mobilisation des aides en fonction de la localisation des activités, un soutien aux projets et non aux groupes, et un retour à des financements privilégiés pour accompagner la développement des PME. Plus largement, c'est une légitimité plus sûre d'un futur collectif qui devrait apporter la gauche à partir d'une planification moderne.

Au vu des erreurs commises et de la lenteur avec laquelle la reprise s'annonce, il n'est guère réaliste pour le gouvernement d'imaginer faire baisser le chômage d'ici à l'élection présidentielle. Ajouté aux divisions de la majorité parlementaire, ce résultat rend l'issue du prochain scrutin totalement imprévisible. Mais la seule certitude s'avère la lourdeur du fardeau qui sera transmis au futur chef de l'Etat, dont nous souhaitons, pour cette raison au moins, que ce soit le candidat de la gauche. Même avec un taux de croissance de l'ordre de 2,5 % par an, il devra tout à la fois redresser la Sécurité sociale, rééquilibrer les finances publiques et répondre aux attentes qu'il aura fait naître en matière d'emploi. Pour ce faire, il devra demander aux administrations de dépenser moins, aux contribuables de payer plus, aux employeurs et aux épargnants de participer davantage à l'effort collectif, et à de nombreuses professions de reconsidérer leur statut.

Mieux vaudra qu'il ait préalablement prévenu les Français de ses intentions et qu'il ait construit une stratégie et des alliances solides. La gauche doit être aussi implacable dans son opposition que courageuse et inventive dans ses propositions. On peut vaincre par hasard, on ne peut pas gouverner avec la chance comme programme.

► Anciens députés (PS), François Hollande et Jean-Paul Planchou animent les clubs Témo.

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

DIAGONALES

VENDREDI 13 mai au matin, les amis du critique Bernard Dort seront réunis au théâtre du Père-Lachaise pour un ultime signe au plus grand amoureux de théâtre de ces quarante années dernières. Il y aura des affirmations et des souffles, derrière les céramiques de vieux hammam, puis passera un préposé digne de Giraudoux, comme souvent les préposés, portant l'urne de démolition. « Et maintenant, que faire ? », demandait Brecht une fois dite la fable. Devant la mort : rien, tarder à se quitter, traîner les pieds à plusieurs, entre les dalles. Il y a quelques années, c'était le metteur en scène Roger Blin qui parlait en fumée, là-haut. Je revois Beckett, effaré devant le spectacle d'un néant qui lui était pourtant familier, bérêt châtaine, œil fixe d'oiseau.

Dimanche 8 mai, à l'église roumaine de la rue Jean-de-Beauvais, c'était une autre pièce qui se jouait. Il y avait quarante jours qu'Eugène Ionesco avait disparu, et le petit théâtre de l'Iconostase scintillant de cierges, s'ouvrait sur les promesses de résurrection de la Pâque orthodoxe. Du haut du havre de « verdure » dont rêvait son enfance, le dramaturge de l'angoisse conviait à l'espoir.

La mort ne réconcilie en rien ceux qu'elle fauche à quelques jours d'intervalle ; la coïncidence invite seulement les vivants à relier les vieux litiges. Qu'est-ce donc qui opposait si fort ces deux hommes de bien, dans les années 60 ? Le critique passait pour le prophète du brechtisme en quoi les troupes engagées pensaient avoir trouvé un outil pour comprendre et changer l'Histoire. Les orpèux belges du Berliner, les refrains hurlés de Kurt Weill, la distance explicative des comédiens, l'avaient convaincu que le théâtre populaire devait s'en inspirer s'il voulait remettre la réalité « sur ses pieds » et

L'absurde et le mystère

faire mieux que de divertir les riches : armer les pauvres. Cette dialectique qui avait, aux mains de quelques tyrans, ensanglanté sa patrie roumaine, et qui rebaisait ses pièces à des pirouettes petites-bourgeoises, Ionesco n'était pas loin d'y voir le Mal absolu, en tout cas un obstacle injuste à son audience personnelle, si mondiale que celle-ci fût devenue. Où l'improvisation de l'Alma, écrit comme en état de légitime défense, où Dort et les maniérismes avec lesquels se théorisaient le « théâtre épique » étaient pris pour cibles, durement.

La critique épinglée à évoqué devant moi ces passes d'armes, longtemps après, quand l'évanouissement du mur de Berlin et du Berliner avait sanctionné l'échec du marxisme théâtral, au moins en tant que machine de guerre politique. Dort admettait que cette utopie militante avait vécu, mais le brechtisme restait à ses yeux la meilleure méthode pour débusquer ce que l'art cherche à nous dire ou à nous cacher, et pour élimer ces jeux de la scène avec les apparences, l'Histoire, le destin.

Loïn de toute utilité sociale immédiate, Dort s'aidait de Brecht pour percer toujours davantage les intentions inépuisables des grands auteurs - les Grecs, Shakespeare, Corneille, Marivaux, Schiller, Genet. Il lui donnait le goût d'exercer son intelligence étincelante, bonheur suprême et contagieux dans une vie qu'il pensait sans au-delà consolateur. La fumée du Père-Lachaise signera sa conviction, partagée avec le

Brecht des *Sermons domestiques*, qu'après il n'y a rien, qu'il faut « laisser mourir ceux qui meurent pieusement ».

Ionesco fut du nombre ; perclus de doutes, mais résolu jusqu'à la fin à dire incorrigiblement l'indécidable, à épurer. Je ne sais Qui (Dernières lignes de la *Quatrième Intermittence*, Gallimard, 1987). Au fond, la polémique entre les deux grands disparus de ce printemps dans la famille théâtrale découle d'une opposition métaphysique : sans irrémédiable de l'absurde - chez Dort - contre pressentiment du mystère - chez Ionesco.

A voir comme la violence s'échame sur les innocents les plus méritants - religieux en Algérie, humanitaires en Bosnie -, on serait tenté de croire que la lutte des classes chère à Brecht explique moins de choses que l'antique combat du Bien et du Mal ressenti par Ionesco. Surtout la fin de la pièce tranchera. Et encore ! C'est l'art singulier du théâtre, toutes tentations confondues, de laisser le sens à notre discrétion.

La mort ne résout rien de ce qui fut la vie, mais elle suggère que la ferveur pour cet art de l'indécidable réunit, quelque part dans les citernes, le dramaturge qui espère croire et le critique qui croyait ne pas espérer.

P. S. Plusieurs lectrices ont écrit pour se réjouir de recevoir une carte « électorale », et non plus la carte d'électeur qui les heurtait (*Diagonales* du 4 mai). On pourrait leur répondre, avec les bonnes grâmmes, qu'« électeur » appartient au genre non marqué visant les deux sexes, comme « confrère », que ne jugent pas infamant des académiciens plutôt instruits et peu soumis. Devra-t-on rebaptiser notre courrier des lecteurs en « courrier lectoral » ?

Bonne nouvelle, sur le front de la langue. Savez-vous comment se dit sponsoring, en japonais ? *Mécénat*. Et casting ? *Audition*.

Le Monde EDITIONS

VIETNAM COMMUNISTES ET DRAGONS

Jean-Claude Pomonti et Hugues Tertrais

Le pays secret au centre de l'histoire

210 pages, notes et index, 120 F

EN VENTE EN LIBRAIRIE

سكزا من الأمل

هكذا من الأصل

INTERNATIONAL

Italie : le docteur Fini et le « facteur F » comme fasciste

Les Italiens s'interrogent face à la perspective de l'arrivée au pouvoir de ministres « post »-fascistes.
Et si le vrai danger pour la démocratie venait de M. Berlusconi?

ROME

de notre correspondant

Pendant plus de quarante ans, derrière sa ligne Maginot idéologique cimentée par la Démocratie-chrétienne, l'Italie s'est méfiée des tentations du « facteur F ». « F » pour fascisme. A présent, la voilà, à nouveau, à l'affût. Et avec elle, plus encore, ses voisins européens occupés à de préoccupantes comparaisons entre la droite italienne et leurs droites nationales. Car, cette fois, il s'agit d'épier les ravages éventuels du « facteur F » : « F » comme « fasciste », à l'heure où ses héritiers – ce qui était jusqu'à maintenant inconcevable – vont prendre part au gouvernement.

Pourquoi ? L'explication tient en deux dates et quelques chiffres : à sa création en 1946, le Mouvement social italien (MSI), héritier direct donc, d'un parti fasciste dont la reconstitution était interdite, vivait pratiquement dans les catacombes de la politique : folklore paramilitaire, rancœurs de défaite et nostalgies. Aujourd'hui, au printemps 1994, le MSI, « étoffé » par l'apport, en novembre 1993, de quelques personnalités de droite au sein de l'Alliance nationale, a remporté un succès inespéré aux élections législatives des 27 et 28 mars : plus d'une centaine de députés et une cinquantaine de sénateurs qui s'ajoutent aux cinquante-quatre maires déjà élus sous les couleurs de la flamme tricolore.

Et dans les heures qui viennent – Silvio Berlusconi devait finalement présenter son gouvernement d'après-midi de mardi 10 mai – combien de ministres ? Avec 13 % des suffrages et près de 300 000 adhérents, le MSI-Alliance nationale est devenu le troisième parti du pays, le premier de Rome, qui, en novembre dernier, a failli élire son secrétaire, Gianfranco Fini, à la mairie avec 46,9 % des voix. Est-ce à dire que près d'un Romain sur deux serait devenu fasciste ? Evidemment non.

Sa percée, le MSI la doit à plusieurs facteurs : à son jeune chef, Gianfranco Fini, mais aussi aux coups de boutoir de l'enquête contre la corruption « Mani pulite » (« Mains propres »), qui, en déstabilisant le système précédent, a libéré des pans entiers de l'électorat de droite et du centre droit. Enfin et surtout, il doit un « coup de pousse » décisif à M. Berlusconi, qui l'a soutenu aux municipales

et « réhabilité » en en faisant son plus sûr allié.

Le chef d'abord : Gianfranco Fini, quarante-deux ans, discret, efficace, journaliste avant d'être député, catholique et bien marié. Mais aussi un physicien de centralin ou de séminariste sportif (il adore le football). Enfin, un fascisme de jeunesse – et presque de réaction – qui lui est venu dans sa ville natale de Bologne, au cœur de l'Emilie « rouge », où son père tient une pompe à essence dans le quartier de Monteverde. « Rouges » et « noirs » y font à l'occasion le coup de poing.

De l'influence des « Béréts verts »

C'est d'ailleurs, il le raconte lui-même, en essayant d'aller voir John Wayne dans les *Béréts verts* (film sur le Vietnam) qu'il se déterminera, face aux « gauchistes » qui, pour protester, interdisent l'entrée au public. Jusque-là, le jeune Gianfranco n'avait connu que l'immobilisme et le conformisme démocrates-chrétiens auxquels adhèrent vaguement ses parents.

Mouvements de jeunesse néofasciste, salut, bras levé : il franchit tous les échelons, arrive à Rome dans les années 70. Pas un excité – il se tient à l'écart de ceux qui flirtent avec le terrorisme – plutôt un appliqué. Giorgio Almirante, le chef historique, le remarque, il en fera son poulain. Et Gianfranco Fini est à bonne école avec Almirante, qui, le premier, écartant au maximum l'appareil militarisé hérité du Duce, fait du MSI un parti *in borghese* (« en civil »). Le complet-gilet-cravate après la chemise noire.

Le parti ne décolle pas pour autant, avec au mieux 3 ou 4 %. Et puis, après la mort de Giorgio Almirante en 1987 et le bref passage à la tête du mouvement de l'aile radicale de Pino Rauti, c'est au tour de Gianfranco Fini de prendre les rênes. Nouveaux changements, cette fois on passe, comme l'a écrit un hebdomadaire, de « la chemise noire à la chemise Oxford ». Aidé par Giuseppe Tatarella, influent avocat de Bari (Pouilles), l'un de ceux qui devraient se retrouver au gouvernement de M. Berlusconi, soutenu – du moins à l'époque, même lorsqu'elle n'était pas complètement d'accord – par la veuve Almirante, « Donna Assunta » toujours influente,

Gianfranco Fini opère le dernier lifting du parti, visant à former une droite « crédible ».

Entrepreneurs, commerçants, salons de l'aristocratie « noire » (celle du pape), confiseries du Vatican, voire cités-dortoirs abandonnées à la périphérie de Rome : partout, le MSI devient de plus en plus visible. Et si M. Fini déclare encore que Mussolini est « le plus grand homme d'Etat que l'Italie ait connu », il ajoute : « Le fascisme est mort avec lui. Nous ne sommes ni fascistes ni néofascistes mais post-fascistes ».

Plus de rassemblement dans la capitale, place de Venise sous l'ancien balcon du Duce, comme à l'automne 1992 lorsque, célébrant l'anniversaire de la marche sur Rome (1), des centaines de jeunes ont défilé bras levés derrière Alessandra, la petite-fille de Mussolini, elle-même députée ; une sourdine

côté, il y a Gianfranco Fini, qui tire comme un fou vers le centre et s'est rendu aux Fosses ardéennes, où furent massacrés, en 1944, trois cent trente-cinq otages italiens par les Allemands. M. Fini, qui rêve d'une droite de gouvernement, en osant imaginer parfois – paraît-il – de dissoudre le MSI, qui se plaint de son image à l'étranger et envisage une tournée d'« explications » dans les capitales étrangères, et même en Israël « pour dire qu'il n'est pas antisémite ».

De l'autre côté, mais avec lui tout de même, il y a les purs et durs : Teodoro Buontempo dit « Er Pecora » (« La Brebis »), avec sa moustache de danseur de tango, sa truculence cavalleresque et sa revendication du passé (« Dissoudre le MSI ? Les électeurs ne nous ont rien demandé »). « Er Pecora » qui

Clichés ? Imagerie d'Epinal trop forcée ? Sans aucun doute. Mais il n'en existe pas moins une base, fût-elle minoritaire, à laquelle M. Fini doit aussi donner des gages : ne serait-ce qu'admettre la candidature aux européennes d'un Pino Rauti, ce qui n'est pas rien. « Cette base », dit Piero Fassino, député du PDS dont il est le secrétaire pour les questions internationales, je la connais, elle est vraiment néo-fasciste ».

L'idéologie « kitsch » de Forza Italia

Pourtant, avoir peur ? La réponse elle-même est compliquée. Cette semaine, l'hebdomadaire *Panorama* s'est justement posé la question : il ressort d'un intéressant sondage que 59,5 % des personnes interrogées estiment que l'entrée des hommes de M. Fini au gouvernement ne constitue pas un danger pour la démocratie ; 62,8 % estiment que le fascisme ne peut pas revenir, et seulement 14,7 % pensent que Gianfranco Fini est un « fasciste déguisé ».

A ces chiffres fait écho une étude du Censis, le plus important Centre d'études sociales italien, selon laquelle « seuls 1 % des Italiens se disent fascistes ». D'où les commentaires de Giuseppe De Rita, son secrétaire général, pour qui « il est impensable de continuer à propager les alarmes actuelles ». « Fini, ajoute-t-il, est jeune, intelligent, habile politique, son problème sera de tirer la droite vers le centre, de rendre cette droite « constitutionnelle » dans un pays où la base même de la Constitution est l'antifascisme ».

« Fini est né après la fin du fascisme, il n'a pas connu tous ces gens, seulement au cinéma – explique l'essayiste Lucio Colletti, qui fut un compagnon de route de la gauche et est aujourd'hui professeur de philosophie théorique à l'université la Sapienza de Rome – cette jeune génération n'a pas l'intention de mourir en montant la garde autour du catafalque du fascisme, elle est destinée à se libérer des vieux irréductibles de la République sociale de Salò. Sans leur donner de chèques en blanc, faisons leur un peu confiance pour former une vraie droite, il y a longtemps qu'ils jouent le jeu parlementaire. Les Italiens l'ont bien fait avec Achille Occhetto, secrétaire d'un parti renouvelé mais

qui a connu Brejnev, Andropov et les autres... »

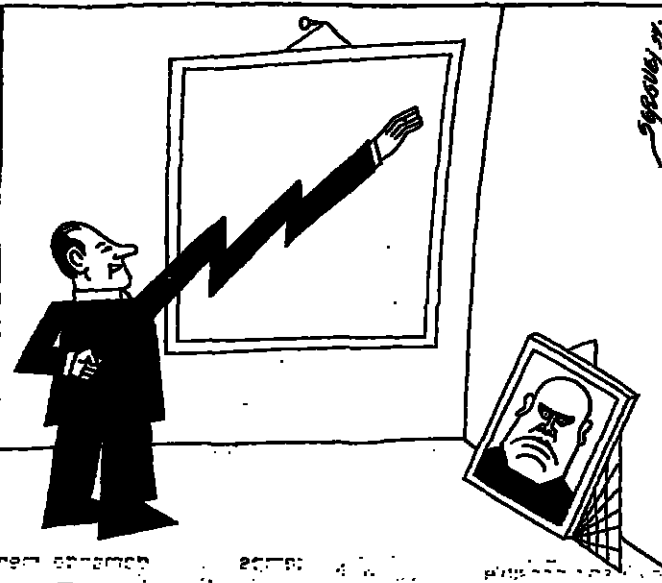
Et Piero Fassino d'ajouter : « Bien sûr que personne ne pense vraiment que nous sommes à la veille d'un retour du fascisme, mais ce qui se passe en Italie constitue un précédent pour les autres pays d'Europe et risque de renforcer le Pen chez vous, la droite extrémiste en Allemagne, etc. » A moins que, plus encore que l'étoile montante de Gianfranco Fini – après tout le seul vrai professionnel de la politique du trio des droites –, le plus inquiétant ne soit Silvio Berlusconi lui-même et son fragile édifice gouvernemental ? « M. Berlusconi n'a pas de vraie culture de la représentation politique, note Mario Pirani, mais une espèce d'idéologie « kitsch » de marketing transporté sur le plan politique, et c'est dangereux ».

Même préoccupation chez Piero Fassino, pour qui « le président du Conseil pressenti est un homme d'entreprise qui commande, alors qu'en politique il faut aussi un consensus ». Quant à Valentino Parlato, un des fondateurs – exclu du PCI – du journal intellectuel d'extrême gauche *Il Manifesto*, il fait remarquer que le pèril est double, car combiné : « Je ne dis pas que le fascisme soit héréditaire, mais il est faux de dire qu'il appartient au passé, les tendances autoritaires profondes peuvent toujours resurgir, sous la forme de modernes pulsions. Et dans le cas présent de cette nouvelle majorité, je vois que M. Berlusconi a accumulé une concentration de pouvoirs, y compris financiers, jamais vue. Il a une majorité au Parlement, mais finalement, pas de vrai consensus. C'est un pouvoir isolé, sans possibilité de repli et condamné au succès. Et il fera tout pour y arriver ».

MARIE-CLAUDE DECAMPS

(1) La marche sur Rome, le 28 octobre 1922, a permis l'accession au pouvoir de Mussolini.

Demande d'extradition pour l'ancien SS Erich Priebke. – L'Italie a officiellement demandé, lundi 9 mai, l'extradition de l'ancien SS, Erich Priebke, réfugié en Argentine (*Le Monde* daté 8-9 mai). Il est accusé d'avoir participé au massacre des Fosses ardéennes, perpétré par les nazis en mai 1944 aux portes de Rome, et au cours duquel 335 Italiens, dont 70 juifs, avaient été exécutés. – (AFP)



mise aux éclats des vieux caméarail (« camarades ») et surtout de ces jeunes « têtes rasées » pourfendeurs occasionnels d'immigrés. C'est le prix à payer pour assurer « respectabilité » et « responsabilité ». En d'autres termes, il s'agit de mordre sur l'électorat démocrate-chrétien de droite, de rallier des centristes désarmés et tous ceux que la politique corrompue de ces dernières années a déçus.

Une vague de « justicialisme »

Et c'est là qu'intervient l'effet « Mani pulite ». « Quand, en 1989, le mur de Berlin est tombé et qu'il n'y a plus eu de danger communiste, la facture de ces quarante dernières années est arrivée », explique Mario Pirani, éditorialiste de la *Repubblica* et observateur éclairé de la scène politique, il y a eu, au-delà de l'enquête « Mani pulite », une vague de « justicialisme », chevauchée d'ailleurs par la gauche, qui croyait ainsi se laisser porter au pouvoir. Mais le « justicialisme », en fait, est une notion qui profite toujours à la droite : il n'y avait plus de valeurs politiques, et les vieux partis étaient devenus synonymes de corruption. Qui a ramassé la mise ? La Ligue, le seul parti « neuf », Berlusconi, qui était – même si c'est un paradoxe – « neuf » en politique, et le MSI, vieux parti mais toujours tenu à l'écart, ce qui lui donnait une certaine virginité ».

Ensuite, il ne manquait plus qu'à ajouter « l'effet Berlusconi » : « Le MSI », explique encore Mario Pirani, qui a vraiment compris comment pouvait fonctionner la nouvelle géométrie des élections et mis en pratique ce théorème de l'union des droites. Sans lui, ni la Ligue ni le MSI-Alliance nationale ne seraient au pouvoir ».

Soit. Mais faut-il vraiment avoir peur de ce MSI qui se dit « post »-fasciste – mais dont les racines n'ont jamais été clairement tranchées –, qui joue en permanence sur le double tableau de la nostalgie et de la modernité ? Après tout, d'un

RUSSIE

Un cortège conduit par Alexandre Routskoï à Moscou a appelé au renversement de Boris Eltsine

MOSCOU

Correspondance

Communistes nostalgiques, vétérans de la « grande guerre patriotique », cosaques en tenue de parade, nationalistes et monarchistes, réunis sous la bannière de l'opposition à Boris Eltsine, ont défilé, lundi 9 mai, dans le centre de Moscou à l'occasion du quarante-neuvième anniversaire de la victoire soviétique sur l'Allemagne nazie.

Le cortège, de plusieurs dizaines de milliers de personnes (vingt mille selon la police, cent mille

selon les organisateurs), était conduit par une des figures de l'insurrection d'octobre 1993, le vice-président déchu Alexandre Routskoï, sorti de prison en février dernier, qui était encadré par des vétérans bardés de médailles.

Aux cris de « Routskoï président ! » et « La victoire ou la mort », les manifestants se sont rendus place de la Lioubianka, siège de l'ancien KGB, où l'ex-vice-président, juché sur une camionnette, a appelé au « renversement » de Boris Eltsine, accusé d'avoir « détruit le complexe militaire-industriel, notre fierté nationale », tandis que circulaient de main en main des formulaires d'adhésion au mouvement « social-patriote », baptisé « Puissance », dont M. Routskoï a annoncé qu'il lui servirait de tremplin pour l'élection présidentielle de 1996. Le matin même, l'ex-vice-président avait assisté à la bénédiction d'une croix de béton érigée à la mémoire des victimes de l'insurrection d'octobre, à quelques mètres du siège de l'ancien Parlement. Vêtu d'un costume sombre, Alexandre Routskoï a prêté à cette occasion « une véritable victoire populaire » sur « ce régime policier », précisant toutefois que « le sang ne coulerait pas », et affirmant ne pas douter « du rétablissement de l'URSS ».

MARIE JEGO

A LIRE CE MOIS-CI

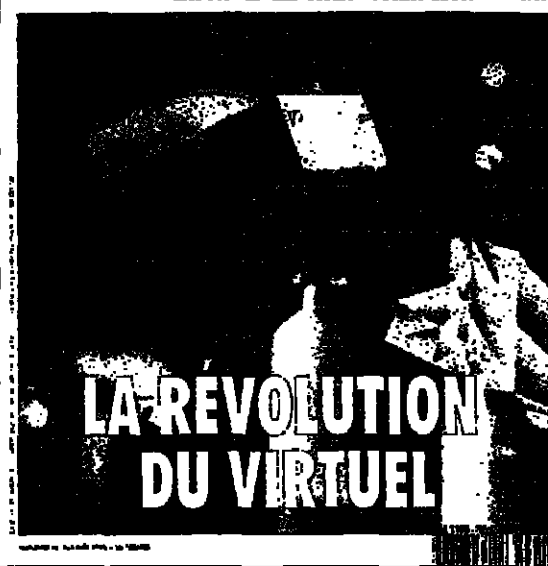
DOSSIER SPÉCIAL : LA RÉALITÉ VIRTUELLE

La réalité virtuelle : une nouvelle technologie qui révolutionne la chirurgie, la télérobotique, l'informatique et les loisirs. Des scientifiques et des industriels en témoignent. Le virtuel va-t-il bouleverser notre manière de voir, de communiquer, de penser ?

Au sommaire également : LAVOISIER ET LA RÉVOLUTION DE LA CHIMIE LE RAYONNEMENT GAMMA DE L'UNIVERS

LA RECHERCHE

L'ASTRONOME GAMMA - LES MINÉRAIS D'OR LAVOISIER - LES OISEAUX DANS LEUR HABITAT



EUROPE

Citoyens pour la Bosnie

Suite de la première page

« Nous voulons faire une collecte. Que faut-il collecter ? », « Nous avons collecté, comment peut-on envoyer ? ». Les collectes portent souvent sur les vivres. Parfois, un thème est choisi. Les donateurs préfèrent ce qui est concret. Alors, avec l'association Equilibre, une infirmière rassemble des pansements pour la Bosnie. Les villes de Berck, Boulogne et Lille stockent des bougies, le Loiret, de la farine pour Gacania et Tuzla. Ce sont des colis familiaux, contenant des produits d'entretien. Des trousseaux scolaires avec cahiers et crayons; des paquets de semences pour les camps de réfugiés; des produits « féminins » (25 000 cotils individuels collectés par Femmes d'Europe, femmes d'action).

Les initiatives fusent. En Haute-Savoie, le comité d'entreprise de Tefal a vendu... des poêles pour 150 000 francs et organisé un convoi de produits alimentaires pour Zénice. Ici, ce sont les professionnels de la montagne qui viennent en aide aux populations montagnardes de Bosnie. Là, des tombolas qui sont organisées à Lille ou Toulouse. A Albis, 160 femmes se sont regroupées pour venir en aide aux femmes violées. A Crest, dans la Drôme, un petit groupe s'active à récolter, chaque mois, 12 000 francs pour subvenir aux besoins matériels de quatre familles bosniaques. Un foyer évangélique a prêté les locaux, une retraite a pris en charge l'accueil des tout-petits, et un ancien missionnaire en Afrique donne de son temps.

Particulièrement sensibilisés, souvent appuyés par des enseignants, des jeunes montent des projets. Ce sont trois cents Dijonnais de six à seize ans qui organisent, en février, un spectacle avec l'espoir d'améliorer le sort de leurs camarades bosniaques inconnus; des élèves de CM 2, rue Tenner à Paris, qui décident, avec leur instituteur, de composer une chanson et de presser un disque compact pour collecter des fonds; des lycéens de Champollion, à Grenoble, qui envoient un camion de matériels à Sarajevo et montent sur pied un dossier d'accueil de quatre camarades bosniaques... qui n'ont toujours pas l'autorisation de quitter leur pays.

« Donner à manger par la fenêtre... »

A la démarche politique, les plus jeunes préfèrent souvent l'humanitaire, manifestant ainsi leur générosité, un goût pour l'aventure. S'adressant « à tous les lycéens de France », ceux de Cameray, dans la Nièvre, veulent « mobiliser les consciences ». L'idée est partie d'un cours de philosophie sur la tolérance. « On a parlé de l'ex-Yugoslavie, on a laissé mûrir », explique Céline, en terminale A2. Le 29 mars, ils ont organisé une exposition, un concert, un débat, une marche dans la ville et une minute de silence. Avec un ciel blanc à la main.

La philosophie est souvent bonne conseillère. A Sens, un cours de philo a aussi été à la base de la création de Jeunesse sans frontières (JSF). Collégiens ou lycéens, ils ont entre treize et vingt ans, préparent le baccalauréat, ont le baccalauréat, ont le baccalauréat. Profitant des vacances scolaires, ils se rendent régulièrement en ex-Yugoslavie. Pour mettre en œuvre leurs projets, ils n'ont pas hésité à demander à voir Jacques Delors en personne, dans sa maison de campagne, qu'ils avaient

Le président de la Commission européenne les a reçus. Sédut, il les soutient depuis. Subventionnés par la Communauté, les collégiens et lycéens de Sens ont appris à utiliser les médias, à négocier des contrats (pour 2 millions de francs en 1993). Et se sont fixés sur un camp de réfugiés bosniaques de Slavonie. Ils accompagnent régulièrement les camions qu'ils envoient, distribuent sur place colis et bois de chauffage. Et pour divertir les enfants des camps, qu'ils aiment entendre rire, montent des petits spectacles, qu'ils jouent, déguisés en clowns.

Devant les demandes de livres et de journaux qui leur arrivent de Sarajevo, les universitaires et les étudiants des campus (Nantes, Toulouse ou Clermont-Ferrand) se mobilisent à leur tour. Des artistes se mettent au service de la cause. Des concerts, des expositions fleurissent au profit de la Bosnie. Des associations se créent, aux titres explicites: Association pour la renaissance de la Bibliothèque nationale de Bosnie-Herzégovine; Association Sarajevo capitale culturelle, dont le projet a été refusé par les Douze à l'automne 1993.

La mobilisation est multiforme. Pour beaucoup, « donner à manger par la fenêtre sans rien faire pour déloger l'assassin de la maison n'est pas un geste humanitaire », selon la formule d'Alain Destexhe, secrétaire général de MSF-International. Il s'agit de faire pression, de formuler une revendication politique. En clair, de refuser tout partage ethnique.

que d'un pays — la Bosnie — que l'on sent résolument européen.

Cela passe par le refus de négocier avec des criminels, la volonté de désigner précisément les agresseurs et, surtout, de lutter contre l'impunité, qui est devenue « l'alibi des politiques », ou encore un « non-sens politique ». Ceux-là appellent en priorité au « sursaut des consciences », à la raison citoyenne qui n'empêche pas l'aide humanitaire mais l'accompagne, lui donne sa raison d'être. « Je veux garder le cœur au chaud et la tête froide », confie Yves Labbé, de l'association Sarajevo capitale culturelle. Il faut dépasser l'indignation et la bonne volonté, interroger sans relâche les politiques.

L'appel du 4 juin à Cécé

Combien sont-ils? On compte au moins trois cents collectifs, associations ou coordinations contre la « purification ethnique ». Beaucoup de comités d'intellectuels, de revues (Esprit, la Règle du jeu) et de coordinations étudiantes. Beaucoup de regroupements aussi, de mises en commun, de réseaux. Européens dans l'âme (mais n'ayant que peu d'estime pour l'Europe de Maastricht), ces militants estiment que l'Europe n'a pas de sens si elle se construit sous le sceau de l'indifférence ou simplement de l'incompréhension. Pour eux, les élections européennes du 12 juin sont un déshonneur. Comment construire ici, quand tout se détruit là-bas?

Alors, ils informent. Comme ils peuvent. Avec des photocopies, des ronéos pour arriver à « briser les murs qui se referment », pour faire face au « cynisme » des politiques. Les coordinations éditent des revues (Guernica à Toulouse, No

L'exemple d'Etudiants pour Sarajevo

« L'éducation, rempart à l'obscurantisme »

Lancé dans la vie active par les métiers de la communication, Eric Anglade, trente ans, se rend à Sarajevo en janvier 1993 avec une poignée d'étudiants en BTS du lycée Colbert de Lyon. L'émotion se fait devoir. C'est alors un premier jumelage avec un lycée de la capitale bosniaque, puis la plonge, corps et âme, dans un projet d'aide en direction des adolescents et des étudiants.

Sans moyens, ce jeune homme au regard lustré fonde Etudiants pour Sarajevo, un mouvement qui entend être plus un réseau international qu'une ONG supplémentaire. Il organise, en mai 1993, des rencontres à Lyon, auxquelles viennent participer des étudiants venus de Rennes, Strasbourg, Mâcon, Charleville, Nice, Toulouse... mais aussi de Stockholm, Bergame, Genève, Rome, Essen. Défendant « l'idée de l'éducation, du savoir, comme rempart à l'obscurantisme des idéologies d'exclusion et de violence, comme rempart au fascisme », une charte est adoptée. En octobre, il renouvelle l'opération à Sarajevo même, avec une centaine d'étudiants et d'enseignants. Intuitivement, il sent le besoin de travailler sur le long terme, de penser de suite à « l'après-guerre ». Il parle de « reconstruction humaine ».

A l'image des corridors humanitaires, Etudiants pour Sarajevo tente d'imposer l'idée d'un « corridor pédagogique ». Quelle que soit la situation, Eric Anglade se rend sur place tous

les mois, apporte des revues aux jeunes Bosniaques pour « maintenir un lien », un lien européen. L'association de bénévoles remue ciel et terre, organise des convulsions de nourriture et d'équipements scolaires et universitaires, favorise la signature d'un premier accord de jumelage entre l'université de Sarajevo et l'université Paris X-Nanterre. Et obtient le prix Clot-Palme 1993 pour son action qui vise à rompre l'isolement de la capitale bosniaque (Javier Perez de Cuellar, Vaclav Havel, Amnesty International sont les précédents bénéficiaires de ce prix).

« Sveza », « lien » en serbo-croate

A Sarajevo, le mouvement envisage alors de mettre sur pied un centre culturel étudiant européen. Celui-ci est actuellement installé à l'Académie des beaux-arts, et la Commission européenne a accepté de financer son fonctionnement. Le prix suédois (170 000 F) est, quant à lui, réinvesti dans l'achat de matériel informatique, pour que les étudiants bosniaques puissent avoir accès aux banques de données européennes. Une dynamique est créée. Des jumelages sont conclus entre l'université de Sarajevo, Nanterre à nouveau, mais aussi, fin avril, avec le Pôle universitaire de Lyon, les universités de Barcelone, et l'université de Copenhague. Il s'agit de forcer les blocages administratifs, de faire bénéficier les Bosniaques des

programmes d'échanges communautaires entre étudiants et enseignants. A Grenoble, des étudiants recueillent 12 000 F sur les campus pour financer des abonnements. A Strasbourg, d'autres poursuivent la réalisation d'une revue, Sveza (« lien » en serbo-croate), du nom de leur association (1).

Poèmes, lettres, dessins, photos, rêves, cauchemars, espoirs, simples envies de témoigner: l'association strasbourgeoise a consigné dans une revue de qualité les témoignages d'étudiants d'ex-Yugoslavie et redonné la parole à ceux qui semblaient l'avoir perdue. Sveza, distribuée en France et à Sarajevo, est bilingue. D'un côté le français, de l'autre « une langue qui a desor-mais plusieurs noms: serbo-croate, croato-serbe, bosniaque, serbe, croate ». « Nous n'avons pas à choisir, précisent les jeunes éditeurs en prologue du premier numéro en 1993. Nous cherchons seulement à en tirer le meilleur: grâce à cette langue et malgré ses différents parlers, ces jeunes se comprennent, et notre combat se place à l'intérieur de cette compréhension ».

J.-M. Dy.

(1) L'association Sveza, avec l'appui du Conseil de l'Europe et de la communauté urbaine de Strasbourg, a été créée le 14 au 18 avril, des rencontres entre étudiants serbes, croates, bosniaques, monténégrins, kosovars, slovènes opposés aux nationalismes, afin d'aboutir à des projets concrets de coopération.

Les associations françaises contre la « purification ethnique »

affiche une solidarité sans faille avec la République bosniaque, en demandant la levée de l'embargo sur les armes au titre de l'autodéfense. La troisième est interventionniste, estimant que la communauté internationale, seule, peut éteindre l'incendie.

Devant l'émiettement de la mobilisation, perçue comme une faiblesse, certains enragent. A Grignan, un militant des droits de l'homme, Jean-Paul Ruhard, appelle à la constitution d'un collectif national de solidarité avec la Bosnie. Mais déjà, une convention nationale des coordinations et collectifs contre la purification ethnique se met en place. Elle a déjà fait pression pour obtenir le débat parlementaire du 12 avril. Rendez-vous est maintenant pris pour le 4 juin, à Caen, à la veille de la commémoration de la Libération.

La date est bien sûr symbolique et les mots d'ordre tombent sous le sens: proclamer que « la résistance ne doit pas être l'objet d'un culte passif, mais un état d'esprit qui éveille la vigilance et l'initiative », dire que « la mémoire des massacres d'hier ne doit pas occulter ceux du présent », rappeler que « les valeurs qui fondent les sociétés laïques, démocratiques et pluralistes ne disparaissent pas sous l'effet conjugué du nationalisme fasciste et du reniement honteux des démocraties ».

Les buttes de l'indifférence

A l'enthousiasme, pourtant, succède souvent le désenchantement. Chez ces militants à l'âme résistante, il y a « de la fatigue, de l'usure et de la désespérance parfois », reconnaît Jean Brugier responsable, en France, de l'AEC. D'ultimatums non respectés en injonctions sans suite, certains viennent à douter. A quoi bon pétitionner, dénoncer? « Il faut toujours une émotion, c'est-à-dire un abus de plus », constate Marie-Noëlle au Collectif de Paris: « R. n'apporte cette mobilisation qui retombe ».

« On peut effectivement rassembler 700 personnes pour un forum, reconnaît Adette Bayle, de l'association toulousaine Sarajevo, citoyens, citoyennes, où l'on s'est également occupé du sort des opposants serbes. Mais cela s'arrête là. Il n'y a pas de constance. » C'est de l'indignation à coups de seringue, dit François Tanguy, de Sarajevo capitale culturelle et directeur du Théâtre du Radeau, au Mans. « A force d'en parler, on ne veut plus en parler ».

Mais le découragement n'entlève

rien à la ténacité. Sisyphes sans cesse gravissant les buttes de l'indifférence, les militants pour la Bosnie sont avant tout affectés parce que la tragédie bosniaque les atteint en tant qu'hommes. Chaque abus les transperce. Leur réaction veut être la manifestation de ce petit rien « qui fait la différence entre un habitant et un citoyen ». Mais faut-il mourir pour la Bosnie? « La Bosnie nous rappelle qu'on ne se débarrasse pas de l'idée d'être mortel dans toutes les circonstances », indique François Tanguy au Mans.

Devant le spectacle de la guerre, offert chaque soir au journal de 20 heures, ils veulent que chacun se sente concerné. « N'avons-nous aucune leçon à tirer de ce conflit? », demande Patrice Fournais, qui a fondé l'association Le pont de Mostar à Charleville-Mézières. « N'avons-nous aucune question à nous poser? Qu'est-ce qu'un peuple, par exemple, qu'est-ce qu'une nation? Que veut dire intégration? Qu'est-ce qu'une représentation politique? » « N'y a-t-il pas une réflexion à mener sur les valeurs? », renchérit Yves Labbé. Car un jour on ne manquera pas de rappeler qu'un système de valeurs, prônant la liberté, l'égalité et la fraternité, a laissé passer cela.

Et les plus jeunes le rappellent déjà, qui déversent leur indignation dans les colonnes du magazine Phosphore. « J'en ai marre de voir les peuples, frères d'un jour, s'entre-tuer le lendemain », écrit Claire, en classe de première; marre de voir des hommes politiques beaux parleurs mais incapables d'agir; marre de voir le chômage, la pollution, le sale argent-roi. J'en ai marre de voir crever les gens de faim pour une Irlande du Nord ou une ex-Yugoslavie exsangue. C'est ce monde pétrifié dans son conformisme, dans son égocisme, que vous, les adultes, nous destinez ».

« Si, en France, vous trouvez que ce qui se passe en Bosnie ne vous concerne pas, fait donc remarquer Patrick Didiéregis, animateur de l'association Sarajevo et ancien directeur de la télévision de la capitale bosniaque, alors... c'est bien votre problème. Pas le nôtre. Au cœur de l'Europe, la Bosnie n'est pas un mauvais rêve qu'on écarte de la main. Elle pousse au contraire des citoyens à réfléchir pour agir collectivement ».

JEAN-MICHEL DUMAY

► On peut se reporter utilement à la revue Projet, qui consacre son numéro de janvier-mars 1994 à « l'humanitaire sans frontières ».

Les adresses de la solidarité

S'il est impossible de dresser ici une liste exhaustive des associations qui se mobilisent en faveur des populations d'ex-Yugoslavie (en dehors des ONG traditionnelles), on pourra se rapprocher des organisations suivantes pour obtenir les coordonnées des principaux comités:

- Assemblée européenne des citoyens (AEC): 31, rue de Renilly, 75012 Paris. Tél: (1) 43-79-09-23.
- Association Sarajevo: 17, rue de l'Avre, 75015 Paris. Tél: (1) 45-79-38-66.
- Association Sarajevo capitale culturelle: 221, av. Jean-Jaurès, 75019 Paris. Tél: (1) 42-80-62-80. Au Mans, au Théâtre du Radeau. Tél: 43-24-93-60.
- Convention nationale des collectifs contre la purification ethnique et pour la paix en ex-Yugoslavie: Aquitaine, 25, av. de la Libération, 33700 Mérignac. Tél: 56-97-64-63.
- Rhône-Alpes, 8, rue Chenoise, 38000 Grenoble. Tél: 76-52-15-62.
- Ouest, 13, allée du Choclin.

- 53100 Saint-Baudelle. Tél: 43-32-07-79.
- Paris, 7, rue Dautancourt, 75017 Paris. Tél: (1) 42-63-13-40.
- Coordinations étudiantes contre la purification ethnique: Paris. Tél: (1) 43-38-57-67.
- Rennes. Tél: 99-67-66-19.
- Toulouse (Guernica), 53, rue Lucien-Cassagne, 31500 Toulouse. Tél: 61-54-75-28.
- Etudiants pour Sarajevo: BP 1173, 69201 Lyon Cedex 01. Tél: 78-28-22-63. A Paris. Tél: (1) 40-02-00-23.
- Jennesse sans frontières (JSF): 2, rue de la République, 89100 Sens. Tél: 86-64-92-80.
- Le Pont de Mostar: 52, place Ducale, 08000 Charleville-Mézières. Tél: 24-59-02-29.
- Sarajevo citoyens, citoyens (Toulouse): Tél: 61-23-03-58.
- Sveza: Maison des associations, 1A, place des Orphelins, 67000 Strasbourg. Tél: 88-25-19-39.

SPECIAL "PETIT DEJEUNER" FRANCE INTER

avec Michel Rocard

France Inter ÉCOUTEZ, ÇA N'A RIEN À VOIR.

MERCREDI 11 MAI
7h45/9h

هكذا من الأصل

et le conflit dans l'ex-Yougoslavie

Les forces serbes continuent de défier POTAN et l'ONU

A Gorazde - comme à Sarajevo, à Tuzla ou en Krajina (Croatie) - les Serbes défient POTAN et les Nations unies. Dans l'enceinte bosniaque de Bosnie orientale, les forces serbes dissimulent des troupes lourdes dans la zone d'exclusion pour l'artillerie de 20 kilomètres. Ils conservent, dans la zone d'exclusion de 3 kilomètres imposée par l'Alliance atlantique, plus de cent soldats déguisés en policiers; ils limitent les mouvements des observateurs militaires de l'ONU, a déclaré, lundi 9 mai, le commandant des «casques bleus» à Gorazde, le lieutenant-colonel David Santa-Olalla.

A Sarajevo, la Force de protection des Nations unies a découvert, dimanche, deux pièces de DCA serbes dissimulées dans la végétation, dans la zone d'exclusion des 20 kilomètres, mais elle n'avait toujours pas retrouvé, lundi, le char serbe qui y a disparu quelques jours plus tôt.

Près de Tuzla, autre «zone de sécurité» au nord-est de la Bosnie, les Serbes ont ouvert le feu, lundi, sur un blindé de l'ONU, tuant au moins deux civils qui marchaient à proximité, en blessant deux autres, selon l'ONU. En Krajina, territoire contrôlé par les Serbes en Croatie, Yasushi Akashi, le représentant de l'ONU dans l'ex-Yougoslavie, a exprimé lundi sa «déception», en raison du «grand nombre de violations du cessez-le-feu dont la plupart sont imputables à la partie serbe», selon un communiqué de l'ONU. Les autorités serbes locales «se sont engagées à appliquer totalement l'accord de cessez-le-feu dans les dix jours», selon ce communiqué. - (AFP, AP, Reuters)

COMMENTAIRE

La tentation du retrait

DE nouveau ce sentiment que l'on s'est éloigné à grands pas d'une issue à la crise bosniaque. De nouveau ce faux calme qui règne là-bas, ponctué de violations des accords passés, du réveil de faux qui courent sous le cendrier - concentration de troupes à Brcko, tensions à Olovo, etc. -, autant de signes que les communautés de Bosnie n'ont décidément pas renoncé à la guerre.

De nouveau les humiliations infligées à la FORPRONU par l'arrogance des Serbes, ou bien par les erreurs grossières de ses propres dirigeants, en l'occurrence celles de M. Akashi ces dernières semaines. De nouveau l'effacement de l'action diplomatique, l'impression que le peu qui avait été acquis se défile. Et de nouveau, aussi, la tentation récurrente, chez les dirigeants occidentaux, de baisser les bras; la tentation, pour ceux qui y ont envoyé des soldats, de s'absenter de la Bosnie.

A plusieurs reprises ces derniers jours, Alain Juppé a ainsi évoqué pudiquement un retrait prochain des «casques bleus», en déclarant qu'il faudrait très bientôt «tirer les conséquences» de l'absence de progrès vers une solution. En fait, le ministre des Affaires étrangères sera probablement le dernier à prêter le départ des soldats français de Bosnie. Mais il n'est pas seul: le gouvernement français, comme d'autres, est divisé sur la question, et M. Juppé s'est déjà trouvé en situation de devoir couper l'herbe sous le pied à ceux qui, à Matignon ou au ministère de la Défense, inclinent à cette démission.

Puis l'histoire se répète (l'effacement, les entraves à l'action de la FORPRONU, le discrédit qui, de surcroît, la frappe) et plus la lésion grandit chez ces pays d'engagement, en France comme dans les autres pays contributeurs. Certes, à moins d'une menace surgissant contre l'ensemble de la FORPRONU, personne ne voudra être le premier à assumer une décision de retrait total qui passerait, aux yeux des opinions, pour un abandon de populations en péril. Mais on recommence à Paris à parler de «disproportion» entre le coût de ces soldats et les pitoyables résultats de l'action menée en

Brcko, le talon d'Achille de la Grande Serbie

Les Serbes veulent élargir le «corridor» qui relie tous les territoires sous leur contrôle.

Une offensive adverse supposerait un accord entre Croates et Musulmans

BRCKO (côté bosniaque)
de notre envoyé spécial

Ils viennent souvent ici pour la regarder, en jurant tout bas. Dans la petite pièce enfumée où siège la commission des crimes de guerre est accrochée la seule photo du centre-ville de Brcko, dont on voit d'ici les maisons, mais qui paraît très loin: de l'autre côté de la ligne de front. Les Serbes ont pris la ville tout au début de la guerre. Les «non Serbes», Musulmans ou Croates, ont été tués ou expulsés, vers ici, par exemple.

«Nous récupérerons Brcko, nous couperons le corridor, nous détruirons la Grande Serbie... Quand nous aurons des armes.» A quelques kilomètres d'un des plus sanglants champs de bataille de Bosnie-Herzégovine, en tout cas du plus stratégique, Hamid, un jeune officier de l'armée bosniaque, disait tout haut, récemment, ce dont tous les Bosniaques rêvent tout bas: l'armée de Bosnie-Herzégovine doit reprendre Brcko. Depuis le mois de mars, l'accord conclu entre Musulmans et Croates de Bosnie sur la création d'une fédération alimente l'espérance.

«Nous ne ferons pas que libérer la ville, nous détruirons en même temps la Grande Serbie», expliquait Hamid dans la cave où il travaille à l'abri des bombardements serbes qui ravagent les villages serbes par les Bosniaques au sud de la ville. Brcko, dans le nord de la Bosnie, est le point le plus étroit (3 à

6 kilomètres de large) du fin et long corridor qui relie les territoires conquis par les Serbes. Brcko, c'est «la clé de la guerre», selon le commandant des forces bosniaques, Rasim Delic, qui s'est rendu début mai sur ce front avec le président Alija Izetbegovic. Ce «cordon de vie», comme l'appellent les Serbes, est pris en étau entre, au sud, l'armée bosniaque et, au nord, une poche croate bosniaque, Orasje, et l'armée régulière croate sur l'autre rive de la rivière Sava.

La grande offensive de juillet 1993

Prendre ce corridor, ce serait pour les Croates et les Bosniaques porter un coup terrible: la majorité des territoires conquis par les Serbes en Bosnie et en Croatie (Krajina) se retrouverait isolée du reste des «terres serbes». L'artère qui irrigue la Grande Serbie en armes, munitions, troupes, carburant, serait sectionnée. Rien d'étonnant, dès lors, que les Serbes menacent: «Nous nous ferons tuer jusqu'au dernier. Nous nous battons jusqu'à la dernière goutte de sang. Ce sera une guerre généralisée...»

Tant que les Serbes n'auront pas assuré ce lien entre les territoires conquis, ils n'auront pas gagné la guerre. «Si nous coupons le corridor, la guerre est finie», estime un



officier bosniaque. Les Serbes en sont les premiers conscients. «La chose la plus importante est de relier nos terres non pas grâce à un simple corridor mais par des territoires», nous déclarait il y a un an, Vitimir Popovic, vice-premier ministre de la «République serbe» de Bosnie (1). «Nous ne plaisantons pas quand nous parlons de garantir la sécurité du corridor, vous pouvez être certain qu'il sera sûr», ajoutait un porte-parole de l'armée serbe. Pourtant, toutes les tentatives serbes pour élargir le corridor ont fait long feu. En juillet 1993, l'armée des Serbes de Bosnie, qui avait déjà échoué trois mois auparavant, juge que «les conditions sont réunies» pour passer à la «contre-offensive», c'est-à-dire à ce qui reste, à ce jour, la plus sérieuse de leurs offensives.

«C'était dramatique, le chaos complet; les civils s'enfuyaient, au sud, vers Tuzla; la route était bloquée par l'écoulement des eaux», raconte un jeune Bosniaque. «Seule la menace du chlore nous a permis de les arrêter», reconnaît un officier de l'armée bosniaque. «Le 21 juillet, à 3 h 30 du matin, après une préparation d'artillerie, une centaine de tanks modernes M-84 et de transporteurs blindés venus de Novi-Sad (Serbie, Voïvodine), des hélicoptères de combat, ont attaqué, suivis par l'infanterie, sans interruption pendant neuf heures», raconte-t-il. «Au troisième jour de l'offensive, nos positions avancées dans la banlieue de Brcko ont été prises à revers par des unités spéciales serbes. Nos troupes ont dû se replier de 5 kilomètres et se sont fait massacrer.»

En une journée, l'hôpital de campagne, derrière les lignes bosniaques enfumées, recouvra 83 blessés graves, raconte un chirurgien. Quelques jours plus tard, les Serbes lancent un nouvel assaut. «Nous ne pouvions plus résister, les civils fuyaient; alors, nous avons menacé les Serbes de répondre le chlore», raconte l'officier. Les citernes, minées, contenant le dangereux liquide (produit dans la ville industrielle de Tuzla) seraient, selon certaines sources, enterrées à l'arrière des lignes bosniaques. La mesure fut approuvée par le Parlement régional de Tuzla, ratifiée par Sarajevo. Les forces serbes se sont arrêtées.

Depuis, elles lancent des offensives limitées, misant sans doute sur un conflit entre Croates et Musulmans, qui, ici, se battent côte à côte. L'avant-dernière a eu lieu en janvier, la dernière en avril: sans succès. «Ici, il n'y a pas eu et il n'y aura pas conflit entre Croates et Musulmans», explique-t-on fièrement au 2^e corps, à Tuzla. L'armée bosniaque s'est sérieusement renforcée, organisée, mieux équipée, notamment en armes antichars. A l'arrière des lignes de front, les Bosniaques ont installé aux sous-sols de certaines villes un hôpital de campagne, très bien équipé; ils en mettent en service un nouveau, plus grand, plus moderne encore. Peut-être à cause de ces échecs répétés à Brcko, les Serbes semblent avoir opté pour une autre tactique: tenter d'isoler la région de Tuzla, en la coupant au sud par

récupérer ses «territoires occupés» sans tirer un coup de feu. A moins que les Croates, patients et laborieux, n'attendent, après la cuisante leçon de leur guerre de 1991 contre les Serbes, que leur armée soit assez forte et que la Serbie, sous le coup des sanctions, soit affaiblie pour se lancer dans ce qu'on appelle à Zagreb «l'autre solution», militaire. Par exemple en élargissant la Grande Serbie à Brcko.

«Tout ou rien»: tel est le nom que les Serbes auraient donné à leur dernière offensive pour élargir le corridor. En attendant, les négociateurs internationaux - qui avaient dû, l'année dernière, enterrer leur plan de paix, dit «plan Vance-Owen», parce qu'il n'assurait pas la continuité territoriale serbe (Brcko revenait aux Croates de Bosnie) - tentent de résoudre «la question du Nord». Leur dernier plan de division de la Bosnie (le plan «Owen-Stoltenberg») assurait aux Serbes cette continuité territoriale: on était allé dans les discussions jusqu'à prévoir un pont pour que les Musulmans accèdent à une partie de la ville et à la Sava, et sous lequel passerait le corridor serbe. A quelques kilomètres de chez lui, un jeune Musulman, expulsé de Brcko, s'amuse: «Pourquoi pas un tunnel, comme sous la Manche, pour que l'on ne voie pas la Grande Serbie?»

JEAN-BAPTISTE NAUDET

- (1) Le Monde du 29 mai 1993.
- (2) Borba du 4 mai 1994.

Crimes contre l'humanité

BRCKO

de notre envoyé spécial

Pour les Bosniaques et les Croates, Brcko et sa région (la Posavina), ne sont pas seulement synonymes d'enjeux militaires, mais surtout de massacres. Musulmans à 44 %, croates à 25 % et serbes à 21 % avant la guerre, Brcko fut l'un des théâtres des pires crimes commis en Bosnie. Lors de la prise de la ville une photo a été prise, qui en dit long: des civils alignés contre un mur sont sommairement exécutés. L'un des responsables des atrocités à Brcko figure d'ailleurs sur la liste des criminels contre l'humanité dressée par le Département d'Etat américain: l'ultra-nationaliste serbe Vojislav Seselj, chef de la milice des «Aigles blancs».

Lorsque la purification ethnique s'est «élaborée», les Musulmans ont été exécutés plus discrètement dans le camp de Luka-Brcko: 3 000 au printemps 1992, selon un rapport américain. Un jeune mobilisé serbe, fait prisonnier par les Croates, nous a raconté apparemment sans être sous le contrainte - comment il avait dû commettre des atrocités dans ce camp, exécutions sommaires, viols etc. Selon des témoins, les corps des victimes auraient, dans un premier temps, été jetés dans la Sava, puis réduits dans l'usine de transformation de viande de la ville ou enterrés dans des fosses communes.

Une personne a témoigné, devant la commission bosniaque des crimes de guerre de Brcko, avoir vu des camions amener des corps vers l'usine de viande de cette ville. Un autre témoin réfugié en Croatie a dit avoir vu, à l'intérieur de l'usine, comment les Serbes se sont débarrassés des corps gênants.

Ces témoignages sont concordants et émanent de personnes qui se trouvent de part et d'autre des lignes de front et n'ont pu se consulter. Selon la commission bosniaque sur les crimes de guerre, le nettoyage ethnique «se poursuit sur une échelle moindre» à Brcko, où il resterait près de 2 000 «non Serbes». «Il y a beaucoup de meurtres, non-décédés, de Musulmans», dit le président de la commission.

J.-B. N.

Les Croates ne bougent pas

Plus que sur une hypothétique intervention extérieure, les Bosniaques, de leur côté, semblent miser sur un réveil de la Croatie, qui leur ferait parvenir des armes via le Sud et les épaulerait au Nord lors de l'offensive finale. Car pour l'instant, les Croates sont restés inertes à Brcko. «Tudjman a un accord avec les Serbes» pour cette région, estiment les Bosniaques. Un accord que le commandant des forces serbes, le général Ratko Mladic, a pris soin de révéler au lendemain de la signature par les Croates et les Musulmans de Bosnie du document annonçant leur fédération, sans doute pour enfoncer un coin entre les deux nouveaux alliés.

A Brcko, le corridor serbe, quoique à portée de l'artillerie et des tireurs croates postés au nord, est inexplicablement épargné. Il y a quelques jours, le maire d'Orasje, la poche croate au nord de Brcko, affirmait qu'une action conjointe croato-musulmane pour couper le corridor avait été envisagée, mais qu'il manquait surtout la «volonté politique». Tant que Sarajevo et Zagreb ne se seront pas mis complètement d'accord, tant que perdureront les négociations devant donner une existence concrète à la fédération entre Croates et Musulmans, puis à la confédération entre la Croatie et la Bosnie (et à leur alliance militaire), aucune offensive sérieuse ne semble pouvoir être lancée à Brcko. La Croatie, d'ailleurs, obsédée par la scission de la Krajina que par le sort de Brcko, est soupçonnée de vouloir conclure un arrangement avec Belgrade pour

CLAIRE TRÉAN

AFRIQUE

La prestation de serment des députés et la cérémonie d'investiture du chef de l'Etat sud-africain

La nouvelle Assemblée fait un triomphe à Nelson Mandela

Quarante-deux chefs d'Etat, cinq mille dignitaires sud-africains et étrangers et plus de cent cinquante mille citoyens devaient assister à la cérémonie d'investiture de Nelson Mandela, mardi 10 mai à Pretoria. Benazir Bhutto, premier ministre du Pakistan, présidait les présidents portugais, Mario Soares, finlandais, Martti Ahtisaari, cubain, Fidel Castro, et irlandais, Mary Robinson.

Le président de l'OLP, Yasser Arafat, est arrivé avant le président israélien, Ezer Weizman, et le vice-président américain, Al Gore, accompagné d'Hillary Clinton. Le Royaume-Uni est représenté par le prince Edward, le gouvernement britannique par Douglas Hurd, secrétaire au Foreign Office, et la France par le ministre de la justice, Pierre Méhaignerie, et Danielle Mitterrand. La plupart des chefs d'Etat africains devaient assister à la cérémonie.

LE CAP
de notre envoyé spécial
La tradition et le changement. Traditionnels ces incroyables chapeaux aux couleurs acidulées des nouvelles élégantes, élues ou épouses d'élus, venues faire, ce lundi 9 mai, au Cap, dans les locaux du Parlement, le tour du propriétaire à l'occasion de l'élection du nouveau chef de l'Etat. Comme le faisaient, avant elles, à chaque rentrée parlementaire, et avec les mêmes accessoires, les dames de la bonne société blanche. «Celles-ci sont plus simples», commentait une employée du Parlement, serene face à la révolution tranquille qui se déroulait sous ses yeux. Elles ne font pas des ronds de jambes devant les photographes.

Changement avec ces nouveaux députés noirs qui, deux heures avant l'ouverture des portes, se pressaient et s'embrassaient dans les salons enfilés montés à la suite des séances. Limpho Hani, la veuve de Chris Hani, dirigeant de l'ANC et du Parti communiste, assassiné l'année dernière, était là, tailleur jaune canari et capeline à l'avant.

Walter Sisulu, et sa crinière blanche, n'était pas loin, comme Ronnie Kasrils, «terroriste» si

longtemps recherché par la police, qui, pour la circonstance, portait un oeillet rouge à la boutonnière. Quant à Winnie Mandela, enchaînée elle aussi, elle était habillée aux couleurs de l'ANC : une dominante de noir, de larges traces de vert et quelques taches de jaune.

Tradition avec les bons mots de ceux qui, vieux routiers des couleurs de la «maison», ne résistaient pas au plaisir de se confier au premier journaliste venu. Hendrie Bekker, député - blanc - de l'Inkatha expliquait ainsi, à qui voulait l'entendre, l'organisation de son groupe parlementaire, avec, dans la plus pure tradition britannique, la nomination des whips chargés d'assurer la cohésion et la discipline dans les rangs. «Nous en avons mis deux à l'entraînement», confiait-il en parlant de ses nouveaux collègues noirs.

Changement avec la réaction spontanée de l'Indienne Frene Ginwala, pressentie pour devenir la première femme présidente de la première assemblée multiraciale du pays, sous le regard sérieux de ses prédécesseurs dont les portraits en perle et grande tenue couvrent les murs : «Une perle ? Pour moi ? Certainement pas ! C'est l'Assemblée du peuple maintenant !» Pour ce premier jour, elle portait

un sari, mais elle n'excluait pas que, perruque mise à part, il lui faudrait porter bientôt une tenue plus traditionnelle : «On en discutera entre nous».

Ce 9 mai n'aurait donc pu être que cela : un subtil mélange d'ancien et de nouveau pour accompagner le passage du témoin, en douceur. Mais il y avait Nelson Mandela et cet intérieurement souriant qui lui permet de convaincre sans parler.

Des gestes de réconciliation

Lorsqu'il est descendu de voiture, quelques minutes avant que la plus haute instance judiciaire du pays ne déclare la séance ouverte, il était déjà le président, avant même d'avoir été élu. La salle ne s'y est pas trompée qui tout entière s'est levée pour l'applaudir, des bancs de l'ANC à ceux du Parti national et de l'Inkatha, alors que, flanqué de Thabo Mbeki, le premier vice-président, il se dirigeait vers son banc. Dans les tribunes du public des femmes ont poussé des youyouyou tandis qu'un griot à moitié dénudé, toque de fourrure sur la tête et masse de bois à la main, a bondi dans l'hémicycle pour verser en xhosa les mérites de l'impétrant.

Ce fut l'un des rares moments qui ne devaient rien à la tradition parlementaire britannique. Nelson Mandela est resté imperturbable, un léger sourire flottant sur ses lèvres. Mais le griot parti, il s'est levé, a traversé la salle et a pris Mangosuthu Buthelezi dans ses bras, en geste de réconciliation. Conquis, la salle, une fois encore, a applaudi, renouvelant son geste quand ce fut le tour de Frederik De Klerk, puis celui du général Viljoen, dont Mandela a longuement serré la main.

Il a ensuite fallu prêter serment, jurer fidélité à l'Afrique du Sud, en invoquant Dieu ou sa conscience, et en levant franchement le bras droit, ou en soulevant la main, doigts repliés, comme chez les scouts. Le général Viljoen et ses huit députés du Front de la liberté (FF, extrême droite blanche) ont juré tous ensemble d'un «jeu» sec comme un coup de feu, entraînant à l'assistance un rire rapidement étouffé. Melanie Vervoerd, épouse de Wilhelm, petit-fils d'Hendrik, le grand architecte de l'apartheid et ancien premier ministre assassiné en 1966 dans ce même Parlement, a prêté serment à son tour, dans les rangs de l'ANC dont elle est membre, ainsi que son époux.

A 12 h 10 il ne restait plus qu'à

dire le président. Il n'y eut qu'un seul candidat, Nelson Mandela, et puisque ce dernier était seul en lice, le juge Corbett, qui présidait la séance, le déclara élu. En quelques secondes trop brèves. La salle venait de se laisser dépouiller du plaisir de savourer l'instant.

Cinq minutes plus tard, de façon tout aussi expéditive, l'Assemblée, pour la première fois de son histoire, portait à sa présidence une femme, Frene Ginwala, issue de l'ANC, elle-même secondée par un vice-président choisi, par mutuel accord, dans les rangs du Parti national. Tout fut trop bref et trop retenu, la salle appelant à l'ordre ceux qui, dans les rangs du public, tentaient de saluer d'un chant les stupéfiants résultats de cette première séance.

L'émotion était là, à fleur de peau, mais réprimée. Le moment était à l'attitude responsable et digne pour accompagner vers le sommet celui qui, lundi, est devenu le président élu de l'Afrique du Sud. Lorsque, mardi 10 mai, à Pretoria, il aura prêté serment, Nelson Mandela sera alors le président. Tout simplement.

GEORGES MARION

«Viva Madiba», «Vi-va!»

Sous le balcon de l'hôtel de ville du Cap, les Sud-Africains - Noirs et Blancs ont fait une fête à leur premier président noir

LE CAP

de notre envoyé spécial
«Now is the time!» (L'heure est arrivée). Jamais le slogan de l'ANC n'a été aussi approprié. L'heure est en effet arrivée, comme le dit celui qui fait patienter la foule : d'un moment à l'autre, le premier président noir d'Afrique du Sud va apparaître sur le balcon de l'hôtel de ville. Devant la scène où les groupes de rock se succèdent, un unijambiste danse, mû par la même joie qui fait danser cette femme blanche, pieds nus, dans la foule.

«Viva Mandela», crie celui qui tient le micro sur le podium. «Vi-va!», reprend la foule. «Viva Madiba» (surnom affectueux de Nelson Mandela). «Vi-va!» Une partie de l'émotion a été «épuisée» par les trois jours qu'ont duré les élections. Une autre le sera au lendemain de ce lundi 9 mai, lors de la prestation de serment du nouveau président à Pretoria. Peu importe... «Le grand moment, s'exclame un étudiant, c'est aujourd'hui... quand Mandela apparaîtra sur ce balcon».

Les salopettes de travail cotoient les chemises-cravates. Noirs, Blancs, Indiens et Métis ont abandonné leurs bureaux, leurs chantiers, et attendent coude à coude sur Grand Parade, la place plantée de palmiers qui servait autrefois aux défilés militaires, face au balcon de cet

ancien hôtel de ville digne de n'importe quelle capitale d'Europe centrale.

Derrière les grilles qui contiennent la marée humaine, les premiers rangs s'impacientent. Premiers mouvements de foule, premiers évanouissements. Les photographes se précipitent vers les civières, mais les bons clichés sont ailleurs : dans les milliers de visages (cent mille ? deux cent mille ?) tendus vers le balcon, foule compacte où dominent le vert, le jaune et le noir, les couleurs de l'ANC, portées sous forme de T-shirts, de fanions, de casquettes ou de parapluies qui protègent... du soleil.

L'impatience grandit, quand apparaît enfin... Mgr Desmond Tutu, l'archevêque anglican du Cap. «C'est le jour que nous attendons depuis trois cents ans!», lance le Prix Nobel de la paix, c'est le jour de la libération pour nous tous! Une vague de poings se lève. «Le 27 et le 28 (date des élections), nous avons découvert que nous étions Sud-Africains et que nous en étions fiers», reprend le prélat au milieu des acclamations.

«Que disons-nous à propos du racisme?», lance-t-il à la foule avec un immense talent d'animateur. Un énorme «non!» vient en écho. «Que disons-nous de la violence?» «Non!» «Que disons-nous de l'oppression?» «Non!» Puis viennent les mots «réconciliation», «paix», «pardon», et la

clameur se transforme en «oui!», lorsqu'arrive - enfin - Nelson Mandela.

Le nouveau président ne s'exprimera pas immédiatement. En tout cas pas avant que l'orchestre n'ait joué le Peace Song qui, depuis l'an dernier, prêche la paix sur toutes les radios et les chaînes de télévision sud-africaines sur un air proche de Let It Be. Dans sa chaussette pourpre, Mgr Tutu bat lentement la mesure, bras au ciel, tandis que la foule fredonne le refrain. «South Africa, we love you» (Afrique du Sud, nous l'aimons). Dans la foule, les jeunes Blancs portent queue de cheval et sac de cuir en bandoulière. Les défilés militaires sont bien loin... Grand Parade a des allures de Woodstock sud-africain.

L'une est blanche l'autre noire

Mais voilà que «l'homme du siècle», comme le présente Desmond Tutu, prend la parole. Nelson Mandela s'est déjà adressé à la foule depuis ce même balcon. C'était le 11 février 1990, deux heures après sa libération. «Une ère nouvelle s'ouvre pour notre pays et pour notre peuple», s'exclame-t-il quatre ans plus tard, avant de se lancer dans un historique quelque peu ennuyeux et

de répéter son objectif : «Construire une nation». «Les gens veulent le changement, ils auront le changement», promet-il ensuite en martelant les promesses mille fois entendues pendant la campagne électorale en matière d'éducation, de logement et d'emploi.

M. Mandela n'est pas un tribun. Son premier discours de président n'a pas le souffle espéré. Qu'importe... Mgr Tutu est là, qui veille à entretenir la flamme. «Aujourd'hui, nous sommes libres», lance-t-il, les derniers mots du président à peine prononcés, nous tous, Noirs et Blancs ensemble». Et de répéter inlassablement, sous les vivats de la foule : «Nous sommes un peuple libre, un peuple digne!»

Cette dignité apparaît dans l'instant, lorsque Noirs, Blancs, Indiens et Métis entonnent God Bless Africa (Dieu bénisse l'Afrique). Ce chant des mouvements de libération africains - donc de l'ANC - est de ceux qui donnent la chair de poule. Poings levés, la foule recueillie a le regard perdu dans son futur. Deux adolescentes vibrantes d'émotion se tiennent par le cou. Une larme coule sur le visage grave de l'une d'entre elles, l'autre chante en souriant. La première est blanche, la seconde noire.

MARIE-PIERRE SUBTIL

Un gouvernement d'anciens prisonniers

Pas moins de sept membres du futur gouvernement sont en droit d'inscrire sur leur carte de visite leur qualité d'anciens pensionnaires des geôles de l'apartheid. Nelson Mandela a lui-même passé vingt-sept années de sa vie derrière les barreaux.

Exemple unique au monde, ces «reprise de justice» - condamnés pour trahison, sabotages ou subversion - ont reçu le flambeau de la passation du pouvoir des mains mêmes de leurs anciens geôliers. Et, comble de l'ironie, ces anciens prisonniers ont prêté leur serment de députés devant le Chief Justice, Michael Corbett, le plus haut personnage d'un appareil judiciaire qui a emprisonné nombre d'entre

eux et fait pendre plusieurs de leurs compagnons de lutte.

Le portefeuille des affaires correctionnelles a été confié à Ahmed Kathrada, qui a purgé vingt-six ans à Robben Island. Parmi les anciens de ce pénitencier réservé aux adversaires irréductibles de l'apartheid figurant aussi Jeeb Radaba (travaux publics) et «Mac» Maharaj (transports). Dullah Omar (justice) Alfred Nzo (affaires étrangères) et Trevor Manuel (commerce et industrie) ont connu d'autres prisons. Joe Slovo, «le communiste blanc» (logement et affaires sociales), a été condamné pour trahison et a dû s'exiler de nombreuses années. - (Reuters.)

Une Indienne au perchoir

Frene Ginwala, la présidente de l'Assemblée nationale, est un membre influent de l'ANC. Elle est vice-présidente de la Commission d'émancipation des femmes et c'est elle qui a fait inscrire «la situation de la femme» sur les tablettes des indigotiers qui se penchaient sur le barreau de la «nouvelle Afrique du Sud».

Très proche de Nelson Mandela, cette Indienne de soixante et un ans, toujours vêtue d'un sari, est avocate de formation. Son domaine de compétence s'étend bien au-delà des «considérations féministes». Elle dirige aussi le

département de recherche de l'ANC. Elle est un orateur apprécié et donne des conférences dans le monde entier.

Au long de sa vie d'exil, elle a dirigé un journal au Kenya et représenté l'ANC en Tanzanie, au Mozambique, en Zambie et au Royaume-Uni. Elle était spécialisée sur les questions militaires, le nucléaire et les transferts de technologie. Elle a joué un rôle crucial en expliquant en Europe l'utilité des sanctions et de l'embargo sur le pétrole et les armes.

F. F.

Un invité très spécial

LE CAP

de notre envoyé spécial
James Gregory avait l'intention de suivre la prestation de serment de Nelson Mandela à la télévision, comme - presque - tout le monde. Mais finalement il se rendra du Cap à Pretoria, mardi 10 mai, pour y assister. Le nouveau président, un ami de longue date, l'a fait appeler samedi dernier pour le convier. Comment aurait-il pu refuser ce statut d'invité spécial?

Aujourd'hui à la retraite, M. Gregory était... gardien de prison. Il a vécu vingt-trois ans aux côtés du plus célèbre prisonnier politique du monde. «C'était un homme très, très

intelligent et sage, raconte-t-il dans un entretien au quotidien du Cap The Argus. Quand il a quitté Victor-Verster (son dernier lieu d'incarcération) ce fut pour moi la fin d'une époque; toute ma vie était centrée autour de lui et des autres prisonniers politiques.»

M. Mandela n'a oublié personne. Outre M. Gregory, auquel le lie une réelle amitié - il l'a appelé plusieurs fois depuis sa libération -, le nouveau président a convié à la cérémonie de Pretoria un autre gardien et le chef de la prison Victor-Verster.

M.-P. S.

Pierre JEROSME

De l'engagement de la nation française dans la triste aventure du gouvernement de Vichy

Quelques mises au point par un acteur témoin pour le cinquantenaire de la Libération

Editions L'Harmattan

PUBLICATION JUDICIAIRE

« Jugement de la 3^e Chambre 1^{re} section du TGI de PARIS, du 9 juin 1993, demandeur : M. Gérard SCHER, représenté par M. Michel HUET, avocat, défendeur : RATP représenté par M. GANTELME - M. Jean-Michel AGNOUX représenté par M. GORDON-KRIEF, avocat - la Sté MEDIA 9 représenté par M. SCHIAUS-SERIAUX, avocat - la Sté FILM OFFICE DISTRIBUTION représentée par la SCP CHARVET GARDEL. (...) Condamne in solidum la RATP, la Sté MEDIA 9, la Sté FILM OFFICE DISTRIBUTION, à payer à Gérard SCHER, 500 000 F à titre de dommages-intérêts sur le fondement de la condamnation des deux filiales METROPOLIS 1930 et LES ANNES FILLES DES AUTOBUS. (...) Condamne in solidum la RATP, la Sté MEDIA 9, la Sté FILM OFFICE DISTRIBUTION, Jean-Michel AGNOUX à verser à Gérard SCHER, 20 000 F en réparation du préjudice causé par le non respect de son œuvre.

Six ministres du Parti national dans le futur gouvernement. - Le Parti national de Frederik De Klerk a désigné six de ses membres pour siéger dans le prochain gouvernement : Roelof «Pik» Botha, mines et énergie; Roel Meyer, développement constitutionnel; Derek Keys, finances; Kraai van Niekerk, agriculture; Dawie de Villiers, environnement; Abe Williams, bien-être et développement populaire. - (AFP.)

PRÉCISION : dans le portrait de Nelson Mandela (le Monde du 10 mai), c'est par erreur qu'il était question de «mouton noir» pour Black Pimpernel. Il fallait, bien sûr, lire «mouton noir».

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

هكذا من الأمل

AFRIQUE

Le calme trompeur du printemps d'Algérie

L'assassinat des deux religieux français à Alger semble avoir mis un terme à une brève et artificielle euphorie

ALGER

de notre correspondante
L'émotion suscitée par le meurtre de deux religieux français, assassinés, dimanche 8 mai, dans le quartier de la Casbah, devrait pousser les Algériens « dont la présence n'est pas indispensable en Algérie », selon la formule diplomatique, à quitter le pays au plus vite. Le visage de la capitale n'en est pas changé pour autant. Depuis ces trois dernières semaines, le sang et le soleil cohabitent, la tragédie côtoyant l'ordinaire, à quelques heures ou à quelques kilomètres d'intervalle.

Dimanche, tandis que la mort faisait son œuvre dans une ruelle du vieux Alger, la vie battait son plein dans le quartier du port, envahi de gamins, de lumière, de chaleur. Sur les collines fleuries, au bord des autoroutes, les familles pique-niquaient sur l'herbe et les vieux faisaient la sieste, sans se soucier des amoureux qui flirtaient un peu plus loin.

« Autant respirer aujourd'hui »

Du côté d'Aln Benian, à l'ouest de la capitale, les caboulots de la Madrague étaient de nouveau bondés. Sur les nappes en papier, les montagnes de rougets et d'espérons grillés s'arrosaient au vin rosé. La plage voisine du Club des Pins grouillait, elle aussi, de filles et de garçons mêlés.

Si le beau temps est pour beaucoup dans ces exubérances printanières, les forces de sécurité y ont aussi leur part. Les fiefs islamistes particulièrement « chauds » de la

Mitidja, qu'il s'agisse de Lakhdaria, de Médéa, de Blida ou de Dellya, ont reçu, en mars et en avril, la visite musclée des unités d'élite. Au prix d'une répression souvent féroce, un semblant de calme a été rétabli. Plusieurs chefs maquisards auraient été tués et leurs réseaux démantelés.

Certes, bien des questions subsistent. La guerre larvée que se livrent, depuis plus de deux ans, les forces de l'ordre et les groupes islamistes armés et les forces de l'ordre, pour le commun des observateurs, invisible. Journalistes comme diplomates sont généralement condamnés à tatonner dans le brouillard des communiqués officiels, des tracts anonymes, des témoignages ou des rumeurs. Mais les récentes opérations de « nettoyage » lancées par l'armée ont pourtant donné des résultats sensibles, non seulement dans la capitale mais dans tout l'Algérois. A Blida et à Médéa, les cas ne sont pas rares de femmes, soumises hier encore aux oukases intégristes, et qui ont aujourd'hui décidé de jeter leur hidjab (voile) aux orties.

Combien de temps va durer l'accalmie ? Personne ne sait. « C'est bien pour ça qu'il faut en profiter : quitte à mourir demain, autant respirer aujourd'hui », sourit bravement une Algéroise. Pour un peu, le soleil aidant, les étrangers en auraient presque fait autant. Depuis le meurtre d'un employé de l'ambassade de Russie le 28 mars à Alger aucun d'entre eux n'avait subi les foudres terroristes. Même les menaces de mort s'étaient espacées. Cette embellie aura été de courte durée. Subitement dégrisés par l'assassinat de la sœur Hélène Saint Raymond et du frère Henri Vergès, les ressortis-

sants étrangers, notamment les Français, sont à nouveau sur le qui-vive.

Une première vague de départs avait eu lieu en novembre dernier après l'enlèvement de trois employés du consulat général de France à Alger. Les vacances de Toussaint avaient fourni un bon prétexte pour éviter à cet exode précipité l'appellation de « rapatriement ». Les fêtes de Noël précédées d'une cascade d'attentats meurtriers contre les étrangers, allaient donner le signal d'une seconde vague de départs.

Apprentis sorciers

Signe de cette hémorragie : des mille quatre cents élèves inscrits dans les établissements scolaires français en septembre dernier n'en restent qu'un peu moins de trois cents au lycée d'Alger, les autres établissements ayant fermé leurs portes en avril. Pour des raisons de sécurité, les six centres culturels français (Alger, Oran, Annaba, Constantine, Tlemcen, Tizi-Ouzou) ont fait de même, leurs activités étant « interrompues » depuis déjà plusieurs semaines.

Les incertitudes politiques qui pèsent sur l'avenir de l'Algérie n'ont guère de chance d'inverser la vapeur. La marche des « réconciliateurs » censée rallier l'ensemble des courants intégristes n'a eu qu'un très modeste écho. Le FLN et les islamistes modérés du Hamas et de Ennahdha n'ont pas vraiment réussi à mobiliser au-delà de leurs propres troupes. Ceux qui prônaient la participation de l'ex-

Front islamique du salut (FIS) en auront été pour leurs frais.

L'assassinat des deux religieux français, perpétré moins de deux heures après la fin de la manifestation, semble indiquer que les groupes terroristes, hostiles à tout dialogue, sont peu enclins à baisser la garde. Par la voix de Rabah Kébir, le président de son instance exécutive à l'étranger, le FIS a « condamné avec la plus grande fermeté » ce double meurtre « contraire aux enseignements islamiques », tandis que Mgr Henri Tesson, archevêque d'Alger, a affirmé que, malgré ce « crime absurde », « il était, plus que jamais, indispensable de multiplier les lieux où chrétiens et musulmans collaborent à se reconnaître et s'estimer ».

Les apprentis sorciers se trouvent-ils exclusivement parmi la nébuleuse islamiste ? Le bon sens le voudrait. Mais le bon sens n'est pas, précisément, une des vertus les mieux partagées dans ce pays meurtri, où la véhémence des passions et l'esprit « de minaret » font trop souvent office de programme politique.

CATHERINE SIMON

ZAÏRE : le ministre des affaires étrangères tué dans un accident d'avion. — Mpinga Kasenda, ministre zairois des relations extérieures, et Zine el Abidine Mestiri, envoyé spécial du président tounisien, ont trouvé la mort dans la nuit du vendredi 6 au samedi 7 mai dans un accident d'avion, près de Kinshasa. L'appareil revenait de Gbadolite, où l'émissaire tounisien avait été reçu par le président Mobutu Sese Seko. — (AFP)

REPÈRES

CHINE

Nouvelles arrestations de dissidents

A l'approche du cinquième anniversaire de l'écrasement du printemps de Pékin, les autorités chinoises ont récemment arrêté plusieurs dissidents dont Zhai Weimin, l'un des principaux dirigeants étudiants de l'époque, et trois membres de l'Association chinoise des droits de l'homme, son président Li Guotao, et le peintre contestataire Lin Muchen alors qu'il s'embarquait pour les États-Unis. — (AFP, Reuters)

HAÏTI

Les États-Unis consultent sur l'envoi d'une force de maintien de la paix

Le président Bill Clinton a demandé à l'ambassadeur américain aux Nations unies, Madeleine Albright, de « sonder d'autres pays occidentaux pour voir s'ils étaient prêts à envisager de se joindre à une force de maintien de la paix américaine, qui serait déployée à Haïti après le départ des dirigeants militaires ». C'est ce qu'a déclaré, lundi 9 mai, le secrétaire d'État américain, Warren Christopher, à Mexico où il effectue sa première visite officielle. M. Christopher a estimé que la présence de cette force « garantirait le retour du président Jean-Bertrand Aristide et le rétablissement pacifique de la démocratie ». Le Conseil de sécurité de l'ONU a voté vendredi dernier une résolution prévoyant l'application d'un embargo total contre Haïti le 22 mai, si d'ici là les militaires n'ont pas quitté le pouvoir. — (Reuters)

ISRAËL

Nouveau retard pour les policiers palestiniens

Les trois cents policiers palestiniens ne se sont pas présentés, lundi 9 mai, au poste-frontière de Rafah, entre la bande de Gaza et l'Égypte. Le porte-parole du ministère israélien de la défense a expliqué ce retard par « des raisons techniques ». Quelques 800 autres policiers palestiniens attendent, en Jordanie, de pouvoir franchir le pont Allenby pour se déployer à Jéricho. Lundi, à Gaza, l'armée israélienne a tué un jeune Palestinien qui lançait des pierres, tandis que, à Jéricho, des affrontements ont opposé, pendant plusieurs heures, des manifestants palestiniens à des soldats israéliens. Enfin, en marge des cérémonies d'investiture de Nelson Mandela, le président israélien Ezer Weizman et Yasser Arafat se sont serrés la main à Prétoria, en présence du nouveau président de l'Afrique du Sud. — (AFP, Reuters)

lundi 9 mai, au poste-frontière de Rafah, entre la bande de Gaza et l'Égypte. Le porte-parole du ministère israélien de la défense a expliqué ce retard par « des raisons techniques ». Quelques 800 autres policiers palestiniens attendent, en Jordanie, de pouvoir franchir le pont Allenby pour se déployer à Jéricho. Lundi, à Gaza, l'armée israélienne a tué un jeune Palestinien qui lançait des pierres, tandis que, à Jéricho, des affrontements ont opposé, pendant plusieurs heures, des manifestants palestiniens à des soldats israéliens. Enfin, en marge des cérémonies d'investiture de Nelson Mandela, le président israélien Ezer Weizman et Yasser Arafat se sont serrés la main à Prétoria, en présence du nouveau président de l'Afrique du Sud. — (AFP, Reuters)

JAPON

Le premier ministre lance un appel à l'opposition

Le premier ministre japonais a présenté, mardi 10 mai, devant la Diète, le programme de son nouveau gouvernement minoritaire en lançant un appel au soutien de l'opposition. Tsutomu Hata s'est engagé à poursuivre la politique de dérégulation et d'ouverture économique de son prédécesseur Morihiro Hosokawa et indiqué qu'il entendait œuvrer au déblocage des négociations commerciales avec les États-Unis et à l'adoption du budget. Par ailleurs, Tokyo se prépare à une « situation d'urgence » dans la perspective d'une aggravation de la situation dans la péninsule coréenne en raison du refus de Pyongyang des inspections internationales de son programme nucléaire. Enfin, M. Hata a déclaré qu'il voulait « saisir cette occasion pour reconnaître une nouvelle fois que les actions du Japon dans le passé, y compris l'agression et le régime colonial, ont causé d'immenses souffrances pour de nombreux peuples ». — (AFP, Reuters, UPI)

PRIVATISATION DE L'UAP

Un million neuf cent mille actionnaires nous ont fait confiance. Nous sommes heureux de pouvoir compter sur eux. Ils peuvent compter sur nous.

COMPTEZ SUR L'UAP.

DIPLOMATIE

Le départ des troupes russes de l'ex-RDA

Le président Eltsine entame sa visite en Allemagne dans un climat polémique

La polémique sur les cérémonies d'adieu aux troupes russes stationnées dans l'ex-RDA et à Berlin a perturbé la préparation de la visite que le président Boris Eltsine doit effectuer en Allemagne cette semaine. Attendu mercredi 11 mai à Bonn pour des entretiens officiels, le chef de l'Etat russe se rendra ensuite en Rhénanie-Palatinat, où il sera l'hôte privé du chancelier Kohl.

BERLIN

de notre correspondant

Premier banquier de la Russie depuis la réunification qui l'avait obligé à quelques sacrifices, l'Allemagne s'est toujours présentée comme la grande avocate de Moscou pour obtenir des grands de ce monde un peu de bonne volonté et de patience envers la Russie. L'année dernière, en juillet, le chancelier Kohl avait pris la peine de s'arrêter sur le lac Baikal, au retour du sommet des pays industrialisés de Tokyo, six mois seulement après la visite officielle qu'il avait effectuée l'hiver précédent à Moscou. Il y avait obtenu la confirmation que le retrait des troupes russes stationnées en Allemagne serait achevé le 31 août 1994.

Malgré les déconvenues du président Eltsine ces derniers mois, malgré l'incertitude sur la poursuite des réformes économiques, l'Allemagne n'a pas marchandé son appui au chef de l'Etat russe, officiellement persuadée qu'il n'y a pas d'autre choix pour le moment face aux nationalistes et aux ex-communistes. Sur le plan financier, le gouvernement de Bonn ne cesse cependant d'affirmer qu'il a fait le maximum possible. Les éventuels investisseurs

allemands ne sont pas plus rassurés que leurs confrères étrangers sur la solvabilité des Russes. Le coût pour le budget allemand des garanties de crédit pour maintenir les exportations de certaines industries est-allemandes dépendantes du marché de l'ex-URSS n'a cessé pour sa part de s'alourdir.

Dans ces conditions, l'affaire des cérémonies pour le départ des troupes russes prend à contrepied la diplomatie allemande, qui se sent souvent obligée d'aller au-devant des désirs du Kremlin, que ce soit par peur d'une déstabilisation de son grand voisin de l'Est ou, plus prosaïquement, en raison de dossiers épineux comme celui des Allemands de la Volga. Les militaires russes, qui se plaignent de n'être pas traités sur le même pied que les forces des trois alliés occidentaux à Berlin, ont en effet exprimé haut et fort leur mécontentement devant les propositions faites par les Allemands pour les cérémonies saluant leur départ.

Occidentaux d'un côté ex-soviétiques de l'autre

Le dimanche 8 mai, le commandement de ce qui reste de troupes de la CEI en Allemagne, environ 35 000 hommes, a célébré avec ostentation à Berlin le jour anniversaire de la capitulation allemande de 1945. Mille hommes ont pris part à une parade au mémorial soviétique du quartier de Treptow, tandis qu'une compagnie rendait les honneurs au monument du Tiergarten, près de la porte de Brandebourg. La bataille pour la libération de Berlin avait coûté la vie à 72 000 soldats russes, dont 13 200 sont enterrés au cimetière de Schönholz.

Les trois alliés occidentaux, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, doivent officiellement être remerciés par l'Allemagne pour la protection offerte à Berlin depuis la guerre, le 8 septembre, soit une semaine après le départ officiel des derniers soldats russes. Les cérémonies, auxquelles prendront part le président Mitterrand, le premier ministre britannique John Major et le vice-président américain Al Gore, comprendront une grande parade militaire des forces des trois pays et de la Bundeswehr. Considérant qu'ils ne pouvaient être mis sur le même pied que les forces soviétiques qui occupaient jusqu'aux accords de réunification l'est de Berlin et de l'Allemagne, les Occidentaux avaient refusé une cérémonie groupée.

Bonn a offert à Moscou de marquer le départ de ses troupes le 31 août par une cérémonie commémorative à Weimar, suivie d'un dépôt de gerbe par le chancelier Kohl et le président Eltsine à Berlin. C'est cette proposition que les militaires russes ont remise en question. Avant d'accompagner le président Eltsine à Bonn, le ministre russe de la défense, Pavel Gratchev lui-même, a jeté un pavé dans la mare en relançant l'idée que les forces de l'ancienne coalition anti-hitlérienne entrent en commun les dernières conséquences de la guerre. Il a reçu l'appui des chefs de file du Parti social-démocrate dans les régions de l'ancienne RDA, qui ont publié le 8 mai un appel en ce sens, une initiative désapprouvée le lendemain par le président du SPD, Rudolf Scharping.

HENRI DE BRESSON

Le monde change monsieur le Président!

Suite de la première page

Enfin, l'élargissement de l'Union européenne, le basculement probable du centre de gravité de celle-ci et les dysfonctionnements du couple franco-allemand ne peuvent pas ne pas mettre en cause la politique européenne suivie depuis 1974. Voilà autant de raisons qui justifient que, de la même manière qu'il appartiendra aux candidats à l'élection présidentielle de redéfinir, pour la société française, un pacte social, il leur faudra mettre sur pieds un véritable pacte diplomatique.

L'élection de 1981 et, à plus forte raison, celle de 1988, avaient été celles de la continuité en matière extérieure. Celle de 1995 devra marquer une rupture, pour peu que chacun soit conscient de la nécessité d'un agencement.

1. Quelle frontière pour l'Europe?

Sachant que l'Union européenne trace, comme se plaît à le rappeler le président de la République, la frontière de notre destin, il ne serait pas inutile de savoir si celle-ci va jusqu'à Vladivostok ou si elle s'arrête à la Pologne. Et, comme souvent la forme détermine le fond, il ne serait pas inutile non plus de préciser si l'on se résume à une Europe « molle » à vingt, triomphe tardif mais réel du projet britannique d'une vaste zone de libre échange, ou bien si quelques pays convaincus que le combat des temps futurs est celui de l'identité européenne trouvent le moyen d'entraîner les autres.

En tout cas, la doctrine française était de ne pas accepter l'élargissement sans l'approfondissement, c'est-à-dire sans mise en ordre des institutions et mise au clair des procédures de direction de l'Union. Le résultat est que nous sommes désormais gratifiés de l'élargissement sans l'approfondissement!

2. Le destin du couple franco-allemand

Il est lié à celui de la frontière : le chancelier Kohl assure que son pays n'acceptera pas que « ses frontières orientales coïncident avec les frontières orientales de l'Union » ; mais où se trouve la ligne des intérêts vitaux de la France?

Certes, officiellement, le couple moteur se porte bien : les deux pays sont toujours les deux chevaux de tête de l'attelage européen ; ils militent pour une Europe structurée et à terme politique, suivant en cela le consensus qui lie leurs élites ; la coordination monétaire a survécu à l'explosion du SME. Mais le traumatisme de 1990 a laissé des traces : même si François Mitterrand se prévaut des Mémoires de Lady Thatcher pour montrer que, face à l'unification allemande, la France ne fut pas indigne, l'Allemagne en a tiré l'idée que les Etats-Unis étaient encore un allié plus sûr.

En tout cas, elle dispose avec l'Europe centrale d'une politique de rechange, quand la France, privée par la drève italienne qui se précise et par la crise espagnole d'une alternative latine est condamnée, au bon fonctionnement du couple. A ce stade, mieux vaudrait suivre le conseil que donne Jean François-Poncet, un partisan résolu de l'alliance avec l'Allemagne : prendre les devants, discuter tardif des arrière-pensées et réviser le traité franco-allemand, en sachant que la France peut lui apporter beaucoup en matière de défense.

Une vision minimaliste

Là encore, le statu quo est dommageable : la logique officielle qui a uni les deux pays autour du traité de Maastricht est celle d'une union progressant d'un même pas ; la logique implicite était celle d'une union tirée par un solide attelage franco-allemand, auquel quelques-uns s'agrégeraient tôt ou tard. Or la vague déferlante de l'euro-pessimisme est en train d'imposer une vision minimaliste, celle d'une union qui fait du sur-place avant de se déliter.

3. La relation avec les Etats-Unis

Dès lors que la pression isolationniste ressurgit outre-Atlantique, dès lors que l'on est bien convaincu que l'appui britannique est et restera (sauf victoire des travaillistes) une illusion, notre problème est bel et bien de maintenir les Etats-Unis en Europe. Il ne faut donc pas craindre de voir la France prendre une posture inhabituelle, changer de pied et chasser les démons de l'anti-américanisme récurrent - même si l'impérialisme continue de s'incarner en matière commerciale, et surtout culturelle. Face à une Amérique qui donne l'impression de vouloir se défaire de l'Europe, à travers une politique incertaine, la France doit trouver le moyen de concilier l'affirmation d'une idé-

tité européenne et la continuité d'une présence américaine.

4. Le maintien de la paix en Europe

Qui l'assure, avec quelles armes juridiques et militaires? Le chantier, les malheurs bosniaques en savent quelque chose, est à peine entamé. Les pays officiels disent d'une même voix : c'est à cause du manque d'Europe, et non la fin de l'Europe, et la France est le pays qui en fait le plus! Certes, mais ce ne fut, et ce n'est pas assez, ni pour arrêter les Serbes, ni même pour leur faire comprendre qu'ils ne pourraient pas se comporter de la sorte indéfiniment, c'est-à-dire jusqu'à la « Grande Serbie », encore moins pour imposer un point de vue qui soit celui de l'Union.

Dans un contexte où les petits pays font l'impasse sur leur défense, où une part non négligeable de l'opinion allemande est tentée par le pacifisme, les regards se tournent vers les deux puissances nucléaires européennes. Sans doute la France affiche-t-elle dans ce domaine une ambition européenne (le Charles-de-Gaulle n'a-t-il pas été présenté par le chef de l'Etat comme le futur « fleuron » d'une marine européenne à bûche, sans doute le projet de « carte de stabilité » d'Edouard Balladur est-il une ébauche de réponse politique globale, mais le concept de défense commune reste dans les limbes. En attendant, à quoi sert un tel effort s'il est mis au service d'une diplomatie immobile?

5. L'enjeu méditerranéen

Débarrassée des fresques lyriques du général qui, du discours de Phnom-Penh à celui du « Québec libre », compensaient le déclin de la puissance française par une apparence de politique indépendante, la vision diplomatique gaullio-mitterrandienne regarde vers le Nord ou l'Ouest, bien plus que vers l'Est et le Sud. Or le Sud est directement notre frontière, bien plus encore que l'Est. Selon l'imaginaire, frontière amie (Espagne, Italie) ou frontalière menaçante (Maghreb). Le risque de déstabilisation italienne dès aujourd'hui, espagnole demain, sous le poids de la corruption, souligne l'absence d'une vision française de l'Europe qui ne s'appuyait pas sur deux jambes : le couple franco-allemand, la solidarité méditerranéenne. Absence que la déstabilisation politique de l'Algérie risque de nous faire payer cher.

Pour changer de politique extérieure, il faut modifier le consensus qui la soutient : c'est impossible en période de cohabitation. Il faut donc souhaiter qu'à la faveur du débat présidentiel qui s'engage la France s'impose une politique conforme à ses principes. Une politique qui tienne ce qu'elle promet. Et, de ce point de vue, l'échec yougoslave, le lâcheté en Bosnie, le piège vécu par nos militaires sur le terrain, où l'humanitaire fait écran à la réalité de la guerre, les phrases cauteleuses mettant à égalité agresseurs et agressés, marqueront la fin d'une ère diplomatique. Le drame bosniaque nous invite à changer d'époque. Et à quitter les illusions du gaullio-mitterrandisme.

JEAN-MARIE COLOMBANI

(Publicité)

La Ville d'ORLÉANS informe de la tenue d'une enquête publique en application du code de l'urbanisme au titre de permis de construire d'une salle de spectacle de type ZENITH, rue Robert-SCHUMAN, dans l'emprise du Parc des Expositions, du 9 mai au 10 juin 1994 inclus. Le dossier d'enquête publique et le registre d'observations seront à la disposition du public à la mairie d'ORLÉANS et à la mairie de quartiers Saint-Marcou, aux Jours et heures ouvrables. M. DESAYOYE, commissaire-enquêteur, se tiendra à la disposition du public les 25 mai et 10 juin de 14 h à 17 h au Centre municipal, les 21 mai et 7 juin de 9 h à 12 h à la mairie de quartier Saint-Marcou. Tout courrier pourra également lui être adressé sous enveloppe cachetée au Centre municipal, département planification urbaine, place de l'Etape, 45040 ORLÉANS CEDEX 1. Le rapport du commissaire-enquêteur sera tenu à la disposition du public à la mairie d'ORLÉANS et dans les mairies de quartier un mois après la clôture de l'enquête. Tous renseignements peuvent être obtenus au 38-79-27-26.

Neuf pays de l'Est deviennent « partenaires associés » de l'UEO

LUXEMBOURG

de notre envoyé spécial

Réunis à Luxembourg, lundi 9 mai, le conseil de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) et les ministres des affaires étrangères et de la défense de la Bulgarie, de l'Estonie, de la Hongrie, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Pologne, de la Roumanie, de Slovaquie, de la République tchèque se sont mis d'accord sur un « statut d'association » au terme duquel ces neuf pays deviennent « partenaires associés » de l'organisation chargée de la politique européenne commune de défense.

Les neuf nouveaux associés (Islande, la Norvège et la Turquie l'étaient déjà, avec un statut distinct du leur) siégeront à certains conseils de l'UEO (sans droit de veto) et à diverses réunions de travail. Ils pourront participer à d'éventuelles opérations de maintien de la paix et actions humani-

taires. Ils auront, s'ils le désirent, une « liaison » avec la cellule de planification de l'UEO basée à Bruxelles et forte d'une quarantaine de militaires.

« Désormais, les exercices que nous allons faire devraient accueillir quasi systématiquement des observateurs et, le plus souvent possible, des unités de nos nouveaux partenaires », a déclaré François Léotard. Dès l'automne prochain, un exercice de la brigade franco-allemande aura lieu en France avec une unité polonaise. Il entrera à la fois dans le cadre du partenariat pour la paix (OTAN) et du statut d'association (UEO). Selon le communiqué final, l'accord du 9 mai est « une initiative politique majeure qui permettra à l'UEO de contribuer concrètement à préparer ces Etats à leur intégration et à leur adhésion à terme à l'Union européenne ».

L'accent a été mis sur « le caractère complémentaire » de l'associa-

tion avec l'UEO et du partenariat pour la paix dans le cadre de l'OTAN, la différence étant que la première n'est pas proposée à la Russie. Alain Juppé s'est d'autre part félicité que le communiqué souligne la vocation de l'UEO à définir une politique de défense commune. Un mandat a été donné aux ambassadeurs permanents à l'UEO pour qu'ils entament une réflexion à ce sujet et présentent aux ministres un rapport préliminaire d'ici à la fin de l'année.

Jacques Poos, ministre des affaires étrangères du Luxembourg, a annoncé la décision de son pays d'adhérer au corps d'armée européen constitué à l'origine par des unités françaises et allemandes. Les ministres ont d'autre part débattu de la contribution de l'UEO dans le domaine de la police à une éventuelle administration de la ville de Mostar par l'Union européenne.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Les trésors de l'Inde.

Il y a trois choses qui rendent l'Inde particulièrement attrayante en été.

La première, c'est l'immense paix qui règne dans les palais, les temples et tous les fameux sites. En deuxième lieu, les régions montagneuses offrent une vision féérique, par leur floraison incomparable. C'est le moment idéal pour le trekking et le rafting. La troisième raison, ce sont les prix d'été, particulièrement avantageux au départ de l'Europe, qui réduiront considérablement le coût de vos vacances en Inde.

L'Inde est un enchantement en été. Consultez aujourd'hui même votre agence de voyage et demandez le détail des prix spéciaux pour l'été.



Même le prix est un enchantement.

Envoyez-moi s.v.p. votre documentation détaillée.

Nom:

Adresse:

India

Office National Indien de Tourisme
8, rue de la Madeleine, 75009 Paris
Tél. 1 42 65 61 12, Fax 1 42 65 01 16
Métro: 10-11-12-13

مكتبة من الأميل

POLITIQUE

Premières manœuvres autour de la mairie de Paris

L'hypothèse de l'élection de Jacques Chirac à la présidence de la République aiguise les ambitions et entretient les rumeurs autour de sa succession à l'Hôtel de Ville

La perspective de voir le fauteuil de maire de Paris se libérer si Jacques Chirac est élu président de la République l'an prochain aiguise les ambitions dans la capitale - et au-delà. La date retenue pour les élections municipales, reportées de mars à juin, laissera à M. Chirac la latitude d'annoncer ou non son départ de l'Hôtel de Ville au moment où il se lancera dans la campagne présidentielle.

■ « DAUPHIN » ET PARTENAIRE. Si Jean Tiberi (RPR), premier adjoint au maire, fait figure de « dauphin » naturel, d'autres options doivent aussi être envisagées. L'une d'elles concerne Edouard Balladur, député de Paris jusqu'à sa nomination comme premier ministre il y a un peu plus d'un an et toujours conseiller de Paris. Un autre nom avancé est celui de Gérard Longuet, ministre de l'Industrie et président du Parti républicain. La mairie de Paris entre ainsi au rang des enjeux d'une négociation pré-présidentielle entre le candidat à l'Elysée et d'éventuels partenaires.

Qui sera le prochain maire de Paris? Depuis que Jacques Chirac apparaît comme un candidat sérieux à l'élection présidentielle de 1995, les Parisiens se posent la question. Après tout, lorsque le premier maire de plein exercice de la capitale souhaite, après dix-huit ans à l'Hôtel de Ville, démissionner à l'Elysée, on est fondé à se demander qui lui succédera. Au demeurant, il n'est pas un seul élu parisien qui ne s'interroge, lui aussi, mais en secret. Car ce sujet-là est « tabou » au Conseil de Paris, comme dans les services municipaux. Tout le monde y songe, beaucoup supputent, personne n'en parle ouvertement.

Le maire lui-même écarte la question lorsqu'on la lui soumet. La seule indication qu'il a fournie est celle-ci : « Dans l'hypothèse où je deviendrais président, je me démettrais de mon poste de premier magistrat de la capitale. » Certes! Il se garde, cependant, de révéler - le sait-il lui-même? - à

quel moment interviendrait cette démission. Comme disait Guy Druet lorsque, dans les années 80, il était conseiller de Paris et chargé des sports au cabinet du maire : « Chirac est comme un coureur de 110 mètres, il franchit les haies une par une. » Traduction : la présidentielle d'abord, les municipales ensuite, chaque chose en son temps.

Il n'empêche que, pour la première fois depuis l'instauration de l'élection du président de la République au suffrage universel, il y a trente-deux ans, les impératifs du calendrier provoquent un quasi télescopage entre les scrutins. La présidentielle se situera entre le 16 avril et le 7 mai 1995; les municipales devraient être reportées de presque trois mois et fixées entre le 4 et le 25 juin. Il y a donc des interférences sans précédent.

Le choix du moment

Première incertitude : le maire de Paris réalisera-t-il ses fonctions dès le dépôt de sa candidature à l'Elysée, vers la mi-février, le lendemain de son élection éventuelle le 8 mai, ou encore à la fin de son mandat municipal prolongé, en juin? Dans la première hypothèse, il ouvrirait le débat sur sa succession avant l'échéance légale. Cet inconvénient serait compensé par deux avantages : se présenter devant les Français débarrassés de son image parisienne; pousser vers l'Hôtel de Ville un candidat de son choix.

L'élection de celui-ci serait d'autant plus facile, au sein du conseil, qu'il serait un homme de transition, ne pouvant qu'expédier les affaires courantes pendant quatre mois. La nécessité de désigner aussi les vingt-six adjoints ne serait elle-même qu'une formalité de reconduction des titulaires actuels. Cependant, la mise à l'épreuve du néophyte lui donnerait du poids pour la vraie compétition municipale de juin et assurerait sans doute son élection, pour six ans cette fois. A l'inverse, si, finalement, M. Chirac échouait dans la course à l'Elysée, il reprendrait son fauteuil de l'Hôtel de Ville tout aussi aisément.

L'hypothèse d'une démission au lendemain même de l'élection présidentielle est également soutenable et présenterait les mêmes avantages que la première, à ceci près que le maire de transition serait, cette fois, quasiment assuré de prolonger son très bref mandat de 1995 à 2001, puisque son patron lui laisserait la voie libre.

Enfin, troisième possibilité, M. Chirac n'abandonne pas son écharpe d'élu municipal et attend juin pour savoir s'il se présente ou pas au suffrage des Parisiens. S'il choisissait cette méthode et s'il était battu à la présidentielle, sa réélection comme maire de Paris devrait, néanmoins, ne pas lui poser de

problème. On comprend pourquoi, maître du jeu dans la capitale, M. Chirac n'abattrait son jeu qu'au dernier moment.

Le véritable problème sera posé si M. Chirac remplace François Mitterrand à l'Elysée. L'Hôtel de Ville et son formidable piédestal éveilleront, alors, bien des ambitions. Même si la Constitution ne lui reconnaît aucun rôle dans les institutions nationales, le maire de Paris est devenu, depuis 1977, l'un des personnages en vue de la République. Les personnalités pouvant briguer ce poste ne manqueraient donc pas.

Au premier rang de celles-ci, il faut placer Jean Tiberi. Ce Parisien discret aura soixante ans l'an prochain. Ses états de service sont ceux d'un fidèle, d'un homme d'appareil, tenant fermement la fédération RPR de Paris, connaissant mieux que personne les rouages de l'administration municipale. Elu de la capitale depuis trois décennies, il est devenu le premier adjoint de M. Chirac en 1983 et il est, actuellement, le seul adjoint à bénéficier d'une délégation générale de signature, qui lui permet de remplacer le maire de plus en plus fréquemment. Il fait figure de « dauphin ».

Avec M. Tiberi à l'Hôtel de Ville, M. Chirac président de la République serait assuré de contrôler la capitale. Mais la valeur stratégique de Paris peut en faire aussi une monnaie d'échange dans une négociation pré-présidentielle. L'hypothèse d'un arrangement entre MM. Chirac et Balladur, laissant au premier la présidence et au second la mairie, ne peut être exclue. Le trop court M. Tiberi serait alors sacrifié sur l'autel de la raison d'Etat.

Longuet, Toubon et les autres

Si l'actuel premier ministre n'était pas intéressé par Paris, comme il se plaît à le laisser entendre, d'autres prétendants pourraient se dévoiler. On murmure récemment le nom de Gérard Longuet, qui apporterait à un éventuel tandem formé par Jacques Chirac et Charles Pasqua, pour la présidentielle, l'appui du Parti républicain. La capitale reviendrait ainsi à l'UDF si les électeurs donnaient leur aval à cette combinaison.

Parmi les Parisiens eux-mêmes, plusieurs autres candidats peuvent être imaginés. Ecartons le brillant Alain Juppé, qui, décidément, est davantage tenté de voler de ses propres ailes à Bordeaux que d'être adoubé par son patron dans la capitale. Au sein de la « bande à Chirac », Jacques Toubon, qui refuse toujours d'aller « faire de la politique en gilet pare-balles » à Nice, sa ville natale, serait un prétendant sérieux. Cet « énarque » de cinquante-quatre ans travaille avec

M. Chirac depuis un quart de siècle. Il a conquis ses grades d'appareil, au sein du RPR, et sa légitimité électorale, à Paris, depuis 1981. Ses qualités de maire d'arrondissement, actif et près du pavé, sont reconnues. Il tente à présent de se parer d'une auréole culturelle qui conviendrait au premier magistrat de Paris.

On a également prononcé le nom d'Alain Devaquet, cinquante-deux ans, maire estimé du onzième arrondissement, intègre et brillant scientifique, mais qui traîne le souvenir de son échec au ministère des Universités en 1986. Du côté de l'UDF, Jacques Dominati, soixante-sept ans, sera tenté d'aller à la bataille si M. Chirac laisse place à l'un de ses lieutenants ou à un outsider. Lui aussi a bien des titres à présenter aux électeurs. Il a été parmi les premiers à militer pour l'élection d'un vrai maire à Paris

et réclame d'autres transferts de pouvoirs de l'Etat vers la municipalité. Il est le patron d'un groupe qui compte quarante-six élus au conseil de Paris (sur cent soixante-trois) et quatre représentants à l'Assemblée nationale, mais ses troupes sont indisciplinées. Le CDS, par exemple, qui s'estime sous-représenté à Paris, pourrait jouer son propre jeu dans la compétition municipale de 1995.

L'opposition socialiste, déjà en campagne, et les écologistes, fort actifs auprès du mouvement associatif, ne resteront pas non plus sur la touche. Bref, en cas d'élection de M. Chirac à l'Elysée, les Parisiens pourraient bien s'adonner aux délices d'un jeu intitulé : « Quand le chat n'est plus là, les souris dansent. »

MARC AMBROISE-RENDU

CLÉS/Calendrier

■ **Présidentielle.** Le mandat présidentiel actuel de François Mitterrand a commencé le 21 mai 1988. La Constitution prévoyant que « l'élection du nouveau président a lieu vingt jours au moins et trente-cinq jours au plus avant l'expiration des pouvoirs du président en exercice », et comme il doit y avoir quinze jours entre les deux tours de scrutin, Charles Pasqua a déjà calculé que l'élection présidentielle de 1995 aura lieu « au plus tôt les 16 et 30 avril, au plus tard les 23 avril et 7 mai ». La date précise ne sera fixée qu'à l'automne par le conseil des ministres.

■ **Concomitantes.** Normalement les conseils municipaux doivent être renouvelés en mars 1995. Or les candidats à la présidentielle doivent être patronnés par des maires. Le temps nécessaire à la collecte des signatures et à leur vérification par le Conseil constitutionnel aurait pu faire que des candidats soient patronnés par des maires qui n'auraient plus été en

fonction lors de l'élection présidentielle. C'est l'argument mis en avant par le RPR pour demander, dès le mois de juin, un report des municipales. En fait, il souhaitait éviter à Jacques Chirac de devoir mener en février et en mars une campagne municipale à Paris, quelques semaines avant l'ouverture officielle de la campagne présidentielle.

■ **Municipales.** Après avoir beaucoup hésité, le gouvernement a approuvé, mercredi 13 avril, un projet de loi reportant les élections municipales au mois de juin 1995; ce texte doit venir en discussion le mardi 17 juin à l'Assemblée nationale. Charles Pasqua avait d'abord pensé à un report en septembre, mais cela aurait aussi obligé à renvoyer en janvier le renouvellement du tiers du Sénat, qui doit avoir lieu en septembre 1995, puisque les députés des conseils municipaux forment l'essentiel du collège électoral sénatorial.

Le projet de loi sur l'aménagement du territoire

Le gouvernement veut inciter fortement à la coopération intercommunale

« Il n'y a plus de difficulté pour faire un grand texte », a assuré Nicolas Sarkozy, ministre du budget et porte-parole du gouvernement, à la sortie de la réunion de ministres organisée, lundi 9 mai à l'hôtel Matignon, pour d'ultimes arbitrages sur le projet de loi d'orientation sur « le développement du territoire », terme que préfère, dorénavant, Charles Pasqua à celui d'« aménagement du territoire ».

L'entourage du ministre de l'Intérieur, qui avait tant bataillé la semaine dernière contre les réticences de la plupart des administrations, et particulièrement contre celle du ministère du budget, se montre satisfait des décisions prises par Edouard Balladur dès le samedi 7 mai (le Monde du 10 mai). Certes, nombres de changements, tout particulièrement fiscaux, ne seront pas d'application immédiates, mais toutes les « pistes » que voulait ouvrir M. Pasqua le seront dans un texte qui, comme toute loi d'orientation, pose des principes. Ainsi il y aura bien une prérogative entre les ressources fiscales des collectivités locales, afin que les plus riches viennent au secours des plus pauvres.


Il y aura aussi une aide fiscale aux entreprises se créant dans les parties du territoire qu'il sera décidé d'aider en priorité. En revanche, le fonds de soutien au capital de ces sociétés sera moins ambitieux que ne le souhaitaient les rédacteurs de l'avant-projet de loi.

A la sortie de cette réunion ministérielle, Daniel Hoell, ministre délégué aux collectivités locales, a expliqué que serait créés trois fonds d'aide au développement des infrastructures : un fonds « terrestres » alimenté par une partie des péages autoroutiers; un fonds « aérien » financé par des crédits provenant des aéroports; un fonds « fluvial » bénéficiant de sommes fournies par les utilisateurs de ressources hydroélectriques.

Comme ses prédécesseurs, le gouvernement a décidé de ne pas s'attaquer à l'émission de nouvelles structures communales, mais de faciliter la coopération intercommunale. Il a estimé que la manière la plus efficace de doter de réels pouvoirs les organes de coopération, que ce soient les syndicats mixtes ou les communautés urbaines, sans trop mettre à mal l'autonomie des 36 000 communes françaises, était de leur offrir la possibilité de se doter d'une organisation comparable à celles existant à Paris, Lyon et Marseille, depuis 1983 : chaque commune continuait à être dotée d'un maire et d'un conseil municipal, mais les élus, en même temps qu'ils éliraient celui-ci, désigneraient, au suffrage universel direct, le conseil de la structure de coopération. Ce mécanisme ne serait pas obligatoire, mais une majorité de communes pourraient l'imposer à leurs associés; l'Etat, pour sa part, incitant à sa mise en place par des mesures fiscales.

Th. B.

BIBLIOTHÈQUES A VOS MESURES !



VOS LIVRES, VOS DOSSIERS PAR MILLIERS !
R.M. LEROY, fabricant, 208, av. de Maine
75014 PARIS. Tél. 45-40-57-40.

FINLANDE

"La Finlande au gré de votre fantaisie"

Avion + location de voiture
2920 F par personne (Départ Paris, base 4 personnes / 1 semaine)
Renseignements et réservations auprès de votre agence de voyages ou : ALANTOURS
5, rue D. Cassagne 75001 PARIS - Tél. 42 96 58 79 - Minutal : 3515 ALANTOURS - Lic. 1053

éducation artistique et développement culturel

Une trentaine de contributions
Sans et en faveur de l'éducation artistique
Les procédures institutionnelles de soutien
L'action des collectivités territoriales
La coopération éducation-culture
Expériences sectorielles en France et dans le monde.

L'observatoire, le n°8 : 80F. Abonnement : 120F, 2 numéros par an.
D. P. C. : 1, rue du Vieux Temple 38000 Grenoble Tél 76 44 33 26

AVEZ-VOUS DES PATTES DE LAPIN ?

AN NON MAIS J'AI DE BELLES CÔTES DE VEAU



VOUS SAVEZ PAS OÙ JE PEUX TROUVER UN TRÈFLE À QUATRE FEUILLES ?

C'EST PAS LA RÉGION.



BON, JE VAIS PEUT-ÊTRE ATTENDRE VENDREDI.



Vendredi 13

c'est la fête de la chance.
Profitez-en pour jouer aux :

LOTO • KENO • TAC O TAC
BANCO • MILLIONNAIRE
LOTO SPORTIF • POKER
BLACK JACK • BINGO • MORPION

Pour la fête de la chance,
La Française des Jeux vous souhaite
bonne chance.

LA FRANÇAISE DES JEUX

POLITIQUE

La préparation des élections du 12 juin

M. Baudis célèbre l'union du RPR et de l'UDF

Dominique Baudis est servi. Lui qui assure n'aimer rien tant que les campagnes électorales brèves et dénuées de polémiques, il a trouvé, avec les élections européennes, un terrain à sa mesure. La présentation, à la Cité des sciences de la Villette, de la liste complète de la majorité UDF et RPR, puis la visite du terminal français de l'Eurotunnel, fraîchement inauguré, ont d'ailleurs donné, lundi 9 mai, un assez bon aperçu de la campagne unitaire que le maire de Toulouse entend mener jusqu'au 12 juin.

LILLE

de notre envoyé spécial

Sur les sites de la Cité des sciences et du terminal d'Eurotunnel, ralliés autoritairement à la cause européenne et propices à de belles images, à peine démarquées du trip-tique Baudis-Toulouse-Aéroparc (que ce soit au pied du miroir de la Géode ou devant le ballet des navettes rutilantes), le chef de file de la liste de la majorité a annoncé, lundi, qu'il consacrerait une part égale aux « réussites » et aux « difficultés » de l'Union européenne. M. Baudis a repris, ensuite, le discours « correct politiquement » qu'il développe depuis sa désignation comme tête de liste. L'Europe, a-t-il

expliqué sans s'attarder outre mesure sur les problèmes liés à l'élargissement, doit « retrouver ses vertus protectrices », pour « la paix » et « les emplois », et redevenir « plus proche » des citoyens.

Le souci manifesté par le maire de Toulouse d'éviter les aspérités s'est retrouvé plus tard, à Lille, devant les sympathisants de la majorité et en compagnie du président RPR du conseil général du Nord, dans le sort fait au référendum de Maastricht qui avait profondément divisé la droite en septembre 1992, singulièrement dans la région nordiste. « Il n'y a pas deux catégories infranchissables. (...) Nous avons la même préoccupation, que l'Europe fonctionne mieux, mais pas la même réponse », a-t-il martelé. M. Baudis n'a même pas voulu évoquer la liste à tonalité anti-Maastricht de Philippe de Villiers, qui « ne représente pas un courant véritable », et qu'il a rangée dans « la nébuleuse des listes qui veulent dynamiser l'Europe ».

Relayé par Philippe Vasseur, secrétaire général du Parti républicain et député du Pas-de-Calais, qui a assuré que le débat sur Maastricht est « complètement dépassé et ne correspond plus à rien », tout comme par Hélène Carrère d'Encausse, deuxième de la liste UDF-RPR, qui a rappelé qu'en 1992 elle présidait le Comité pour le « oui » tout en étant « très proche » des personnes favorables au « non ».

M. Baudis ne s'est donc reconnu qu'un seul adversaire, Michel Rocard, suspecté de réintroduire, par le biais de l'Europe, « une politique que les Français ont repoussé en mars 1993 ».

Le maire de Toulouse sait qu'il aurait tort de se priver d'un appel à la réflexion majoritaire de sa base électorale. Ce réflexe lui permet, pour l'instant, de démarquer son tour des régions avec un matelas confortable d'intentions de vote où se mêlent, assurément, les anciens partisans et les adversaires du traité sur l'Union européenne. Si la campagne tarde un peu à commencer et si les enjeux strictement européens du mal à s'imposer, M. Baudis n'en concevra aucun dépit.

En s'en tenant strictement au titre donné à sa liste, l'Union UDF-RPR, M. Baudis ne fait, en outre, que répondre aux vœux de ceux qui ont contribué à sa désignation : Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac.

Le succès de la liste de M. Baudis, en cas de sort favorable, sera une victoire de cette union si souvent célébrée par Edouard Balladur, qui sera le 18 mai aux côtés de la tête de liste, à l'occasion de la réunion publique organisée à Toulouse. Les présidents des deux formations de la majorité comptent précisément sur cette campagne pour se réapproprier le thème de l'unité.

GILLES PARIS

Une mise au point de Max Simeoni

Nous avons reçu la lettre suivante de Max Simeoni, député européen sortant et tête de la liste Régions et peuples solidaires aux élections européennes :

« Votre article (Le Monde du 4 mai) rendant compte de la conférence de presse de la liste des Verts évoque une allusion faite par un des porte-parole du mouvement écologiste à un prétendu « pont d'or » dont j'aurais bénéficié en 1989.

Mon engagement sur la liste des Verts, décidé en janvier 1989, a été aussi un engagement financier à hauteur de 500 000 F (10 % des frais de campagne), engagement matérialisé par une caution bancaire mise en place par les responsables de l'Union du peuple corse (UPC). Les retombées financières du succès de juin 1989 ont été très favorables aux Verts. Pour ma part, je n'ai perçu que la compensation des frais financiers engendrés par le cautionnement que j'avais accepté (7 160 F). Aucun de mes frais de campagne n'a été remboursé et à aucun moment mon mouvement n'a bénéficié d'une quote-part sur les bénéfices réalisés grâce à la largesse des remboursements officiels obtenus en raison du franchissement de la barre des 5 %.

Ne siégeant pas dans le groupe des Verts au Parlement européen, mais avec les autres régionalistes et fédéralistes européens au sein du groupe Arc-en-ciel (qui fut aussi celui des Verts de 1984 à 1989), j'ai consacré tous les moyens mis à notre disposition par le règlement intérieur du Parlement européen pour accomplir mon mandat. J'ajouterais que ma situation personnelle n'a pas varié d'un iota avant et après l'élection de 1989. Je n'ai jamais eu de mandat parlementaire.

PRÉCISIONS. — La liste de la majorité UDF et RPR aux élections européennes du 12 juin, publiée dans nos éditions du 10 avril, indique que le 39^e candidat, Georges de la Loryère, est UDF-RPR alors qu'il est UDF-P et R. (Clubs perspectives et réalités), de même la 51^e candidate, Françoise Launay, n'est pas UDF-CDS, mais UDF-AD (Adhérents directs). Par ailleurs, à la suite de la publication d'un article concernant la présentation d'une liste pied-noir aux élections européennes, dans nos éditions datées 8 et 9 mai, l'Alliance populaire nous demande de préciser que deux candidats cités, Jacqueline Quilès et André Troise, ont été relégués de leurs fonctions dans cette organisation, à l'occasion d'une convention nationale qui s'est tenue le 24 avril à Paris. Cette information n'avait pas été rendue publique au terme de cette réunion (Le Monde du 26 avril).

Pour évaluer les chances d'un candidat de gauche à l'Elysée

M. Delors estime qu'il faudra additionner les voix des listes Rocard et Tapie

Bernard Tapie continue de provoquer aigreurs et turbulences au Parti socialiste. Après les critiques formulées par Martine Aubry sur l'absence de « solutions concrètes » dans les propos du député des Bouches-du-Rhône et la réaction immédiate de l'intéressé reprochant son « populisme » à l'ancien ministre du travail et le « conformisme » du PS (Le Monde du 10 mai), la controverse s'est poursuivie, lundi 9 mai, directement ou indirectement. Le premier secrétaire du PS, Michel Rocard, s'est déclaré, de façon laconique, « en plein accord intellectuel avec Martine Aubry ».

Au même moment, de passage à Paris, Jacques Delors, président de la Commission européenne, indiquait qu'à ses yeux il faudra, au soir des élections européennes du 12 juin, « additionner » les voix des listes conduites par M. Rocard et M. Tapie pour « évaluer les chances d'un candidat de gauche » à l'élection présidentielle. Pour être sûr d'être bien compris, M. Delors a récusé l'idée que la liste Tapie serait une « machine de guerre » contre celle du Parti socialiste.

De son côté, dans un entretien publié lundi par Libération, Henri Emmanuelli, député des Landes et ancien président de l'Assemblée nationale, observait que, lorsqu'il y a « des gens qui arrivent et qui disent : « Moi je sais faire, je vais interdire le chômage, les autres sont tous des ectoplasmes », eh ! bien, les gens

finissent par dire : « Ce sont eux qui parlent juste ». Il ajoutait, à l'adresse de M. Rocard : « Il ne suffit pas de parler vrai, il faut parler clair ».

Jean Glavany, porte-parole du PS, s'est efforcé d'arrondir les angles, lundi, lors de son point de presse hebdomadaire, en soulignant que M. Aubry avait fait « une très bonne émission », mais que « n'étant pas de la direction du parti », elle avait « une position un peu extérieure ». Il a admis, toutefois, que l'ancienne ministre avait « dit tout haut ce que beaucoup de socialistes pensent tout bas ». Le député des Hautes-Pyrénées a ajouté que les socialistes doivent, vis-à-vis de M. Tapie, « éviter deux écueils ». Le 1^{er}, « l'oubli », qui consisterait à dire : « Bernard Tapie est un homme de gauche, il est formidable, il est génial », et d'une certaine manière, « à encourager les gens à voter pour lui ». L'autre écueil, selon M. Glavany, « serait de le diaboliser, car ce serait entrer dans le jeu de la polémique permanente et dans cette espèce de logique de communication que tout le monde connaît bien et qui consiste à valoriser quelqu'un en l'attaquant systématiquement ».

D'un mot, M. Tapie a relancé le débat sur un autre terrain en déclarant, lundi, sur RTL : « La prochaine élection, la seule qui m'intéresse, c'est celle de Marseille. Les autres ne m'intéressent pas ».

Après sa démission de tous ses mandats politiques

Edmond Simeoni veut continuer son combat pour « la nation corse »

AJACCIO

de notre correspondant

En annonçant son retrait de la coalition Corsica nazionale et sa démission de l'Assemblée de Corse, Edmond Simeoni vient de donner à la crise qui secoue la mouvance nationaliste depuis le vote de la « loi Joxe » du 13 mai 1991 sa véritable dimension. Nourri des divergences relatives à la violence clandestine, le débat de fond n'avait pu être vidé, lors d'une réunion, fin avril, à Ajaccio, des composantes de la coalition nationaliste (A Cuncolta nazionalista, Union du peuple corse, Verdi corsu et Per u paese). Jugant que les conditions n'étaient pas actuellement remplies pour des « échanges sereins et constructifs », Corsica nazionale avait même écarté la proposition des « modérés » du Mouvement pour

l'autodétermination (MPA) d'organiser une « consulta nazionale » avec les représentants de l'ensemble des mouvements nationalistes.

La rupture de la trêve par le FLNC-Canal historique, en février, n'est évidemment pas étrangère à la décision d'Edmond Simeoni. « J'ai tout tenté, en vain, pour rendre compatibles les démarches de Corsica nazionale et du mouvement clandestin », affirme M. Simeoni, mais les positions se sont, à mon sens, révélées inconciliables sur des problèmes viraux pour l'avenir de la Corse ». Devra-t-on compter au nombre de ces « problèmes viraux » le choix exprimé sans la moindre ambiguïté par l'avocat bastiais Jean-Guy Talamoni, l'un des porte-parole d'A Cuncolta — la tendance « dure » de Corsica nazionale — en faveur d'une « rupture avec la France » ? Edmond Simeoni sera

Un entretien avec le président de l'UDF

M. Giscard d'Estaing : la lutte contre le chômage est trop urgente pour être renvoyée à un référendum

La proposition d'un référendum sur l'emploi, avancée par Philippe Séguin le 1^{er} mai, a confirmé que le débat en vue de l'élection présidentielle s'annonce, à droite, sur le terrain de la politique économique et sociale. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, explique pourquoi, à ses yeux, la lutte contre le chômage ne peut pas attendre la réforme de la procédure référendaire qui serait nécessaire pour pouvoir consulter les Français sur un tel sujet.

« Que pensez-vous de la proposition d'un référendum sur l'emploi faite par Philippe Séguin ?

— Je me réjouis que le débat sur le chômage et sur l'emploi ait retrouvé toute sa dimension. Avec un regret, toutefois : que l'on n'entende pas prononcer le mot « plein emploi » et que l'on en reste toujours à la recherche de moyens pour freiner la montée du chômage.

« La proposition d'un référendum porte sur la forme et non sur le fond. On peut envisager d'étendre l'application de l'article 11 de la Constitution pour y inclure des sujets tels que l'éducation ou l'emploi, mais, avant d'élaborer le projet de loi, il faut d'abord que le gouvernement élabore un projet de loi.

« L'expérience de la loi quinquennale adoptée au début de cette année a montré que cette approche législative n'était sans doute pas la plus efficace. Il faut remettre l'ouvrage sur le métier.

L'idée de prendre l'avis de l'opinion publique sur un sujet qui ferait l'objet d'un blocage n'est pas mauvaise en soi, mais la question est de savoir sur quelle mesure concrète porterait le projet de loi qui serait soumis à référendum.

« Pensez-vous qu'en évoquant le recours au référendum on risque de dessaisir les élus, le Parlement, des responsabilités qui sont les leurs ?

— Ce risque existe. Charles Millon a eu raison de le souligner. Pour le conjurer, la procédure à suivre serait d'organiser, en tout état de cause, un débat au Parlement sur le projet de loi en question. Le référendum de l'article 11 ne peut être décidé, en effet, que pendant la durée des sessions parlementaires ou sur la proposition conjointe des deux Assemblées. On imagine mal qu'un texte législatif serait alors présenté au pays contre l'avis de la majorité de l'Assemblée nationale.

« La démarche concrète consisterait à permettre au Parlement de débattre du projet, à constater qu'il n'y a pas d'obstacle et à le soumettre, ensuite, au référendum. Le débat parlementaire me paraît indispensable pour améliorer la qualité du projet, pour le soustraire à l'influence excessive de la haute administration et pour éclairer le vote des citoyens.

« L'élargissement du champ d'application du référendum prévu à l'article 11 est une réforme qui doit être conduite avec réflexion et gravité. L'urgence d'apporter une solution au problème de l'emploi ne permet

pas d'attendre la conclusion de cette réforme.

« Que répondez-vous à ceux qui considèrent que, toutes choses égales par ailleurs, un référendum sur l'emploi correspondrait davantage aux préoccupations des Français et aux urgences de l'heure qu'un référendum sur le quinquennat ?

— Pour répondre aux préoccupations des Français quant à l'emploi, il faut proposer des mesures nouvelles. Je ferai des propositions à ce sujet après les élections européennes, car un débat ne doit pas éclipser l'autre. Ce qui est fondamental, c'est de se donner les moyens d'organiser le retour au plein emploi, c'est-à-dire de faire disparaître le chômage de longue durée. Il est nécessaire de définir une nouvelle politique économique pour l'emploi, complétée par des réformes portant sur la gestion des institutions chargées de l'aide aux demandeurs d'emploi.

« La contribution de Philippe Séguin à la mesure de faire prendre conscience de la nécessité d'une approche globale et nouvelle de la question de l'emploi. Quant au référendum sur le quinquennat, il s'agit simplement de faire aboutir par ce moyen une révision de la Constitution qui est prête sur le plan législatif, et dont un sondage récent montre qu'elle est approuvée par 77 % des Français. Les deux sujets ne sont en rien comparables. »

Propos recueillis par
PATRICK JARREAU

Le contrôle des collectivités locales

La chambre régionale des comptes dénonce des « réseaux de corruption organisés » en Provence

Lors de la présentation du compte rendu d'activités pour 1993 de la chambre régionale des comptes de Provence-Alpes-Côte d'Azur, lundi 9 mai à Marseille, Alain Sériey, président de cette juridiction, a dénoncé en termes virulents la montée de la corruption dans la région. Selon M. Sériey, il s'agit d'un « des réseaux de corruption organisés (...) qui exercent une pression énorme sur les élus et les fonctionnaires (...) et qui réalisent de considérables plus-values ».

MARSEILLE

de notre correspondant

La corruption n'est pas un phénomène nouveau, mais la déconcentration lui a, semble-t-il, donné une nouvelle dimension, en démultipliant les sources de son pouvoir. Il faut dire aussi que jusqu'ici, comme l'a reconnu Alain Sériey, président de la chambre régionale des comptes de Provence-Alpes-Côte d'Azur, les juridictions financières de contrôle « ne se posaient

pas systématiquement la question de l'honnêteté des responsables de la recette et de la dépense publiques ». Mais depuis le vote, au début de 1993, de la loi relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques, les chambres des comptes sont incitées à traquer les scandales que constitue « l'utilisation de la puissance publique à des fins d'enrichissement illicites ».

La toute première moisson a été édifiante. Sauf dans des cas très précis, les enquêtes de la juridiction que préside M. Sériey ne permettent pas, certes, de mettre clairement en évidence le bénéficiaire final des opérations de détournement de fonds, ou de la contrefaçon de libéralités consenties. Mais du moins, grâce à un redéploiement de ses moyens, la chambre régionale des comptes de PACA a décelé « des indices multiples qui manifestent l'existence de processus suspects ». Dans plusieurs dossiers la justice a été saisie et des procédures pénales sont en cours.

« Trafic d'influence »

« Non seulement, a déclaré son président en présentant, lundi 9 mai, son rapport annuel d'activité, elle a pu acquiescer la preuve de graves défaillances individuelles, mais elle est en mesure d'attester l'existence de réseaux de corruption organisés. » Ces réseaux, a-t-il poursuivi, exercent une pression énorme sur les élus et les fonctionnaires, dont les décisions peuvent leur permettre, le cas échéant, de réaliser de considérables plus-values. « Au bout du compte, a conclu M. Sériey, le contribuable et l'usager paieront lourdement des prestations surfacturées lorsqu'elles ne sont pas fictives ».

Dans deux cas au moins, la chambre a pu cerner des situations caractérisées de corruption et de détournement. Le premier concerne deux élus municipaux, dont un adjoint, d'une ville importante de la région, qui avaient la charge de surveiller la passation de marchés de fournitures. « Il est apparu, mentionne le compte rendu d'activités de la chambre, que ces deux personnes (...) se seraient livrées de manière systématique à un trafic d'influence. » Ainsi, un

fournisseur s'est vu imposer le versement d'un pot-de-vin représentant le tiers du marché qu'il souhaitait obtenir. Plus cocasse, un autre fournisseur a été « étouffé » par les deux élus corrompus d'une somme correspondant au quart du marché. Ne pouvant l'acquiescer en une seule fois de cette dîme, il a effectué un premier versement partiel, et réglé le solde par mensualités de 9 000 francs. En quelque sorte, le pot-de-vin à température.

Le rapport de la chambre évoque également des avantages importants consentis au maire d'une grande commune par la filiale d'un groupe industriel. Cet élu, par ailleurs actionnaire et directeur de la filiale en question, a perçu une rémunération de 852 000 francs en deux ans. Or, dans le même temps, le groupe industriel s'est vu successivement accorder la concession de l'eau, de l'assainissement, de l'éclairage public et de la collecte des déchets urbains de la commune. D'autre part, ces marchés et concessions se sont traduits par des « augmentations considérables » des prix à payer par l'usager ou le contribuable : plus de 62 % par exemple sur cinq ans pour le prix de l'eau alors que le coût de fonctionnement de l'éclairage public, lui, a été multiplié par 12.

Indépendamment de ces deux exemples de corruption, le rapport énumère bien d'autres anomalies, allant de « consultations financières aux conséquences coûteuses » à des « factures fictives pour des prestations inexistantes », en passant par « des surfacturations évidentes et des prises en charge de dépenses indues, voire injustifiées, réglées à des sociétés de façade ». Conclusion de M. Sériey sous forme de sentence empruntée à Pindare : « Lorsque la République a les mains sales, le peuple se tourne vers le despote ».

Une enquête récente de la chambre a d'autre part fait apparaître une « accélération de la dégradation des situations financières » des collectivités locales. Selon M. Sériey, 20 % des 625 communes de la région, regroupant 24 % de la population, connaissent une situation critique, voire alarmante. Trois d'entre elles engrangent « de lourdes opérations de redressement ».

GUY PORTE

سكوا من الأصل

COMMUNICATION

La présentation du 5^e rapport annuel de l'instance de régulation de l'audiovisuel

Jacques Boutet défend les prérogatives du CSA

Jacques Boutet, dont le mandat de président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) se termine en janvier 1995, a présenté, lundi 9 mai, son cinquième rapport annuel. Ce document retrace l'ensemble des travaux du conseil en 1993. M. Boutet a défendu l'ensemble des missions du CSA au nom de la « globalité de la régulation » et affirmé son opposition à toute segmentation de la gestion des fréquences audiovisuelles.

Il n'y eut qu'une seule question. Lundi 9 mai, tour Mirabeau à Paris, au siège du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), à la conférence de presse donnée par Jacques Boutet, président de l'instance de régulation, les observateurs ne s'intéressaient qu'à une chose : que pense M. Boutet de l'éventuelle création d'une « Agence de gestion du spectre » (c'est-à-dire des fréquences de télécommunications et de radiodiffusion). Cette dernière n'est-elle pas en passe de se voir conférer les pouvoirs du CSA en matière de gestion et d'attributions de fréquences ?

Dans son édition du 9 mai, le quotidien *la Tribune-Desfossés* a révélé qu'à la suite du rapport Huet sur l'organisation de la gestion des fréquences radioélectriques, Gérard Longuet, ministre de l'Industrie et des P et T, avait repris l'idée de la création d'une instance dépendant du gouvernement, chargée de centraliser la gestion et l'attribution des fréquences – principalement celle des radio-téléphones mais aussi celle des fréquences de radio-télévision. Un projet qui représenterait une « quasi-OPA » sur l'un des rôles essentiels du CSA. Ce serait aussi le symbole d'un retour direct de l'État sur le spectre dans la sphère audiovisuelle.

Dans son discours introductif, Jacques Boutet a bien sûr devancé la question. Le CSA n'a pas seulement « une fonction technique d'attribution et de contrôle des fréquences radios et

télévisions », a-t-il déclaré. Il constitue aussi un véritable centre de réflexion, une force d'impulsion et de proposition. Il le sera d'autant plus qu'il assume, et continuera d'assumer, l'ensemble de ses responsabilités économiques, juridiques et techniques ainsi que celles touchant à la qualité des programmes.

Pluralisme de l'information

M. Boutet devait ensuite ajouter que ce projet d'agence est « récurrent ». Si elle est créée, la question sera celle du « contenu des pouvoirs ». « Si ce sont les mêmes » que ceux du Comité de coordination des télécommunications (CCT), organisme dépendant du premier ministre et qui répartit actuellement les fréquences entre l'armée, les télécoms, le CSA ou le ministère de l'Intérieur, « aucun problème », a estimé M. Boutet. « Si l'on s'agit de reprendre au CSA ses compétences en matière d'attribution des fréquences, alors se poserait une véritable question car la régulation ne serait pas possible. »

Dans l'après-midi du 9 mai, un communiqué conjoint du ministère de la communication et du ministère de l'Industrie, a entrepris de désamorcer la bombe. Les deux ministères ont reconnu qu'une « réflexion était en cours pour améliorer l'organisation actuelle de la gestion des fréquences ». Mais en toute hypothèse, s'empêchaient-ils d'ajouter, « il n'est nullement question de revenir sur les attributions dévolues par la loi au CSA dans ce domaine ». L'objectif du gouvernement n'étant nullement de porter atteinte à « l'indépendance des médias audiovisuels », la création d'une agence aurait seulement pour fonction de permettre « une gestion plus efficace du spectre ».

Il est vrai que l'actuel organisme planificateur, le CCT, semble pour l'instant végéter faute de moyens mais aussi faute de connaissance véritable des utilisateurs du spectre. La raison en est simple : les diffé-

rents ministères qui gèrent et attribuent les fréquences « oublient » parfois d'informer le CCT. Le doteur de moyens techniques et financiers audiovisuels la gestion d'un spectre de plus en plus encombré mais aussi donnerait meilleure figure à la France dans les rencontres internationales.

Le président du CSA ne s'est toutefois pas cantonné à ce dossier. Sans doute pour réaffirmer le rôle CSA comme force de proposition, M. Boutet a dénoncé une nouvelle fois les « hésitations des pouvoirs publics » quant à l'adoption des mesures qu'il a depuis longtemps préconisées : le droit pour M6 de couper deux fois ses fictions par des écrans publicitaires et le droit pour les stations locales de télévision de s'ouvrir à des secteurs publicitaires nouveaux (distribution, cinéma). Ce « retard » réglementaire, a indiqué M. Boutet, portera préjudice aux diffuseurs et aux annonceurs lorsque les chaînes étrangères seront « présentes sur le câble ou reçues directement sur le satellite ».

Jacques Boutet a aussi abordé « le pluralisme de l'information qui n'a pas été suffisamment respecté ces derniers temps ». Le

président du CSA a relevé : « On peut comprendre qu'au lendemain des élections législatives, les rédactions donnent au gouvernement et à sa majorité un temps de parole supérieur aux tiers de rigueur [un tiers de temps de parole pour le gouvernement, un tiers pour la majorité parlementaire, un tiers pour l'opposition] mais il n'est pas acceptable que ce déséquilibre perdure ». Rappelant qu'il a mis en demeure TF1, France 2 et France 3 de « respecter ce principe fondamental », M. Boutet a laissé entendre que le CSA « n'hésitera pas à user de toutes ses prérogatives pour faire observer par tous cet impératif de pluralisme », qui est « de nature constitutionnelle ».

Enfin, comme pour donner la preuve de la globalité de sa mission, Jacques Boutet a vivement encouragé les chaînes françaises à s'internationaliser. « Comment négliger ces immenses marchés (Asie et Amérique), comment accepter que notre culture ne soit pas présente sur les continents les plus peuplés, dans les pays en plein développement ? », a-t-il interrogé.

YVES MAMOU

Les maisons de disques devront investir dans la chanson française et les nouveaux talents

Georges-François Hirsch, ex-administrateur général de l'Opéra de Paris, aujourd'hui membre du Conseil supérieur audiovisuel (CSA), a profité de la présentation du rapport annuel pour livrer les conclusions du « rapport d'étape » destiné à promouvoir la chanson française et les nouveaux talents, établi en concertation entre le CSA et tous les acteurs de la filière musicale – artistes, radios, maisons de disques, etc. Le rapport résume les réflexions émises par l'ensemble de la « filière » musicale réunie depuis mai 1993 autour de M. Hirsch, avant que la loi du 1^{er} février sur la liberté de communication, dite « loi Carignon », n'impose aux radios des quotas de diffusion de 40 % de chansons françaises ou francophones, dont la moitié de nouveaux talents.

Les professionnels ont souhaité que Michel Drucker, producteur-animateur de « Stars 90 » à TF1, préside « Musique France Plus », comité interprofessionnel qui doit être créé avant le 1^{er} août 1994, pour faciliter « le dialogue » entre la chanson, les maisons de disques, l'audiovisuel et les pouvoirs publics (le Monde du 10 février). Les membres de la commission souhaitent aussi organiser « rapidement » des états généraux de l'industrie musicale. Sans relancer la polémique sur les quotas – auxquels la majorité

des radios et le CSA, qui s'était laissé prendre de court par le vote de l'amendement surprise déposé à l'Assemblée nationale par le député Michel Felchut (UDF, Essonne), sont hostiles – le rapport estime que ces quotas ne sont « réalisables » que s'ils s'accompagnent de « contreparties » de la part des producteurs : ceux-ci devront s'engager davantage à investir dans la chanson francophone et les nouveaux talents, jugent unanimement le CSA et les professionnels.

Ar. Ch.

LA GÉNÉRALE OCCIDENTALE contrôlée désormais 49 % de Nostalgie. – La Générale occidentale, filiale d'Alcatel-Alsthom qui contrôle déjà l'Express, le Point et Courrier international, a annoncé, lundi 9 mai, qu'elle vient de faire passer sa participation dans Radio-Nostalgie de 35,75 % à 49 %. Cette augmentation de capital s'est effectuée par rachat des parts de Clivest, la banque d'affaires du Crédit lyonnais (5 %), de la Medpar (5 %) et des 3,23 % détenues par le fondateur, Pierre Alberti. Cette montée en puissance intervient moins de deux mois après l'entrée d'Alcatel dans Nostalgie.

DANS LA PRESSE

L'élection de Nelson Mandela à la présidence de l'Afrique du Sud

Financial Times (Patti Waldmeir et Michael Holman) : « M. Mandela, l'homme d'État, le pragmatiste, le général Constant Viljoen, le militaire, et Mangosuthu Buthezi, le chef de tribu, tous acceptent une vérité commune : ils ne peuvent vivre les uns sans les autres. Peut-être n'aiment-ils pas la nouvelle Afrique du Sud, mais ils y sont coincés. Il n'y a pas de demi-tour possible. »

La Libre Belgique (Robert Verdussen) : « Il faut aujourd'hui que [Nelson Mandela] ne soit pas seul, ni lui, ni son peuple. (...) Et le monde occidental, lui qui en a les moyens, ne peut rester les bras croisés alors qu'il a si longtemps soutenu ou alors mollement combattu un régime que l'histoire a jeté dans ses poubelles. »

France-Inter (Bernard Guetta) : « Il y a, oui, beaucoup de raisons de s'incliner devant Nelson Mandela. Mais la principale, celle qui résume le tout, est que c'est un homme de vision dont l'ambition n'est pas le pouvoir mais la victoire d'une conviction. (...) Alors, devant cet homme, on prend conscience d'un manque, celui d'autres hommes d'État, américains et européens. »

RTL (Marc Ullmann) : « Nul ne sait bien sûr comment tourneront les choses dans les années qui viennent. Peut-être le nouveau régime s'ouvrira-t-il dans la corruption, peut-être y aura-t-il des affrontements ethniques, peut-être tout cela finira-t-il très mal, dans un bain de sang, mais aujourd'hui la volonté de conciliation est telle que le meilleur l'emporte de loin sur le pire. »

Libération (Jacques Amalric) : « L'art de la palabre et du compromis dont a fait preuve ce jeune vieillard [Nelson Mandela] avec toutes les « tribus » qui composent l'Afrique du Sud, a fait merveille. Aussi bien avec la « tribu » blanche de Frederik De Klerk – dont il n'a jamais cherché à nier l'afrikanité – qu'avec la tribu zoulou de Buthezi. Et sans oublier la « tribu » des irrédentistes boers avec laquelle les discussions vont se poursuivre. »

Le Figaro (Charles Lambroschini) : « En Afrique du Sud, les Noirs résisteront-ils à la tentation de faire subir aux Blancs la dictature de la majorité ? Les Zoulous et les Xhossas, qui se sont tellement massacrés, pourront-ils cohabiter ? Trente ans après la décolonisation, l'état du continent africain, déchiré par les conflits tribaux, n'est pas de bon augure. »

L'Humanité (José Fort) : « L'élection de Nelson Mandela constitue un progrès considérable dans la dure marche émanicipatrice des peuples africains, un exemple significatif pour l'ensemble de ce continent : la liberté, la souveraineté et la démocratie peuvent être conquises. Mais on aurait tort de limiter cet événement historique à la seule Afrique. »

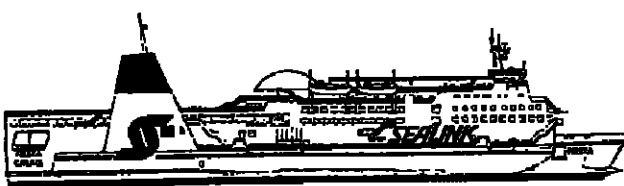
L'ANGLETERRE POUR 600F
ÇA DONNE ENVIE DE FAIRE LE PONT,
LE VIADUC, ET MÊME PLUS.



ALLER-RETOUR 5 JOURS 1 VOITURE + 2 PERSONNES
PASSAGER SUPPLÉMENTAIRE : 100 FR.

Pour faire le pont sur la Manche du 1^{er} au 31 Mai à ce prix là, rendez visite à votre agent de voyages préféré et demandez-lui de taper le code PONT sur son terminal Esterel.
Cette offre aller-retour est valable sur toutes nos lignes, elle est soumise aux conditions générales SEALINK.

Réservez votre traversée aller-retour entre le 1^{er} et le 31 Mai, au plus tard la veille du départ, chez votre agent de voyages ou dans les agences SEALINK.
Cette offre n'est pas disponible au port.



SEALINK
LANCE LES PONTS SUR LA MANCHE.

SOCIÉTÉ

La France n'ayant jamais compté autant de détenus

Le garde des sceaux veut développer les peines alternatives à la détention

Au 1^{er} mai, les prisons françaises comptaient 57 457 détenus, soit, si l'on met de côté les années 1948-1949, le chiffre le plus élevé depuis 1852. Dans une circulaire adressée le 14 avril aux procureurs généraux, le garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, demande aux magistrats de « développer le recours aux peines non privatives de liberté ».

Depuis une dizaine d'années, le taux de détention, qui met en rapport le nombre de détenus et la population générale, ne cesse de croître, en France comme dans les autres pays d'Europe. Seules l'Autriche, l'Allemagne et la Turquie semblent échapper à cette évolution.

Faudra-t-il, tous les mois, tenir la chronique des records en matière de détention ? Faudra-t-il désormais signaler avec constance l'incroyable augmentation de la population carcérale amorcée dans les années 70 ? Si l'on met de côté les chiffres de la Libération — sur les soixante mille prisonniers recensés alors, près du tiers étaient des collaborateurs présumés —, la France n'a jamais compté autant de détenus : au 1^{er} mai, 57 457 personnes étaient incarcérées dans les prisons françaises, soit le chiffre le plus élevé depuis la création des statistiques pénitentiaires, en 1852.

Cette croissance constitue une véritable rupture historique : après une relative stabilité des années 1850-1880, le chiffre de la population carcérale n'avait cessé de baisser jusqu'à la première guerre mondiale. Cette accalmie s'était consolidée entre les deux guerres : de 1919 à 1939, les prisons comptaient rarement plus de 25 000 détenus. A l'exception des années de la Libération, cette tendance à la baisse s'était confirmée après la seconde guerre mondiale : de 1949 à 1960, la population carcérale était passée de 48 332 à 21 071 détenus.

Multiplier les travaux d'intérêt général

L'explosion date en fait des années 70 : en vingt ans, la population carcérale a doublé, passant de 27 100 en 1974 à 54 808 en 1994. Cette augmentation est liée pour l'essentiel à l'allongement des

peines : en vingt ans, les condamnés purgeant des peines de dix à vingt ans ou des récidives criminelles ont été multipliés par deux. Dans une étude publiée en 1991, Annie Kenney et Odile Timbart estimaient que cette augmentation était notamment liée à la répression accrue de trois crimes et délits : le trafic de stupéfiants, les infractions à la législation sur le séjour, et les vols et attentats aux meurtres.

Malgré le plan de construction de treize mille nouvelles places de prisons lancé en 1986 par le garde des sceaux de Jacques Chirac, Albin Chalandon, la surpopulation menace donc à nouveau : l'administration pénitentiaire dispose

actuellement d'environ 49 500 places pour plus de 57 000 détenus, soit un taux d'occupation de plus de 115 %. Le parc pénitentiaire est en outre mal conçu : les vingt-cinq nouvelles prisons du plan Chalandon comptent de nombreux centres de détention, c'est-à-dire des établissements réservés aux détenus en fin de peine, alors que la France manque de places en maisons d'arrêt pour les détenus provisoires et en maisons centrales pour les condamnés à de longues peines.

Face à cette explosion que les grâces et les amnisties ne parviennent pas à endiguer, le garde des sceaux souhaite développer les peines non privatives de liberté.

Dans une circulaire adressée le 14 avril aux procureurs généraux, Pierre Méhaignerie estime qu'une telle politique aura l'avantage de prévenir la récidive.

Une politique active de libération conditionnelle

« Il n'est pas contesté que la récidive peut être facilitée, d'une part, par une insuffisante individualisation des modalités d'exécution des courtes peines d'emprisonnement, d'autre part, par la remise en liberté d'un condamné sans que ce dernier bénéficie d'un encadrement ou d'un suivi suffisant. »

Pierre Méhaignerie, qui rappelle aux parquets le caractère « exceptionnel » de la détention provisoire,

leur demande ainsi de développer l'ajournement avec mise à l'épreuve et le travail d'intérêt général (TIG). Institutionnalisé en 1989, l'ajournement, qui consiste à reporter le prononcé d'une peine en imposant par exemple la réparation du préjudice, reste encore marginal : au 1^{er} janvier 1993, il concernait à peine six cents personnes. Le TIG, qui vient tout juste de fêter ses dix ans, est en revanche beaucoup plus répandu : au 1^{er} janvier 1993, les condamnés de probation en suivaient près de 13 000, soit une augmentation de 15,2 % par rapport à l'année précédente. M. Méhaignerie souligne que « les démarches en direction des collectivités locales et des associations » s'amplifient « afin qu'un plus grand nombre de postes de TIG puisse être mis à la disposition des juridictions et des juges de l'application des peines ».

Le garde des sceaux, qui encourage également le recours à la semi-liberté et au placement à l'extérieur des détenus, veut enfin que les parquets mènent une « politique active » de libération conditionnelle. « La libération anticipée », constate M. Méhaignerie, par les efforts de réinsertion qu'elle suppose, par l'assistance et le contrôle qui l'accompagnent, prévient plus efficacement la récidive que la sortie en fin de peine. Ces orientations devraient être confirmées par le plan pluriannuel pour la justice que le garde des sceaux souhaite voir examiné par le Parlement lors de la session de printemps.

ANNE CHEMIN

Une évolution européenne

En France, le taux de détention, qui met en rapport le nombre de détenus et celui de la population générale, a énormément augmenté depuis une dizaine d'années : de 1983 à 1991, il est passé de 69 à 84 pour 100 000.

La plupart des pays européens ont connu la même évolution : au cours des années 80, les trois seuls membres du Conseil de l'Europe qui ont vu ce taux chom-

chiffres tures sont peu fiables car ils varient énormément d'une année à une autre. « Nous pouvons affirmer qu'aucun pays du Conseil de l'Europe n'est engagé dans une baisse significative de sa population carcérale », conclut Pierre Tournier, démographe et expert du Conseil de l'Europe, dans une étude présentée en 1993 au X^e congrès international de criminologie.

De 1983 à 1991, l'Espagne, le Portugal, le Luxembourg, la Suisse, l'Irlande et les Pays-Bas ont vu leur taux de détention croître plus rapidement encore

que le taux français. La Norvège et la Suède suivent la France de très près. « Dans la plupart de ces pays, la croissance globale du nombre de détenus est surtout due à un allongement des durées de détention », conclut Pierre Tournier. Cet allongement des temps de présence en prison peut être lié à l'accroissement de la durée des procédures, à l'aggravation des peines prononcées par les juridictions ou à des modifications de législation ou de pratiques en matière d'individualisation des peines. »

A. C.

ENVIRONNEMENT

Réunis à l'occasion de leur congrès national

Les notaires s'intéressent à l'écologie

Rassemblant à Nantes, jusqu'au mercredi 11 mai, plus d'un millier de participants, le 90^e congrès national des notaires a choisi un thème inhabituel : la protection de l'environnement.

NANTES

de notre envoyé spécial

Qui aurait pu imaginer que des notaires en arriveraient à dénoncer « la société de consommation » ou « la logique productiviste » et à rendre hommage aux mouvements écologistes et aux associations de protection de la nature ? C'est pourtant ce qu'a fait, dès l'ouverture du congrès qu'il présidait, M. Jacques Pourciel, notaire à Veneux (Haute-Garonne), à la surprise de plus d'un participant. Les notaires ne sont pas devenus de farouches écologistes mais les plus avisés d'entre eux se sont rendus compte de l'urgence d'un élément nouveau : le droit de l'environnement.

Qu'il s'agisse du principe pollueur-payeur, du principe de précaution ou du concept du développement durable, voilà des notions nouvelles que le notaire, tôt ou tard, devra intégrer dans sa pratique quotidienne. Pour des officiers publics habitués à négocier la transmission du patrimoine, il ne s'agit que d'une adaptation à l'air du temps. On ne peut pas s'occuper de legs et d'héritages sans tenir compte, selon la formule consacrée, de la qualité de l'environnement que nous laissons à nos enfants.

« Mémoires de la Terre »

Mais les notaires ont une autre raison de s'intéresser à l'environnement. Comme le ministre de l'environnement, Michel Barnier, qui plaide toujours pour « le contrat plutôt que la contrainte », les notaires souhaitent « réorienter » une réglementation qui, selon eux, doit passer de la contrainte (administrative) au contrat reconnu par les deux parties. Or, les notaires sont précisément des professionnels du contrat librement négocié. Comme le souligne le rapporteur général, M. Dominique Ferru,

notaire à Laval (Mayenne), « il faut dépasser le clivage entre l'Etat gardien de l'intérêt général, chargé de la prévention, et le droit privé voué à la réparation ».

Pour cela, l'avant-garde des notaires souhaite que la profession accompagne la naissance d'un droit nouveau, celui de l'environnement. Présent dès l'ouverture, le lundi 9 mai, le garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, a indiqué que les notaires, « mémoires de la Terre », auraient bientôt à leur disposition, à l'automne prochain, un nouveau « code de l'environnement » en cours d'élaboration dans les services ministériels. Les notaires seront alors mieux à même de mettre en garde leurs clients contre la cession d'un immeuble pollué par la présence d'une station-service ou contre l'achat d'une maison dévorée par les termites. Ils interviendront en faveur de l'environnement dans l'actualisation des baux agricoles et ils se proposent de multiplier les rapprochements négociés entre collectivités locales et usagers, par exemple pour l'entretien des chemins de randonnée équestres ou des berges destinées à un terrain de camping. Ainsi pourront-ils valoriser leur triple état d'officiers publics, de professionnels libéraux et d'hommes de terrain connaissant les secrets des familles.

Bien sûr, tous les notaires n'en sont pas là. Qu'il exerce à Langais, Sancerre ou Sézanne, le professionnel de base se soucie encore peu de l'environnement qui lui apparaît comme une zone de flou juridique. « Il faut nous comprendre », plaide pour eux M. Jean-Paul Decours (Marseille). « Nous sommes des hommes de l'équilibre, nous n'aimons donc pas les excès et surtout pas les recours abusifs des défenseurs de sauterelles. » Le congrès de Nantes parviendra-t-il à faire comprendre aux notaires de base que l'environnement n'est plus seulement un argument administratif, une contrainte technique ou une lubie d'écolo mais bel et bien un domaine nouveau du droit aussi bien public que privé ?

ROGER CANS

ÉDUCATION

Réagissant au « nouveau contrat pour l'école » de M. Bayrou

Les syndicats enseignants réclament une loi de programmation budgétaire

Prenant acte des 155 propositions pour un « nouveau contrat pour l'école », présentées lundi 9 mai par François Bayrou, ministre de l'éducation nationale (le Monde du 10 mai), les principaux syndicats d'enseignants ont demandé, lors d'un débat organisé à la Maison de la chimie à Paris, que les mesures qui seront prises le 27 mai se traduisent par l'adoption d'une loi de programmation budgétaire. Le premier ministre, resté silencieux sur ce point, a estimé que ce « nouveau contrat » devait être « une des pierres de l'autre société qu'il faut dessiner pour la France de demain ».

Ce furent tout d'abord deux heures de discours-fléuve pour refaire, de la maternelle au lycée, le monde de l'éducation. Deux heures pour faire bonne mesure à l'inventaire des 155 propositions que François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, portait sur la place publique et que son prédécesseur, Jack Lang, s'est empressé dans la journée de qualifier de « tutti-frutti de mesures » ; priorité à l'apprentissage de la langue française, initiation à une langue vivante en primaire, rétablissement du latin en cinquième (une mesure « sympathique » pour la Société des agrégés qui condamne par ailleurs l'allègement des programmes en primaire), « dispositifs de consolidation » en sixième, éducation au choix, à l'image, à l'esprit critique, civique, etc.

Prenant acte de l'avalanche qu'ils avaient déclenchée à la suite de leur manifestation du 16 janvier, les organisations syndicales, plutôt peu hostiles à ce qu'elles venaient d'entendre, se sont surtout attachées à demander que les mesures qui seront prises le 27 mai s'inscrivent dans une loi de programmation budgétaire.

Monique Vuillat, secrétaire générale du Syndicat des enseignants du second degré

(SNES), a ainsi prédit « un débat serré, voire conflictuel sur les moyens » et Hervé Bayrou, secrétaire général du Syndicat des enseignants (SE-FEN), fait part d'une attente sur le concret. Le SGEN-CFDT s'est inquiété du calendrier de mise en œuvre, notamment pour la prochaine rentrée, et s'est montré « préoccupé » par les « silences » du ministre concernant l'implantation du service public en zone rurale et l'éventualité d'une loi de programmation. Au Syndicat national des lycées et collèges (SNALC) qui avançait à son tour la question des moyens, François Bayrou a répondu sèchement : « Nous n'avons pas les moyens de créer les 100 000 postes qu'il faudrait » ; et au syndicat des instituteurs de la FSU (SNUipp), qui souhaitait qu'on étende les réductions d'effectifs en ZEP (25 élèves par classe) à tout le primaire : « On bien on concentre nos efforts, ou bien on ne fera rien ».

« La négociation commence »

Globalement peu contredit sur ses propositions concernant les collèges (même si la plupart des syndicats ont attiré l'attention du ministre sur le danger de voir se reconstituer des filières de relégation), M. Bayrou, en revanche, a été interpellé sur la question de « la formation professionnelle, qu'il l'évidence, il maîtrise moins bien. En l'absence du SNETAA-FSU, principal syndicat dans les lycées professionnels (LP), le SE-FEN a rappelé ses craintes concernant l'ouverture de sections d'apprentissage en LP et a demandé instantanément au ministre que l'éducation nationale garde la maîtrise et le contrôle des formations professionnelles initiales.

François Bayrou a précisé que ses propositions « s'adressaient à l'ensemble de l'école », donc à l'enseignement privé sous contrat. Mais à la FEN, qui s'inquiétait de la volonté du privé de travailler en réseau avec le public (1), il a précisé que les réseaux d'établissements qu'il

entendait mettre sur pied étaient bien des réseaux publics, n'incluant pas les établissements privés sous contrat.

Reste que, désormais, « la négociation commence », comme l'a rappelé Michel Deschamps, secrétaire général de la FSU, qui a relevé « trois espaces forts de préoccupations communes » avec le ministre : « Une ambition culturelle forte, l'attention à la réussite de chacun, la volonté de maintenir la cohérence nationale de l'éducation ». Mais il a insisté également sur l'effort supplémentaire que les mesures supposaient en terme d'aide sociale aux jeunes et aux familles, de financement des travaux de sécurité, de recrutement de personnel administratif, techniques, ouvriers et de service.

A cent lieues de ces préoccupations financières, le premier ministre, qui était venu soutenir son ministre à l'heure du déjeuner, préférait se contenter de dire sa conviction : « L'école a besoin de s'adapter. Un discours de cadrage très général pour dire que « la méthode qui conduit à la réforme sera aussi importante que le fond ».

J.-M. Dy.

(1) Volonté exprimée par le Pire Clouet, secrétaire général de l'enseignement catholique, au moment de la révision de la loi Faloux.

COLLOQUE

« PIERRE MENDES FRANCE ET L'ESPRIT RÉPUBLICAIN »

à l'occasion du quarantième anniversaire du gouvernement Mendès France

VENDREDI 17 JUIN 1994

DE 9 heures à 18 heures

Présidé par M. Jean-Denis BREDIN et avec la participation de : Sébastien BOULBINA, Claude CHEYSSON, Jean-Louis CREMEUX-BRILLHAC, Christian GOUX, Georges KIEFMAN, Pierre LAURENT, Claude MARTI, Madeleine REBERGUEUX, Pierre ROSANVALLON, Jean-François SIRINELLI et François STASSE.

Pour tout renseignement s'adresser à :

INSTITUT PIERRE-MENDES-FRANCE
52, rue du Cardinal-Lemoine - 75005 PARIS
Tél. : 44-27-18-80 - Fax : 44-27-18-82

50 من الأصل

555 من الأصل

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Contrairement à la réglementation en vigueur

Les matériels médico-chirurgicaux à usage unique sont fréquemment réutilisés dans les hôpitaux

Une circulaire de 1986 interdisant de réutiliser du matériel médico-chirurgical à usage unique est de moins en moins respectée. Les responsables hospitaliers s'inquiètent des éventuels risques, en particulier toxicologiques et infectieux, liés à ces pratiques en principe formellement interdites.

Jusqu'où les contraintes économiques peuvent-elles être compatibles avec la qualité des soins médicaux et chirurgicaux dispensés dans les établissements hospitaliers publics et privés français? La volonté de réduire, via le système dit du «budget global», les dépenses des hôpitaux publics n'a pas été jusqu'à présent, pour ce que l'on en connaît et si l'on excepte quelques regrettables dysfonctionnements, à l'origine d'accidents majeurs. Ces contraintes peuvent toutefois être à l'origine de pratiques, en totale opposition avec la réglementation actuellement en vigueur. Le fait est particulièrement net en ce qui concerne l'utilisation des matériels médico-chirurgicaux dits «à usage unique».

En 1986, une circulaire signée des professeurs Jean-François Girard, directeur général de la santé, et Jacques Douganou, alors directeur de la pharmacie et du médicament, ainsi que de Jean de Kervasdoué, alors directeur des hôpitaux, traite sans ambiguïté aucune de cette question. Ce texte (circulaire n° 669 du 14 avril 1986, non parue au Journal officiel) avait pour but «de

rappeler l'interdiction de réutiliser du matériel médico-chirurgical non réutilisable compte tenu des risques inhérents à cette pratique».

Ce texte comportait un rappel réglementaire précisant qu'un objet non réutilisable devait comporter les mentions : «Détruire l'objet après usage» et «Ne pas réutiliser». «La stérilisation du matériel médico-chirurgical non réutilisable ne peut être effectuée qu'après que des études approfondies ont été réalisées, notamment de la compatibilité du matériel, du matériel et de son conditionnement avec la méthode de stérilisation choisie, qui doit, de plus, avoir fait la preuve de son efficacité», précisait cette circulaire qui fut adressée aux directeurs régionaux et départementaux des affaires sanitaires et sociales.

Des risques toxicologiques et infectieux

L'information est-elle remontée, et de quelle manière, des départements et des régions vers les différents services compétents des ministères en charge de la santé? Dans une lettre adressée le 2 mars 1993 au directeur des hôpitaux, le professeur Jacques Ghisolfi (CHU de Toulouse), secrétaire de la conférence des présidents des commissions médicales d'établissement des centres hospitalo-universitaires, posait clairement le problème : «Le coût très élevé de ce type de matériel et l'intensité des contraintes budgétaires conduit de plus en plus fréquemment à réutiliser ce type de

matériel, contrairement à la réglementation en vigueur. Une telle pratique apparaît nécessaire pour assurer les soins aux malades. La réutilisation et le réemploi de ce matériel comporte des risques de détérioration des caractéristiques physiques ainsi que des risques toxicologiques et infectieux».

Quelques semaines plus tard, le 20 avril 1993, ce problème était à nouveau officiellement soulevé par les membres de la conférence. «M. Hecksweiler a attiré notre attention sur les dangers découlant de la réutilisation et du réemploi du matériel à usage unique, pratique de plus en plus fréquente, pour des raisons budgétaires, dans nos hôpitaux. Gérard Vincent, directeur des hôpitaux (...), nous fait savoir que ses services préparent un projet de circulaire sur ces problèmes, peut-on lire dans le compte-rendu de cette réunion. Plusieurs membres de la conférence (MM. Hecksweiler, Langlois, Langer) s'étonnent que nous devions ainsi souligner le risque que prennent les médecins hospitaliers, l'attente de directives précises revenant de fait à faire prendre des risques à nos établissements, alors qu'ils ne

sont en rien responsables de cette situation et que des textes interdisant la réutilisation du matériel à usage unique».

Aujourd'hui, différents responsables administratifs et médicaux du monde hospitalier public ne cachent plus leur inquiétude. On confirme, tant à la direction des hôpitaux qu'à la direction générale de la santé, que la circulaire de 1986 est toujours en vigueur et que de telles réutilisations sont formellement interdites. Dans les milieux médicaux, on confie que de très nombreux établissements publics et privés, ainsi que de très nombreuses spécialités, sont concernés par une telle pratique. Il s'agit pour l'essentiel de matériel cardiologique, de gastro-chirurgie et d'endoscopie digestive. On précise d'autre part que si cette pratique de réutilisation de matériel à usage unique devait, effectivement, être officiellement prohibée, il en résulterait pour les CHR de taille moyenne des surcoûts annuels d'environ 5 à 10 millions de francs, soit, à l'échelon national, une facture inattendue de plusieurs centaines de millions de francs.

JEAN-YVES NAU

S'estimant menacée par la maladie de la «vache folle»

L'Allemagne va interdire l'importation de certaines viandes en provenance du Royaume-Uni

FRANCFORT

de notre correspondant

Le gouvernement allemand devrait accepter, mercredi 11 mai, la proposition du ministre fédéral de la santé, Horst Seehofer, d'interdire l'importation de viandes de bœuf britanniques provenant des régions où sévit l'encéphalopathie bovine spongiforme (ou maladie de la «vache folle»). Les services vétérinaires des Länder allemands devront exercer un contrôle systématique et apposer des autorisations en bonne et due forme. Seront interdites les viandes d'animaux de plus de trois ans et celles d'animaux plus jeunes provenant d'une région où une infection a été relevée depuis quatre ans.

Cette décision, révélée par le *Financial Times* (daté 10 mai), nous a été confirmée à Bonn. Elle devrait provoquer de fortes réactions en Grande-Bretagne où une grande partie du cheptel bovin est touchée. Le gouvernement de Londres a déjà fait savoir qu'une telle mesure unilatérale était contraire au traité de Rome. Le ministre allemand de la santé explique qu'après l'indication des Douze en décembre concernant les exportations de viandes britanniques potentiellement infectées, un symposium a réuni en Allemagne

de nombreux experts mondiaux. Il semble prouvé, poursuit le ministre, que des cas de transmission de cette maladie ont été repérés sur des singes et des chèvres. Comme le délai d'incubation est très long (de dix à trente ans), «il est impossible d'attendre des expérimentations humaines, ajoute le ministre. La sécurité impose dès à présent d'interdire la consommation de ces viandes».

E. L. B.

[Les encéphalopathies spongiformes sont des maladies dégénératives du système nerveux central, toujours mortelles, qui touchent aussi bien l'homme que l'animal. Ces maladies sont transmissibles au sein d'une même espèce et, dans certaines conditions, d'une espèce à l'autre. Chez l'homme, il s'agit principalement de la maladie de Creutzfeldt-Jakob. Chez l'animal, ce sont la tremblante du mouton et l'encéphalopathie spongiforme bovine. Ces maladies sont induites par des agents, appelés «prions», dont la nature reste inconnue. Du fait de la longue phase de latence clinique, de l'absence de test diagnostique, de l'efficacité quasi-totale des procédés de stérilisation et de l'incertitude dans laquelle on est à propos d'une éventuelle transmission de ces agents infectieux de l'animal à l'homme — en particulier par l'intermédiaire de la consommation de viande ou de cerveau —, les autorités allemandes ont donc décidé d'opter pour la solution la plus sûre. Seront-elles suivies par les autres pays européens? F. N.]

INTÉGRATION

Une manifestation à Paris

Bébés français, parents sans papiers

Nassouko, trente-deux ans, brandit une carte d'identité française neuve. Sur la photo, Bintou, un magnifique bébé, sa fille. Elle est française et, à huit mois, ne sort jamais sans ses papiers. Lui est sénégalais, en situation irrégulière. En tant que père d'un enfant français, Nassouko ne peut être expulsé. La loi Pasqua l'interdit. Mais le même texte empêche sa régularisation : modifiant la législation antérieure, il fait du séjour régulier en France la condition de la délivrance d'une carte de résident étranger.

Nassouko n'est qu'un exemple. Ils sont une centaine, hommes, femmes, enfants nés dans le dos de leur mère ou dans des poussettes, à avoir envahi, lundi 9 mai, la chaussée et les trottoirs de la rue Jean Dolent (Paris-14), devant le siège de la Ligue des droits de l'homme (LDH), «un lieu symbolique pour condamner les atteintes aux libertés, dans tous les pays», explique Sekou Samassi, porte-parole du collectif Action plein-droit qui assure avoir adressé au ministère de l'intérieur plus de trois cents demandes de régularisation, par l'intermédiaire de la CIMADE. En vain.

Africains en majorité, mais aussi Maghrébins et Sud-Américains, ils partagent la même précarité, donnant épaisseur humaine aux controverses sur la loi Pasqua. Celle-ci, dans un but dissuasif, a dissocié le droit au séjour de l'existence de liens familiaux en France : ni le mariage avec un Français ni la qualité de parent d'un enfant français ne donne plus automatiquement droit à une carte. Les préfectures leur demandent de repartir au pays solliciter un visa, solution matériellement hors de portée, et hautement aléatoire.

Une délégation accompagnée de Madeleine Rebérioux, présidente de la LDH, a été reçue, dès lundi, en fin d'après-midi, au ministère de l'intérieur. Les dossiers doivent être examinés, et une solution apportée, a-t-on promis. Une solution que les conjoints de couples mixtes, qui vivent une situation semblable, attendent, eux, depuis plusieurs mois.

PHILIPPE BERNARD

ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN 2^{ème} ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'IEP ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit), l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet d'être admis directement en seconde année. L'objectif est de leur donner une formation à la gestion en deux années. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé ont fait de l'ESSEC un des tout premiers centres européens de gestion et de management.

Prochaine session pour la rentrée 1994 : du 7 septembre au 9 septembre 1994

Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 15 Juin 1994

Documentation et dossier d'inscription : ESSEC • Admissions • B.P. 105 95021 Cergy-Pontoise Cedex Téléphone : (1) 34.43.30.00

ESSEC : Établissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'État, affilié à la C.U.I.V. de Versailles Val d'Osse. Ancêtre, membre de la Fesec.



La Mercedes E 200 Cabriolet.

ITT Sheraton vous offre l'air conditionné, même dans la Mercedes !

HOTEL	DEVISE	TARIFS NORMAUX	TARIFS AFFAIRES SURE-SAVER
Bruxelles	BEF	11.950*	7.553*
Francfort	DM	565*	365.75*
Londres, Belgavia	UK£	245	152
Londres, Heathrow	UK£	140*	104.50*
Londres, Park Tower	UK£	240	194.75
Londres, Skyline	UK£	185*	104.50*
Munich	DM	450*	242.25*
Paris*	FF	3.000*	2.470*
Rome	LIT	360.000**	242.250**
Stockholm	SEK	1.840**	1.463**
Lisbonne	ESC	36.000**	27.590**

Ces prix sont libellés en devise locale, nous réserve de disponibilité et peuvent être modifiés à tout moment sans préavis. Les tarifs indiqués s'entendent pour l'occupation d'une chambre simple, par nuit. Le service en chambre et le petit déjeuner ne sont pas inclus, sauf indication contraire. Tarifs valables du 15 avril au 30 juin 1994.

* Veuillez noter qu'une taxe d'occupation de 7 FF par personne et par nuit n'a pas été incluse dans ces prix.
* Le tarif comprend la taxe et le service.
* Le tarif comprend le petit déjeuner.



ITT Sheraton

VOUS ÊTES LE CENTRE DE VOTRE VOYAGE

► Cette photo vous donne une idée du type d'air conditionné dont vous pouvez actuellement bénéficier dans les hôtels ITT Sheraton.

► Du 15 avril au 30 juin 1994, ITT Sheraton vous invite à gagner une Mercedes E 200 Cabriolet, à laquelle s'ajoute un crédit de 5000 DEM pour les options de votre choix.

► Pour participer, il vous suffit de séjourner dans l'un des hôtels ITT Sheraton prenant part à cette promotion, tout en bénéficiant du tarif affaires "SureSaver".**

► Alors, n'attendez pas et offrez vous le grand air - Mercedes Cabriolet - dans un hôtel de haut vol - un ITT Sheraton.

► Et bien qu'il s'agisse d'un concours, le plus difficile pour vous sera - si vous gagnez - de choisir la couleur !

Restrictions légales d'application. Règlement officiel disponible auprès des hôtels participants. Offre valable du 15 avril au 30 juin 1994 dans les hôtels participants au Royaume-Uni, en Allemagne, en Suède, en Italie, au Portugal, en France et en Belgique. Sans valeur en cas d'interdiction dans les pays où les clients sont domiciliés. Participation de Rome sous réserve d'autorisation légale. ** Sauf en cas d'interdiction légale.

Pour réserver, appelez les numéros verts suivants ou contactez votre agence de voyages, en mentionnant "Promotion ITT Sheraton/Mercedes". France : 05-90 76 35 Allemagne : 0130 - 95 35 35 Italie : 1678 - 35 0 35 Royaume-Uni : 0800 - 35 35 35

DÉFENSE

La succession des Transall et le programme ATF

Aérospatiale met en garde les Britanniques contre un refus de soutenir un projet d'avion européen

Le PDG du groupe Aérospatiale, Louis Gallois, a mis en garde les Britanniques sur les conséquences, en Europe, de leur choix, attendu en juin, relatif à la modernisation de leur flotte d'avions de transport militaire. Ou le Royaume-Uni achète de nouveaux Hercules aux États-Unis et, de lui-même, il s'exclut du euro européen. Ou bien il s'associe au programme ATF d'un avion européen qui remplacera le Transall, et ses industriels reçoivent du travail en échange. Du projet ATF dépendra le sort de 50 000 emplois en Europe.

OPIQ (ALPES-MARITIMES)
de notre envoyé spécial

Pour la première fois depuis son adoption par le conseil des ministres, l'un des plus importants industriels de la défense, Louis Gallois, le PDG du groupe Aérospatiale, a publiquement commenté le projet de programmation militaire. Il s'est exprimé, lors d'un séminaire de son entreprise, samedi 7 mai à Opiq (Alpes-Maritimes), en distinguant entre « les moins » de ce document gouvernemental et ses aspects « positifs ».

Du côté des « moins », d'abord, il y a le fait que « tous les programmes d'armement sont étalés dans le temps ou réduits dans les quantités commandées ». De l'autre, ensuite, il y a « le maintien des compétences » sur les missiles balistiques et à stato-réacteur, en distinguant entre « les moins » de ce document gouvernemental et ses aspects « positifs ».

transport futur) pour l'Europe. Sur ce dernier programme, qui est évalué à quelque 25,6 milliards de francs pour un total de trois cents avions selon Claude Terrazzone, le directeur de la division « avions » du groupe, M. Gallois s'est montré très ferme envers Londres.

C'est normalement en juin prochain que les Britanniques devraient dire s'ils participent au projet ATF — aux côtés des Allemands et des Français qui veulent remplacer le Transall, mais aussi des Italiens, des Espagnols, des Portugais, des Turcs ou des Belges — ou s'ils préfèrent acheter des C-130 Hercules à Lockheed. Le besoin britannique est de 60 avions.

Un hélicoptère NH-90 à forfait

« Mais, si la Grande-Bretagne ne veut pas de l'ATF, le programme se fera sans elle et aucune charge de travail ne lui sera donnée. Les contributeurs du continent ne comprendraient pas de devoir financer une partie du travail qui serait confié à un pays refusant de participer au projet ». Le PDG du groupe Aérospatiale a suggéré aux Britanniques, s'ils étaient pressés de vouloir moderniser leur flotte de transport militaire, une solution qui consisterait à « remettre à niveau » leurs Hercules actuels « en attendant la sortie de l'ATF ». « La décision de Londres, a conclu M. Gallois avec une certaine solennité, est lourde de conséquences ».

Concernant l'ambition de la France, inscrite dans son projet de programmation, de lancer l'étude d'un nouveau missile guidé avec précision sur des distances supé-

rieures à 600 kilomètres et baptisé APTDG, M. Gallois a présenté la candidature de son groupe, face à celle de Matra. Le « patron » de la division « missiles », Jean-Louis Fache, considère que l'expérience acquise par Aérospatiale en matière de propulsion par statoréacteur permet au groupe de concevoir « une famille de missiles supersoniques à partir d'un tronc technologique commun », ce qui peut réduire les coûts unitaires de 5 à 10 %. « Si la formule du statoréacteur était retenue, a admis M. Gallois, la question se poserait d'une coopération avec Matra ».

Enfin, la filiale Eurocopter du groupe Aérospatiale, qui a aussi le groupe allemand DASA pour partenaire, a, par la voix de son PDG, Jean-François Bigay, évoqué indirectement le sort du projet NH-90 d'un hélicoptère logistique réclamé par sept armées différentes en Europe, dont l'armée de terre et la marine françaises.

Le NH-90 est un programme officiellement lancé en 1992, sur la base d'un accord multinational et d'une prévision du coût de développement estimé à 10 milliards de francs sur neuf ans. « Toute renonciation », averti M. Bigay, serait la dénonciation d'un contrat commercial, avec des dédits à verser par le ou les signataires qui viendraient à se retirer. « Nous sommes prêts, a-t-il ajouté, à prendre cet hélicoptère à forfait ». M. Bigay a précisé que le NH-90 ne devrait pas excéder plus de 85 millions de francs (hors taxes) l'exemplaire et qu'il n'est pas envisageable, en l'état actuel, de réduire de 30 % son coût de développement — comme il serait question que la France le demande à Eurocopter — sans réviser nettement à la baisse les performances opérationnelles de cet hélicoptère européen.

JACQUES ISNARD

FAITS DIVERS

Soupçonné d'agir pour le compte du FIS

Un passeur d'armes algérien a été interpellé en Meurthe-et-Moselle

Un Algérien de trente-quatre ans, Abdel Hakim Boutrif, a été interpellé par les douaniers, vendredi soir 6 mai, au péage de Beaumont (Meurthe-et-Moselle), alors qu'il transportait dans sa voiture un arsenal d'armes. Près de treize kilos d'explosifs et cent détonateurs, trois pistolets automatiques et un fusil d'assaut, quatre appareils de vision nocturne et un stock de cartouches ont été saisis dans le véhicule de cet homme, né à Villepin (Seine-Saint-Denis) et résidant à Savigny-Le-Temple (Seine-et-Marne).

Le passeur d'armes arrivait d'Allemagne, où il avait chargé sa cargaison dans des caches spécialement aménagées de sa voiture. Il devait ensuite traverser la France, puis l'Espagne, pays où il avait réservé une place de bateau pour

embarquer vers l'Algérie. Placé en garde à vue dans les locaux de la 6^e division de la Direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) chargée de la lutte antiterroriste, Abdel Hakim Boutrif devait être déféré, mardi 10 mai, à la section spécialisée du parquet de Paris.

La nature de l'arsenal, sa destination algérienne, ainsi que « certains contacts d'Abdel Hakim Boutrif avec la mouvance islamiste en France » ont orienté l'enquête vers la piste islamiste, commente-t-on de source judiciaire. Mais les propos du passeur d'armes, dont les déclarations ont varié au long des quatre jours de garde à vue autorisés par la législation antiterroriste, ne semblent avoir qu'un lointain rapport avec ceux d'un islamiste convaincu.

Se démarquant du président de la République

M. Balladur n'exclut pas une reprise des essais nucléaires

Le premier ministre n'a pas exclu, mardi 10 mai, une « reprise éventuelle des essais nucléaires en fonction de la situation internationale et du comportement des autres puissances nucléaires », en soulignant que « la France n'avait jamais accepté de lier la suspension de ses essais nucléaires à la négociation » du traité d'interdiction complète des essais nucléaires, qui a lieu à Genève.

« Pas incompatibles » avec un traité

Edouard Balladur s'exprimait en clôture de la quarante-sixième session de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) à huis-clos. Il a expliqué, selon le texte diffusé par Matignon, que cette reprise éventuelle des essais et « notre implication dans la négocia-

tion » sur ce traité « n'étaient donc pas incompatibles ».

Par ces propos, M. Balladur se démarque, avec des nuances, de la position de François Mitterrand sur les essais nucléaires. Lors d'une intervention devant quelque deux cents invités, jeudi 5 mai à l'Élysée, le chef de l'État avait assuré que « tant qu'il occuperait ses fonctions, il n'y aurait pas de nouveaux essais », sauf retournement de la conjoncture mondiale, en particulier si d'autres grandes puissances que la France reprenaient leurs expériences.

M. Mitterrand s'était dit persuadé qu'« après [lui], on ne le ferait pas parce que la France ne voudrait pas offenser le monde entier et les pays pauvres en relançant le surarmement et la guerre nucléaire ».

Hostile au moratoire

M. Baleras va quitter la direction des applications militaires du CEA

Roger Baleras devrait céder sa place de directeur des applications militaires au Commissariat à l'énergie atomique (CEA) en juillet, au profit de Jacques Bouchard, aujourd'hui directeur des réacteurs nucléaires au même CEA. La direction des applications militaires (DAM), qui occupe 5 800 personnes et dispose d'un budget de 8,3 milliards de francs en 1994, est notamment chargée de la conception et de l'essai des armements nucléaires. M. Baleras occupe ce poste depuis avril 1988.

L'actuel « patron » de la DAM n'a jamais caché sa hostilité à la décision, en avril 1992, de suspendre les expériences nucléaires. Cette décision a été renouvelée, depuis, par le chef de l'État, qui a annoncé qu'il maintiendrait le moratoire jusqu'à la fin de son mandat, en mai 1995, sauf évolution du contexte mondial. En avril 1993, M. Baleras avait été promu commandeur de la

Légion d'honneur. Il avait déposé devant la commission de la défense à l'Assemblée nationale pour expliquer que, de son point de vue, la France se devait de continuer, en Polynésie, une série de quelques essais souterrains supplémentaires avant de passer à des simulations en laboratoire à la fin de ce siècle.

Ancien centralien, Jacques Bouchard a été délégué nucléaire à la direction des technologies avant de devenir, en février 1990, directeur des réacteurs nucléaires au CEA. Ce devrait être sous sa responsabilité que le CEA mettra au point les techniques (lasers, calculateurs de haute puissance et instruments de radiographie) nécessaires à des simulations d'essais de très faible énergie en laboratoire. Pour ce programme, baptisé PALEN (préparation à la limitation des essais nucléaires), il a été prévu 10,5 milliards de francs.

STAGE ANGLAIS USA

Dans une grande université de Californie ou de Floride
Départs possibles tous les 2 mois.
année (8 mois) : 50 000 F env.
semestre (4 mois) : 28 000 F env.
Cours, logement, repas inclus
University Studies in America
CEPES, 42, avenue Bosquet, 75007 PARIS
(1) 45-50-28-28

Un livre pas comme les autres
vient de paraître, il s'appelle :

« LA FAILLITE DE LA FRANCE
SOUS LE RÉGIME
DE FRANÇOIS MITTERRAND »

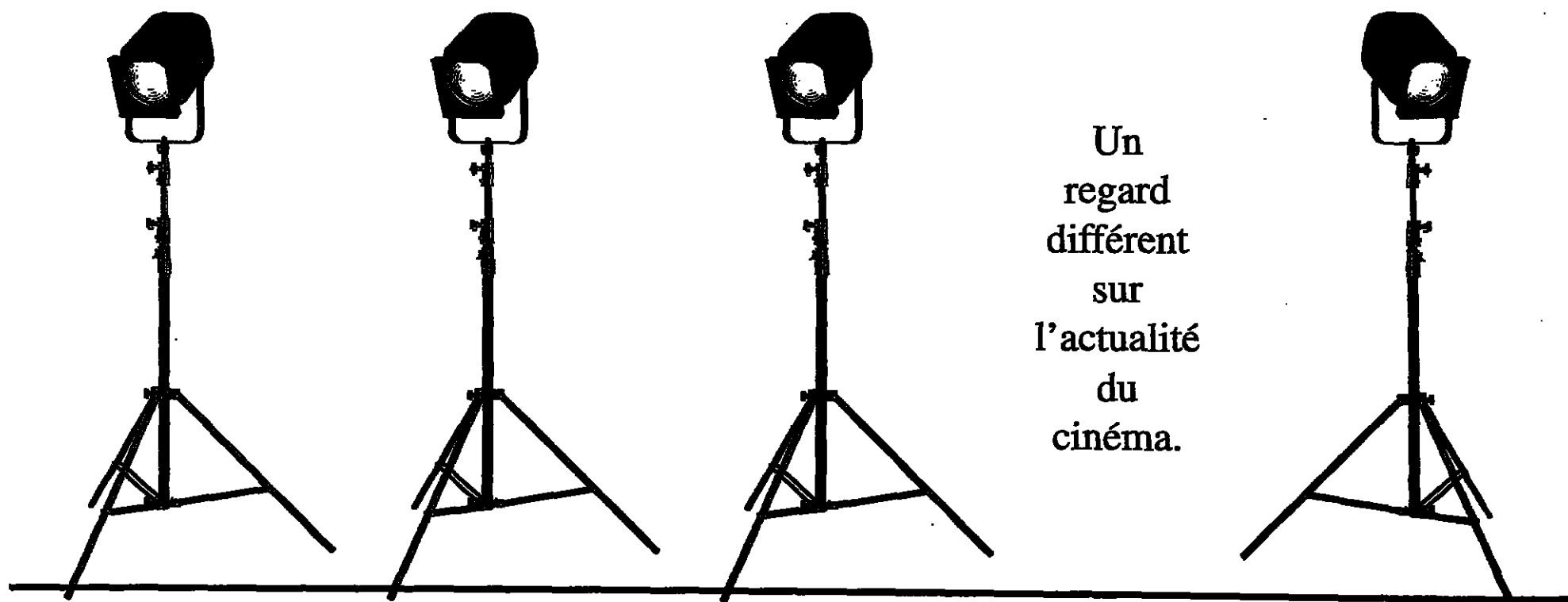
Il décrit assez bien la faillite de la France qui, selon l'auteur, a débuté en mai 1981 et n'a fait que s'aggraver depuis.

Ce livre est édité aux

ÉDITIONS DU SOLEIL.

Tél. : 60-23-73-99. Fax : 60-23-19-14

En vente partout.



Un
regard
différent
sur
l'actualité
du
cinéma.

Le Monde

ARTS & SPECTACLES

Chaque mercredi d'été, le supplément « Arts & Spectacles » vous donne un éclairage différent sur l'actualité culturelle et la création d'aujourd'hui. Parant de cette actualité, il la dépasse et l'analyse sous un angle différent, toujours original, enquêtes, portraits, entretiens... à l'appui. Le Monde vous parle également de ses « coups de cœur » et vous propose sa sélection des manifestations culturelles et artistiques : cinéma, théâtre, danse, musique, arts, disques...

CINÉMA : Tous les nouveaux films de la semaine le jour même de leur sortie en salle, avec des critiques, des portraits, des entretiens et une sélection des meilleurs films toujours à l'écran.

Dans le Monde du 11 daté 12 Mai : NUMÉRO SPÉCIAL FESTIVAL DE CANNES.

CE QU'IL EST BON DE SAVOIR QUAND ON VEUT TOUT CONNAÎTRE.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

SCIENCES ♦ MEDECINE

Un entretien avec le président de la Conférence des présidents des commissions médicales de CHU

Le professeur Laugier : « L'hospitalisation privée doit vivre dans le même système économique que celui du public »

Chef du service de réanimation pédiatrique de l'hôpital Gabriel-Cloucheville (CHU de Tours), le professeur Jean Laugier préside depuis un an la Conférence des présidents des commissions médicales d'établissement (CME) des CHU, qui est l'association consultative de l'ensemble des médecins spécialistes travaillant dans les CHU français. Dans un entretien accordé à « Le Monde », le professeur Laugier témoigne de l'inquiétude grandissante de ces médecins face aux contraintes budgétaires croissantes auxquelles sont confrontés ces hôpitaux.

« L'actuel gouvernement, comme les précédents, ne cesse d'évoquer la nécessité de maîtriser la progression des dépenses de santé. Les hôpitaux représentent une part essentielle de ces dépenses. Les contraintes budgétaires auxquelles sont soumis les centres hospitalo-universitaires vous inquiètent-elles ?

— Absolument. Notre inquiétude n'est certes pas nouvelle, mais elle va en s'amplifiant. Malgré tous nos efforts, nous entendons dire que nos dépenses augmentent encore cette année. Les médecins travaillant dans les CHU sont de plus en plus impliqués dans la gestion hospitalière aux côtés de leurs directeurs d'établissement. Nous savons que les projections économiques pour cette année montrent que la grande majorité des CHU seront en déficit ; avec tout ce que cela comporte de dangers pour les soins prodigués dans ces établissements. Chaque fois que nous sommes face à un déficit, on nous demande de trouver de l'argent à l'intérieur du budget global. Or, environ 70 % de ce budget concerne les salaires des personnels. 12 à 15 % correspondent aux dépenses médicales et pharmaceutiques. Et c'est précisément là que l'on pousse, parce que l'on ne veut pas toucher à l'emploi. On a déjà bien « serré les boulons » sur l'alimentation, le chauffage et les différents postes de dépenses de ces établissements. Au début de l'instauration du budget global, on a pu faire des restructurations et des économies internes puis, peu à peu, l'état s'est resserré. Nos budgets de reconduction actuels sont inférieurs au taux de l'inflation. Cela devait, en théorie, être compensé : l'Etat avait prévu, depuis plusieurs années,

des enveloppes régionales et départementales qui devaient permettre, via les DRASS et les DRASS, de donner de l'argent supplémentaire pour soutenir l'activité des hôpitaux les plus solidaires, les plus innovants. Or les enveloppes correspondantes ont été totalement détournées de leurs objectifs. On s'en est servi pour reconstruire des hôpitaux généraux. On les a par ailleurs utilisés à un saupoudrage qui n'a nullement profité aux activités nouvelles et innovantes mais, le plus souvent, à des hôpitaux dont, paradoxalement, l'activité diminue.

— Toutes ces critiques ne sont pas récentes. Y a-t-il dans votre analyse des éléments nouveaux ?

— A des budgets globaux de plus en plus étriqués et à des phénomènes compensatoires qui n'ont pas joué, il faut effectivement ajouter l'apparition de toute une série de mesures, nullement critiquables, mais qui ont induit des dépenses nouvelles : les accords sur les 35 heures, la revalorisation des gardes et astreintes ou encore l'amélioration, coûteuse, de la sécurité transfusionnelle. Par les innovations qu'ils développent et concentrent (chirurgie cardiaque, greffes, réanimation pédiatrique, chimiothérapie anticancéreuse), les CHU ont des budgets qui évoluent beaucoup plus vite que ceux des autres établissements. Nous devons par ailleurs prendre en charge les dépenses de médicaments fort coûteux comme l'AZT pour les malades du sida ou l'interféron pour les victimes des hépatites post-transfusionnelles. Il y a encore le transfert, qui était devenu indispensable, de la médecine pénitentiaire vers l'activité hospitalière. Dans tous les cas, les dépenses ont été sous-évaluées et les crédits, lorsqu'ils nous sont donnés, le sont avec retard. Ce décalage entre les promesses et leur réalisation provoque chez les personnels malaise et suspicion, ce qui aggrave considérablement les multiples effets malsains du déficit budgétaire de nos hôpitaux.

« Beaucoup trop d'hôpitaux « politiques »

— Le gouvernement, les ministres en charge des affaires sociales et de la santé sont-ils informés de vos griefs et de ce malaise ?

— Nous ne brandissons pas la menace de la grève et des défilés dans la rue. De ce fait, nos voix sont très mal entendues. On nous répond, en substance, qu'il faut nous restructurer, qu'il faut optimiser nos dépenses de santé. Or, depuis dix ans, les CHU ont fermé 12 000 lits et 10 % de nos lits sont en hôpital de jour. Nous pouvons certes continuer encore dans cette direction. Il y a des services en doublement, des examens injustifiés, des hospitalisations inutiles ou trop longues. Pour autant, de très gros efforts ont déjà été effectués. Il faut passer à la vitesse supérieure et réformer au plus vite notre système. Il est essentiel que les autorités aident au développement des réseaux de soins entre les différents établissements d'un département ou d'une région, entre les CHU et entre le public et le privé. Je suis médecin du secteur public, je n'ai jamais exercé dans le privé et je ne peux en aucune façon être suspecté de vouloir favoriser ce secteur. Il faut pourtant savoir et reconnaître que, dans certaines petites villes, on ne peut plus supporter la coexistence d'activités hospitalières identiques dans les secteurs public et privé. En dépit des promesses et des réunions officielles, cette réflexion ne se traduit pas dans les faits. Pourquoi ? Sans doute une telle rationalisation nourrit-elle la crainte de réduction du nombre des emplois ou des déplacements professionnels. Et, pour les malades et leurs familles, celle d'un éloignement du lieu



d'hospitalisation par rapport au domicile. Il faut donc, sans nier les inconvénients, démontrer les avantages en termes de qualité de soins, de pratiques soignantes. Faute d'investir et d'innover dans ce domaine, on va, avec les fermetures autoritaires et inéluctables de petits hôpitaux et de petites maternités, aboutir à un échec majeur. Nous pourrions rapidement reproduire dans la sphère hospitalière l'échec du « SMIC jeunes ».

— Êtes-vous favorable au maintien des maires présidents de conseils d'administration des hôpitaux dans leur ville ?

— Non. Lors de la réforme de la loi hospitalière, notre conférence avait demandé que les maires ne soient plus présidents de conseils d'administration. C'est particulièrement vrai pour les CHU. Si l'on voulait être cohérents, tout en conservant un pouvoir politique, il faudrait que la présidence de ces conseils d'administration soit assurée par les présidents des conseils régionaux. Il est très regrettable que la récente réforme hospitalière n'ait pas pu lever de tels freins.

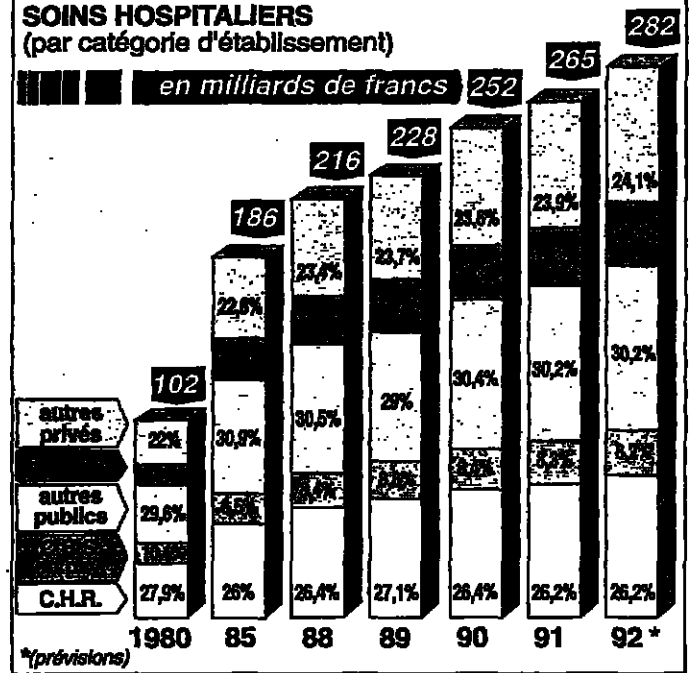
rapidement. Une expérimentation est en cours dans la région Languedoc-Roussillon qui devrait pouvoir, au plus vite, nous éclairer.

— Les établissements hospitalo-universitaires ont une triple mission, de soins, d'enseignement et de recherche. Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé, aimerait encore développer dans ces hôpitaux la recherche clinique. Les contraintes budgétaires auxquelles vous êtes confrontés sont-elles si douloureuses qu'elles nuisent à vos missions et en particulier, à l'innovation diagnostique et thérapeutique ?

— Il y a certes des exemples ponctuels où de tels freins existent. Toutefois, d'une manière générale, cette menace bien réelle ne s'est pas traduite dans les faits. Les médecins, les directeurs généraux ont le plus souvent réussi à se débrouiller pour faire face et le ministère, lorsqu'il a le couteau sous la gorge, parvient encore à trouver de l'argent. Mais, si rien ne change, le moment est proche où il n'y aura plus de solution de secours, quelles que soient les bonnes volontés des uns et des autres. A ce moment-là, les missions des CHU ne seront plus remplies. C'est dire l'urgence qu'il y a à optimiser nos dépenses, à nous adapter, via les réseaux de soins hospitaliers. Nous pourrions ainsi tenir quelques années supplémentaires.

— Et après ?

— Je n'ai pas de vraie réponse. J'ajoute, au risque de déplaire, que l'optimisation des dépenses passe aussi par l'application, pour certaines des activités hospitalières, des références médicales opposables qui entrent en vigueur en médecine de ville. Je ne parle pas, bien évidemment, des activités de recherche hospitalo-universitaires, mais des activités de soins, comme certains examens complémentaires pré-opératoires, ou encore comme l'examen radiographique du crâne pratiqué systématiquement en urgence...



Tous les hôpitaux représentent, où qu'ils soient, des emplois et ils sont très souvent le premier employeur de la municipalité. A cet égard, ils constituent une pièce essentielle sur l'échiquier du pouvoir politique. Dans l'esprit des réseaux hospitaliers, il ne s'agit pas de « fermer des lits » mais de transformer de nombreux petits établissements en véritables hôpitaux de proximité. Or, les réformes actuellement mises en œuvre par les DRASS ou les DRASS ne sont que technocratiques. Il ne faut pas penser « fermeture de lits » mais médecine, organisation et réseaux de soins.

— L'absence de données épidémiologiques chiffrées en matière de besoins sanitaires ne constitue-t-elle pas un obstacle majeur pour la constitution de tels réseaux ?

— Il est vrai que nous sommes, ici encore, pour beaucoup dans le brouillard. Il s'agit d'une des principales difficultés qui nous interdisent d'œuvrer

— L'application du budget global aux cliniques privées est une véritable « bombe politique » que les responsables gouvernementaux n'ont pas même évoqué. Y êtes-vous favorable ?

— Absolument ! Je suis pour la concurrence, mais dans l'égalité, ce qui veut dire que nous devrions avoir exactement les mêmes contraintes. Un exemple : si le privé veut participer au regroupement des urgences médicales, il lui faudra respecter les mêmes contraintes d'horaire, d'acceptation de tous les types de malades quels que soient leur âge et leur niveau socio-économique... Plus généralement, j'estime que l'hospitalisation privée doit vivre dans le même système économique que les hôpitaux publics.

— Ce que vous connaissez de la sociologie de la médecine hospitalière vous laisse-t-il espérer qu'une profonde mutation est aujourd'hui possible ?

— Sous la pression de l'argent, cette mutation peut se faire. En quelques années les médecins hospitaliers se sont intéressés à la gestion, à la restructuration ; ils ne s'accrochent plus vraiment au nombre de lits des services. La création de réseaux hospitaliers peut accélérer une telle évolution. Cela imposera, il est vrai, de parvenir à convaincre de nombreux responsables médicaux et administratifs à tous les niveaux. Il faudra que beaucoup d'entre eux acceptent de perdre certains de leurs statuts et pouvoirs, ceux du médecin « chef de service à tel endroit », du directeur « maître de son hôpital » ou du maire président du conseil d'administration de « son » hôpital. J'ajoute que si l'on veut mener une politique d'aménagement du territoire en maintenant des petits hôpitaux dans des régions désertes, il faut avoir le courage d'un tel choix politique et en tirer les conséquences financières. Or, actuellement, en haut lieu, on voudrait laisser croire que les médecins sont les seuls responsables des dépenses. Osons dire qu'il y a en France beaucoup trop d'hôpitaux « politiques ».

— Vous êtes spécialiste de réanimation pédiatrique. Estimez-vous que les contraintes budgétaires ont conduit à modifier certains aspects de votre pratique ? Sous couvert de refus de l'acharnement thérapeutique n'applique-t-on pas des règles qui trouvent leur origine dans la nécessité de dépenser moins ?

— Inconsciemment peut-être. Pour ce qui est de la réanimation, lors de ces vingt dernières années, les pratiques ont beaucoup évolué. Si l'on excepte quelques services particuliers, l'acharnement thérapeutique n'existe plus ou est beaucoup moins en œuvre. Cela dit, pour une personne très âgée souffrant d'une maladie d'Alzheimer et développant des troubles du rythme cardiaque, je répondrai « non » à la demande d'une pose de pacemaker. Ce qui prime aujourd'hui, c'est la qualité de vie du malade mais aussi de son entourage. Quelle est ici la part de la dimension économique et de la réflexion éthique ? C'est un problème essentiel sur lequel il est urgent pour nous de se pencher.

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU

Embarras

Comment parler au mieux de l'hôpital public, en saisissant la complexité et faire le bilan objectif des difficultés auxquelles sont confrontés les différents acteurs professionnels de ce monde en crise ? Après la promulgation d'une loi réformant ses structures, l'hospitalisation publique est loin d'avoir achevé son indispensable mutation. Face aux nécessaires réductions du nombre de lits devenus excédentaires — ou dangereux au regard des critères sanitaires d'aujourd'hui —, le profond embarras du gouvernement d'Edouard Balladur est la dernière démonstration en date des difficultés du politique à mener une action concrète dans ce domaine.

Descendant direct des hospices, pièce centrale du paysage sanitaire, l'hôpital public est aussi un lieu de pouvoir politique en même temps que le symbole rassurant, pour les collectivités, de la permanence et de la proximité d'un accueil médicalisé. Mais dans un pays qui cherche, sans réelle volonté, à maîtriser l'évolution des dépenses qu'il consacre à la santé, l'hôpital est également devenu pour les ministères en charge des affaires sociales le lieu où l'on dépense trop et mal (1). Depuis plus de dix ans, on a cherché à fixer ces dépenses dans le douloureux cadre du budget global sans imposer ce carcan aux établissements privés à but lucratif. Le remède n'a pas été sans effets bénéfiques et sans doute a-t-il permis d'amorcer une prise de conscience et une rénovation qui n'aurait pas été possible sans cette voie.

De plus en plus concernés par les questions économiques, les médecins hospitaliers ne peuvent pas ne pas être associés à la réforme de leur cadre d'activité. Il faudra pour cela parvenir à faire l'économie de la suspicion réciproque qui trop souvent ruine les relations entre le corps médical et le politique. Mais il faudrait aussi, en préalable, l'expression claire d'une volonté des pouvoirs publics, la définition des objectifs sanitaires que l'on cherche à atteindre ainsi qu'une harmonisation des règles économiques entre des systèmes concurrentiels de distribution des soins.

J.-Y. N.

(1) Sur ce thème on peut se reporter au chapitre « La santé à l'hôpital » du rapport annuel 1993 de l'Inspection générale des affaires sociales. Cet ouvrage (244 pages, 150 francs) est diffusé par La Documentation française (23-31, quai Voltaire, 75344 Paris Cedex 07).

La science en débat

Conférence
Mercredi 18 mai 1994 à 17h
Actualité et enjeux de l'intelligence artificielle
Jacques Pitrat, directeur de recherche au CNRS, Laforia-université Paris VI.
Harald Wertz, professeur d'informatique, université Paris VIII.
Animation : Jean-Louis Weissberg, maître de conférences en science de l'information et de la communication, université Paris XIII.
accès libre
cité des Sciences et de l'Industrie
30 avenue Corentin-Cariou 75019 Paris
Métro Porte de la Villette. Informations (1) 40 05 73 32

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité exécutif :
Jean-Marie Colombani
gérant, directeur de la publication
Bernard Aubert
directeur général
Hélène Leclercq
directrice de la rédaction
Edo Péloux
directeur financier
Anne Chausson
directrice déléguée

Directeur de l'information :
Philippe Labadie
Rédacteurs en chef :
Thomas Fournier, Robert Solé
adjoints au directeur
de la rédaction

Bruno de Carman, Laurent Grillemeier
Danièle Heymann, Bernard Le Gendre
Edouard Péloux, Luc Rosenzweig

Bruno Pignatelli
directeur du « Monde des débats »
Alain Péloux
délégué auprès du directeur général
Mikhaïl Tani
conseiller de la rédaction
Daniel Vernet
directeur des relations internationales
Alain Fournier
secrétaire général de la rédaction

Médiateur :
André Laurens

Anciens directeurs :
Hubert Bonin-Méry (1944-1968)
Jacques Pignatelli (1968-1982)
André Laurens (1982-1989)
André Fontaine (1989-1991)
Jacques Laurens (1991-1994)

RÉDACTION ET BUREAU SOCIAL :
15, RUE FAUBOURG
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-05-25-26
Télécopieur : 40-05-25-29

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-REUVY-LEBRY
94000 IVRY-LE-LOUÏS CEDEX
Tél. : (1) 40-05-25-28
Télécopieur : 40-05-30-10

Chimie des Lumières

Antoine Laurent de Lavoisier, chef d'orchestre de la révolution chimique, mourait il y a deux cents ans sous le couperet de la Révolution

REDÉCOUVRIR. Lavoisier, mais lequel ? Le savant, tour à tour chimiste, géologue et météorologue ? L'industriel et économiste, régisseur des Poudres et Salpêtres, président de la Caisse d'escompte, initiateur de la réforme des poids et mesures ? L'homme vaincu par la Révolution au déclin de la science, exécuté sur l'échafaud le 8 mai 1794 avec vingt-sept autres fermiers généraux ? D'Antoine Laurent de Lavoisier, tous les visages ont été évoqués lors du colloque international organisé à Paris par l'Académie des sciences, du 6 au 9 mai, à l'occasion du bicentenaire de sa mort. Mais c'est sans doute la révélation du grand chimiste des Lumières, l'auteur du célèbre « Rien ne se crée », que les historiens auront à cette occasion revisitée avec le plus d'ardeur.

« Le mythe de la vie dure, et l'image du fondateur de la chimie moderne, travaillant en silence en son laboratoire, persiste encore dans la plupart des esprits », précise Bernadette Bensaude-Vincent, historienne des sciences à l'université Paris-X et auteur d'un récent ouvrage sur l'œuvre de Lavoisier (1). Pour cette spécialiste connue pour nombre de ses confrères, le nouveau courant de l'historiographie contemporaine, qui privilégie l'étude du milieu culturel dans lequel s'est faite la science, permet pourtant de tracer un tableau nettement plus nuancé de l'influence de Lavoisier. Plus que fondateur, celui-ci apparaît plutôt, sous cette lumière nouvelle, comme le chef d'orchestre de la révolution chimique. Un génial « récupéra-

teur » des idées et des expériences de son temps, qu'il sut progressivement mettre en forme et imposer à l'ensemble de la communauté savante.

Construite sur la logique et l'expérimentation, la nouvelle chimie de cette fin de siècle prend son essor véritable avec la découverte des gaz. Or Lavoisier n'est pour rien dans l'émergence de ce nouveau terrain d'étude, ni dans les expériences majeures qui lui donnent corps. Lorsqu'il entre en 1768, à l'âge de vingt-cinq ans, à l'Académie des sciences, les chimistes s'évertuent déjà depuis plusieurs années à pourchasser ces corps volatils, à les mesurer et à les identifier.

Dans les années 1750-1760, sous l'impulsion de l'école anglaise, ont ainsi été successivement découverts l'« air fixe » (le dioxyde de carbone), l'« air inflammable » (l'hydrogène), l'« air nitreux » (l'azote) et une bonne dizaine d'autres gaz. Mais seul le génie de Lavoisier, méthodiquement exercé de 1772 à 1789, permettra à ces expériences d'aboutir à la théorie de la combustion et à l'analyse de l'air et de l'eau, concentrant du même coup sur son nom et sa pensée la révolution que connaît alors la chimie.

La fin de la doctrine phlogistique

« Certes, Lavoisier n'a pas « inventé » l'oxygène, mais il fut le premier à voir la portée de cette découverte », précise Marcel Fétizon, chercheur à l'université Paris-Sud. « Sa méthode ? La religion du

quantitatif. » Convaincu que les résultats de la mesure sont le seul critère de la vérité, Lavoisier perfectionne et impose, dans son laboratoire de l'arsenal de Paris (le plus beau laboratoire de chimie de toute l'Europe, somptueusement équipé grâce aux subsides que lui rapporte sa charge de fermier général), l'usage systématique de la balance. De là découlera la première mise à mal de la doctrine « phlogistique » alors dominante, ce « principe du feu » supposé s'échapper des corps en combustion (2). De là, également, les deux affirmations majeures que le chimiste français mettra plusieurs années à faire admettre : l'air et l'eau ne sont pas des éléments simples, mais le mélange de plusieurs gaz.

Autre trait caractéristique de l'œuvre de Lavoisier, trop souvent occulté par les historiens des sciences : l'importance qu'il accorde, toute sa vie de savant durant, au travail collectif. En réunissant les compétences de divers experts autour d'un problème particulier, il officialise la notion de pluridisciplinarité scientifique, à l'époque fort peu répandue. « On est aujourd'hui tellement habitué à ce phénomène dans la vie des sciences qu'on oublie qu'il a dû être inventé », souligne l'Américain Roger Hahn (université de Californie, Berkeley), pour qui « l'exemple de collaboration donné par Lavoisier a considérablement aidé à transformer les normes du travail de laboratoire ».

Scientifique ou sociale, une révolution doit aussi se payer de mots. En chimie, la nécessité en est alors d'autant plus grande que le vocabu-

laire hérité de l'ancienne doctrine, qui se complique à mesure que l'on découvre de nouvelles substances, est devenu un épouvantable capharnaüm, un inventaire à la Prévert où voisinent allégrement la laine phlogistique et les cristaux de Lune, la poudre d'Algaroth et la fleur de zinc. Dès 1777, le chimiste Geyton de Morveau, dans ses *Eléments de chimie théorique et pratique*, souligne l'urgence d'une réforme de la nomenclature. Il s'attelle à la tâche, tâtonne, présente une première ébauche. Mais le nouvel alphabet de la chimie, celui que nous utilisons encore aujourd'hui, ne trouvera sa forme définitive que dix ans plus tard, après que la doctrine phlogistique eut commencé de vaciller sur ses bases (3). Sous l'impulsion, une fois de plus, de Lavoisier.

Logique industrielle

« Là encore, sa force aura été de réviser le projet de réforme à la lumière de sa nouvelle théorie. Entouré de Morveau, Berthollet et Fourcroy, il va même la transformer en une véritable arme de guerre pour liquider la théorie du phlogistique », précise Bernadette Bensaude-Vincent. Présentée en 1787 à l'Académie des sciences, la nouvelle nomenclature précipitera la controverse entre phlogisticiens et antiphlogisticiens, qui battra son plein jusqu'en 1789. Après quoi, la France et ses savants auront d'autres démons à combattre.

Intuitions de génie, force de travail exceptionnelle, position straté-

gique au sein de l'académie de Paris, à laquelle s'ajoute un siège dans presque toutes les académies d'Europe : par son influence et sa ténacité, Lavoisier aura bel et bien mis en marche la révolution de la chimie théorique. Est-ce à dire qu'il aura été l'instigateur de son pendant industriel ?

Là encore, les historiens tempèrent les idées reçues. Le schéma, aujourd'hui naturel, selon lequel les progrès de la science engendrent ceux des applications, commence à peine à se développer du temps de Lavoisier. Pour l'essentiel, les logiques technique et industrielle diffèrent encore complètement de la logique scientifique. S'écrivent alors deux histoires de la chimie, qui ne se croisent pratiquement jamais.

La révolution chimique industrielle apparaît ainsi au milieu du dix-huitième siècle, en premier lieu en Angleterre où de petites améliorations techniques permettent de passer d'une production locale artisanale à une production à grande échelle. Quelques décennies encore, et se perfectionne l'extraction de minerais, tandis que se développe l'industrie de la verrerie, des céramiques et des textiles. A la même époque se généralise également l'obtention de produits « factices », produits chimiques de base comme la soude et l'ammoniac, qui ne sont plus extraits de plantes mais fabriqués de manière artificielle. Mais cette explosion de la chimie industrielle n'a guère à voir avec les débats qui agitent alors les théoriciens.

« Le concept de science appliquée n'émergera véritablement en chimie

qu'à la fin du dix-neuvième siècle, avec l'industrie des colorants synthétiques, directement issue du développement de la chimie organique », rappelle Bernadette Bensaude-Vincent. Après l'élucidation de la structure hexagonale du benzène, en 1866, par August Kekulé, on découvre en effet que toute molécule organique comporte sa propre architecture moléculaire, notion sur laquelle repose aujourd'hui la fabrication de la plupart des produits synthétiques et pharmaceutiques. Dès lors, en Allemagne surtout, se met en place une nouvelle organisation de la recherche, privilégiant la collaboration entre industries et universités, entre théorie et pratique. Loïstaine héritière de la révolution conceptuelle orchestrée par Lavoisier, l'industrie de la chimie fine, après un siècle de maturation, peut enfin éclore.

CATHERINE VINCENT

(1) Lavoisier, *Mémoires d'une révolution*, de Bernadette Bensaude-Vincent, Flammarion, 1993.

(2) Selon cette théorie, un corps devait donc devenir plus léger après avoir brûlé. Or, à la suite de nombreux chimistes, Lavoisier constata qu'il se produisait plutôt le phénomène inverse : les métaux gagnaient du poids après combustion, et ce pendant après réduction. Il en déduisit qu'un corps s'ajoutait en brûlant parce qu'il s'unissait à une certaine quantité d'« air », qui se séparait plus tard lors de la réduction.

(3) Pour plus de détails sur l'élaboration de cette charte de la chimie moderne, les éditions du Seuil viennent de rééditer, sous le titre *Mémoires de nomenclature chimique*, les textes originaux de Geyton de Morveau, Lavoisier, Berthollet et Fourcroy, collection « Sources du savoir » (252 pages, 160 francs).

L'usine qui broie des fenêtres

Soumis à une très forte pression des écologistes, les industriels allemands du plastique ont trouvé la parade : le recyclage intégral

BEHRINGEN (THURINGE)
de notre envoyé spécial

AU milieu des grasses terres de Thuringe, en plein champ, se dresse une usine flamboyante. Périodiquement, un camion-grue plonge sa griffe dans un conteneur, en sort une brassée de fenêtres et enfourne le tout dans un immense entonnoir, au milieu d'un fracas de verre brisé. Un puissant broyeur réduit alors les menuiseries disloquées en petits morceaux, qui seront ensuite triés, broyés à nouveau, et finalement coupés sous forme de granulés. Les particules métalliques finiront chez le ferrailleur, les morceaux de verre chez les verriers et les granulés de PVC (polychlorure de vinyle), triés optiquement par couleur, retourneront à l'usine productrice pour refabriquer le même profilé extrudé.

La boucle est bouclée pour ces

fenêtres en plastique qui font aujourd'hui fureur en Allemagne (1), au détriment du bois et même de l'aluminium (plutôt réservé aux bâtiments industriels). Un succès tel que Veka, simple fabrique de volets roulants en 1969, est devenu le premier producteur mondial de profilés en PVC pour la menuiserie du plastique.

Cependant, la vague écologiste a déferlé sur l'Allemagne et une intense campagne contre la chimie du chlore est menée aujourd'hui par Greenpeace et les *Grünen*. Après la campagne contre les usines d'incinération (qui dégagent de la dioxine), après les CFC (chlorofluorocarbones) des aérosols et des réfrigérateurs, voici que les écologistes allemands s'en prennent à tous les produits chimiques à base de chlore, et notamment le polychlorure de vinyle. Ils ne veulent plus des bouteilles d'eau minérale en PVC, ils exigent le recyclage des

emballages plastiques et des pièces détachées automobiles... et ils menacent maintenant de boycotter les menuiseries PVC, accusées de dégrader le chlore nocif en cas d'incendie accidentel ou d'élimination par incinération.

Situation intenable pour le champion de la menuiserie PVC, dénoncé comme pollueur de la planète au moment même où ses ventes explosent à travers le monde. Veka, entreprise allemande multinationale, se devait de faire quelque chose, d'allumer un contre-feu : le recyclage, bien sûr ! Si le fabricant de plastique peut prouver qu'il réutilise le même matériau et, du fait même, qu'il épargne la couche d'ozone, il est sauvé !

La solution, toutefois, n'est pas simple. Recycler des bouteilles consignées ou des emballages légers, passe encore. Collecter les fenêtres des bâtiments en démolition, c'est déjà plus compliqué. Surtout, récupérer le plastique de menuiseries bourrées de ferrures, de joints de caoutchouc et de surfaces vitrées accumule les difficultés techniques. Et l'on ne voit pas comment cela pourrait se faire dans des conditions économiques acceptables.

Rentable en quatre ans

La chance de Veka survient avec le rattachement de l'ex-RDA à l'Allemagne fédérale. Le gouvernement de Bonn encourage en effet l'implantation de nouvelles industries dans les *Länder* de l'Est. Si donc Veka met au point un procédé efficace de recyclage des menuiseries plastiques, il lui suffira d'implanter son installation à l'Est pour obtenir des subventions. Ce qui est fait en 1993 lorsque le groupe décide de construire son usine à Behringen, près d'Erfurt, dans le no man's land de l'ancienne frontière entre les deux Allemagnes. Le coût de l'usine - 100 millions de francs - est partiellement pris en charge (20 %) par le gouvernement fédéral et le *Land* de Thuringe.

Cette usine aux champs n'emploie que... trois personnes simultanément : un grutier pour le chargement des fenêtres à détruire, un préposé au contrôle, seul devant sa console de commande, et un ouvrier d'entretien, pour vérifier le bon fonctionnement des convoyeurs à bande et des broyeurs. Une dizaine d'employés au total, pour

assurer les 2 x 8. Les concepteurs de l'usine ont préféré l'automatisation aux charges salariales.

Pour autant, la rentabilité de l'installation n'est pas acquise. Son emplacement loin des grands centres d'approvisionnement (essentiellement à l'Ouest) oblige à de longs et coûteux transports. L'usine va même recevoir des fenêtres de France, après la rénovation complète du Novotel de Bagnolet (Seine-Saint-Denis) ! Sa pleine capacité de 36 tonnes par jour, soit l'équivalent de quelque trois cents fenêtres à l'heure, ne sera pas utilisée avant deux ans. De sorte que les exercices 1994 et 1995 seront forcément déficitaires. « Nous sommes confiants », affirme Hubert Heckner, l'un des responsables du groupe. « Nous avons déjà passé des accords avec trois cents entreprises, qui nous garantissent le retour des produits

PVC. Et pas seulement les nôtres ». Il estime la rentabilité de l'usine de Behringen assurée à partir de 4 000 tonnes recyclées par an.

D'après les responsables de Veka, le marché des menuiseries PVC à recycler est très prometteur. Quelque 80 000 portes et fenêtres sont actuellement mises en décharge chaque année dans la seule Allemagne. Sans compter les fenêtres en bois à revêtement plastique qui arrivent en fin de vie dans les cités HLM est-allemandes. En Autriche, la possibilité de recyclage devrait reconcilier les utilisateurs de menuiserie plastique et le très puissant lobby anti-PVC. Aux Pays-Bas, le gisement est estimé à 5 000 tonnes. De quoi approvisionner largement l'usine de Behringen, tant que d'autres centres de recyclage n'auront pas vu le jour...

Une incertitude subsiste : le service fédéral pour l'environnement reste très prévenu contre le PVC. Non seulement à cause du chlore, mais aussi parce qu'il contient des composants indésirables comme le plomb ou le cadmium, utilisés dans sa fabrication comme stabilisateurs. L'Agence fédérale a donc lancé une enquête pour établir un « écobilan » complet du PVC dans les menuiseries industrielles. Les résultats de cette enquête devraient être connus dans quelques mois. En attendant, les responsables de Veka croisent les doigts... et font visiter leur usine modèle pour convaincre de leur bonne foi.

ROGER CANS

(1) En France, les fenêtres en PVC ont représenté 38 % du marché en 1993, dépassant pour la première fois le bois (33 %).

POINT DE VUE

Les vertus du « pidgin English »

par Michel Cribier, Claude Guyot, Alain Milatz et Marc Vireaux

NOUS apprenons, dans *Le Monde* du 6 mai 1994, qu'un député français a fait adopter par l'Assemblée nationale un amendement subordonnant l'octroi d'aides publiques aux seuls travaux de recherche « faisant l'objet d'une publication en français ». Xavier Deniau et nombre de ses collègues ignorent probablement tout du fonctionnement de la plupart des disciplines de recherche. Nous voulons illustrer, en nous servant du cas précis de notre discipline, la physique des particules, les conséquences générales que cette mesure pourrait entraîner.

Il y a en France quelques centaines de physiciens travaillant dans cette discipline. Notre but est la compréhension des briques fondamentales constituant toute matière. Nous sommes regroupés dans des laboratoires dont le nombre se compte sur les doigts de deux mains. Est-il utile de préciser qu'aucune revue en français n'existe pour publier nos travaux et que, si elle existait, elle pourrait allégrement tirer à une vingtaine d'exemplaires ? Peut-être

M. Deniau et ses collègues sont-ils prêts à trouver un éditeur scientifique philanthrope, ou à nous fournir les moyens financiers correspondants à la création de cette revue confidentielle, rendue nécessaire par l'amendement susmentionné ?

Comment peut-on imaginer qu'une discipline scientifique regroupant quelques milliers de praticiens sur cette planète puisse envisager de publier en une vingtaine de langues différentes ? Cela ne ferait que condamner à terme toute recherche dans cette discipline dans la majorité des pays. L'Europe a conquis une première place dans notre discipline grâce au regroupement des physiciens européens, en particulier au CERN à Genève, et non à leur émiettement. Plusieurs revues scientifiques européennes existent dans notre domaine, qui publient certains des meilleurs articles de recherche sur le sujet. Ces revues ne sont pas britanniques, même si leurs articles sont en anglais, ou plus exactement dans une sorte de « pidgin English » (1) scientifique compréhensible par la majorité des chercheurs, qui fait probablement plus de tort que de bien à la langue de Shakespeare et de Rushdie. Il devrait être bien clair

que l'usage d'une langue commune a toujours été, et est toujours, lié à la simple nécessité de communication, et certainement pas à des impératifs de « carrière ». Toutes nos activités d'enseignement et de vulgarisation sont d'ailleurs menées en français.

La recherche fondamentale et le progrès des connaissances en sciences sont internationaux, ou ils n'existent pas. Ils n'ont que faire d'idées kafkaïennes qui obligeraient à écrire des articles scientifiques qui ne seraient pas lus. Il est stupéfiant que, par ignorance ou par mépris, les principaux intéressés n'aient pas une seule fois été consultés à ce sujet. Nous attendons que l'on nous explique comment l'affaiblissement de la recherche de pointe en France peut servir de quelque façon que ce soit la cause de la langue française.

(1) A l'usage des habitants d'Endor-Orient qui parlent le « pidgin », sorte d'anglais composite agrémenté de termes empruntés à la langue locale, les scientifiques du monde entier parlent, eux aussi, une sorte de pidgin qui, bien que ne respectant pas toujours la syntaxe anglaise, a l'avantage d'être compris par tous.

► Physiciens au Centre d'études de Saclay.

EUROPE L'UTOPIE BLESSÉE

Une construction en panne de projet

L'Europe est-elle en panne ? L'unité du Vieux Continent reste une utopie mobilisatrice... mais pour combien de temps ?

Manière de voir présente un panorama complet de l'Union européenne et esquisse les voies d'un projet de civilisation

Une lecture indispensable pour mieux mesurer les enjeux des élections du 12 juin

Manière de voir LE MONDE diplomatique LE TRIMESTRIEL ÉDITÉ PAR

هكذا من الأصل

ILE-DE-FRANCE

Divisés et souvent opposés

Les chauffeurs de taxi parisiens se disputent une clientèle en diminution

Le congrès national des fédérations d'artisans taxis est réuni du lundi 9 au mercredi 11 mai à la porte de Versailles à Paris. A cette occasion, Charles Pasqua devrait faire connaître des propositions concernant l'aménagement d'une profession qui, dans la capitale, présente une grande diversité de statuts. A Paris, quinze mille taxis, dont neuf mille artisans, transportent quotidiennement trois cent mille personnes, se disputent un marché en régression.

Quoi de plus rare qu'un taxi à Paris aux heures de pointe ? Il est pourtant fréquent d'en voir passer vides, insensibles aux signes de piétons impatientes. Quelques heures plus tard, des files de voitures innocentes s'étirent le long des stations. Ces aspects paradoxaux du fonctionnement des taxis parisiens trouvent leur explication dans l'organisation

morcelée d'une profession depuis longtemps en crise. Dans la capitale, qui compte près de la moitié des taxis français, quatorze mille neuf cents licences ont été délivrées par la préfecture de police.

Gérer la rareté

Ces « plaques » se partagent entre quatre types de professionnels : les artisans forment le gros des troupes (près de neuf mille); les coopérateurs, actionnaires de leur société, se maintiennent au sein de petites structures; les locataires, qui louent leur véhicule à des sociétés, sont de plus en plus nombreux; ils remplacent peu à peu les salariés, dont chacun s'accorde à dire, pour le déplorer avec plus ou moins d'hyppocrisie, qu'ils sont en passe de disparaître.

Les taxis, qui transportent chaque jour près de trois cent mille personnes, ce qui représente 3 % des usagers des transports par-

siens (1), forment un lobby divisé. Chaque corporation rejette sur les autres les maux qui accablent l'ensemble.

« Depuis deux ans, la clientèle a diminué de 15 % à 20 % », indique Pierre Borie, président de la Fédération nationale des entrepreneurs du taxi et directeur général de la branche taxi de la G7, le principal loueur de la capitale, qui dispose d'une flotte de sept cent quarante-sept véhicules. Cette chute serait imputable à la récession. Les entreprises, qui fournissent 50 % de la clientèle des taxis, ont réduit leurs frais généraux, et l'augmentation des tarifs a découragé une partie des utilisateurs occasionnels. Les difficultés de circulation ont encore accéléré la fuite de la clientèle. Dans le même temps, la mise sur le marché, entre 1991 et 1993, de six cents licences supplémentaires a exacerbé la concurrence.

Pour faire face, les taxis ont dû s'adapter. Certains choisissent de se spécialiser : ils se concentrent sur les aéroports ou dans les gares, prêts à attendre deux heures avant de « charger » un client pour une longue course, refusant les petits trajets dans la capitale. D'autres se diversifient : ils repèrent les restaurants à la mode, les spectacles qui marchent. La plupart en sont restés aux techniques de base : la « maraude », la station ou la radio.

Chez ces derniers, le service radio lancé par la G7 remporte un franc succès. Le système informatique attribue automatiquement les courses au chauffeur le plus proche du lieu d'appel du client. La liste d'attente des candidats désireux de louer, pour 1 400 francs par mois, les services de ce standard informatisé, s'allonge, mais la G7, dans un « souci d'équilibre entre le nombre d'appels et de chauffeurs », ne souhaite pas vraiment accroître au-delà de deux mille le nombre de taxis équipés.

Contrôler le temps de travail

C'est qu'il faut, en ce moment, gérer la rareté des clients. La tendance est à l'allongement du temps de travail, bien au-delà des horaires légaux. La durée maximale de travail autorisée est de onze heures par jour sur six jours pour les artisans, et de dix heures par jour sur six jours pour les autres. Les chauffeurs, qui sont souvent des « boers », surnom des seize fonctionnaires de police en civil spécialisés dans le contrôle des taxis, montrent que ces réglementations ne sont pas respectées. L'installation dans les voitures d'un horodateur électronique, obligatoire à partir du 1^{er} janvier 1995, devrait permettre un meilleur contrôle du temps de travail, mais, déjà, circulent des rumeurs sur les moyens de le « pirater ».

« Il est impossible de gagner sa vie en travaillant treize-neuf heures par semaine », explique Armand Arianer, président de la puissante Fédération nationale des artisans-taxis. Il critique l'« effet pervers » de la lutte entre syndicats et loueurs. Selon lui, « la menace d'une législation sur le temps de travail, brandie par les syndicats », pousse les compagnies à abandonner le salariat au profit de la location. « Les patrons se déchargent ainsi de tous les risques », observe-t-il. Contrairement aux salariés, qui ramènent chaque soir leur véhicule au garage, les locataires conservent leur voiture et peuvent travailler à leur guise, y compris au-delà des dix heures réglementaires.

M. Borie, lui, pense que le développement de la location « est un moyen de responsabiliser les chauffeurs, qui deviennent maîtres de leur recette » (2). Les salariés, qui touchent un fixe de

52,70 francs par jour, plus 30 % de la recette, seraient moins motivés que les locataires. Il est vrai que l'obligation de déboursier chaque jour quelque 750 francs pour la location de la voiture constitue un moteur puissant (voir ci-contre). « C'est un insupportable facteur de stress », rétorque M. Hamed Ben-Kheira, secrétaire général du syndicat FO des chauffeurs de taxi, qui souhaite le maintien dans les compagnies d'un quota minimum de salariés (30 %) et dénonce l'anarchie qui règne dans l'attribution des licences.

Ces autorisations, qui datent d'avant 1973, sont cessibles. Il y a dix ans, elles s'échangeaient à moins de 100 000 francs. Les enchères s'élevaient maintenant à près de 400 000 francs. L'alternative est de s'inscrire auprès de la préfecture, pour obtenir une des mille quatre cents licences incensibles. Il faut alors compter près de sept ans d'attente.

Le seul point sur lequel s'accorde l'ensemble de la profession est la nécessité d'améliorer la circulation à Paris. En 1990, l'attribution de six cents licences supplémentaires devait s'accompagner de l'aménagement de cent kilomètres d'axes rouges, où le stationnement est rigoureusement interdit. A ce jour, trente-sept kilomètres seulement ont été dégagés, et la réglementation est loin d'être toujours respectée. La préfecture de police se dit « ouverte aux propositions qui pourraient faire la maîtrise de Paris et de son domaine ». Ainsi se décharge-t-elle sur les taxis Chirac d'une partie des difficultés qui touchent les taxis d'Ile-de-France.

HERVÉ MORIN

(1) Le métro transporte quotidiennement 4,5 millions de passagers, le bus 3 millions, et le RER 1,5 million.

(2) Le prix de la location des véhicules de la G7 va de 12 600 francs à 17 500 francs par mois selon les modèles, avec un mois gratuit par an.

Face à la municipalité dirigée par le PCF

M. Sapin (PS) prend ses marques pour la mairie de Nanterre

Les élus socialistes et Verts du conseil municipal de Nanterre (Hauts-de-Seine), avec à leur tête Michel Sapin, ancien ministre de l'économie, membre du conseil de politique monétaire de la Banque de France, viennent d'alerter la population en demandant au maire, Jacqueline Fraysse-Cazalis, sénateur (PC) des Hauts-de-Seine, l'ouverture immédiate de négociations pour la constitution d'une liste d'union pour les prochaines élections municipales.

Silencieux depuis quelques mois, Michel Sapin appuie la démarche des sept élus socialistes du conseil municipal de Nanterre, qui, avec les trois élus locaux Verts, réclament la constitution rapide d'une liste d'union pour les prochaines élections municipales.

Pour l'ancien ministre de l'économie et des finances du gouvernement Bérégovoy, qui siègeait au conseil municipal de 1989 jusqu'à sa nomination, cette année, au conseil de politique monétaire de la Banque de France, « il y a une situation dangereuse pour la gauche à Nanterre ». Il estime que deux conditions doivent être remplies pour inverser la tendance : « D'une part, dit-il, un rassemblement très large, qui dépasse le simple couple PC-PS, et, d'autre part, une modification du comportement général pour présenter à l'ensemble des électeurs une gauche renouvelée, à la fois dans ses équipes et dans ses méthodes ». Cela signifie, pour M. Sapin et pour ses amis, « la fin d'une situation de quasi-monopole du Parti communiste sur la direction des affaires municipales » (1).

Si les socialistes reconnaissent que les discussions avec les communistes pour les prochaines élections durent depuis longtemps, ils souhaitent, aussi, que la participation des Verts soit prise en compte rapidement. Il ne doit pas être question, pour Pascal Renaude, président du

groupe socialiste du conseil municipal, de négociations à quelques jours du scrutin entre la fédération départementale du PCF et celle du PS, ou bien entre les deux partis au niveau national. « Cette fois, prévient-il, nous n'accepterons aucun troc ». Il donne jusqu'à la fin du mois de mai au maire, Jacqueline Fraysse-Cazalis, pour se manifester. « Si nous n'avons pas de réponse, nous formerons avec les Verts une liste ouverte », menace-t-il.

Le choix des Verts

Moins pressé, Christian Demerastel, président du groupe municipal des Verts, est tout aussi déterminé. « Je souhaite, affirme-t-il, un vrai accord entre les forces de gauche et les Verts, avec un vrai programme, pour que Nanterre ne devienne pas une municipalité de la droite passagère ». Il ajoute que « le PC représente 30 % des suffrages » et que « la répartition des sièges devra en tenir compte ». Si les négociations piétinent d'ici la fin du mois de décembre, M. Demerastel constituera sa propre liste, avec ou sans les socialistes.

Mme Fraysse-Cazalis se veut sereine. Elle s'interroge, toutefois, sur les intentions des socialistes et des Verts. « Est-ce une menace, ou une démarche que je défends depuis longtemps, un rassemblement non seulement de la majorité municipale, mais de toutes les forces progressistes, solution qui me convient parfaitement ? demande-t-elle. Aucune formation politique à Nanterre ne peut prétendre garder la ville à elle seule. » La sénatrice des Hauts-de-Seine se félicite, dans ce cas, « de l'aspect positif de cette affaire et de la volonté affirmée d'union, ce qui n'a pas été toujours le cas ».

JEAN-CLAUDE PIERRETTE

(1) Le conseil municipal, qui compte 53 élus, est composé de 26 PC et 2 apparentés, 3 dissidents PS, 3 Verts, et 10 RPR-UDF.

Après la manifestation du 7 mai

La préfecture de police ordonne la fermeture d'un lieu de rendez-vous de l'extrême droite à Paris

Une délégation du Front national de la jeunesse (FNJ), conduite par son directeur, Samuel Maréchal, a déposé, lundi 9 mai dans l'après-midi, une gerbe devant l'immeuble, rue des Chartreux à Paris, où un jeune homme avait fait une chute du cinquième étage, le 7 mai, en tentant d'échapper à un contrôle de police après une manifestation d'extrême droite. Grièvement blessé, Sébastien Deyzieu est décédé dans la nuit du 8 au 9 mai à l'hôpital (le Monde du 10 mai).

Malgré une interdiction de la préfecture de police, quelques

centaines de personnes s'étaient rassemblées, samedi, place Denfert-Rochereau, à l'appel de l'Union de défense des étudiants d'Assas (UDEA, ex-GUD), qui a opéré un rapprochement avec les étudiants du FNJ (le Monde du 2 décembre 1993) et des Jeunes nationalistes révolutionnaires (JNR) dirigées par Serge Ayoub, plus connu sous le pseudonyme de « Batskin », pour manifester sur le thème « 1944-1994, 50 ans d'impérialisme américain ».

Les forces de l'ordre avaient procédé à soixante dix-sept interpellations de manifestants

décrits comme des « individus très déterminés ».

Par ailleurs, la police avait remarqué qu'une soixantaine de personnes avaient quitté, en milieu d'après-midi, une boutique du quinzième arrondissement pour se diriger vers la place Denfert-Rochereau. Ce magasin, qui porte l'enseigne Darklord, est exploité par M. Ayoub. Les forces de l'ordre avaient interpellé plusieurs individus qui étaient porteurs d'armes par destination, des ceintures « chaînes de vélo » en vente dans cette boutique. En conséquence, le préfet de police a pris un arrêté de fermeture « jusqu'à nouvel ordre » de la boutique Darklord.

Parlant de « rassemblement nationaliste et pacifique », le FNJ « s'étonne », dans un communiqué intitulé : « Après Malik, Sébastien », « de la différence fabuleuse de traitement entre ces jeunes manifestants et les cas-seurs immigrés lors des manifestations anti-CIP ».

O. B.

Le refus d'une subvention régionale aux Loubavitch

Le Front national justifie son vote contre l'aide à une école juive

Les élus du groupe Front national du conseil régional d'Ile-de-France ont indiqué, lundi 9 mai, que leur refus de voter une subvention à l'association Jeunesse Loubavitch pour la construction de l'école juive Haya Mouchka à Paris (dix-neuvième arrondissement) « ne relève ni de l'exclusion, ni d'un laïcisme agressif ». Ils expliquent que leur « position procède (...) de la loi Debré », selon laquelle « les établissements ayant passé contrat avec l'Etat s'obligent au respect total de la liberté de conscience et permettent aux enfants d'accéder à la formation sans distinction d'origine, d'opinion ni de croyance ». « Or, il est de notoriété que l'école en question entendait s'y soustraire », estiment les élus d'extrême droite.

Au cours du débat du 5 mai au

conseil régional, les conseillers Front national avaient indiqué que « par sa nature confessionnelle, l'école juive Haya Mouchka se situe hors contrat d'association avec l'Etat » (le Monde du 7 mai).

Les groupes du PS et de Génération Ecologie avaient voté, eux aussi, contre la subvention, mais en motivant autrement leur position. L'association Judaïsme et liberté (proche de la majorité) avait alors dénoncé « la collusion des élus PS, PCF et de certains écologistes avec ceux du Front national ». Le Front national, généralement favorable aux écoles confessionnelles, justifie son vote en expliquant que « les écoles catholiques qui n'entendent pas se soumettre (aux) dispositions [de la loi Debré] se voient refuser tout financement public ».

CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX A PARIS

Voici les films nouveaux qui seront présentés dans les salles parisiennes à partir du mercredi 11 mai.

LE GRAND SAUT. A partir du jeudi 12 mai. Film américain de Joel Coen, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (36-55-70-83) ; Gaumont Opéra Impérial, 2^e (36-55-75-55) ; Les Trois Loups, 3^e (36-55-75-55) ; Les Trois Loups, 4^e (36-55-75-55) ; UGC Rotonde, 5^e (36-55-70-43) ; UGC Danton, 6^e (36-55-70-88) ; UGC Rotonde, 8^e (36-55-70-73) ; 36-55-70-14) ; La Pagode, 7^e (36-55-75-07) ; UGC Champs-Élysées, 9^e (36-55-70-88) ; La Bastille, 11^e (43-07-48-60) ; Les Nations, 12^e (43-43-04-87) ; 36-55-71-33) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13^e (36-55-75-13) ; 14 Juliet Beaugrenelle, 15^e (45-75-78-79) ; 36-55-65-24) ; UGC Molière, 17^e (36-55-70-81) ; v.f. : Rex, 2^e (36-55-70-23) ; Paramount Opéra, 9^e (47-42-55-31) ; 36-55-81-08) ; UGC Lyon Bastille, 12^e (36-55-70-84) ; UGC Gobelin, 13^e (36-55-68-70-14) ; 36-55-70-41) ; Mistral, 14^e (36-55-70-41) ; UGC Convention, 15^e (36-55-70-47) ; La Gambetta, 20^e (46-38-10-96) ; 36-55-71-44).

LA REINE MARGOT. A partir du

vendredi 13 mai. Film français de Patrice Chéreau : Forum Horizon, 1^{er} (36-55-70-83) ; 14 Juliet Beaugrenelle, 2^e (48-33-79-38) ; 36-55-88-12) ; 14 Juliet Odéon, 3^e (43-25-59-53) ; 36-55-88-12) ; 14 Juliet Odéon, 4^e (43-25-59-53) ; 36-55-88-12) ; Bretagne, 5^e (36-55-70-37) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8^e (36-55-75-55) ; Saint-Lazare-Pasquier, 9^e (43-87-35-43) ; 36-55-71-88) ; UGC Normandie, 8^e (36-55-70-82) ; Max Linder Panorama, 9^e (48-24-88-58) ; Paramount Opéra, 9^e (47-42-55-31) ; 36-55-81-08) ; 14 Juliet Bastille, 11^e (43-07-48-60) ; 36-55-88-27) ; Les Nations, 12^e (43-43-04-87) ; 36-55-71-33) ; UGC Lyon Bastille, 12^e (36-55-70-84) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13^e (36-55-75-13) ; 14 Juliet Beaugrenelle, 15^e (45-75-78-79) ; 36-55-65-24) ; UGC Molière, 17^e (36-55-70-81) ; Pathe Clichy, 19^e (36-58-20-22) ; La Gambetta, 20^e (46-38-10-96) ; 36-55-71-44).

Y A-T-IL UN FILM POUR SAUVER HOLLYWOOD ? Film américain de Peter Segal, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (36-55-70-83) ; UGC Odéon, 3^e (36-55-70-72) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8^e (36-55-75-55) ; UGC Biarritz, 9^e (36-55-70-81) ; 36-55-70-81) ; Gaumont Opéra Française, 9^e (36-55-75-55) ; v.f. : Rex (le Grand Rex), 2^e (36-55-70-23) ; UGC Montparnasse, 9^e (36-55-70-14) ; 36-55-70-14) ; Paramount Opéra, 9^e (47-42-55-31) ; UGC Lyon Bastille, 12^e (36-55-70-84) ; UGC Gobelin, 13^e (36-55-70-45) ; Miramar, 14^e (36-55-70-39) ; Mistral, 14^e (36-55-70-41) ; UGC Convention, 15^e (36-55-70-47) ; Pathe Clichy, 19^e (36-58-20-22) ; La Gambetta, 20^e (46-38-10-96) ; 36-55-71-44).

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

Le Monde SUR MINITEL

Vous recherchez un article publié par le Monde depuis janvier 1990, le Monde vous propose deux services MINITEL :

36 17 LMDOC

recherche de références par thème, rubrique, pays, auteur, etc

36 29 04 56

recherche et lecture en texte intégral Commande et envoi possible par courrier ou fax, paiement par carte bancaire.

MUSIQUES

Une étude monumentale sur le compositeur russe

Le mystère de la mort de Tchaïkovski

Atrabilaire, misanthrope, poursuivi par la mélancolie, victime de l'hypocrisie sociale, saint ou martyr, l'homme Tchaïkovski reste une énigme alors même que sa musique est l'une des plus aimées et des plus connues du grand public. Une étude exhaustive sur les méandres de sa biographie et sur les étapes de sa création musicale est enfin sortie en français.

■ **FICTION ET SUPPOSITIONS.** Les conditions exactes de la mort du compositeur ne seront probablement jamais élucidées. Deux thèses s'affrontent sur le terrain de la musicologie. Mais la fiction prend le relais : un opéra, actuellement en création à l'Opéra d'Amsterdam, présente Tchaïkovski comme une réincarnation de Socrate.

De quoi est mort l'auteur du *Lac des cygnes*, le compositeur de musique classique sans doute le plus populaire avec Mozart ? Un diagnostic précis est aujourd'hui établi sur la maladie qui enleva Wolfgang Amadeus. Le cas de Piotr Ilyitch pose en revanche une série d'énigmes qui semblent ne devoir jamais être résolues. Une récente biographie d'André Lischke, la plus monumentale jamais parue en français, expose pour la première fois toutes les pièces du dossier. D'autre part, un opéra donné actuellement en création à Amsterdam (*lire l'encadré*) opte sans nuances pour l'une des hypothèses. Tchaïkovski, mort le 25 octobre 1893 (6 novembre pour le calendrier grégorien) à 3 heures du matin, après plusieurs journées de vomissements et de diarrhées, aurait été « suicidé » : contraint à s'empoisonner.

La version officielle a longtemps été bien différente. Elle garde ses adeptes, admirateurs trop inconditionnels du musicien pour vouloir entrer dans les replis douteux de sa vie personnelle, artisans toujours actifs de son hagiographie, historiens refusant d'accréditer une version sensationnelle mais dénuée de sources de première main. Ainsi, pour la musicologie soviétique, et pour la

plupart des biographes occidentaux, qui, pendant près de quatre-vingt-dix ans, ont suivi les mêmes conclusions sans vérifications, Tchaïkovski serait mort du choléra, « après avoir bu imprudemment un verre d'eau non bouillie alors qu'une épidémie sévissait à Saint-Petersbourg ». Pourquoi la thèse de la maladie n'aurait-elle été qu'une mystification montée par la famille ? Parce que toute l'affaire baigne dans le climat indéniable, celui-là — d'un scandale de mœurs suscité par l'homosexualité du plus adulé des musiciens russes. Très vite, des rumeurs avaient filtré. Mais la révélation des documents accablant l'hypothèse de l'empoisonnement n'intervint qu'en 1978, sous la plume d'une musicologue soviétique émigrée aux États-Unis, Alexandra Orlova. Deux camps, raconte Lischke, se sont ainsi formés : celui des « orloviens » et celui des « anti-orloviens ». Le musicologue britannique David Brown, qu'a suivi de très près le librettiste de l'opéra néerlandais, se rangea, avec d'autres, dans le premier camp. Mais l'écrivain russe Nina Berberova, pourtant peu tendre pour Tchaïkovski et ses frasques sexuelles, s'en tient par exemple à la doctrine de la mort naturelle.

Sur quoi cette doctrine s'appuie-t-elle ? Pourquoi ne tient-elle pas, face aux faits ? Elle repose pour une bonne part sur le témoignage de Modest Tchaïkovski, frère cadet du compositeur né en 1840 (Modest et son frère jumeau Anatole ont vu le jour dix ans plus tard). Le 17 octobre 1893 voit la création de la *Sixième Symphonie*, dite « Pathétique », de Piotr Ilyitch. Le 20 au soir, le compositeur mange des macarons, boit du vin blanc et du soda, au restaurant Leiner, en compagnie de son confrère Glazounov, de son neveu Iouri Davidov et de différents convives. Tout se passe normalement jusqu'à la matinée du jeudi 21. Le musicien se dit alors indisposé et, au lieu de soigner ses maux de digestion, comme à l'accoutumée, par une dose d'huile de ricin, avale de l'eau minérale alcaline. Il boit de surcroît, à longues gorgées, un verre d'eau non bouillie. Des nausées suivent aussitôt. Vassili Bertenson, médecin de la famille, diagnostique le choléra dès la soirée du même jeudi. A une brève rémission, le vendredi, succède un état d'agitation, puis de délire, qui aboutit au coma. La mort survient dans la nuit du lendemain.



Dais Duesing dans le rôle de Tchaïkovski, à l'Opéra d'Amsterdam.

« *toxicité, et un suicide contraint afin d'éviter le scandale* », résume André Lischke. L'homosexualité du musicien n'était, de son vivant, un secret pour personne. Modest, qui avait les mêmes penchants, n'en fit pas mystère dans son abondante correspondance avec son frère (très largement caviardée, mais toujours explicite sur le fond) et dans un journal intime en cours de publication à Moscou.

Ce qui mit le feu aux poudres fut à l'évidence la personnalité du très jeune homme que Piotr Ilyitch, en 1893, poursuivait de ses assiduités. On alla jusqu'à affirmer qu'il s'agissait d'un membre de la famille impériale. Plus vraisemblablement, le scandale éclata lorsque le comte Stenbock-Fermor, haut personnage de l'empire, découvrit « l'intérêt que le compositeur portait à son jeune neveu ». Il adressa alors une lettre d'accusation au tsar Alexandre III. Et chargea Nikolaï Borissovitch Jacobi, alors procureur au Sénat, de former un « jury d'honneur » composé d'anciens disciples de Tchaïkovski à l'école de droit. Ce tribunal d'exception, dans lequel siégeaient huit personnes, décida de contraindre Tchaïkovski au suicide, allant jusqu'à lui fournir le poison. L'épouse de Jacobi, qui

écoutait aux portes lors de la comparution du musicien dans le bureau de son mari, dut jurer de ne jamais divulguer l'affaire. D'où le mystère, dont rien n'aurait transpiré si certaines langues, des dizaines d'années plus tard, ne s'étaient de proche en proche timidement déliées.

Mais peut-on sérieusement soutenir qu'un jury d'honneur ait pu condamner à mort un homosexuel pour ses mœurs à l'aube du XX^e siècle ? André Lischke en doute. L'intérêt de son portrait de Tchaïkovski est, sur ce point comme sur tous les autres, de ne jamais trancher. L'artiste fut un voyou, entre-tout sa vie par ses amants et par une comédie coiffée en dévotion, laquelle lui imposa impitoyablement ses conditions : ne jamais la voir, alors qu'il habitait sur ses domaines. Voyou mais masochiste, culpabilisé, obsédé par la mort, habité d'une implacable haine de soi. Musicien rétrograde, peut-être. Mais personnage indiscutablement moderne.

ANNE REY

► *Piotr Ilyitch Tchaïkovski*, de André Lischke, biographie et analyse détaillée de l'œuvre, éditions Fayard, 1 132 pages, 295 F.

Voyou et masochiste

Recoupé, le témoignage pèche en plusieurs points. Modest n'assistait pas au repas du restaurant Leiner et n'arriva qu'à la fin. Témoin direct, Iouri Davidov offre des événements une version différente : c'est dès son entrée au restaurant que Tchaïkovski demanda à boire et, apprenant qu'il ne restait plus d'eau bouillie, réclama avec insistance de l'eau du robinet. Les symptômes et l'évolution de la maladie tels que les a décrits le docteur Bertenson ne correspondent pas à ceux du choléra. Étant donné les dangers de contagion, Tchaïkovski n'aurait pu bénéficier d'obsèques publiques et son corps n'aurait pu rester exposé aussi longtemps (un ou deux jours, les témoignages varient). Enfin, aucun de ses amis n'aurait osé lui donner le baiser d'adieu rituel, contrairement à ce que raconte Rimski-Korsakov dans son *Journal*.

De quoi se compose la version « orloviennne » ? Une affaire de mœurs, dans laquelle est impliqué une jeune femme de la haute aris-

Banquet à la russe

AMSTERDAM

de notre envoyée spéciale

La *Palestrina* de Hans Fitzner, le *Benvenuto Cellini* de Bertozzi. Les exemples d'opéras ne manquent pas, dont le héros est un créateur. Le *Symposium*, de Peter Schat (compositeur néerlandais) et de Gerrit Komrij (librettiste de même nationalité) s'ajoute à la liste. Commande de Gérard Mortier pour la Monnaie de Bruxelles, la partition n'a pas convaincu Bernard Foccroude, nouveau patron de l'établissement bruxellois. Pierre Audi y a cru et a mobilisé les troupes de l'Opéra néerlandais — dont il est le directeur artistique — pour que cette création risquée soit une réussite.

La salle n'était pas pleine néanmoins, vendredi 6 mai, et certains en sont sortis avec la certitude d'une belle occasion manquée. Partition interminable, orchestration chargée, manque d'unité stylistique, ambitions philosophiques démesurées, de maigres épiques chorégraphiques. La preuve, surtout, n'avait pas été donnée que Tchaïkovski, personnage central du drame, pouvait faire office de vrai héros d'opéra. Le parachuter de surcroît dans l'emploi d'un Socrate moderne, condamné par une frileuse société pour l'audace de ses idées, propres à « pervertir la jeunesse », était à l'évidence un pari philosophique impossible à tenir sur une scène lyrique (*Symposium* est à traduire par le *Banquet* : référence platonicienne). Quand on vit enfin assimiler la mort de l'artiste à la crucifixion du Christ, l'apoplexie guettait.

Peter Schat, personnalité provocatrice de la vie culturelle néerlandaise, écrit à partir d'un système complexe (quelques choses comme un cadran solaire des tonalités), une musique tantôt néoromantique ou antiquisante, tantôt minimaliste et répétitive, parfois violemment ponctuée par des accords de cuivres très « années 30 », quelquefois trop sucrés, au contraire, comme peuvent l'être certaines œuvres de Tchaïkovski. La partition de *Symposium* cite d'ailleurs de façon explicite le thème « pathétique » du finale de la *Sixième Symphonie* et fait mourir le compositeur russe sur un rythme de valse de plus en plus élargi et déglissé. C'est un parti. Comme de faire chanter les « gentils » (Piotr Ilyitch, son frère Modest, leur neveu Bob Davidov) dans un registre plutôt tonal et sur un accompagnement de cordes harmonieuses, alors qu'aux « méchants » (la tsarine, les membres du tribunal d'honneur) sont réservées les accords dissonants et les hurlements de cuivres.

Habité de passions excessives

Le personnage intéressant de l'affaire est plutôt Gerrit Komrij. Essayiste, poète, pourfendeur de l'architecture et des modes de vie hollandais, il a fait sienne la thèse de « l'assassinat » défendue par David Brown dans sa biographie de Tchaïkovski. Mais c'est le docteur Bertenson lui-même qui, dans l'opéra, prépare le poison. Car, en bon auteur de fiction, Komrij a pris ses distances avec les conclusions

— au demeurant contestées — du musicologue anglais. Tchaïkovski n'est plus accusé d'avoir séduit quelques rejets de l'aristocratie tsariste. Son seul péché est sa passion pour la beauté et la perfection incarnées toutes deux par Bob Davidov, son neveu adoré et le dédicataire de sa *Sixième Symphonie*. Bob devient ainsi l'Agathon du *Banquet*. Et ce rôle dédoublé est vaillamment assuré par un jeune ténor noir américain prometteur, Thomas Rendle.

On oubliera les décors disparates de Floris Guntensper, parfois abstraits, parfois aussi surchargés d'ors que pour Boris Godounov ; on passera sur l'idée, bien banale, d'impliquer le public dans le procès de l'artiste maudit au moyen de grands miroirs reflétant la salle. On s'arrêtera sur le travail méritoire accompli par Hans Vonk au pupitre de l'Orchestre philharmonique néerlandais et des chœurs de l'Opéra, les uns et les autres très solides, solides et précis. On gardera pour la fin l'extraordinaire performance de Dais Duesing dans le rôle de Tchaïkovski. Le baryton américain a chanté *Pelléas* et *don Giovanni*, c'est dire l'ampleur de ses moyens. A la fois noble et déjeté, brisé de l'intérieur et habité de passions excessives, il est bien l'artiste décadent et enflammé que devait être Tchaïkovski. Son agonie, hélas !, dure plus longtemps que celles de Mimì et de la Traviata associées.

A. Ry.

► Prochaines représentations : les 13, 16, 19 et 22 mai, 19 h 30, au Musiktheater d'Amsterdam, tél. : 19-31-20-551-5252.

CHÊNE NOIR
ANTIGONE
de Bertolt BRECHT
mise en scène
Gérard GELAS
avec
le Quartet CEDRON
L. BENOÎT, N. CREPON, L. FONTEYNE,
D. NEVEUX, N. RIEWSKY & N. ROYER
26 AVRIL au 12 JUIN
Maison des
Cultures du Monde
45 44 72 30
101 bd Raspail Paris 6^e
ÉCOUTEZ VOIR

TQI
La Balance
**DANS LA JUNGLE
DES VILLES**
Bertolt Brecht
Gilles Bouillon
2 mai - 29 mai
à Ivry
46 72 37 43
ÉCOUTEZ VOIR

JAZZ
**McCoy Tyner
Big Band**
Théâtre de Colombes 47 81 69 02
88, rue Saint-Denis
ÉCOUTEZ VOIR

**BALLET NATIONAL
DE GEORGIE**
Jusqu'au 15 Mai 1994
PALAIS DES CONGRÈS DE PARIS
"Un phénomène unique au monde qu'il faut voir au moins une fois dans sa vie"
René SIRVIN - LE FIGARO
"Un spectacle qui donne envie de tenter l'impossible"
Robert HOSSEIN
"Un vrai spectacle de danse, avec la passion, la vivacité, le rythme, en plus d'une technique éblouissante" Claude BESSY de l'Opéra de Paris
"Un spectacle fabuleux... d'une rare beauté"
Marthe VILLALONGA
FNAC - VIRGIN - AGENCES ET SUR PLACE
Réservations : 40 68 00 05
NOSTALGIE
C'est pour toujours

سكزا من الأمل

CULTURE

MUSIQUES

HOMMAGE À BERNARD DIMEY à l'Olympia

A l'amour comme à la guerre

« J'aimerais tant voir Syracuse ! L'île de Pâques et Kaurouan ! Et les grands oiseaux qui s'amusent ! A glisser l'aile sous le vent » : Bernard Dimey avait écrit les paroles, Henry Salvador la musique, et Syracuse devint une des plus belles chansons du répertoire français, symbole du mariage heureux d'un musicien doué et d'un auteur inspiré. Un exemple à suivre à l'heure où, après une traversée du désert consécutive au poids des « dinosaures » de la chanson (Brel, Brassens, Gainsbourg), qui faisaient tout eux-mêmes, la profession d'auteur revient à l'ordre du jour. Le Centre d'information du rock et des variétés (CIR), rebaptisé depuis peu IRMA, Centre d'information et de ressources pour les musiques actuelles) organise depuis l'an passé des « Rencontres d'auteurs » ; les mythiques Editions Breton, rachetées par Charles Aznavour, s'orientent vers le rôle d'intermédiaire, gagnant le lot des éditeurs ; enfin, c'est un auteur, Étienne Roda-Gil, qui aura recueilli le plus grand nombre d'hommages ces derniers mois, notamment pour son travail aux côtés de Julien Clerc et de Juliette Gréco.

Bernard Dimey a écrit des chansons à succès : Syracuse, mais aussi Mémère, que chantait Michel Simon sur une musique de Dany White. L'Amour et la Guerre, avec Aznavour, Paris par cœur avec Jean Ferrat, Mon truc en plumes, créé par Zizi Jeanmaire sur une musique de Jean Constant. Provincial né en 1931 en Haute-Marne, Bernard Dimey adopte Montmartre et fait de la rue Saint-Vincent son lieu, jusqu'à sa mort, en 1981. A la fin des années 50, il y rencontre Francis Lai. A eux deux, ils donneront des chansons à Juliette Gréco, Mouloudji, Yves Montand. Dimey écrit beaucoup : des poèmes en vers ou en prose. Certains seront mis en

musique, d'autres non. Il dit aussi ses textes en scène, au cabaret Le Port du salut, puis à Bobino en 1970, une prestation qui lui vaut le Grand Prix du disque cette année-là (1).

L'univers de Dimey est celui des bars de la Butte. Avec son physique jovial, barbe en bataille et lunettes d'instituteur, Bernard Dimey se promenait dans la vie en observant un monde peuplé de prostituées affectueuses, de bookmakers en exil, de mongoliens amoureux, d'assassins méticuleux, d'enfants maquillés... Atteint d'un cancer, l'auteur avait écrit de longs poèmes, rassemblés avant sa mort sous le titre de Testament.

Dominique Dimey, fille de Bernard, vient d'enregistrer un disque en hommage à son père, et dont le concert de l'Olympia (avec Sapho, Philippe Léotard) sera la suite logique. Elle y reprend Syracuse, l'Enfant maquillé, les Imbéciles et l'Amour et la Guerre, une chanson qui subit les foudres de la censure pendant la guerre d'Algérie. Dimey, antimilitariste notoire, écrivait, entre deux virees au bar Lux : « La sirène est une femme qui finit en queue de poisson et qui pousse des cris pour annoncer les alertes. On en trouve énormément quand c'est la guerre ! A mon avis c'est un animal qui ne tient pas debout ».

VÉRONIQUE MORTAGNE

► Dominique Dimey à l'Olympia, le 10 mai, à 20 h 30, 28, bd des Capucines, Tél. : 47-42-25-49. Album : Dominique Dimey chante Bernard Dimey, 1 CD Audis Tempo AG198.

(1) Les disques Dimey ont publié l'intégrale des textes de Dimey dits par l'auteur, Marcel Azzola, Jean Wiener, Gérard Foyet... y joignent les fonds musicaux. Disques Dimey, 11, rue Leprie, 75018 Paris.

THÉÂTRE

BARAQUE DE FOIRE à l'Odéon

Blok, visionnaire de Pétersbourg

Le printemps de la « Saison russe » s'achève, sur la scène de l'Odéon Théâtre de l'Europe, par la présentation d'une œuvre capitale de la dramaturgie russe, Baraque de foire, du poète Alexandre Blok.

C'est en janvier 1906 que Blok écrit Baraque de foire. Il a vingt-six ans, il est déjà la coqueluche des boulimiques de poésie, qui ont toujours été légion, en Russie. Il est l'enfant le plus remuant du groupe des symbolistes, qui, sous l'ascendant du mystique Soloviev, sont avant tout des militants de l'« éternel féminin ». Ils ne font qu'adorer, prosodiquement, la femme, non pas telle ou telle femme, réelle, mais La Femme, transcendée, si lointaine, si proche, si millénaire, si fugitive, si mortelle, si native, la Femme qu'appellera le Rilke de la Dixième Élégie.

Alexandre Blok adore la Femme dans Cantique de la Belle Dame (1904), dans la Violette de nuit (1905). Et dans sa pièce Baraque de foire, il réitère : « Voici qu'éclot sur la neige bleue le visage merveilleux d'une Inconnue sous un voile sombre, elle dansera, nous nous enlèverons... ». Mais, tout à coup, c'est l'accident. Les vers se brisent. Dans le firmament poétique, des voix brusques se font entendre. Les voix de la rue, les mots, la rumeur de la ville, les intonations des bouges, les cris des chantiers.

L'éternel féminin est là encore, quelque part dans le champ, en longue robe noire, à contre-jour, mais cette Baraque de foire, qui élit pu n'être qu'une pochade, annonce une tragédie. Quelle tragédie ? Nous ne le savons pas encore. Et le lyrisme de Blok, qui est revendiqué en sous-titre (Baraque de foire. Théâtre lyrique), change lui aussi de ton. Blok tourne d'un coup le dos à l'une des constantes, presque l'une

des maladies, du symbolisme : la métaphore. C'est vraiment le coup de Trafalgar, Mandelstam, lui-même, a noté dans les brancards, a dit qu'il fallait à tout prix cesser ce petit jeu, aussi facile que machinal, des métaphores à tout bout de champ, du va-et-vient incessant entre une image et une autre, un mot et un autre. Il a dit que la création, la poésie, c'était un acte plus direct, plus droit. Et Alexandre Blok donne un exemple. Il écrit :

« Nuit. Lanterne. Pharmacie. »

Et il déclare que c'est là, sans plus, un vers, et même, pourquoi pas, un poème (et ce pourrait être aussi bien, chez nous, un vers de Pierre Reverdy).

Pour mettre les points sur les i, un « auteur » interrompt une scène de Baraque de foire, pour nous dire : « Les méli-mélos allégoriques, je les refuse : j'estime qu'il est indécemment d'appeler « faux de la Mort » la « natte » d'une jeune femme. »

Bagatelle, sornettes et calembredaines

Mais Alexandre Blok, au moment même où il « casse la baraque », reste ce qu'il est profondément : un visionnaire. Et la scène est envahie d'êtres irréels, masques, chevaliers, Pierrots, Arlequins, Colombins, qui chantent et dansent. Mais n'oublions pas que nous sommes en 1906, et que ces figures de la pantomime sont alors, en Europe, des émissaires de la révolte, tout au moins des grands changements, par exemple la parade de Blok annonce le célèbre Pierrot du Nijinski des Ballets russes, et ses baladins sont frères des Acrobates bleus de Picasso.

C'est ce grand visionnaire de Baraque de foire qui allait écrire, au

lendemain d'Octobre, sa pièce les Douze, ce drame des douze gardes rouges qui, la nuit, abattent tout ce qui, en ville, n'a pas une allure de pur prolétaire, et soudain le Christ apparaît, qui se détache sur fond de sang — pièce dont bien des passages étaient prémonitoires, mais qui choqua tellement, même les proches de Blok, qu'ils refusèrent de lui seoir la main, sans savoir qu'il ne lui restait que très peu de jours à vivre.

C'était une belle idée que d'inscrire cette « Saison russe » par la présentation au public français de cette Baraque qui dit tant de choses aux publics de Pétersbourg et de Moscou, et qui avait été jouée, en son temps, du côté de chez nous, par des hommes comme Pirov ou Artaud. Mais hélas, la mise en scène a été faite par un tout jeune animateur, Ivan Popovski, qui, manifestement, ne dispose pas le moins du monde des qualités qu'il fallait pour nous faire accéder à l'œuvre. Un véritable champion du manque de moyens, ce Popovski. Son spectacle n'est que bagatelle, sornettes, calembredaines, insignifiance, fariboles. Quelques bons jeunes gens lèvent la jambe en cadence, comme de mauvais élèves de gymnastique, font des trous dans des cloisons de papier, poussent timidement la chansonnette. Nous restons cloués de tristesse. Qu'est-il donc arrivé, pour que ce « trésor » de la poésie et de la souffrance russes ait été confié à un metteur en scène aussi cancre ? Quel gâchis !

MICHEL COURNOT

► Odéon-Théâtre de l'Europe, Place de l'Odéon, Paris (6^e). Métro : Odéon. Jusqu'au 14 mai. Tél. : 44-41-36-36. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinées samedi et dimanche à 15 heures. De 50 F à 165 F (Reprise les 17, 18, et 19 mai, au TNP de Villeurbanne).

MAI MUSICAL à Bordeaux

Une résurrection

Le 45^e Mai Musical a finalement pu être organisé, après qu'il eut été annulé à cause des restrictions budgétaires qui ont frappé la vie culturelle bordelaise et tout particulièrement les activités de l'Opéra et de l'Orchestre national Bordeaux-Aquitaine.

BORDEAUX

de notre envoyé spécial

Si le Mai musical a finalement pu voir le jour, c'est grâce aux solistes invités qui, apprenant son annulation tardive, ont spontanément proposé à Alain Lombard de venir jouer gratuitement. Devant une telle amitié, les organisateurs ont pu convaincre une banque, une fondation, une chaîne d'hôtels, une société de transports aériens et quelques grands châteaux du Bordelais d'apporter leur soutien à la manifestation. Certains des artistes étaient les piliers du Festival d'été de Sarlat où ils avaient plaisir à se retrouver autour de Lombard et des musiciens de son orchestre (les frères Pasquier, Roland Pidoux, Olivier Charlier, Patrice Fontanarosa, Gérard Poulet, François-René Duchable, Jean-Claude Pennerier, Michèle Lagrange, Jean-Luc Viala). Leur générosité a son revers : il faudra que Lombard fasse comprendre aux élus qu'on ne réédite pas ce genre d'exploit deux années de suite.

Le Mai musical a donc ouvert ses portes le 6 mai au Palais des sports reconstruit en une salle de concert à l'acoustique étonnante de qualité — même si les cordes y sont un peu « mangées » par les cuivres. Alain Lombard avait choisi, avec autant de pertinence que de malice, de donner la Deuxième Symphonie « Résurrection » de Gustav Mahler. A la tête d'un orchestre en grande forme, il en a livré une interprétation à la tension dramatique sans relâche, d'une grandeur abrupte et d'une violence stupéfiante.

Dans les fortissimos du premier mouvement et du finale, le chef tire de l'orchestre une puissance tellurique digne des méchantes visions mahleriennes. Son second mouvement pêche sans aucun doute par manque de grâce et de douceur excessive, mais il s'insère dans une vision d'ensemble cohérente et supérieure-

ment défendue. La lumière viendra fugitivement éclairer le finale à où Mahler le demande précisément. Le chœur Orféon de Pampelonne, la mezzo Hélène Pennagui (voix de rêve, interprète étonnante) y sont parfaits. Minée par le trac, la soprano Elisabeth Vidal, à bout de voix, chante faux, le regard rivé aux bras du chef. Malgré quelques décalages et quelques solos de venir parfois approximatifs (curieusement, ils ne dévalent en rien l'exécution), cette Deuxième de Mahler a produit un effet indescriptible sur le public, dont les rappels n'ont cessé qu'au moment où Alain Lombard a fait lever l'orchestre.

C'est que la soirée n'était pas terminée. Une salle de concert, installée dans le garage à traveaux du château Mouton-Rothschild, attendait la venue d'une vingtaine de musiciens de l'Orchestre national Bordeaux-Aquitaine, d'Alain Lombard et de quatre cent cinquante auditeurs. A onze heures et demie du soir, tout le monde était fin prêt pour écouter trois concertos pour basson, hautbois et piccolo de Vivaldi et ses Quatre Saisons. Jean-Marie Lamothe, Dominique Descamps, Zorica Milenkovic-Nahoum et la violoniste Lidia Grigorev sont issus de la formation bordelaise. Ils ont la technique, la personnalité musicale d'excellents solistes. Et Lombard ne se débrouille pas mal dans Vivaldi, dont les concertos gagnent toujours à être dirigés — contrairement à ce que l'« Musici nous ont enseigné — mais qu'aucun grand chef ne dirige plus.

ALAIN LOMPECH

► Prochains concerts, le 11 mai, 21 h 30, château Laffite-Rothschild : Mozart et Fauré, par Régis et Bruno Pasquier ; le 12, 21 h 30, château Pontet-Canet : Schumann, Grieg, Chausson, par Viktor Tretiakov et Mikhail Jorokin ; le 13, 20 h 30, château d'Assan, Poulenc, Lili Boulanger, Schubert et Beethoven, par Olivier Charlier et Emilie Naoumoff ; le 14, 20 h 30, Grand Théâtre de Bordeaux : Beethoven, Liszt et Mendelssohn, par François-René Duchable. Le Mai musical s'achève le 20 mai. Renseignements et locations, tél. : 56-48-58-54. De 34 F à 100 F à Bordeaux ; 100 F dans les châteaux.



PRINTEMPS, GALERIES LAFAYETTE, MARKS & SPENCER, BOUCHARA, PRISUNIC, MONOPRIX, LAFAYETTE GOURMET,

SERONT OUVERTS
LE 12 MAI,
JEUDI DE L'ASCENSION.

PRINTEMPS, DE 9 H 35 À 19 H. GALERIES LAFAYETTE, DE 10 H 15 À 19 H. MARKS & SPENCER, DE 10 H À 19 H. BOUCHARA, DE 10 H À 19 H. PRISUNIC, DE 8 H 30 À 20 H. MONOPRIX, DE 10 H À 19 H. LAFAYETTE GOURMET, DE 9 H 30 À 19 H 30.

CONCERTS

DIMANCHE 15 MAI - 16 h

MUSÉE D'ART MODERNE DE LA VILLE DE PARIS

SOLISTES DE L'INTERCONTEMPORAIN

Tanguy - Andriessen - Barrett Vandenhede - Roqué-Alsina renseignements : 42-60-94-27

16 MAI - 20 h 30

SALLE GAVEAU J.-M. Fournier Productions

Adriana MALIPONTE

R. Negri/piano Donizetti-Bellini-Verdi-Puccini... Tél. rés. : 49-53-05-07

LUNDI 16 MAI 20 h 30

THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES François-René Duchable

BEETHOVEN, MENDELSSOHN, LISZT

MARDI 17 MAI - 20 h

OPÉRA-COMIQUE PRO MUSIQUES, présente : ERICK FREULON, baryton

RAPHAEL ROCHET, piano Schubert, Wolf, Ravel, Duparc

MARDI 17 MAI - 20 h 30

THÉÂTRE des CHAMPS-ÉLYSÉES « I Solisti Veneti »

Sol. : JEAN-PIERRE RAMPAL Dir. : Claudio Scimone VIVALDI

MARDI 17 MAI - 20 h 30

Salle Pleyel - 45-61-06-30 PIANO

MURRAY PERAHIA

Bach - Chopin Beethoven

MERCREDI 18 MAI - 20 h 30

SALLE GAVEAU J.-M. Fournier Productions

Alexandre RABINOVITCH

Scriabine - Prokofiev - Beethoven

MARDI 31 MAI - 20 h 30

Salle Pleyel - 45-61-06-30 PIANO

KRYSTIAN ZIMMERMAN

Schubert - Ravel Bach - Mendelssohn Szymanowski

Le Monde

en vente le soir dans 83 villes

Pour connaître les points de vente :

3615 LEMONDE

rubrique SOIR

VIENT DE PARAÎTRE

LE MEXIQUE A L'HEURE DE TOUS LES DANGERS — Pages 24 et 25

LE MONDE

diplomatique

N° 402 - 40^e année

MAI 1994

La création
au secours
du cinéma français
(Pages 28 et 29.)

40^e ANNIVERSAIRE



32 pages - 20 F

Abonnement: voir tarif page 20


ENLÈVEMENT DANS UNE « SALE GUERRE »

Voyage au bout des peurs algériennes

Attentats, séquestrations et révoltes en Algérie. Dans les camps qui s'ouvrent à l'ouest, les Algériens attendent le retour de leurs proches. Une partie de l'opposition « démocratique » de son côté, est hostile à une idée de discussion avec les islamistes, et craint même la création de milices armées.

LES NOUVELLES ARMES DU CONTRÔLE SOCIAL

Citoyens sous surveillance



LES ARMES DU CONTRÔLE SOCIAL. Il est temps de le dire pour l'Algérie. Le voyage diplomatique de M. Lamine Benhabib, chef de la mission française à Alger, est l'occasion de voir de près la situation. Dans la capitale, les Algériens continuent de lutter contre les islamistes. Les séquestrations sont toujours nombreuses. Les Algériens attendent le retour de leurs proches. Une partie de l'opposition « démocratique » de son côté, est hostile à une idée de discussion avec les islamistes, et craint même la création de milices armées.

LES NOUVELLES ARMES DU CONTRÔLE SOCIAL

LES ARMES DU CONTRÔLE SOCIAL

LES ARMES DU CONTRÔLE SOCIAL. Il est temps de le dire pour l'Algérie. Le voyage diplomatique de M. Lamine Benhabib, chef de la mission française à Alger, est l'occasion de voir de près la situation. Dans la capitale, les Algériens continuent de lutter contre les islamistes. Les séquestrations sont toujours nombreuses. Les Algériens attendent le retour de leurs proches. Une partie de l'opposition « démocratique » de son côté, est hostile à une idée de discussion avec les islamistes, et craint même la création de milices armées.

MAI 1994

CE MOIS-CI DANS « LE MONDE DIPLOMATIQUE » :

EUROPE

Intégration croissante des industries d'armement (Laurent Carroué).

ÉTATS-UNIS

Jeunes à la dérive dans les villes américaines (Sudhir Venkatesh).

CINÉMA

La création au secours du film français (Carlos Pardo, Marcel Hanoun).

PROCHE-ORIENT

Laborieux remodelage de l'ordre régional (Amnon Kapeliouk, Mohamed Sid-Ahmed).

BALKANS

L'impasse macédonienne (Christophe Chiclet).

MEXIQUE

L'heure de tous les dangers (Francis Pisani, Guillermo Aramburo, Paco Ignacio Taibo II).

Un dossier spécial

LES ARMES DU CONTRÔLE SOCIAL :

Citoyens sous surveillance. Aux bons soins d'une société sécuritaire.

- Travaillez ! On vous regarde. - Maîtriser l'informatisation.

- L'idéologie de la croissance et ses rêves boiteux.

- Délires d'autodéfense à Los Angeles. - Ces gènes indésirables.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

20 F

مكتبة من الأمل

CHRONOLOGIE

Avril 1994 dans le monde

Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

INTERNATIONAL

4. - **CORÉE DU NORD** : Pyongyang rejette l'appel lancé le 31 mars par le Conseil de sécurité de l'ONU sur l'ouverture de ses sites nucléaires aux inspections de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) (5, 9, 15, 19, 30).
6. - **PROCHE-ORIENT** : En représailles à la tuerie d'Hébron du 25 février, Hamas revendique l'attentat à la voiture piégée d'Afula en Galilée, qui fait sept morts et dix-blessés. Le 7, Israël boucle les territoires occupés pour une semaine. Le 11, le couvre-feu est levé dans le centre d'Hébron où arrivent les premiers observateurs internationaux. Le 13, le mouvement islamiste Hamas revendique l'attentat à la bombe d'Hadera (six morts et vingt et un blessés). Le même jour, Itzhak Rabin, le premier ministre israélien, se déclare prêt à démanteler des implantations juives dans les territoires occupés en cas d'accord définitif avec l'OLP (7 au 9, 10-11, 14, 15, 16).
7-10. - **FRANCE-CHINE** : La visite d'Edouard Balladur en Chine est marquée par des désaccords et incidents concernant les droits de

l'homme. Après le placement en résidence surveillée, le 5, de Wei Jingsheng, le dissident Xu Wenli est interpellé à Pékin le 7 (il sera relâché le 12). Le 8, trois autres dissidents sont mis sous surveillance à Shanghai (3-4, 6 au 9, 10-11, 12 au 14).
8. - **VATICAN** : Le synode des évêques d'Afrique se tient jusqu'au 8 mai à Rome sur le thème de l'évangélisation du continent noir (9, 12, 26).
10. - **ALBANIE-GRÈCE** : Le meurtre de deux militaires albanais par un commando venu de Grèce, lors de l'attaque d'une caserne albanaise frontalière, provoque une crise entre les deux pays (14).
11. - **ALGÉRIE** : Sifi Mokdad, un technocrate, succède à la tête du gouvernement à Redha Malek, écarté par le président Liamine Zeroual et l'armée en raison de son hostilité au dialogue avec les héritiers du Front islamique du salut (FIS) (7, 8, 9, 10-11, 13, 15, 17-18).
14. - **ÉTATS-UNIS-IRAK** : Deux F-15 américains abattent par erreur, dans la zone d'exclusion aérienne établie en Irak au nord du 36° parallèle, deux hélicoptères

américains transportant vingt-deux militaires alliés et quatre Kurdes, qui sont tous tués (16, 17-18).
15. - **RUSSIE-URSS** : Les présidents russe Boris Eltsine et ukrainien Léonid Kravtchouk concluent un nouvel accord donnant à la Russie de 80 à 85 % de la flotte de la mer Noire, mais des difficultés d'interprétation surgissent aussitôt. Le 10, les premières élections législatives en Ukraine avaient donné une majorité aux anciens communistes (9, 12, 17-18, 24-25).
15. - **GATT** : Les ministres du commerce de plus de 120 pays réunis à Marrakech depuis le 12 signent l'acte final du cycle de l'Uruguay dans le cadre du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) au terme de sept ans de négociations entamées à Punta-del-Este (Uruguay). Les accords transforment le GATT en une Organisation mondiale du commerce (OMC) qui sera constituée entre janvier et juillet 1995 (6, 9, 12 au 16, 17-18).
16. - **ITALIE** : Après la victoire de Silvio Berlusconi, fondateur de Forza Italia, aux élections législatives de mars, Irene Pivetti (Ligue du Nord) est élue à la présidence de la Chambre des députés et Carlo Scognamiglio à la présidence du Sénat (3-4, 6, 7, 12, 14, 16, 17-18, 19, 21, 26).
18. - **CORÉE DU SUD** : Le consortium franco-britannique GEC-Alsthom enlève à son rival allemand Siemens le contrat de 12 milliards de francs, qui sera signé en mai, pour la construction du TGV sud-coréen entre Séoul et Pusan (19, 20).
21. - **PROCHE-ORIENT** : Itzhak Rabin se dit prêt, « pour prix de la paix avec la Syrie », à évacuer des colonies juives sur le Golan (21, 23, 26).
22. - **ÉTATS-UNIS** : Mort de Richard Nixon, trente-deuxième président américain, républicain, démissionnaire en 1974 à la suite du scandale du Watergate (24-25, 26, 29).
24. - **SALVADOR** : Le candidat de la droite Armando Calderon Sol remporte l'élection présidentielle

avec 66 % des suffrages exprimés, contre 33 % à Ruben Zamora, (gauche) (26).
25. - **JAPON** : Après la démission, le 8, du premier ministre Morihiro Hosokawa, à la suite d'un scandale financier, le Parlement nomme Tsutomu Hata premier ministre tandis que le parti socialiste se retire de la coalition (9, 10-11, 12, 23, 27, 29).
25. - **ASIE CENTRALE** : François Mitterrand est le premier chef

d'Etat occidental à se rendre en Ouzbékistan et au Turkménistan (26, 27, 29).
26. - **SCIENCE** : Selon le *New York Times*, une équipe internationale du Fermi-Lab (Chicago) aurait mis en évidence le sixième quark, la dernière des douze particules élémentaires permettant de décrire l'Univers (27).
26. - **ACCIDENT AÉRIEN** : Deux cent soixante-deux personnes périssent dans l'accident de l'Airbus A-300-600 de la compagnie thaïlandaise China Airlines qui s'écrase à Nagoya, au Japon (28).
26. - **ITALIE** : Alors que des centaines de milliers de personnes ont commémoré, le 25 à Milan, la chute du fascisme, le président de la République Oscar Luigi Scalfaro, chargé Silvio Berlusconi de former le gouvernement. Le patron de la Fininvest, deuxième groupe privé italien, s'engage à moraliser la politique et à libéraliser l'économie (27, 29, 30, 2/V).
28. - **RUSSIE** : Boris Eltsine, les présidents des deux Chambres et

une série de dirigeants politiques concluent au Kremlin un « pacte d'entente civile », qui écarte notamment toute élection présidentielle anticipée jusqu'à 1996 (29).
28. - **PROCHE-ORIENT** : A l'issue des entretiens entre Shimon Pérès et Yasser Arafat au Caire, le président égyptien Hosni Moubarak annonce que l'accord sur la mise en application de l'autonomie palestinienne à Gaza et Jéricho sera signé le 4 mai au Caire par Itzhak Rabin et Yasser Arafat. Le 29, Israël et l'OLP concluent à Paris un accord sur leurs relations économiques (30, 2/V).

Horreur au Rwanda

Le 6, le président rwandais Juvénal Habyarimana et son homologue burundais, Cyprien Ntaryamira, tous deux hutus, sont tués, leur avion ayant été abattu au dessus de l'aéroport de Kigali, la capitale du Rwanda. Cet attentat provoque la riposte de la garde présidentielle, majoritairement composée de hutus, qui tue, le 7, à Kigali dix « casques bleus » belges de la Mission des Nations unies d'assistance au Rwanda (MINUAR) ainsi que le premier ministre, Agathe Uwilingiyimana.
Les rebelles du Front patriotique (FPR, minorité tutsie) et l'armée, dominée par la majorité hutus, se battent pour le contrôle de la capitale de l'ancienne colonie belge, et massacrent des milliers de personnes. Dans la nuit du 8 au 9, la formation d'un gouvernement opposé au partage du pouvoir avec les Tutsis et la nomination d'un président intérimaire, Théodore Sindikubwabo, proche du défunt, sont rejetés par le Front patriotique rwandais.
Le 11, les 585 ressortissants français sont évacués de Kigali. Le 21, l'ONU réduit sa présence à Kigali au minimum (270 hommes). Le 30, à l'appel de Boutros Boutros-Ghali, qui estime à 200 000 le nombre de morts, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte une déclaration condamnant les massacres de civils qui se sont déroulés dans tout le pays (6, 8, 9, 11 au 16, 18 au 23, 25 au 30, 2/V).

Drame à Gorazde

Poursuivant leur politique de « purification ethnique », notamment à Prijedor et Banja-Luka, au nord de la Bosnie, les Serbes bombardent depuis le 29 mars l'enclave musulmane de Gorazde, à l'est. Le 10, deux F-16 américains de l'OTAN, s'appuyant sur la résolution 836 du Conseil de sécurité de l'ONU du 4 juin 1993 décrétant « zones de sécurité » Sarajevo, Srebrenica, Zepa, Tuzla, Gorazde et Bihac, attaquent des positions serbes à Gorazde. Ce raid - suivi d'un deuxième le 11 - est la première intervention de l'OTAN contre une cible au sol en Bosnie. Le 11, en représailles, les Serbes bosniaques ferment les accès à Sarajevo et rompent tout contact avec la FORPRONU.
Le 17, les chars serbes entrent à Gorazde malgré un accord de cessez-le-feu négocié, le même jour, à Païe, entre Yasuaki Akashi, représentant de l'ONU en Bosnie, le dirigeant serbe Radovan Karadzic et l'ambassadeur russe Vitali Tchoukine. Le 18, le général Michael Ross, commandant des « casques bleus » en Bos-

nie, admet l'échec des Nations unies. Les Serbes continuent de bombarder l'enclave le 20.
Le 22, le Conseil de sécurité de l'ONU exige le retrait des forces serbes de Gorazde. Le même jour, l'OTAN, approuvé par la Russie, somme les Serbes de retirer leurs armes lourdes à 20 kilomètres et d'accepter l'entrée de la FORPRONU dans la ville avant le 27 avril à 2 heures du matin. Le 21, François Mitterrand, Boris Eltsine et Bill Clinton conviennent d'un sommet sur la Bosnie réunissant l'Europe, les Etats-Unis, la Russie et l'ONU.
Le 22, les Serbes de Bosnie acceptent l'ultimatum et commencent à retirer leurs armes. Le 24, 500 « casques bleus » se déploient dans la ville. Le 27, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution 914 autorisant le déploiement de 6 500 « casques bleus » supplémentaires en Bosnie-Herzégovine, ce qui porte le total à 44 870 dans l'ex-Yugoslavie dont 17 000 en Bosnie. (3-4, 5 au 9, 10-11, 12 au 16, 17-18, 19 au 22, 23, 24-25, 26 au 30, 11/V).

Les premières élections multiraciales au pays de l'apartheid

A l'approche du tournant historique que constitue le premier scrutin ouvert à toute la population, les partisans de l'ANC (Congrès national africain) de Nelson Mandela s'affrontent aux conservateurs noirs du parti Inkatha, à dominante zouloue, dirigé par Mangosuthu Buthe. Le 19, après une rencontre à Pretoria avec le président Frederik De Klerk et Nelson Mandela, l'Inkatha renonce à boycotter les élections. Le 23, le général Constand Viljoen, chef du Front de la liberté (FF), né d'une scission au sein du Front du peuple africain (AFP, extrême droite blanche), le gouvernement et l'ANC s'accordent pour créer un Conseil du peuple africain et poursuivre des discussions sur l'autodétermination des Africains.
Du 24 au 27, des attentats attribués à l'extrême droite

blanche se multiplient à Johannesburg et ailleurs dans le pays, faisant au total vingt et un morts.
Les élections se déroulent du 26 au 28 et sont prolongées le 29 dans les six foyers bantous en présence de trois mille observateurs des Nations unies. Sur un total de 22,7 millions d'électeurs, plus de seize millions de Noirs votent pour la première fois de leur vie. Le scrutin a lieu à la proportionnelle intégrale pour le Sénat, l'Assemblée nationale et les Parlements des neuf nouvelles provinces. Vingt-sept partis se présentent au niveau national et régional, dont le Congrès national africain (ANC) de Nelson Mandela et le Parti national (NP) du président sortant, Frederik De Klerk. Les premiers résultats donnent la victoire à l'ANC (19 au 23, 24-25, 26 au 30, 11/V).

FRANCE

1. - **Conseils généraux** : Les conseils généraux renouvelés les 20 et 27 mars procèdent à l'élection de leurs présidents. Sur les 95 conseils, généraux de métropole, l'UDF en détient 43 contre 45 précédemment; le RPR, hors Paris, 28 au lieu de 26; le PS 13 contre 12. Le RPR prend à l'UDF les Yvelines (Franc Borotra élu), la Loire-Atlantique (Luc Dejoie) et le Loiret (Eric Dollé). L'UDF enlève au RPR la présidence de la Loire (Pascal Clément UDF-PR). La gauche, qui conserve la Gironde et la Nièvre, conquiert la Dordogne et la Réunion. L'UDF reprend Saint-Pierre-et-Miquelon au PS (2, 3-4, 5).
1. - **Voile** : Le Néo-Zélandais Peter Blake bat le record du tour du monde à la voile établi le 20 avril 1993 par Bruno Peyron (2).
5. - **Jean-Marie Cavada** président de la « future chaîne du savoir, de la

formation et de l'emploi », qui entrera en décembre 1994 (6, 10-11).
5. - **Emploi** : La session parlementaire de printemps s'ouvre sur l'emploi. Les groupes PS et PC de l'Assemblée nationale et cinq membres du groupe République et Liberté (RL) déposent, le 7, une motion de censure contre la politique de l'emploi d'Edouard Balladur, qui est repoussée (6, 7, 15).
5. - **Elections européennes** du 12 juin 1994 : Le bureau politique de l'UDF désigne Dominique Baudis, député de la Haute-Garonne, maire de Toulouse et président ex-officio du CDS comme candidat à la direction de la liste commune UDF-RPR aux élections, par 18 voix contre 15 à Jean-François Deniau (UDF-PR). Alors que le bureau politique du RPR approuve ce choix, le 7, le Parti républicain

menace de quitter le groupe UDF de l'Assemblée nationale pour y créer un groupe indépendant. Le 7, le PCF désigne Francis Wurtz comme tête de liste. Le 8, le MRG entérine le choix de Bernard Tapie pour conduire de la sieste (6 au 9, 10-11, 12, 17-18, 19, 20, 23).
6. - **Gaston Fiesse**, président du gouvernement territorial de Polynésie française et député RPR, est mis en examen pour corruption passive, complicité de tenue illégale de maison de jeux et recel (12, 13, 24-25).
6. - **PCF** : Robert Hue, secrétaire national du PCF, propose, devant le comité national, aux forces de gauche et aux écologistes l'élaboration d'un « pacte unitaire pour le progrès » (PUP) (7, 8, 15, 26, 27).
7. - **Sida** : Pour la première fois, l'ensemble des chaînes télévisées diffusent un programme unique en soirée, « Tous contre le sida », destiné à recueillir des fonds en faveur de la recherche et à favoriser l'information et la prévention contre la maladie, 200 millions de francs sont recueillis. Le rapport de l'Académie nationale de médecine ouvre un débat sur le secret médical vis-à-vis des partenaires de séropositifs (7 au 9, 12, 17-18, 24-25).
7. - **François de Grossouvre**, chargé de mission auprès du président de la République de 1981 à 1985 et président du comité des chasses présidentielles depuis 1981, se donne la mort dans son bureau à l'Elysée (9, 10-11, 12, 13, 17-18, 23).
11. - **Air France** : Les 39 956 salariés de la compagnie approuvent à 81,26 %, lors d'un référendum organisé par le président d'Air France, son plan de redressement, qui prévoit 5 000 suppressions de postes sans licenciement et le gel des salaires pendant trois ans (9, 12 au 14, 17-18).
12. - **Elections législatives** de 1993 : La commission nationale des comptes de campagne et des financements publics au Journal officiel, les comptes de campagne (publication simplifiée) pour les élections législatives de 1993 : les candidats de droite ont bénéficié plus largement que les autres de l'aide des entreprises (17-18, 21).
12. - **Radio** : Le lancement à Paris, en première mondiale, d'un « bouquet » de dix programmes en

système de radiodiffusion audio-numérique (DAB), sur une seule fréquence, révolutionne l'écoute de la radio (13).
13. - **Aménagement du territoire** : Le « document d'étape » du gouvernement préconise notamment une réforme de la fiscalité locale et le développement du référendum d'initiative populaire (14, 15).
13. - **Elections municipales** : Le conseil des ministres approuve leur report de mars à juin 1995 en raison de l'élection présidentielle d'avril 1995 (15).
14. - **Quinquennat présidentiel** : En déclarant à Aurillac que la « réforme inachevée » du quinquennat de Georges Pompidou « garde toute son utilité », Edouard Balladur relance le débat sur la réforme du mandat présidentiel prônée par Valéry Giscard d'Estaing, le 17, dans le *Journal du dimanche*, puis dans le *Monde* du 21 (16, 18, 19, 21).
17. - **Elections européennes** du 12 juin : La convention nationale du PS réunit les 16 et 17 à la Défense donne le coup d'envoi de la campagne des socialistes en approuvant, le 17, la liste des candidats conduite par Michel Rocard, qui respecte la parité hommes-femmes. Hélène Carrère d'Encausse accepte la deuxième position sur la liste de la majorité. Le 26, Jean-Marie Le Pen rend publique la liste du Front national (19, 28, 11/V).
18. - **Charles Pasqua** : Son entretien au *Figaro*, critiquant une tendance de « certains juges de créer une jurisprudence contraire à la loi en matière d'immigration », après la décision, le 6, du tribunal administratif de Lyon de suspendre l'arrêt d'expulsion des jeunes Algériens, Abdelhakim Youbi et Mouloud Madaci, rentrés en France, respectivement le 9 et le 11, provoque une controverse avec Pierre Méhaignerie, garde des sceaux (7, 8, 12, 13, 20, 26, 27).
19. - **Enseignement** : Selon le rapport de la commission nationale d'évaluation et de proposition pour la sécurité des établissements scolaires, présidé par Jean-Marie Schliet, député (UDF) de Meurthe-et-Moselle, 7 % des lycées et collèges sont non conformes aux normes de sécurité (20).
20. - **Armée** : Le projet de loi de

programmation militaire présenté au conseil des ministres prévoit de consacrer, entre 1995 et l'an 2000, quelque 613 milliards de francs à l'équipement des armées (21, 29).
21. - **Edouard Balladur** répond, en direct sur TF 1, aux questions d'un panel de Français sélectionnés par la SOFRES : il annonce des mesures pour relancer la consommation, lance l'idée d'une extension du champ du référendum aux choix de société et annonce la tenue d'états généraux de la jeunesse (21, 23, 24-25).
22. - **Olympique de Marseille** : Dans l'affaire de tentative de corruption du match Valenciennes-OM, le conseil fédéral de la Fédération française de football rétrograde le club phocéen en deuxième division. Bernard Tapie, sommé de quitter la présidence du club, est interdit de fonction officielle dans le football français. Jean-Pierre Bernès, ancien directeur général, est radié à vie (21, 24-25, 27, 29).
26. - **UAP** : La privatisation de la première compagnie d'assurances

française débute au prix de 152 francs l'action (13, 27, 29).
26. - **Gérard Longuet** : Selon *Libération*, le juge Renaud Van Ruymbeke a délivré deux commissions rogatoires, l'une visant à déterminer la provenance des fonds d'une société de communication, l'autre 55, créée par M. Longuet, l'autre sur le financement de l'achat de sa villa (27, 28, 30).
28. - **Crédit lyonnais** : Après la mise en cause de la gestion de Jean-Yves Haberer à la tête du Crédit lyonnais entre 1988 et 1993, l'Assemblée nationale adopte à l'unanimité la proposition de résolution créant une commission parlementaire d'enquête (7, 12, 14, 16, 22, 30).
29. - **SNCF** : Jean Berguignon, directeur général d'EDF, succède à Jacques Fournier à la présidence de la SNCF (28, 29, 11/V).
29. - **Chômages** : En mars, le nombre de demandeurs d'emploi en données corrigées est de 3 320 900, soit une hausse du chômage de 0,3 % en un mois (8,2 % en un an) (30).

CULTURE

1. - **Mort de Robert Doisneau**, né en 1912, le plus célèbre photographe français, « humaniste, réaliste-populaire », chanteur de Paris, immortalisé par le *Baiser de l'hôtel de ville* (3-4).
8. - **Chapelle Sixtine** : Quatre ans après le début de la restauration de la chapelle Sixtine, le *Jugement dernier*, la fresque de Michel-Ange peinte de 1536 à 1541, est dévoilée (10-11).
8. - **Kurt Cobain**, chanteur et guitariste du groupe de rock américain Nirvana, se donne la mort (10-11).
13. - **Mort de Claude Heymann**, cinéaste, né en 1907, assistant de Claude Renoir et de Luis Bunnell (20).
20. - **Mort de Jean Carmet**, comédien, né en 1921, acteur fétiche de Michel Audiard et Yves Robert (22).
20. - **Mort de Fernand Lumbroso**, directeur artistique du Théâtre Mogador (23).

22. - **Albert Camus** : trente-quatre ans après la mort d'Albert Camus, le 4 janvier 1960, un manuscrit inédit du Prix Nobel de littérature, le *Premier Homme*, inachevé, est édité grâce à sa fille Catherine (16).
23. - **Expositions** : « Impressionnisme, les origines 1859-1869 » : jusqu'au 8 août au Grand Palais, et *Art/Pays-Bas* : « La beauté exacte » du symbolisme à De Stijl, avec rétrospective de Piet Mondrian et les réalistes de l'entre-deux-guerres, au Centre Georges-Pompidou (21, 24-25).
24. - **Mort de Albiro e Boetti**, artiste italien du mouvement Arte Povera (27).
28. - **Nomination** : Stéphane Lissner, nommé directeur général de l'Orchestre de Paris en remplacement de Pierre Vostinsky décédé, conserve la direction du Châtelet (30).

La condamnation de Paul Touvier et les responsabilités du régime de Vichy

Le procès de Paul Touvier, l'ancien chef du deuxième service de renseignements de la Milice lyonnaise, commence le 17 mars à Versailles devant la cour d'assises des Yvelines. Après l'examen des faits, les dépositions des témoins des parties civiles et de la défense, l'avocat général, Hubert de Touzalin, requiert, le 18 avril, la réclusion criminelle à perpétuité. Le 19, M. Jacques Trépolet de Villers, défenseur de l'ancien milicien, plaide l'acquiescement.
Le 20, Paul Touvier, déclaré coupable de complicité dans l'assassinat de sept otages juifs fusillés à Rillieux-la-Pape, le 29 juin 1944, en représailles à l'exécution de Philippe Henriot, secrétaire d'Etat à l'Information et à la propagande du régime de Vichy, est condamné à la réclusion à perpétuité. Pour la première fois, un Français est condamné pour complicité de crimes contre l'humanité. L'ar-

cien milicien se pourvoit en cassation.
L'entretien accordé par le président de la République à l'historien Olivier Wievorka pour son livre *Nous entrerons dans la carrière, de la Résistance à l'exercice du pouvoir*, publié durant le procès, suscite une controverse. François Mitterrand, au nom de la réconciliation nationale, appelle de manière générale à l'oubli dans des termes similaires à ceux de Georges Pompidou, lorsque ce dernier avait justifié, en 1972, la grâce des peines accessoiries dont il avait bénéficié Paul Touvier.
Le 24 avril, François Mitterrand inaugure à Bieu, dans l'Ain, un musée mémorial pour perpétuer le souvenir de la rafle, dirigée par Klaus Barbie, le 6 avril 1944, de quarante-quatre enfants juifs emmenés à Auschwitz (1, 2, 4, 6 au 8, 11 au 16, 17-18, 19 au 22, 27, 30).

L'INSEE confirme la reprise de l'investissement industriel

Le moteur auxiliaire

Suite de la première page

■ UN DÉBUT DE REPRISE de l'investissement industriel en France se confirme. Selon une enquête de l'INSEE, publiée mardi 10 mai, les chefs d'entreprise prévoient d'augmenter cette année leurs investissements de 3 % en valeur par rapport en 1993, chiffre qui laisse entrevoir une croissance en volume comprise entre 1 % et 2 %, en fonction de l'évolution des prix. Succédant à trois années de forte baisse, la reprise de l'investissement, que les industriels ne jugent ni générale ni massive, serait principalement le fait des grandes entreprises et de quelques secteurs : l'automobile, les biens d'équipement professionnels et l'agroalimentaire.

■ CRÉDITS BANCAIRES. La commission mixte paritaire Assemblée nationale-Sénat devait se mettre d'accord, mardi 10 mai, sur un nouveau texte réformant la loi sur les facilités de 1985. Il devrait permettre de terme une reprise de la distribution de crédits aux PME.

Toujours moins de crédits aux entreprises

Comme il l'avait fait le 17 novembre 1993, le premier ministre va recevoir dans les prochains jours les présidents des principales banques françaises. Édouard Balladur va de nouveau tenter de convaincre les banquiers de faciliter l'accès au crédit des PME. Annonçant le 4 mai cette rencontre, le ministre du budget, Nicolas Sarkozy, s'inscrivait de l'attitude des banques : « Nous ne voulons pas de bonbons, mais il ne faut pas faire payer le crédit, hier facile, sur l'immobilier, par un crédit trop cher aux entreprises qui en ont besoin aujourd'hui ».

En fait, la baisse des taux - plus ou moins bien répercutée - n'a pas modifié d'un iota les conditions d'accès au crédit des entreprises. Le problème est d'une autre nature. La fameuse frémissement de la conjoncture n'a aucune influence sur les prêts aux entreprises. La distribution de crédit a même continué à chuter depuis le début de l'année. Selon les derniers chiffres de l'AFB (Association française des banques), l'encours de crédit aux entreprises a diminué de 8,3 % en mars 1994 par rapport à mars 1993. Les prêts d'équipement ont baissé de 5 % et ceux de trésorerie de 9,5 %. Des chiffres qui sont dans le droit sillon de ceux de janvier et de février avec des baisses respectives de 8,7 % et de 8 %.

Cette situation s'explique à la fois par le fameux frémissement conjoncturel et par l'attitude des réseaux bancaires. Les deux tiers des entreprises françaises qui n'ont pas de problèmes de trésorerie ont vu leur situation s'améliorer encore et ont encore moins recours au crédit. Le début de reprise a notamment eu pour conséquence de réduire les stocks. Par ailleurs, les plus grandes entreprises ont depuis plusieurs mois multiplié les émissions d'actions et d'obligations. Enfin, pour les PME, la disparition du décalage d'un mois dans le remboursement de la TVA a permis de récupérer 45 milliards de francs.

Reste la situation difficile du tiers des entreprises qui ont des problèmes de trésorerie et qui sont aujourd'hui dans l'incapacité d'accompagner la reprise. Elles se heurtent à des réseaux bancaires traumatisés par les pertes des dernières années. Le « risque PME » a coûté 50 milliards de francs aux banques liées à l'AFB en 1992 et 1993.

Une petite lueur d'espoir vient tout de même de la réforme de la loi sur les facilités de 1985, qui réduisait à peu de choses les garanties bancaires et a beaucoup contribué à l'extrême « frilosité » des banques. Le nouveau texte devait servir mardi 10 mai de la commission mixte paritaire Assemblée nationale-Sénat. Il rétablirait pour une bonne part les sûretés réclamées par les créanciers. Mais la plupart des banquiers semblent peu optimistes sur une reprise rapide de la distribution de crédit.

E. L.

Devenue par la suite évidente - du fait notamment du boom de la construction de logements -, l'amélioration fut qualifiée de reprise lente et fragile. On sait maintenant ce qu'il en est : les dépenses d'investissement privées - qui furent le véritable moteur de la reprise - ont progressé de 17 % au cours des deux dernières années, provoquant une croissance si forte et si rapide depuis l'automne 1993 que les marchés s'effrayent maintenant des risques d'un retour de l'inflation.

Notre économie est certes bien différente de l'économie américaine et ce qui s'est passé outre-Atlantique - en matière de reprise s'entend - ne va pas nécessairement se reproduire à l'identique en France. On peut cependant se demander si les cycles économiques qui voient alterner phases descendantes (ralentissement puis récession) et phases montantes (reprise puis croissance) ne sont pas en train de s'épanouir en Europe, en France en particulier, comme ils se sont épanouis depuis longtemps aux États-Unis et en Grande-Bretagne. La question vaut d'être posée car s'il en était bien ainsi, du fait notamment de la concurrence internationale qui a tendance à rendre de plus en plus homogènes les pratiques commerciales et financières (développement, désengagement...), l'investissement varierait de plus en plus fortement au fil des années comme cela semble se produire depuis 1975. A la très forte baisse des dépenses d'équipement en France durant la période 1991-1993 pourrait succéder une reprise, peu perceptible cette année, mais spectaculaire à partir de 1995, des taux de progression de l'ordre de 10 % apparaissant alors possibles.

Des dépenses d'investissement qu'engageront les sociétés cette année et en 1995 dépendra beaucoup le vigueur de la croissance économique. On a tendance à sous-estimer le rôle de l'accumulation du capital comme facteur de croissance, parce que l'investissement ne représente que 24 % du PIB (produit intérieur brut) et même 13 % si l'on s'en tient aux seules dépenses d'équipement des entreprises. À contrario, la consommation des ménages représente quelque 70 % du PIB, les hauts et les bas de la conjoncture dépendraient presque complètement des dépenses des familles.

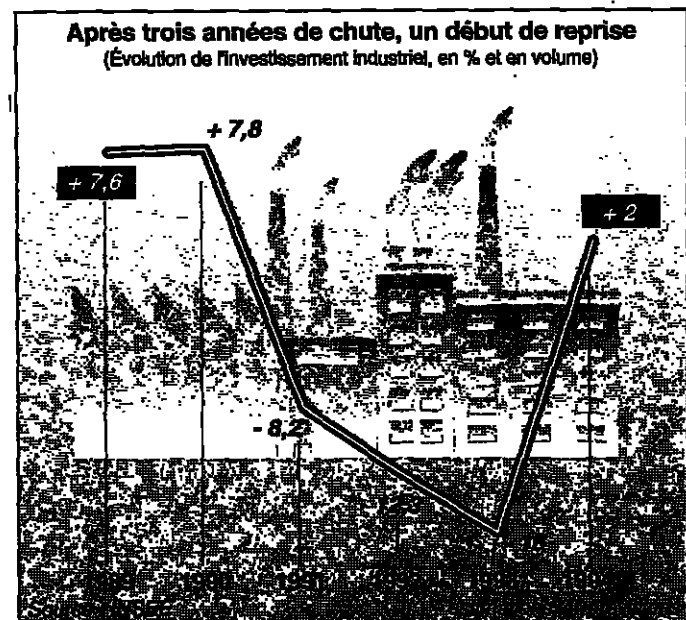
La réalité est tout de même différente, l'investissement influençant aussi de façon déterminante la

A plus long terme, l'investissement accroît les capacités de production : c'est sa seconde fonction, celle qui concerne l'offre. Une offre renforcée et modernisée qui permettra à la croissance en train de redémarrer de se poursuivre sans buter rapidement sur des goulots d'étranglement, comme cela était sur le point d'arriver à la fin du cycle précédent, c'est-à-dire en 1989, époque où des tensions inflationnistes réappaaraissent.

Ce risque existe-t-il ? Chaque année, entre 3,5 % et 4 % des équipements sont déclassés soit parce qu'ils sont trop vieux, soit parce que le progrès technique les rend inutilisables ou non rentables. Largement engagée dans la compétition internationale, l'économie française augmente régulièrement son stock de capital, les investissements nouveaux dépassant les déclassements. Mais cette progression n'a cessé de se ralentir depuis les années 70 : alors qu'elle avait été, en moyenne annuelle, de 4,2 % entre 1970 et 1984, l'augmentation du stock de capital n'a plus été que de 2,7 % entre 1985 et 1990 pour revenir cette année à un creux historique (entre +1 % et +2 %). Certains calculs tendent à montrer que le capital ne serait même plus complètement renouvelé. Calculs qui, pour être fragiles, amènent néanmoins à s'interroger sur la possibilité pour l'économie française de retrouver durablement des taux de croissance de la production nationale de 3 % l'an si l'investissement ne repart pas rapidement et fortement.

Les carnets de commandes se regarnissent

Le danger d'un blocage de la croissance par insuffisance de capital - le « mur » - n'est évidemment pas pour demain. Les capacités de production sont si faiblement utilisées (81,4 % en avril) qu'il faut remonter vingt ans en arrière, à la crise économique qui suivit le premier choc pétrolier, pour retrouver un taux aussi bas. De même, la durée d'utilisation des équipements n'est-elle sensiblement baissée : moins de quarante-huit heures, par semaine l'année dernière contre quarante-neuf heures en 1990-1991 et cinquante-deux heures jusqu'au premier choc pétrolier. Si la croissance s'accélérait, notre économie aurait les moyens de répondre à une augmentation de la demande en allongeant la durée d'utilisation des équipements, nettement plus faible qu'à l'étranger - qu'en Allemagne et aux États-Unis notamment.



Les industries de biens d'équipement professionnels, de l'automobile et des biens intermédiaires (papier, matériaux de construction) ont été les plus touchées par la chute des investissements en 1993. Avec l'agroalimentaire, ce sont celles qui prévoient de relancer leurs investissements en 1994.

Il serait également possible d'utiliser pleinement nos capacités de production, comme cela avait été le cas en 1989 avec un taux de 89 % voisin d'une situation de surchauffe.

A première vue, l'économie française a donc des marges de manœuvre. Les carnets de commandes ont commencé de se regarnir : rapidement pour les biens intermédiaires, plus doucement pour les biens d'équipement. C'est un signe qui trompe rarement. Et les capacités de production inemployées, pourraient se révéler à l'usage moins importantes que ne le laissent paraître les enquêtes. Une chose est sûre : le taux d'investissement (rapport de l'investissement à la valeur ajoutée) est revenu en 1993 à l'un des niveaux les plus bas que l'on ait connus, inférieur à 15 %. Il était de 20 % en 1970 et encore de 17,7 % en 1990.

Si les capacités de production de notre appareil industriel se révé-

laient insuffisantes, plusieurs années de forte progression de l'investissement seraient nécessaires pour nous redonner de l'aisance et éviter de recourir massivement aux achats à l'étranger. Pour éviter aussi de créer de fortes tensions sur les prix qui conduiraient la Banque de France à relever les taux d'intérêt à court terme. Certes, nous n'en sommes pas là mais un chiffre doit être médité : une hausse de 1 point du taux de croissance, nécessiterait une progression de 15 points des dépenses d'investissement. Un effort considérable et probablement nécessaire que les chefs d'entreprise ont intérêt à ne pas retarder.

La reprise de l'investissement est largement dépendante de la demande, qui joue comme phénomène déclencheur : demande des ménages, des entreprises, de l'État. Une demande qui s'est améliorée, d'abord en provenance de l'étranger, puis, plus récemment, du marché intérieur. Une autre condition essentielle de la reprise semble éga-

Un redémarrage ni général ni fort

Une certaine reprise est à portée de main. Nombreux sont les patrons, désormais, qui le disent. « Parce qu'il y a un certain restockage des entreprises ; parce que la prime Balladur d'automobiles ; parce que les firmes américaines, recentrées sur leur pays en plein essor, se sont retirées des autres marchés », résume Jean-Louis Beffa, PDG du groupe Saint-Gobain.

Palpable dans les biens intermédiaires (comme le verre ou le papier), perceptible déjà sur certains prix, créant ici ou là d'étonnantes pénuries (de certains tissus, par exemple), cette

technique et heures supplémentaires.

A son tour, donc, Clemessy a défini sa propre politique d'investissement avec la plus extrême prudence. « En 1994, pour la première fois depuis deux ans, notre programme de dépenses prévoit une augmentation. Toutefois, sur les premiers mois de l'année, nous sommes au-dessous des objectifs fixés. » L'équipementier automobile Epeca. Bertrand Faure confirme : « Nous avons investi 374 millions de francs en 1992, puis en 1993. Notre effort ne sera pas sensiblement différent cette année. » Le vrai rendez-vous, donc est pour 1995. L'année sur laquelle tous les espoirs sont fondés.

Les espoirs ? L'histoire, dit-on, ne se répète pas. Et nombre de chefs d'entreprise sont convaincus que, reprise ou pas, les choses, jamais, ne seront comme avant. Et que le milieu des années 90 ne ressemblera pas à la fin de la décennie précédente. La crise n'aura pas été qu'une parenthèse. C'est le cas, par exemple, dans l'industrie papetière « qui a rattrapé à la fin des années 80 vingt-cinq ans de retard », explique François Blondot, PDG du groupe La Rochette.

D'abord, se refaire une santé

Équipés de machines flamboyantes mais éreintées par la crise - les pertes des papeteries ont dépassé, l'an dernier, 4,4 milliards de francs pour 30 milliards de chiffre d'affaires -, cette industrie va d'abord chercher à se refaire une santé. « Dans un secteur mondialisé comme le nôtre, ajoute M. Blondot, où l'on utilise les mêmes machines pour transformer la même pâte achetée au même prix, la reprise de l'investissement sera très faible dans les pays à monnaie forte. »

Autres causes, mêmes effets, dans le textile ou la chimie lourde en Europe. Conséquence de l'accord de Maastricht dans le commerce international : entre le tiers et la moitié des investissements de la profession se feront en Asie du Sud-Est, souligne M. Charlier. L'outil, en France ou en Europe, sera entretenu, maintenu à niveau. Mais les nouvelles capacités de production s'installeront là où seront les marchés. « Là, aussi, où les contraintes réglementaires et environnementales seront les plus faibles, ajoute un spécialiste de l'industrie chimique. Quel intérêt y a-t-il désormais à créer une usine de polyester en Europe ? »

Les délocalisations, heureusement, ne concernent pas tous les secteurs. Et nombre d'industriels assurent que, à l'avenir, la reprise de l'investissement se partagera harmonieusement entre marché national (ou européen) et marchés à conquérir. Le principal changement est donc ailleurs. Il est, sans doute, dans cette remarque de Julien Charlier : « Nous avons beaucoup trop investi dans les années de croissance. Avec la crise, nous sommes revenus à un ratio normal - 2,5 % du chiffre d'affaires - pour une entreprise textile. »

Jean-Louis Beffa ne dit pas autre chose. « Saint-Gobain a toujours maintenu un certain niveau d'investissement, équivalent à 6 % de son chiffre d'affaires, hors grandes acquisitions ou lancements de produits nouveaux. » Pendant les années de crise, les patrons n'ont donc pas le sentiment d'avoir sacrifié l'avenir. Certains estiment même avoir appris, sous l'empire de la nécessité, à investir mieux. À investir à bon escient. À investir moins cher. On ne voit pas, dans ce cas, ce qui pourrait les conduire à renouer à cette sagesse nouvelle. Sans reprise durable et forte. Mais qui songe sérieusement à un retour aux « Trente glorieuses » ?

PIERRE-ANGEL GAY et CAROLINE MONNOT



lement satisfaisante : celle de la situation financière des entreprises, meilleure - peut-être même bien meilleure - que la gravité de la récession ne le laisse supposer. Les entreprises ont comprimé leurs dépenses salariales, bénéficié de la baisse des taux d'intérêt et, au total, peu dépensé. Le taux de marge des sociétés (1) aurait légèrement baissé en 1993, de même que le taux d'épargne (2). Mais le second se retrouve, avec 17,5 %, au même niveau moyen qu'au cours des trois années 1990-1991-1992. Et les analyses de la Caisse des dépôts et consignations prévoient pour cette année une spectaculaire remontée du taux d'épargne, qui dépasserait 19 %.

Reste le niveau élevé des taux d'intérêt à long terme. Les enquêtes faites récemment, notamment par la Banque de France, montrent que les entreprises dans leur ensemble sont assez à l'aise pour ne pas trop se soucier du coût de l'argent, autofinanciant complètement leurs dépenses d'investissement. Mais trois sujets d'inquiétude viennent d'apparaître.

Le premier concerne les petites et moyennes entreprises, beaucoup plus dépendantes du crédit que les grandes firmes et souvent dans une situation difficile. Le deuxième concerne le jugement porté par les firmes sur leur situation d'endettement, une situation peu claire (3) puisque les chiffres font apparaître au niveau financier une forte montée de l'endettement net des sociétés, difficilement conciliable avec le fait que les entreprises - en 1993 comme en 1992 - sont globalement devenues prêteuses.

Troisième sujet d'inquiétude, et non des moindres : le désordre des marchés financiers, qui se traduit par une remontée injustifiée des taux d'intérêt à long terme en Europe. Déjà à l'automne 1987, un krach boursier de grande ampleur avait failli stopper la forte reprise économique en cours, une reprise bien « accrochée » qui avait résisté à la poursuite et s'était trouvée confortée par des politiques monétaires bienveillantes. Ce serait un étrange paradoxe de voir des marchés déréglés gaspiller les chances d'une reprise qui s'annonce prometteuse.

ALAIN VERNHOLLES

(1) Le taux de marge des sociétés est le rapport de l'EBE (excédent brut d'exploitation) à la valeur ajoutée. L'EBE est ce qui reste aux entreprises après versement des salaires, charges sociales et des impôts directement liés à la production comme la taxe professionnelle.

(2) Le taux d'épargne représente la part des profits conservée dans l'entreprise après versement des dividendes, paiement des intérêts et de l'impôt sur les sociétés.

(3) Bulletin de l'OFCE de juillet 1993 et note de conjoncture de la Caisse des dépôts et consignations (n° 1 de 1994). On lira aussi le n° 45 de la revue de l'OFCE « L'État et l'entreprise » (juillet 1993).

reprise n'est pourtant ni générale ni forte.

Ni même assurée, tant la consommation reste molle, comme le souligne Julien Charlier, PDG du groupe textile DMC : « Les ventes des grands magasins, au premier trimestre, n'ont pas été bonnes. »

Un bon baromètre

Valables pour la reprise, ces jugements le sont plus encore pour l'investissement. Rogées, les dépenses d'équipement ont, semble-t-il, atteint leur niveau d'étiage l'an passé. Depuis, la dégradation semble stoppée, comme le note une étude du Crédit national : « Les investissements physiques en France des cinquante plus grands groupes français se sont effondrés en 1993 (-15,8 %). La chute du volume d'investissements atteint désormais 30 % depuis 1990. Même si le léger redressement attendu en 1994 (+0,9 %) se concrétise, la génération d'équipements installés cette année aurait une importance un peu inférieure à celle de 1987. »

Cette prudence observée par les grands groupes est un bon baromètre. Leurs efforts impriment traditionnellement aux courbes d'investissement leur profil général. Cette retenue est confirmée par les carnets de commande des industriels de biens d'équipement.

L'investissement ? « Je ne vois rien ni de massif ni de vraiment généralisé », commente Jean-Louis de Fommervault, de la fédération des industries mécaniques. « Certes, les prises de commande se sont redressées à la fin de l'année dernière, mais grâce à la demande étrangère. La demande intérieure, elle, est restée atone jusqu'en mars. Elle semble, depuis, avoir repris ponctuellement un peu de vigueur dans les matériels pour lesquels le restockage a été particulièrement important. »

« La guerre des prix sur les machines-outils standard se poursuit », souligne-t-on chez le fabricant de commandes numériques NUM, en y voyant le signe que l'équipement n'est pas vraiment reparti. « Le secteur de l'automatisme reste très déprimé, confirme le fabricant Clemessy. Les constructeurs automobiles, gros clients, restent très réservés quant à l'évolution de leur activité. Regardez Peugeot, qui alterne chômage

50 من الأصل

ÉCONOMIE

CONJONCTURE

Sur fond de faiblesse des places boursières

La remontée des taux à long terme se poursuit aux Etats-Unis

La poursuite de la remontée des taux à long terme aux Etats-Unis a contaminé les marchés obligataires européens et déprimé les places boursières. Les marchés obligataires subissent, aux dires des professionnels, un « vrai krach larvé ». Dans le même temps, les Bourses continuent à perdre du terrain. Wall Street a abandonné, lundi 9 mai, 1,10 %, Paris a perdu 0,87 %, Francfort 0,81 % et Londres a mieux résisté en cédant 0,26 %. A l'ouverture, mardi 10 mai, Paris se reprenait très légèrement et gagnait 0,06 % après l'annonce d'une nouvelle baisse de ses primes en pensions par la Bundesbank (ramenées de 5,41 % à 5,35 %).

Lundi 9 mai, les taux à long terme ont poursuivi leur remontée inexorable aux Etats-Unis, mais à un rythme moins rapide que dans l'après-midi du vendredi 6 mai, où, à l'annonce de créations d'emplois beaucoup plus fortes que prévu, ils avaient littéralement flambé. Le rendement des obligations du Trésor américain était passé, en quelques heures, de 7,11 % à 7,35 % pour l'échéance à dix ans, et de 7,34 % à 7,54 % pour l'échéance à trente. Cette flambée était due aux nouvelles craintes d'une reprise de l'inflation suscitée par la vigueur renouvelée de l'économie américaine, dont la croissance, en rythme annuel, pourrait atteindre 6 % au second semestre 1994, après un fléchissement de 2,6 % au premier trimestre dû aux tremblements de terre de Californie et à la vague de froid.

SOCIAL

Après la remise cet été d'un rapport du Plan

M. Balladur annonce « un grand débat » sur la protection sociale

Edouard Balladur a annoncé, lundi 9 mai, un « grand débat national » sur le financement de la protection sociale à l'automne. Le premier ministre, qui s'exprimait lors de la signature d'une convention entre l'Etat et le groupe Schneider prévoyant la formation de 2 500 jeunes, a indiqué que ce débat pourrait être l'occasion de « substituer, ajouter ou remplacer partiellement » le financement actuel « assis sur les salaires » par des « modes de financement assis sur la consommation ou le revenu ».

Ce « grand débat national », prévu après la remise, cet été, d'un rapport du Plan consacré au financement des régimes sociaux, devra permettre de « prendre le temps de la concertation, du dialogue » et « d'informer pour convaincre ».

Edouard Balladur. Pour le premier ministre, la réforme du financement de la « Sécurité » n'est pas à proprement parler un sujet nouveau. Dès son arrivée à Matignon, il avait porté la contribution sociale généralisée (CSG) de 1,1 % à 2,4 %, en rendant cette revalorisation déductible du revenu imposable. En outre, il avait décidé que l'Etat prendrait en charge, sous forme d'un prêt, 110 milliards de francs représentant les « dettes » accumulées par la Sécurité sociale au 31 décembre 1993. En décembre, devant la situation très dégradée des finances du régime général (dont le déficit devrait atteindre quelque 43 milliards de francs cette année, après 57 milliards en 1993), des voix s'élevaient dans la majorité pour réclamer l'instauration d'une « TVA sociale » qui aurait l'avantage de mettre à contribution les consom-

sur le marché pour essayer de faire baisser le loyer de l'argent à très court terme qui dépasse 4 %, au-dessus donc des 3,75 % fixés. Mais il est à craindre qu'en l'absence de toute décision de leur part sur une nouvelle augmentation du taux directeur, la situation ne leur échappe sur le marché obligataire américain. La contagion s'est étendue aux marchés européens : à Francfort, le rendement des emprunts d'Etat à dix ans, est passé de 6,68 % à 6,74 %, et à Paris, il a poussé une pointe à 7,15 % avant de revenir à 7,10 %, contre 6,79 % il y a huit jours. Rappelons que ces rendements étaient retombés aux environs de 5,50 % à la mi-janvier dernier. Mardi 10 mai, la Banque fédérale d'Allemagne a abaissé à nouveau le taux de ses pensions, à court terme (Repo ramené de 5,41 % à 5,35 %).

FRANÇOIS RENARD

Immobilier : le spectre de la hausse des taux

Le taux des crédits immobiliers va-t-il remonter en France ? La hausse continue des taux obligataires dans l'Hexagone depuis plus de deux mois alimente cette crainte, au moment où le logement commence à sortir de la crise. Tout en reconnaissant que les banques sont confrontées à une remontée des taux longs, l'Association française des banques (AFB) se veut plutôt rassurante, estimant que la surchauffe outre-Atlantique sur les taux à long terme ne durera pas. Seule la persistance de ce mouvement tirera les taux immobiliers vers le haut. « Les banques n'avaient

pas répercuté les baisses précédentes, elles ont donc une marge », explique un spécialiste de l'immobilier, accréditant la thèse de l'AFB.

Un mal pourrait-il être un bien ? Paradoxalement, le spectre d'une hausse des crédits immobiliers en France pourrait avoir pour effet de... décider les acheteurs potentiels. Plus personne en effet n'espère une baisse des prix des biens immobiliers, mais certains candidats à l'achat retiennent leur décision dans l'espoir d'une très hypothétique baisse des taux.

F. V.

TRANSPORTS

Face à l'arrivée de la concurrence

Les syndicats feront grève le 17 mai pour l'autonomie d'Air Inter

La perspective de l'ouverture à la concurrence des lignes Orly-Toulouse et Orly-Marseille suscite une vive inquiétude à Air Inter. Des syndicats préconisant le rachat des parts détenues par Air France par l'Etat et l'ouverture vers l'Europe.

Tous les syndicats d'Air Inter ne sont pas d'accord sur les moyens d'assurer l'avenir de leur compagnie, mais un point fait l'unanimité : il faut « redonner à Air Inter une autonomie de gestion lui permettant de se donner les moyens de son développement ». En d'autres termes, il faut permettre à l'entreprise de s'émanciper de sa maison-mère, Air France, et de s'ouvrir vers l'Europe. Pour cela, l'inter-syndicale d'Air Inter (à l'exception de FO et du SNMSAC) « exige de la direction générale d'Air Inter, du groupe Air France et des pouvoirs publics (...) des preuves concrètes et officielles ». Elle entend marquer sa détermination par une série de manifestations, avec une journée de grève, intitulée « compagnie morte » le 17 mai, et une distribution de 100 000 tracts, mardi 10 mai, dans l'ensemble des aéroports français.

Que l'Etat rachète la compagnie

Les tracts stipulent que la compagnie Air Inter « ne coûte rien au contribuable depuis vingt ans », que des « prix plus compétitifs, c'est possible » pourvu qu'on laisse la liberté à la compagnie « de poursuivre sur l'international, la démocratisation du transport aérien, avec son produit et sa politique tarifaire, tout en continuant à assurer sa mission d'aménagement du territoire ». La crainte de voir Bruxelles lier le dossier de la recapitalisation d'Air France à l'ouverture des lignes bénéficiaires d'Air Inter à la concurrence explique cette mobilisation. La récente décision de la Commission européenne d'ouvrir à TAT-European Airlines, les lignes Orly-Marseille et Orly-Toulouse dans les six mois a ravivé les craintes.

« Aujourd'hui, on peut à peine sortir de l'Hexagone, car il ne faut pas faire d'ombre à Air France. Parallèlement nous sommes soumis à la concurrence du TGV et bientôt de TAT, nous réclamons donc une autonomie

de gestion avec le rachat par l'Etat des parts d'Air France », explique le secrétaire général de la CFE-CGC, Michel Le Chenic. Cette proposition, que ne partage pas l'ensemble des syndicats, est développée dans une étude d'un représentant du personnel navigant technique d'Air Inter, Jean-Philippe Girard. Il propose que l'Etat reprenne les 72,34 % détenus par Air France, qu'il soit « garant d'une politique et d'une stratégie de groupe » et qu'en fonction des possibilités communautaires, « un holding composé des deux sociétés sœurs à relations d'égalité » soit créé.

L'Etat, qui pourrait garder une minorité de blocage, cherchera ensuite « des investisseurs potentiels ayant un intérêt pour le transport aérien ». Et de citer Aéroports de Paris, La Poste, le Crédit local de France, les collectivités, les assurances et pourquoi pas une compagnie aérienne. Le rapport préconise également une ouverture du capital aux salariés. Actuellement, souligne le rapport, Air Inter est sous-capitalisée et détenue à 90 % par trois sociétés (Air France, la SNCF et le Crédit lyonnais) défrayant la chronique économique.

Peut-on assurer, s'interroge l'auteur du rapport, à une compagnie d'exploiter des lignes non rentables, tout en étant concurrencée sur les lignes déficitaires ? Pour sortir de ce dilemme, il préconise l'ouverture de la compagnie intérieure à l'Europe communautaire.

MARTINE LARONCHE

AIRBUS : vingt-cinq biréacteurs A-319 pour Air Canada. — La compagnie Air Canada a signé, mardi 10 mai, une lettre d'intention d'achat de vingt-cinq Airbus A-319 auxquels s'ajouteraient une option pour dix autres exemplaires de ce biréacteur. Le montant du contrat avoisinerait le milliard de dollars (5,7 milliards de francs). Le premier de ces appareils destinés à remplacer des DC-9 vieillissants sera livré en décembre 1996. Afin de réduire ses coûts d'entretien et de formation, Air Canada homogénéise ainsi sa flotte qui est déjà composée de 34 biréacteurs Airbus A-320 et qui comptera bientôt six quadriréacteurs Airbus A-340.

REPÈRES

ALLEMAGNE

Mort de Heinz-Werner Meyer, président de la confédération syndicale DGB

Heinz-Werner Meyer, président de la confédération des syndicats allemands DGB, est décédé lundi 9 mai d'un arrêt du cœur. Né le 24 août 1932, M. Meyer était un homme de dialogue et de synthèse. Entré en politique très tôt comme militant du Parti social-démocrate, il étudia l'économie en cours du soir et rejoignit la centrale syndicale en 1969.

Président du syndicat des mineurs, il fera face au déclin de cette branche. Député du SPD au Bundestag de 1975 à 1985, il a été élu président du DGB en 1990. Sa tâche principale fut d'implanter les syndicats d'Ouest dans les nouveaux Länder après la réunification. Après avoir hésité, il avait décidé de se représenter en juin pour un deuxième mandat, recevant l'appui des seize présidents de syndicats de branche.

Le syndicalisme allemand, encore très puissant avec plus de 10,6 millions d'adhérents pour le DGB, souffre de la crise et de la désaffection envers les organisations représentatives que connaissent tous les pays industriels. Avec le chômage qui frappe plus particulièrement dans l'industrie, le DGB a perdu 1,2 million de cartes depuis deux ans. — (Corresp.)

AUTOROUTES

Regroupement dans trois sociétés publiques

A l'issue d'une série de consultations, le ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, Bernard Bosson, vient de boucler le dispositif de la réforme du système autoroutier, a annoncé le ministre dans un communiqué publié le 9 mai. La configuration retenue pour la constitution de trois pôles publics régionaux est la suivante : ESCOTA (société des autoroutes Estère-Côte d'Azur, Provence-Alpes) devient filiale d'ASF (Société des autoroutes du sud de la France) ; la SAPN (Société des autoroutes Paris-Normandie) devient filiale de la SANEF (Société des autoroutes du nord et de l'est de la France) ; enfin AREA (Société des autoroutes Rhône-Alpes) sera filiale de la SAPRR (Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône). Cette nouvelle configuration devrait permettre un équilibre financier avec une péréquation au sein des trois ensembles.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

AIRBUS GROUPE PARIBAS

Assemblée Générale Compagnie Financière de Paribas

L'Assemblée Générale de la Compagnie Financière de Paribas se tiendra sur seconde convocation * le

jeudi 26 mai 1994, à 10 heures

à la Maison de la Chimie, 28 bis rue Saint-Dominique, Paris 7^e

L'intermédiaire financier auprès duquel sont déposées vos actions Paribas vous procurera les documents d'information sur cette assemblée et pour vous obtenir une carte d'admission si vous désirez y participer ou un pouvoir si vous voulez vous y faire représenter.

Sachez aussi que vous pouvez voter par correspondance. Renseignez-vous auprès de votre intermédiaire financier ou auprès de Paribas Actionnariat.

* En effet, selon toute vraisemblance, l'Assemblée Générale convoquée le 18 mai 1994 ne pourra débiter, faute du quorum requis.

PARIBAS ACTIONNARIAT

3, rue d'Antin - 75002 PARIS - Tél. : (1) 42 98 17 88 - 36.16 CLIFF

Malgré le refus de FO et de la CGT

Un accord partiel a été conclu sur le temps réduit indemnisé

Le CNPF et les syndicats CFDT, CFTC et CFE-CGC ont conclu, lundi 9 mai, un accord partiel sur le dispositif de temps réduit indemnisé de longue durée (TRILD) prévu par la loi quinquennale sur l'emploi. Négocié dans le cadre de l'UNEDIC (assurance-chômage), celui-ci prévoit notamment que l'indemnité versée aux salariés concernés ne pourra être inférieure au montant de l'indemnité minimale de chômage partiel, soit 29 francs de l'heure actuellement. La CGT et FO ont refusé de signer ce texte.

La participation financière de l'UNEDIC sera de 10 francs par heure (de la 70^e à la 120^e heure) alors que le ministère du travail devrait annoncer que celle de l'Etat atteindra 15 francs.

Les entreprises pourraient être chargées de combler la différence — soit 4 francs de l'heure — permettant d'atteindre le « salaire-plancher » fixé par les partenaires sociaux. Une réunion entre l'Etat et les partenaires sociaux devait avoir lieu mardi 10 mai en vue de conclure une « convention globale » de financement.

Les dispositions négociées lundi sous la forme d'un avenant à un premier accord signé le 22 février prévoyant que le TRILD pourra atteindre 1 200 heures au maximum sur une période de dix-huit mois et non de douze comme initialement prévu. En cas de baisse d'activité prolongée, il s'agit d'éviter des licenciements économiques en élargissant le recours au chômage partiel.

JEAN-MICHEL NORMAND

هكذا من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 10 MAI

Liquidation : 24 mai
Taux de report : 6,25

Cours relevés à 11 h 15
CAC 40 : +0,31 % (2146,12)

[illegible]**Comptant** (sélection)[illegible]**Sicav** (sélection) 9 mai

VALUERS	Emission Frais Inc.	Budget net	VALUERS	Emission Frais Inc.	Budget net	VALUERS	Emission Frais Inc.	Budget net
Accountants C	3229.30	3229.30	East Den	9850.90	8125.50	Plunkett	1642.94	1598.20
Accountants D	3747.33	3747.33	Fernbach	17076.95	9692.95	Plunkett	381.34	381.34
Amalgam	9481.50	9876.35	Francis-guy	14621.23	3600.00	Potho Cressence	1361.16	1374.16
Amplis	10013.50	10119.00	Francis-guy	265.65	302.47	Potho Cressence	7733.95	7733.95
Amplis 2	862.74	862.74	Francis-guy	283.63	302.47	Potho Cressence	1142.57	1142.57
Anglophone Tricentrale	7444.63	7444.63	Francis-guy	171.00	171.00	Presville Orléans	1000.00	1000.00
Artiste, Court Tuteur	8423.00	8423.00	Francis-guy	133.00	122.77	Proby, Eclair	88.75	79.00
Assessors Finance	2480.00	2480.00	Francis-guy	150.50	149.04	Proby, Eclair	3632.07	3632.07
Assessors	1125.00	1125.00	Francis-guy	40.27	40.27	Proby, Eclair	1088.94	1088.94
Assess Ameliora	16.50	16.50	Francis-guy	50.71	45.56	Proby, Eclair	19.10	19.10
Assess Auto	114.00	112.20	Francis-guy	254.24	228.47	Proby, Eclair	5022.51	5022.51
Assess Futer C	587.00	582.24	Francis-guy action C	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer D	587.00	582.24	Francis-guy action D	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer E	587.00	582.24	Francis-guy action E	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer F	587.00	582.24	Francis-guy action F	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer G	587.00	582.24	Francis-guy action G	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer H	587.00	582.24	Francis-guy action H	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer I	587.00	582.24	Francis-guy action I	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer J	587.00	582.24	Francis-guy action J	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer K	587.00	582.24	Francis-guy action K	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer L	587.00	582.24	Francis-guy action L	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer M	587.00	582.24	Francis-guy action M	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer N	587.00	582.24	Francis-guy action N	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer O	587.00	582.24	Francis-guy action O	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer P	587.00	582.24	Francis-guy action P	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer Q	587.00	582.24	Francis-guy action Q	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer R	587.00	582.24	Francis-guy action R	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer S	587.00	582.24	Francis-guy action S	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer T	587.00	582.24	Francis-guy action T	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer U	587.00	582.24	Francis-guy action U	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer V	587.00	582.24	Francis-guy action V	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer W	587.00	582.24	Francis-guy action W	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer X	587.00	582.24	Francis-guy action X	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer Y	587.00	582.24	Francis-guy action Y	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer Z	587.00	582.24	Francis-guy action Z	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer AA	587.00	582.24	Francis-guy action AA	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer AB	587.00	582.24	Francis-guy action AB	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer AC	587.00	582.24	Francis-guy action AC	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer AD	587.00	582.24	Francis-guy action AD	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer AE	587.00	582.24	Francis-guy action AE	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer AF	587.00	582.24	Francis-guy action AF	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer AG	587.00	582.24	Francis-guy action AG	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer AH	587.00	582.24	Francis-guy action AH	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer AI	587.00	582.24	Francis-guy action AI	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer AJ	587.00	582.24	Francis-guy action AJ	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer AK	587.00	582.24	Francis-guy action AK	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer AL	587.00	582.24	Francis-guy action AL	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer AM	587.00	582.24	Francis-guy action AM	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer AN	587.00	582.24	Francis-guy action AN	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer AO	587.00	582.24	Francis-guy action AO	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer AP	587.00	582.24	Francis-guy action AP	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer AQ	587.00	582.24	Francis-guy action AQ	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer AR	587.00	582.24	Francis-guy action AR	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer AS	587.00	582.24	Francis-guy action AS	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer AT	587.00	582.24	Francis-guy action AT	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer AU	587.00	582.24	Francis-guy action AU	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer AV	587.00	582.24	Francis-guy action AV	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer AW	587.00	582.24	Francis-guy action AW	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer AX	587.00	582.24	Francis-guy action AX	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer AY	587.00	582.24	Francis-guy action AY	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer AZ	587.00	582.24	Francis-guy action AZ	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer BA	587.00	582.24	Francis-guy action BA	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer BB	587.00	582.24	Francis-guy action BB	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer BC	587.00	582.24	Francis-guy action BC	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer BD	587.00	582.24	Francis-guy action BD	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer BE	587.00	582.24	Francis-guy action BE	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer BF	587.00	582.24	Francis-guy action BF	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer BG	587.00	582.24	Francis-guy action BG	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer BH	587.00	582.24	Francis-guy action BH	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer BI	587.00	582.24	Francis-guy action BI	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer BJ	587.00	582.24	Francis-guy action BJ	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer BK	587.00	582.24	Francis-guy action BK	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer BL	587.00	582.24	Francis-guy action BL	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer BM	587.00	582.24	Francis-guy action BM	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer BN	587.00	582.24	Francis-guy action BN	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer BO	587.00	582.24	Francis-guy action BO	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer BP	587.00	582.24	Francis-guy action BP	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer BQ	587.00	582.24	Francis-guy action BQ	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer BR	587.00	582.24	Francis-guy action BR	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer BS	587.00	582.24	Francis-guy action BS	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer BT	587.00	582.24	Francis-guy action BT	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer BU	587.00	582.24	Francis-guy action BU	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer BV	587.00	582.24	Francis-guy action BV	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer BW	587.00	582.24	Francis-guy action BW	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer BX	587.00	582.24	Francis-guy action BX	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer BY	587.00	582.24	Francis-guy action BY	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer BZ	587.00	582.24	Francis-guy action BZ	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer CA	587.00	582.24	Francis-guy action CA	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer CB	587.00	582.24	Francis-guy action CB	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer CC	587.00	582.24	Francis-guy action CC	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer CD	587.00	582.24	Francis-guy action CD	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer CE	587.00	582.24	Francis-guy action CE	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer CF	587.00	582.24	Francis-guy action CF	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer CG	587.00	582.24	Francis-guy action CG	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer CH	587.00	582.24	Francis-guy action CH	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer CI	587.00	582.24	Francis-guy action CI	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer CJ	587.00	582.24	Francis-guy action CJ	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer CK	587.00	582.24	Francis-guy action CK	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer CL	587.00	582.24	Francis-guy action CL	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer CM	587.00	582.24	Francis-guy action CM	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer CN	587.00	582.24	Francis-guy action CN	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer CO	587.00	582.24	Francis-guy action CO	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer CP	587.00	582.24	Francis-guy action CP	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer CQ	587.00	582.24	Francis-guy action CQ	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer CR	587.00	582.24	Francis-guy action CR	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer CS	587.00	582.24	Francis-guy action CS	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer CT	587.00	582.24	Francis-guy action CT	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer CU	587.00	582.24	Francis-guy action CU	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer CV	587.00	582.24	Francis-guy action CV	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer CW	587.00	582.24	Francis-guy action CW	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer CX	587.00	582.24	Francis-guy action CX	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer CY	587.00	582.24	Francis-guy action CY	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer CZ	587.00	582.24	Francis-guy action CZ	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer DA	587.00	582.24	Francis-guy action DA	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer DB	587.00	582.24	Francis-guy action DB	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer DC	587.00	582.24	Francis-guy action DC	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer DD	587.00	582.24	Francis-guy action DD	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer DE	587.00	582.24	Francis-guy action DE	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer DF	587.00	582.24	Francis-guy action DF	230.12	222.21	Proby, Eclair	1176.40	1158.40
Assess Futer DG	587.00	582.24	Francis-guy action DG	230.12	22			

second marché (silencieux)

[illegible]

Marché des Changes

Cours indicatifs	Cours prec.	Cours 09/05	Cours des billets	
			achat	vente
Etats Unis (1 ind)	5,7220	5,9835	5,40	5,90
Ecu	8,6945	8,6030		
Allemagne (100 cm)	342,7400	342,6900	330	353
Belgique (100 F)	16,6495	16,8475	16,10	17,10
Pays-Bas (100 fl)	355,2100	356,2100	340	370
Italie (1000 L)	9,5895	9,5735	2,35	3,00
France (1000 F)	87,8000	87,5000	83	91
Denemark (100 kr.)	8,3240	8,3095	8,05	8,80
Grande (1 imp)	8,9500	8,4940	8,25	9,25
Gde-Bretagne (1 £)	2,2520	2,2520	2,10	2,25
Grèce (100 drachmes)	402,4000	402,5000	380	415
Grèce (100 F)	74,1500	74,0000	73	78
Suède (100 kr.)	79,0300	78,9900	77,10	84
Norvège (100 L)	48,7440	48,7310	47,10	50,10
Autriche (100 sch)	4,1080	4,1700	3,95	5,20
Espagne (100 pes)	3,3200	3,3200	3,20	3,40
Portugal (100 esc)	4,1919	4,1220	3,90	4,35
Canada (1 \$ can)	1,5581	1,5341	1,50	1,55
Israël (100 NIS)				

Marché libre de l'or LA BO

Monnaies et devises	Cours prés.	Cours 09/06
Or fin (au baril)	68500	69500
Or 18 fin (angl.)	68650	69650
Napoléon (20)	336	337
Pièce 5 (10 fr.)	335	336
Pièce Suisse (20 fr.)	333	335
Pièce Latine (20 fr.)	334	336
Souverain	562	565
Pièce 20 dollars	2500	2500
Pièce 10 dollars	1250	1250
Pièce 5 dollars	650	—
Pièce 20 pesos	285	280
Pièce 10 florins	412	417

36-15

DES Lignes LE MONDE

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

☎ 44-43-76-25

RÈGLEMENT MENSUEL (1)

Lundi daté mardi : % de variation 31/12 - Mardi daté mercredi : montant du coupon - Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon - Jeudi daté vendredi : compensation - Vendredi daté samedi : quotités de négociation

36-15

TAPEZ LE MONDE

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Ø 44-43-76-25

RÈGLEMENT MENSUEL (1)

Lundi daté mardi : % de variation 31/12 - Mardi daté mercredi : montant du coupon - Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon - Jeudi daté vendredi : compensation - Vendredi daté samedi : quotité de négociation

Matif (Marché

NOTIONNEL 10 %				
Nombre de contrats estimés : 165 792				
Cours	Juin 94	Sept. 94	Déc. 94	Coût
Dernier.....	118,84	117,94	117,02	Dernier
Précédent...	119,34	118,38	117,46	Précédent

Matif (Marché à terme international de France)

9 mai 1994

NOTIONNEL 10 %				CAC 40 A TERME			
Nombre de contrats estimés : 165 792				Volume : 19 824			
Cours	Juin 94	Sept. 94	Déc. 94	Cours	Mai 94	Juin 94	Juillet 94
Dernier.....	118,84	117,94	117,02	Dernier.....	2135	2118	2111,50
Précédent....	118,34	118,36	117,46	Précédent....	2136	2122,50	2129,50

ABRÉVIATIONS		SYMBOLES	
B = Bordeaux	Li = Lille	1 ou 2 = catégorie de cotation - sans indication catégorie 3 - * valeur éligible au PEA	
Ly = Lyon	M = Marseille	■ coupon détaché - ● droit détaché - ◇ cours du jour - ♦ cours précédent	
Ny = Nancy	Ns = Nantes	o - offert - d - demandé - l - offre réduite - f - demande réduite - f - contrat d'animation	

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux Li = Lille
Ly = Lyon M = Marseille
Ny = Nancy Ns = Nantes

SYMBOLS

1 ou 2 = catégorie de notation - sans indication catégorie 3 - * valeur éligible au PEA
 ■ coupon détaché - ● droit détaché - ◇ cours du jour - ◆ cours précédent.
 o = offert - d = demandé - ↓ offre réduite - ↑ demande réduite - # contrat d'animation

CARNET

Naissances

M. Alexandre HINTZY et M^{me}, née Blanche Fouquet, ont la joie d'annoncer la naissance de

Alexis,

à Paris, le 23 avril 1994.

Décès

Christiane Tranchant, sa compagne, Sylvie Bernard, sa fille, ses parents, et amis, ont la douleur de faire part du décès de

Claude BERNARD, dit Roud,

survenu le 7 mai 1994, à l'hôpital Pellegrin de Bordeaux.

Les obsèques auront lieu le mercredi 11 mai, à 14 h 30, au cimetière de La Villette-du-Chêne (Vienne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

44, rue Cyprien,
75018 Paris.
Fonctionnaire,
66730 Rabouillet.

M. et M^{me} Philippe Gugliemetti, Les familles Paulmon, Cret, Etien, Mullin et Bourgain, ont la tristesse de faire part du décès de

Vincent BOURGAIN, né Paulmon,

survenu dans la sérénité le 7 mai 1994, à Paris, des suites de sa maladie dans sa cinquantième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Sainte-Marguerite, à Paris-11^e, 36, rue Saint-Bernard, le lundi 16 mai, à 10 h 30.

Vincent a émis le désir que les fleurs soient remplacées par des dons à l'ARC, ou à la Ligue nationale contre le cancer.

25, rue de l'Ouest,
75014 Paris.

CARNET DU MONDE

Télécopieur :

45-66-77-13

Téléphone :

40-65-29-94

40-65-29-96

Mort du critique d'art américain
Clement Greenberg

La critique d'art américain Clement Greenberg est mort à New-York le 7 mai. Il était âgé de quatre-vingt-cinq ans.

Sa carrière s'est étendue sur plus d'un demi-siècle puisque, dès la dernière guerre mondiale, son nom fut associé à l'expressionnisme abstrait, mouvement qu'il a puissamment contribué à faire découvrir. Son approche de la peinture était si personnelle qu'on a pu même parler de « formalisme Greenberg ».

Il était né le 16 janvier 1909 dans le Bronx de parents juifs lituaniens. Après des études à l'Art Students League de New-York, il rejoint d'abord le commerce paternel avant de devenir fonctionnaire au service des douanes, toujours à New-York, à partir de 1937. Mais, à cette date, il s'est déjà engagé dans d'autres voies, celles de la critique, de la peinture et de l'idéologie politique. Le premier article qu'il signe, une critique littéraire, paraît dès 1935, suivie bientôt, à partir de 1939, par une collaboration régulière à *The Partisan Review*, revue d'obédience trotskiste, et d'une activité non moins régulière de critique d'art dans le quotidien *The Nation*, de 1942 à 1949.

Il accomplit alors un vaste travail de « mise à jour » des connaissances et des choix esthétiques, initiant ses lecteurs à la peinture européenne de l'entre-deux-guerres, au surréalisme et à l'abstraction. Généalogiste de l'art moderne, il dessine des filiations qui rattachent ses contemporains à Monet et à Cézanne, en passant par des relais qui se nomment Picasso, Braque et Matisse. Il est alors de ceux qui, dans la critique américaine, observent et encouragent la formation d'un mouvement pictural d'avant-garde qui ne devrait plus rien à l'Europe. Il ne se prive pas d'affirmer la supériorité de Pol-

lock et de l'expressionnisme abstrait sur ce qu'il appelle non sans dédain l'école de Paris.

Ses convictions politiques se modifient sensiblement dans l'après-guerre. Du trotskisme, il évolue vers un libéralisme de plus en plus tranquille et ne craint pas de rejoindre le capitalisme pour dénoncer le communisme de la *Partisan Review*, attitude qui fut jugée diversement. Il collabore désormais au *New York Times*. Ses convictions esthétiques le conduisent, durant les années 50 et le début des années 60, à se faire le défenseur de peintres tels que Morris Louis et Kenneth Noland, dans lesquels il voit les héritiers les plus rigoureux d'un modernisme qu'il a dès lors une fois pour toutes défini : un art abstrait, frontal, épuré de tout élément narratif et subjectif.

Cette théorie, non exempte de dogmatisme, l'entraîne à formuler des jugements que la postérité ne saurait ratifier sans discussion. Ainsi, décida-t-il, dans un article publié en 1957, que Picasso avait cessé d'être intéressant dès 1939. Ainsi, décréta-t-il encore, indifférent au pop-art, que Jasper Johns était un artiste mineur, moins remarquable même qu'Andrew Wyeth. Il n'en demeura pas moins, jusque par sa rigidité et la violence de ses opinions, Clement Greenberg a exercé une influence essentielle sur le milieu artistique new-yorkais et qu'il a incarné le premier aux Etats-Unis la figure d'un critique dans toute la majesté et les abus de son pouvoir. Théoricien du modernisme, il en a été l'une des figures majeures, apôtre et prédicateur plutôt qu'émancipateur grise.

Ses écrits complets ont été réunis et publiés par les *Chicago University Press*. N'existe en français pour l'instant qu'un volume anthologique de ses articles : *Art et Culture* (Maspero, 1988).

PHILIPPE DAGEN

AGENDA

Ascension : les services ouverts ou fermés

Presse : les quotidiens paraîtront normalement.

Bureaux de poste : ils seront fermés, sauf ceux assurant la permanence des dimanches et jours fériés. Il n'y aura pas de distribution de courrier à domicile.

Banques : elles seront fermées jeudi 12 mai et ouvertes vendredi 13 mai aux heures habituelles.

RATP : service réduit des dimanches et jours fériés.

Grands magasins : ils seront ouverts.

Assurance-maladie : les centres et services de la Caisse primaire d'assurance-maladie de Paris seront fermés du mercredi 11 mai à 15 heures au jeudi 12 mai et ouverts vendredi 13 mai aux heures habituelles.

Allocations familiales : les services d'accueil des centres de gestion de la Caisse d'allocations familiales seront fermés du mercredi 11 mai à 12 heures au jeudi 12 mai. Ils seront ouverts vendredi 13 mai aux heures habituelles et fermés samedi 14 mai.

Assurance-vieillesse : les points d'accueil retraite et les bureaux seront fermés du mercredi

11 mai à 12 h 30 au jeudi 12 mai et ouverts le vendredi 13 mai aux heures habituelles.

Archives nationales : le CARAN et le Musée de l'histoire de France seront fermés.

Bibliothèque nationale : les salles de lecture seront fermées. L'exposition « Paysages, paysans » et le Cabinet des médailles seront ouverts.

Hôtel national des Invalides : les musées de l'Hôtel national des Invalides : Plans-reliefs, Armée, dôme royal (tombeau de l'Empereur) et l'église Saint-Louis seront ouverts.

Institut de France : l'Institut sera fermé. Le château de Chantilly, le domaine de Chailly (en face de la Mer de sable), le château de Langeais (Indre-et-Loire) et le château de Kerylos (à Beaulieu-sur-Mer) seront ouverts.

Musées : tous les musées nationaux seront ouverts, à l'exception du Musée du Louvre, fermé le 12 mai.

Le Centre Georges-Pompidou, le Palais de la découverte et la Cité des sciences seront ouverts.

Lucien, son épouse, Claude, Michel et Françoise, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

André GALLAIRE, né Crook,

à l'âge de quatre-vingt-un ans, le 6 mai 1994.

Eglise Sainte-Rosalie, 11 mai, à 14 heures.

Dons au CCFD ou au Secours catholique.

2, rue Vergniaud,
75013 Paris.

M^{me} Magdeleine Houllon, sa sœur, Inès et Cyril Roger-Lacan, Anne et Fabrice Roger-Lacan, Marie-Claude et Thibaut Lacan et leurs enfants, Sibylle Lacan, ont la tristesse de faire part de la mort de

Dom Marc-François LACAN,

moine bénédictin de l'abbaye Notre-Dame de Ganagobie,

survenu le 5 mai 1994, dans sa quatre-vingt-sixième année.

(Le Monde du 10 mai.)

M^{me} Nathalie Landel, née Schidlovsky, Sabine et Patrick Jounot, Pierre et Lise Landel, Olivier et Aude Landel, Michel et Marie-Yvonne Landel, Sophie et François Besson, ont la tristesse de faire part du décès de

Jacques LANDEL,

survenu le 6 mai 1994.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 11 mai, à 16 heures, en l'église de Lenglay (Côte-d'Or).

Après un combat inégal contre la maladie,

Gérard LEGRAND, ingénieur au CNRS,

a succombé le 5 mai 1994, à l'âge de cinquante ans.

De la part de Son épouse, A.-M. Legrand, née Faivre-Pierrat, Ses fils, Etienne, Nicolas et Julien, Son petit-fils, Basile, Et toute sa famille.

Que ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pour lui.

Il sera inhumé mercredi 11 mai, à 10 heures, au Père-Lachaise.

Selon sa volonté, ses cendres seront déposées, samedi 14 mai, au cimetière de Montreau (Doubs).

12, rue Jonquoy,
75014 Paris.

Anniversaires

Le 11 mai 1993,

Thibault COLLOT, médecin,

est mort, à l'âge de trente-cinq ans.

Une intention particulière sera dite pour lui, le jeudi de l'Ascension, en l'église d'Abreschville, là où il est inhumé.

Sa famille, Et ses fils, Simon et Samuel.

Pierre DUMONCEAUX

nous a quittés, il y a dix ans, le 11 mai 1984.

Nous ne l'oublions pas.

Une messe sera célébrée à sa mémoire, en juillet, en l'église Saint-Crispin, à Châteauneuf-Thierry (Aisne).

Il y a cinquante ans, le 12 mai 1944,

Victor PECKER

Nelly PECKER, née Hermann,

ont été arrêtés par les nazis parce qu'ils étaient juifs, puis, le 30 mai, déportés.

Nelly Pecker est morte à son arrivée, le 4 juin, au camp d'Auschwitz.

Victor Pecker est mort du typhus le 28 mars 1945, au camp de Mauthausen.

Leur fils, Jean-Claude, Leur épouse, ne les oublient pas.

A la haute mémoire de

Jean du POYET

(1300-1376),

chancelier de Forez,

et de

Guillaume POYET

(1474-1548),

chancelier de France.

« Forez hurle l'Espérance »

(Roanne, Lucie Poyet)

Manifestations du souvenir

Le 29 avril 1994, a été inaugurée, au débouché de l'avenue Foch sur la place du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny, à Paris, la

place des Généraux-de-Trestinian,

en présence de la famille et des autorités civiles et militaires présidées par M. P.-Ch. Taittinger, sénateur et maire du seizième arrondissement.

A. de Trestinian (1822-1885) participe à la conquête de l'Indochine. En 1870, il est à Bazeille. L'année suivante, son action permet une fin rapide des combats dans la capitale. Il a laissé sur l'insurrection canaque de 1878 un diagnostic d'une étonnante modernité.

E. de Trestinian (1851-1942), engagé et blessé en 1870, s'est notamment illustré en Indochine et en Afrique. De 1894 à 1899, il organise et met en valeur l'immense Soudan français et gagne simultanément à la France les territoires de la boucle du Niger, convoités par les Anglais. En 1914, il livre l'un des rares combats victorieux de la bataille des Flandres. Grand-croix de la Légion d'honneur (1916).

Communications diverses

Ecole spéciale d'architecture rentrée automne 1994

Bacheliers, futurs bacheliers, diplômés de l'enseignement supérieur, vous devez indiquer l'Ecole spéciale d'architecture à l'automne 1994.

L'examen d'admission se déroulera le mardi 28 juin 1994 ; retrait des dossiers : 254, boulevard Raspail, Paris-14, ou par correspondance ; dépôt des dossiers avant le 24 juin 1994 ;

renseignements : (1) 40-47-40-00.

Union des fabricants pour la protection internationale de la propriété industrielle et artistique

Fondée le 23 août 1872 et déclarée le 28 mai 1877, l'établissement d'utilité publique. Siège social : 16, rue de la Faisanderie, Paris-16^e.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DE L'UNION DES FABRICANTS

MM. les membres de l'Union des fabricants pour la protection internationale de la propriété industrielle et artistique, établissement d'utilité publique, sont convoqués en assemblée générale annuelle au siège de l'Association : 16, rue de la Faisanderie, Paris-16^e, le jeudi 2 juin 1994, à 15 h 30.

Ordre du jour

1. - Attribution de M. le président.
2. - Compte-rendu des travaux de l'année 1993.
3. - Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1993.
4. - Approbation desdits comptes, quittes aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
5. - Affectation des résultats.
6. - Budget 1994.
7. - Modification du montant de la cotisation 1995.
8. - Questions diverses.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Conférences

Conférence sur le procès Touvier. Thème : « Justice et mémoire ». Mercredi 11 mai 1994, à 17 heures, salle Clemenceau, au Sénat, 15, rue de Valenciennes, Paris-15^e. Avec M^{me} Charles Libman, avocat ; M^{me} Serge Klarsfeld, avocat, président des FDFP (ou Beate Klarsfeld) ; et M^{me} Laurent Groussier, journaliste au *Monde*. Organisée par l'AMILAR.

« L'autisme et les Églises », avec Bernard Dupuy, o.p., André Eacrevé, historien du protestantisme, et M^{me} Frikart, évêque auxiliaire de Paris. Jeudi 12 mai 1994, à 20 h 30, temple de l'Église réformée de l'Étoile, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris-17^e. Entrée libre.

Soutenances de thèses

Evelyn Defelignes-Haehnel soutiendra sa thèse de doctorat de littérature grecque : « Le thème de la richesse dans l'*Oresteia* d'Eschyle », le vendredi 13 mai 1994, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif de Paris-IV-Sorbonne, 1, rue Victor-Cousin, Paris-5^e.

JOURNAL OFFICIEL

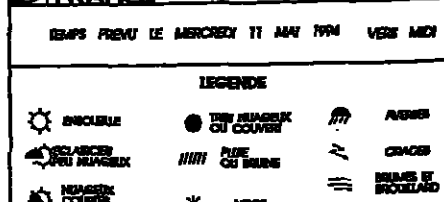
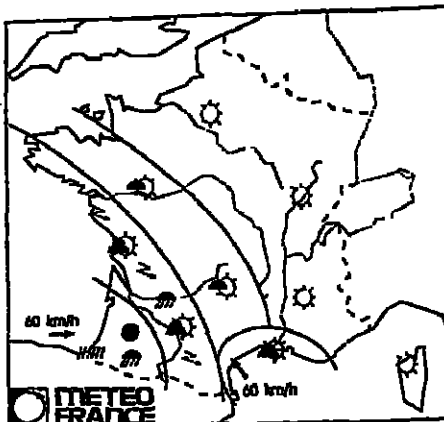
Sont publiés au *Journal officiel* de dimanche 8 mai 1994 :

DES ARRÊTÉS

Du 5 avril 1994 portant homologation du règlement de l'Agence française du sang relatif aux caractéristiques de certains produits sanguins labiles et modifiant l'arrêté du 15 novembre 1993 portant homologation du règlement de l'Agence française du sang relatif aux caractéristiques de certains produits sanguins labiles et pris en application de l'article L. 666-8 du code de la santé publique.

Du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances.

MÉTÉOROLOGIE



LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11 MAI 1994 VERS MER

LEPS PREVIU LE MERCREDI 11

RADIO-TÉLÉVISION

MARDI 10 MAI

TF 1

- 14.25 Série : Côte Ouest.
Jeu : Une famille en or.
16.35 Club Dorothée.
17.50 Série : Le Miel et les Abeilles.
Série : Les Filles d'à côté.
18.20 Magazine : Coucou, c'est nous ! (et à 23.45). Présenté par Christophe Dechevaume.
18.50 Journal.
19.57 Entretien avec François Mitterrand.
20.10 Météo.
21.15 Sport : Football. Auxerre-Nantes : demi-finale de la Coupe de France, en direct. A 22.00, mi-temps, direct et la minute hippique.
23.10 Sport : Boxe. Super-welters : Laurent Boudouani (France)-Lemak Davis (États-Unis) : Lourde-légers : Akim Tafer (France)-Ken Jackson (E.-U.), en direct d'Échirrolles (Isère).
1.20 Journal et Météo.
1.25 Magazine : Reportages. Miroirs à l'italienne (rediff.).
1.50 TF1 nuit (et à 2.50, 3.25, 4.00).
2.00 Documentaire : Histoires naturelles (et à 4.05).
3.00 Documentaire : L'Aventure des plantes.
3.25 Série : Passions.
4.40 Musique.
5.10 Documentaire : Histoire des inventions.

FRANCE 2

- 13.50 Série : Matt Houston.
14.50 Série : L'Enquêteur.
15.40 Tiroir : L'Europe des exclus : à qui la faute ? (rediff.).
16.00 Variétés : La Chance aux chansons (et à 5.05). Folies viennoises.
16.45 Jeu : Des chiffres et des lettres.
17.15 Série : Les Premières Fois.
17.40 Série : Les Années collège.
18.10 Jeu : Un pour tous.
18.45 Divertissement : Rien à crier.
19.20 Jeu : Que le meilleur gagne (et à 4.50).
20.00 Journal.
20.10 Entretien avec François Mitterrand.
21.20 Journal des courses, Météo et Point route.

FRANCE 3

- 14.25 Série : La croisière s'amuse.
16.10 Magazine : La Fière de l'après-midi. Invité : Gérard Rinaldi.
17.45 Magazine : Une pêche d'enfer. En direct des Florides de Nantes.
18.25 Jeu : Questions pour un champion. Un livre, un jour.
18.50 Journal et Météo.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.05 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Dessin animé : Batman.
20.35 Tout le sport.
20.50 Spectacle : Attention, magie ! Invité : Frédéric François.
22.10 Journal et Météo.
22.40 Les Brûlures de l'Histoire. Magazine présenté par Laure Adler et Patrick Rotman. 29 mai 1988 : de Gaulle disparaît.
23.35 Magazine : A la une sur la 3. Avec Serge Joly et Philippe Alexandre.
0.05 Continentales.

CANAL PLUS

- 13.35 Cinéma : L'Œil de Vichy. ■■ Film français de Claude Chabrol (1993).
15.25 Magazine : 24 heures. Présenté par Erik Gilbert (rediff.).
16.20 Le Journal du cinéma.
16.25 Cinéma : Coup de jeune. ■■ Film français de Xavier Gelin (1991).
17.55 Magazine : Dis Jérôme ? (rediff.).
18.00 Canaille peluche.
En clair jusqu'à 19.30

ARTE

- 18.30 Ce cartoon.
18.45 Magazine : Les deux font la loi.
19.15 Flash d'informations.
19.20 Sport : Football. Lens-Montpellier, demi-finale de la Coupe de France, en direct. A 19.30, coup d'envoi.
21.30 Flash d'informations.
21.31 Série : Le juge de la nuit.
22.15 Flash d'informations.
22.25 Documentaire : Le cinéma des effets spéciaux.
22.50 Cinéma : Les Nerts à vif. ■■ Film américain de Martin Scorsese (1991) (v.o.).
0.55 Cinéma : Cour de métisse. ■■ Film austro-canadien de Vincent Ward (1992) (v.o.).
2.35 Surprises.
Sur le câble jusqu'à 19.00
17.00 Cinéma : Octobre. ■■ Film soviétique de Sergueï Mikhaïlovitch Eisenstein (1927) (mus. rediff.).
19.00 Série : Voisins. De Victor Kamek.
19.35 Documentaire : Sphinx. Sur les traces du cabinet d'ombre, d'Ulrich Lantze et Nina Steinhilber.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Magazine : Transit. Présenté par Daniel Lacomte. L'Europe des exclus : à qui la faute ?
21.45 Soirée thématique : Pina Bausch, Pas de deux entre l'Europe et l'Inde. Soirée proposée par Georg Lachner.
21.50 Documentaire : Pina Bausch en Inde. D'Anne Linse.
22.50 Cinéma : Kalpana. ■■ Film indien d'Uday Shankar (1948) (v.o.).
0.00 Documentaire : Kaya. D'Ein Lail (50 min).
M 6
14.20 Variétés : Musikado.
17.00 Variétés : Multitop. Émission présentée par Yves

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

Bruehl à New-York

Le savait-on ? Est-ce seulement croyable ? Quelle histoire ! Le jour de l'assassinat de John Lennon, Patrick Bruehl se trouvait par hasard à New-York. Il le confia à Michel Drucker, en livrant sur cette journée fatidique des détails qui ne pouvaient pas s'inventer : des premières heures, quand la nouvelle avait commencé à courir les rues du « Village » (pour les incultes, Greenwich Village, le Saint-Germain-des-Près de Manhattan), les New-Yorkais n'y croyaient pas, ne voulaient pas y croire. Pour renforcer encore le poids de cette révélation - Bruehl était à New-York le jour fatal - Drucker rediffusa un extrait d'une vieille émission... de Drucker. Était-elle datée de l'assassinat de Lennon ? Pas tout à fait. Elle était ancienne, seulement de quatre ans. Mais elle avait été enregistrée, précisément, à New-York. Pour preuve, on y voyait Drucker, en survêtement blanc, courir dans les rues de New-York en saluant au passage quelques Noirs assis sur un banc avec la même simplicité, la même naturel que PPDA trébuchant sur les cailloux de Soweto, c'est dire.

Et qui était l'invité de Drucker 1990 ? Bruehl, précisément. Et qui disait-il ? Il racontait déjà qu'il se trouvait à New-York le jour de l'assassinat de Lennon, et que les New-Yorkais ne voulaient pas y croire, etc. Pourquoi rediffuser cette bande ? Drucker 1994 souhaitait-il reconnaître sa dette envers Drucker 1990 ?

Cette révélation à peine digérée, on se glissa chez Christine Ockrent où le professeur Jack Lang notait le plan pour l'école d'un élève plutôt doué, un certain Bayrou François. La concertation avec les syndicats ? Bravo ! Le petit Bayrou avait suivi les indications du professeur : 18 sur 20. L'enseignement des langues vivantes dans la primaire ? Même observation : 18 sur 20. L'élève Bayrou était-il donc reçu avec félicitations ? Pas tout à fait. L'examinateur pointa quelques lacunes sur les filières technologiques et les enseignements artistiques. Et puis, releva-t-il douloureusement, on ne disait pas les lignes de force du projet. Eh bien élève Bayrou ? Et les filières technologiques ? Et les lignes de force ? Magnanime, l'examinateur accepta pourtant, pour forger son opinion définitive, d'attendre dans quinze jours la session de repêchage.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ■■ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ■■ Film à éviter ; ■■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

MERCREDI 11 MAI

TF 1

- 6.00 Série : Mémoires (et à 4.20).
6.28 Météo (et à 6.58, 7.13).
6.30 Club mini Zig-Zag.
7.00 Journal.
7.15 Club mini.
7.30 Disney Club mercredi.
8.55 Club Dorothée matin.
11.55 Jeu : La Roue de la fortune.
12.25 Magazine : A vrai dire.
13.00 Journal, Météo, Trafic infos et Tout compte fait.
13.40 Série : Agence tous risques.
14.35 Club Dorothée.
17.50 Série : Premiers balais.
18.20 Série : Les Filles d'à côté.
18.50 Magazine : Coucou, c'est nous ! (et à 0.05). Invité : Le groupe L'Am.
19.50 Divertissement : Le Bébête Show (et à 1.00).
20.00 Journal, La Minute hippique et Météo.
20.45 Variétés : Sacré soirée. Émission présentée par Jean-Pierre Foucault, Sophie Favier, Nathalie Simon, Laurent Baffie et Sam Z. Spécial Brésil. Avec Paul, Ivo Pitanguy, Jean-Pierre Dutilleul, Raoni, chef des Kayapo, Al Jereau, Gilberto Gil, Rarico, Odimar, une école de samba de Rio, Avela Red, Félix Gray, Claude Nougaro, Florent Pagny, Véronique Sanson.
22.40 Magazine : Tout est possible. Présenté par Jean-Marc Morandini. Invité : Elie Kikou. Thèmes : la guerre des sexes ; la communication avec l'au-delà ; les petits génies.
23.50 Magazine : Les Rendez-vous de l'entreprise. Antoine Riboud, président de BSN.
1.05 Journal et Météo.
1.10 Documentaire : Kandinsky.
2.05 TF1 nuit (et à 3.05, 3.40, 4.10, 4.45).
2.15 Documentaire : Histoires naturelles.
3.15 Documentaire : L'Aventure des plantes.
3.45 Série : Intrigues.
4.40 Musique.
5.10 Documentaire : Histoire des inventions.

FRANCE 2

- 5.50 Dessin animé.
6.00 Feuilletton : Monsieur Belvédère.
6.30 Télématin.
Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00.
8.30 Feuilletton : Amour, gloire et beauté.
8.55 Feuilletton : Amour, gloire et beauté.
9.20 Télématin 2.
Jeu vidéo et dessins animés.
11.15 Jeu : Mots.
11.50 Jeu : Pyramide (et à 4.05).
12.25 Magazine : C'est tout Coffe.
12.55 Météo (et à 13.35).
12.59 Journal, Bourse et Point route.
13.45 INC.
13.50 Série : Matt Houston.
14.50 Série : L'Enquêteur.
15.45 Variétés : La Chance aux chansons (et à 4.55).
16.40 Jeu : Des chiffres et des lettres.
17.10 Série : Les Premières Fois.
17.40 Série : Les Années collège.
18.10 Jeu : Un pour tous.
18.45 Divertissement : Rien à crier.
19.20 Jeu : Que le meilleur gagne (et à 3.10).
19.50 Tirage du Loto (et à 20.45).
19.59 Journal, Météo et Point route.
20.50 Téléfilm : L'Été de Zora. De Marc Rivière, avec Étienne Chicot, Myriam Boyer. Une banlieusarde face aux mystères d'une famille rurale.
22.30 Documentaire : Ils étaient catholiques au temps du nazisme. 2. Des croyances déchirées, de René-Jean Bouyer et Gilbert Lazard.
23.25 Journal et Météo.
23.45 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field. Invité : Bernard Gicquel (Lettres à une jeune infirmière) ; Hélène Parmelin (Voyage en Picasso) ; Les peintres Di Rosa, Ben, Corbise et Patrice Bazile, organisateurs de l'exposition Pornographies : Musique et danse ; IG YI MBoch, The Divine Comedy.
0.50 Moyens météorologiques : Histoires courtes. Le Gardien de phare, de Jean Philippe ; Le Goût du fer, de René Bernard.
1.15 Documentaire : La Maître des plantes.
2.10 Émissions religieuses (rediff.).
3.40 Dessin animé (et à 4.45).

FRANCE 3

- 6.00 Euronews.
7.00 Premier service.
7.15 Série : Les petits loups. Les Petits Mâles : Souris, souris ; Les Histoires du père Castor ; Les Aventures de Tintin ; Le Temple du Soleil.
8.05 Les Koolhaas : Denis la malice ; Peter Pan ; Jeu : les Mondes fantastiques ; Wildget ; Fantômes ; Les Petits Loups-garçons ; La Légende du Prince Valiant ; Gargames.
12.00 Flash d'informations.
12.05 Télévision régionale.
12.45 Journal.
13.00 Série : Bizarre, bizarre.
13.30 Série : Capitaine Furillo.
14.25 Documentaire animalier.
14.45 La Magazine du Sénat.
14.55 Questions au gouvernement, en direct de l'Assemblée nationale.
16.45 Jeu : Les Délices d'Hugo.
17.45 Une pêche d'enfer. En direct des Florides de Nantes.
18.25 Jeu : Questions pour un champion.
18.50 Journal.
19.00 Hervé, le père de l'opéra, de Jacques Rouche.
20.05 Dessin animé : Batman.
20.35 Tout le sport.
20.45 INC.
20.50 Magazine : La Marche du siècle. Présenté par Jean-Marie Cavada. Politique, vote et vidéo. Y a-t-il un parallèle entre Silvio Berlusconi et Bernard Tapie ?
22.25 Journal et Météo.
22.55 Mercredi chez vous. Programme des télévisions régionales.

CANAL PLUS

- En clair jusqu'à 7.30
6.59 Pin-up.
7.00 CBS Evening News.
7.23 Le Journal de l'emploi.
7.30 Canaille peluche. Albert, le cinquième mouquet.
En clair jusqu'à 8.30
7.50 Ce cartoon.
8.30 Les enfants du Mondial.
8.55 Cinéma : Cour de métisse. ■■ Film austro-canadien de Vincent Ward (1992). Avec Jason Scott Lee, Anne Parillaud, Patrick Bergin. Histoire d'amour entre un

- Esquimaux et une jeune métisse indienne.
10.40 Flash d'informations.
10.50 Cinéma : Retour au lac bleu. ■■ Film américain de William A. Graham (1989). Avec Milla Jovovich, Brian Krause, Lisa Belkin. Nostalgie pseudo-romantique.
En clair jusqu'à 13.35
12.29 Pin-up.
12.30 Magazine : La Grande Famille. Thèmes : de ma suite improvisée accordeur ; anime une émission de radio.
13.30 Le Journal de l'emploi.
13.35 Décade pas Bunny.
14.30 Série animée : Les et Gaspard.
14.35 L'Orphelinat des oranges-outans.
14.55 Magazine : Dis Jérôme ? (rediff.).
15.00 Le Journal du cinéma.
15.05 Téléfilm : Le Jardin d'Anna. D'Alain Charrand, avec Danielle Proulx, Jessica Barker.
16.20 Musique : La Mano Negra.
16.40 Documentaire : Le Cinéma des effets spéciaux. 8. L'Art de l'explosion.
17.05 Les Superstars du catch.
18.00 Canaille peluche. Les Enfants du Mondial.
En clair jusqu'à 21.00
18.30 Ce cartoon.
18.45 Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma du mercredi.
21.00 Cinéma : La Fière d'aimer. ■■ Film américain de Luis Mandoki (1990). Avec Susan Sarandon, James Spader, Jason Alexander.
22.35 Flash d'informations.
22.45 Cinéma : Et au milieu coule une rivière. ■■ Film américain de Robert Redford (1992). Avec Craig Sheffer, Brad Pitt, Tom Skerritt (v.o.). Histoire de famille et d'amitié fraternelle parée de bons sentiments.
0.43 Cinéma : Sorcier. ■■ Film austro-canadien de Jean Campion (1989). Avec Genevieve Lennon, Karen Colston, Tom Linceo (v.o.). Le thème de la différence et de la solitude. Un long métrage qui a révélé Jane Campion en Europe.
2.20 Magazine : Courants d'airs. En clair jusqu'à 2.45.
2.45 Surprises.

ARTE

- Sur le câble jusqu'à 19.00

- 17.00 Série : Stapsick. N° 6. Le thème : Les trains. Le film : Quel spectacle !, avec Larry Simon (rediff.).
17.30 Magazine : Transit. Présenté par Daniel Lacomte. L'Europe des exclus : à qui la faute ? (rediff.).
18.35 Chronique : Le Dossiers des cartes. De Jean-Christophe Victor. La Chine change de forme (rediff.).
19.00 Série : Le Petit Vampire. De Christian Goritz.
19.35 Magazine : Météo. Présenté par Martin Meissonier. Ruban Blades ; Chaka Demus ; Nine Hagen ; McKay ; Curtis Mayfield ; Led Zep & Led Zep ; Les Umbagogues ; Peggy Lee ; Orchestra Obscur.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Danse : Kaguyahime. Chorégraphie de Jiri Kylian, musique de Maki Ishii. Une des chorégraphies les plus spectaculaires de Jiri Kylian. Décor réduit à l'extrême, images violentes et nerveuses qui s'appuient sur la musique de Maki Ishii interprétée par un ensemble de percussionnistes et de musiciens japonais.
22.00 Documentaire : Jiri Kylian. De Hans Huischer.
23.05 Cinéma : L'Invisible Homme. ■■ Film britannique de Carol Reed (1949). Avec Joseph Cotten, Orson Welles, Alida Valli (v.o.).
M 6
7.00 Informations : M 6 express (et à 8.00, 9.00, 10.00, 11.00, 11.55).
7.05 Contact 6 Manager.
7.10 Les Maths de Christophe (et à 8.05).
9.05 Musique : Boulevard des clips (et à 10.05, 1.20, 6.00).
11.05 Série : Campus Show.
11.30 Série : L'Assise.
12.05 Série : Pape Schultz.
12.30 Série : La Petite Maison dans la prairie.
13.30 M 6 Kid. Cadillacs et dinosaures ; Conan l'aventurier ; La Petite Boutique des horreurs ; Moi, Banan.
16.00 Magazine : E = M 6. Présenté par Mac Lesggy.
16.30 Magazine : Fax'O (et à 0.50, 5.10). The Breeders ; Malcolm McLaren-Amin ; Philippe Lacroix.
17.00 Variétés : Multitop. Émission présentée par Yves Noél et Laura Marine.
17.30 Série : Les deux font la loi.
18.00 Série : Sonny Spoon.
19.00 Série : Mission impossible.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Madame est servie.

- 20.35 Magazine : Ecole 6 (et à 1.15).
20.45 Téléfilm : Gros Coup. De Pierre Josselin, avec Bernard Lascou, Fanny Cottignon. Un as du stock-car sans arrêt suivi par un détective...
22.30 Téléfilm : Meurtres au crépuscule. De Michael Tuchner, avec Kirk Douglas, Elizabeth Montgomery. Suspense dans une maison de retraite.
0.10 Magazine : Emotions.
0.40 Six minutes première heure.
2.30 Rediffusions.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Tiro à la langue. Corneille, en vous parlait de l'Indochine.
21.32 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
22.00 Communautés des radios publiques de langue française. 1993, Année internationale des peuples autochtones. Les Nuits magnétiques. Sept jours et six nuits, ou le temps d'un retour au pays natal (2).
Du jour au lendemain, Avec Anne-Marie Koenig (Carnets d'un jardin).
0.50 Musique : Coda. Sur quelques larmes de sans (2).

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 28 avril en l'église Saint-Pierre de Chailly) : Fantaisies pour orgue n° 1 et 2, d'Alain ; Fantaisie et fugue en sol mineur BWV 542, de Bach ; Cœur pour orgue et chœur, de Fritze, par Jean-Michel Dieudonné, Michel Bourdier, orgue.
22.30 Soliste, Jean Breaud.
23.07 Ainsi la nuit. Sextet pour piano, flûte, hautbois, clarinette, basson et cor, de Poulenc ; Sonate pour violoncelle et piano en ré mineur, de Debussy ; Sonate pour clarinette, flûte et piano, d'Emmanuel ; Andante et allegro, de Chausson.
0.00 L'Heure bleue. Tendances hexagonales, par Xavier Prévoist. Le concert : le groupe Mécanisme de Hélène Labarrière, contrebasse, avec Corinne Curschellas, chant, Ingrid Jensen, trompette, Noël Achéon, guitare, Peter Gritz, batterie.

Les interventions à la radio
France-Inter, 7 h 45 : Michel Rocard (le Spécial petit déjeuner d'Inter).
Radio-Shalom, 18 h 30 : Martine Aubry (le Grand débat).

Gardez les yeux ouverts !
Avec le supplément
radio-télévision du Monde

TRAVERSES

PIERRE GEORGES

ESI

SANS doute parce que les mots lui sont comptés, notre époque adore les abréviations. Elle en usa avec plus ou moins de bonheur et d'opportunité. Mais de là à réduire les hommes à un charabia informatico-administratif...

Dans l'article consacré ici même à la mort, naturelle sentie-t-elle, d'un jeune Melan immigré clandestin, dans les locaux des renseignements généraux, Erich Inčijan rapportait que pour parler de ces gens-là le jargon policier usait d'un sigle : les ESI. Autrement dit, chef, les Etrangers en situation irrégulière. On imagine bien les dialogues de fin de journée : « Alors combien d'ESI aujourd'hui ? 120. Pas mal. Pouvez faire mieux ? Plein les rues. Vieux du chiffre ! » Au rythme actuel, la police débouche 30 000 ESI par an. C'est dire si les affaires reprennent.

On pourra toujours objecter que le pire n'est pas le sigle dont on affuble l'homme, mais la situation qui lui est faite. Seul que le sigle, c'est l'homme, plutôt la négation de sa condition d'homme. Le sigle, c'est l'antichambre de l'arbitraire. Dès lors qu'un homme n'est qu'un ESI, il est en perte d'identité et de droits.

Il y a quelques mois, plusieurs avocats avaient dénoncé, photographiés à l'appui, les conditions de vie indignes aux personnes placées en rétention, au dépôt des étrangers, sous le palais de justice de Paris. L'affaire fit quelque

bruit, occupa quelques audiences, entraîna sans doute quelques aménagements de peinture ou de sanitaires. Puis l'on était passé à autre chose.

Et pourtant... L'ESI, précisément, dit le dépôt des étrangers. L'ESI dit l'expulsion en catimini, au mépris de la loi parfois, au mépris de notre démocratie souvent. L'ESI dit les brimades et les bavures, les ricanements opposés aux plaintes des associations et des ligues, les entorses aux droits de la défense. L'ESI, en un mot, dit notre état d'esprit et notre esprit d'Etat.

Charles Pasqua, récemment, a engagé le fer contre des magistrats qui, selon ses vues, n'appliquaient pas la loi, sa loi. Et puis, son effet obtenu, lui aussi est passé à la suite. D'une certaine manière, le ministre de l'Intérieur avait parlé l'ESI. Sans doute, lui qui y excelle, débouche-t-il dans ces propos, l'expression facile d'une « belle âme », qui en parle pour son confort mental, bien au chaud dans ses certitudes et ses privilèges.

C'est en fait beaucoup plus simple. L'immigration clandestine existe, et Charles Pasqua ne l'a pas inventée pour simplement calmer des voix. La démocratie, aussi, existe, et Charles Pasqua se doit de la protéger. Y compris de ces désordres sémantiques. Ces désordres des mots qui anticipent ceux des consciences et des lois.

L'ESSENTIEL

DÉBATS

Opposition : « Existe-t-il une politique économique de gauche ? », par François Hollande et Jean-Paul Planchou « Diagonales », par Bertrand Poirot-Delpech : « L'absurde et le mystère » (page 2).

INTERNATIONAL

Le talon d'Achille de la Grande Serbie

Brčko, dans le nord de la Bosnie, est le point le plus étroit du fin et long « corridor » qui relie les territoires conquis par les Serbes. Pour le commandant des forces bosniaques, c'est « le chef de la guerre ». Car la prise de Brčko sectionnerait l'arête qui irrigue la Grande Serbie en armes et en troupes. Mais une offensive suppose un accord entre Croates et Musulmans qui est loin d'être acquis, malgré l'accord sur la création d'une fédération signé en mars (page 5).

POLITIQUE

Corruption en Provence

Le compte-rendu d'activités pour 1993 de la chambre régionale des comptes de Provence-Alpes-Côte d'Azur est sévère. En le rendant public, le président de cette juridiction a dénoncé, en termes virulents, la montée de la corruption dans la région, évoquant « des réseaux organisés qui exercent une pression énorme sur les élus et les fonctionnaires et qui résistent de considérables plus-values » (page 10).

SOCIÉTÉ

Surpopulation carcérale

Si l'on met à part les chiffres atypiques - de la Libération, la France n'a jamais compté autant de détenus depuis la création des statistiques pénitentiaires en 1852 : au 1^{er} mai, 67 457 personnes étaient incarcérées. Face à cette explosion, le garde des sceaux souhaite développer les peines non privatives de liberté (page 12).

SCIENCES • MÉDECINE

Un entretien avec le professeur Laugier, président de la Conférence des présidents des commissions médicales de CHU •

Chimie des Lumières • L'usine qui broie des fenêtres • Point de vue : « Les vertus du plégin English », par un groupe de physiciens de Sacy (pages 15 et 16).

CULTURE

Le mystère Tchaïkovski

De quoi est mort, le 25 octobre 1993, Piotr Ilitch Tchaïkovski, le compositeur de musique classique sans doute le plus populaire avec Mozart ? Une récente biographie d'André Liachke expose pour la première fois toutes les pièces du dossier, cependant qu'un opéra actuellement donné à Amsterdam trahit, lui, abruptement : Tchaïkovski aurait été « suicidé » (page 18).

ÉCONOMIE

Un débat sur la protection sociale

Edouard Balladur a annoncé un « grand débat national » sur le financement de la protection sociale à l'automne. Il pourrait être l'occasion de « substituer, ajouter ou remplacer partiellement » le financement actuel assis sur les salaires par des « modes de financement assis sur la consommation ou le revenu » (page 23).

SERVICES

Abonnements IV
Annonces classées 24
Chronologie 21
Marchés financiers 24-25
Météorologie 26
Mots croisés 26
Radio-télévision 27

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3617 LMDOC
et 36-28-04-56

DEMAIN

Le Festival de Cannes

Notre supplément « Arts et spectacles » est entièrement consacré au 47^e Festival international du film de Cannes.

Ce numéro comporte un cahier « Initiatives » fort de 1 à XII et un supplément spécial « Initiatives/Campus » distribué exclusivement en France métropolitaine.

Le numéro du « Monde » daté mardi 10 mai 1994 a été tiré à 470 822 exemplaires

Alors que les forces nordistes affirment poursuivre leur progression

Le premier ministre yéménite est limogé par le Conseil présidentiel

Le Conseil présidentiel yéménite, dominé par les nordistes, a démis de ses fonctions, lundi 9 mai, pour « raison d'intérêt national », le premier ministre (sudiste), Haidar Abou Bakr Al Attas. Mohammed Saïd Al Attas, ministre de l'Industrie, a été chargé d'assumer les fonctions de premier ministre. En outre, le Conseil présidentiel a nommé le général Abed Rabbo Mansour Hadi au poste de ministre de la défense, en remplace-

ment de Haitham Qassem Taher (sudiste), qu'il avait limogé, jeudi, « pour crimes commis dans l'accomplissement de ses fonctions ».

Les forces nordistes ont affirmé, lundi, être parvenues aux abords de la capitale sudiste. Un porte-parole militaire a affirmé que « les troupes de la 5^e brigade ont enfoncé avec succès les lignes défensives des forces sécessionnistes [sudistes] et se trouvent désormais dans la région

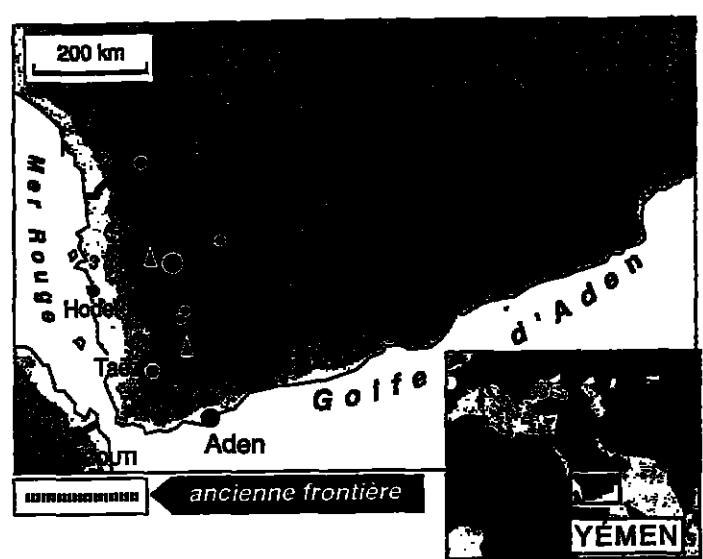
de Dar-Sa'ad, à environ 5 kilomètres d'Aden ».

Plus de mille cinq cents étrangers ont déjà fui, par mer ou par air, le Yémen. Faisant un premier bilan, un porte-parole militaire nordiste a affirmé que les affrontements ont fait soixante-quatre morts et deux cent quarante blessés dans les rangs des forces nordistes depuis le déclenchement des hostilités.

De son côté, le secrétaire d'Etat adjoint américain pour le

Proche-Orient, Robert Pelletreau, a mis en garde, lundi, au Qatar, contre la poursuite des combats qui « pourrait ouvrir la voie à une immixtion de la part des pays qui cherchent à exploiter la situation et qui veulent créer des problèmes ». « Malgré la victoire remportée au début des combats par les forces nordistes, a-t-il ajouté, il semble que les unités sudistes pourront se réorganiser pour opposer une résistance efficace. » - (AFP.)

Aden, loin de la guerre



ADEN

de notre envoyée spéciale

Aden presque encerclée, Aden sur le point de tomber, Aden bombardée ? La guerre à Aden, on en cherche en vain les traces. Hormis les batteries anti-aériennes aux carrefours stratégiques et sur les collines, les quelques baraquements dans les rues et les militaires en armes, la vie dans l'ex-capitale du Yémen du Sud suit son cours habituel. Fermé au trafic civil depuis jeudi, l'aéroport est à l'évidence opérationnel pour les avions de chasse qui décollent et atterrissent à une fréquence soutenue. Des hélicoptères militaires survolent la mer et le port, où l'activité, réduite depuis plusieurs années, se poursuit.

Rouvrites depuis dimanche, après deux jours de fermeture, écoles et administrations travaillent et, à l'aube, ce mardi, les ouvriers se pressaient nombreux pour un premier train dans les petits caïsses de la population n'a eu lieu et, au contraire, Aden accueille quelques réfugiés des villes de l'ancienne frontière entre le Nord et le Sud, où semblent se dérouler la plupart des combats.

Selon des membres des compagnies pétrolières, qui continuent la poursuite normale au Sud de l'activité de ce secteur essentiel, le front se serait stabilisé le long de cette frontière, chaque armée gardant désormais « son » territoire. Les communications militaires de Sanaa annonçant la guerre toujours plus proche font d'autant plus sourire à

leur inquiétude, et nombreux sont ceux qui stockent dans la crainte d'une guerre longue. Aucun exode de la population n'a eu lieu et, au contraire, Aden accueille quelques réfugiés des villes de l'ancienne frontière entre le Nord et le Sud, où semblent se dérouler la plupart des combats.

Selon des membres des compagnies pétrolières, qui continuent la poursuite normale au Sud de l'activité de ce secteur essentiel, le front se serait stabilisé le long de cette frontière, chaque armée gardant désormais « son » territoire. Les communications militaires de Sanaa annonçant la guerre toujours plus proche font d'autant plus sourire à

Aden que les communications routières ne sont pas coupées avec les villes plus au nord. Truffées de baraquements militaires, celles-ci sont praticables avec autorisation, et les Adénites savent donc que la guerre n'est pas encore à leur porte. Depuis deux jours, en outre, aucun avion n'est venu du Nord et aucune alerte n'a réveillé les crâtes. Selon des experts de Sanaa arrivés lundi après-midi à Lahj, à une trentaine de kilomètres au nord d'Aden, la situation dans cette région est normale et la base aérienne d'Anad est toujours entre les mains des sudistes. « Nous n'avons entendu que les échos de la bataille dans les montagnes autour,

mais tout était normal dans la ville », nous a ainsi affirmé l'un d'eux.

Venu à Aden pour embarquer sur le Jules-Verne, qui a poussé lundi matin l'évacuation des étrangers d'Aden, M. Bent Andersen a manqué le navire français, parti, selon lui, plus tôt qu'annoncé. « Une certaine panique, dont on se demande par quoi elle était justifiée, a régné au consulat d'Allemagne pour cette évacuation, dit-il, et maintenant nous attendons les nouvelles pour savoir quoi faire. »

De cette guerre lointaine, le nombre des victimes reste mystérieux, et si des habitants d'Aden affirment bien que quelques enterrements ont eu lieu dans la ville, nul ne s'avance à donner un chiffre. L'urgence médicale ne semble pas toutefois une priorité, ce qui laisse à penser que pour l'instant du moins les hôpitaux ne sont pas débordés. Une première mission de Médecins sans frontières est arrivée lundi à Aden pour faire une évaluation des besoins.

La télévision d'Aden, qui pour suit ses programmes, a de nouveau, lundi soir, répercuté les appels à la négociation lancés par les dirigeants sudistes et rejetés par le président Ali Abdallah Saleh. La situation militaire, qui paraît pour l'instant du moins équilibrée, pourrait toutefois contraindre le président à profiter d'une des nombreuses offres de négociation pour sortir d'une situation qui paraît aujourd'hui sans issue rapide.

FRANÇOISE CHIPAUX

Soucieux d'accélérer son développement international

BSN devient le groupe Danone et annonce quatre acquisitions dans l'industrie alimentaire

Le président de BSN, Antoine Riboud, a annoncé, mardi 10 mai, le changement de nom de ce groupe alimentaire pour celui de groupe Danone. Les dirigeants ont décidé de convoquer une assemblée générale extraordinaire le 7 juillet pour prendre pour emblème une de leurs grandes marques et abandonner un sigle méconnu hors de France. Numéro un français et numéro trois européen dans l'alimentaire, le groupe a annoncé quatre acquisitions ou prises de participation au Brésil, au Maroc, en Russie et en Espagne.

Un surnom contre un sigle. L'industrie alimentaire retiendra que le petit Espagnol Daniel Carasso, surnommé Danone par son père, aura finalement eu raison des trois initiales BSN, réunissant une ville - Boussais -, et deux familles venant - Souchon et Neuvess.

Quand, voici soixante-quinze ans, Isaac Carasso créa son entreprise laitière pour fabriquer des yogourts, il lui donna pour nom le diminutif affectueux dévolu à son fils Daniel. Ce dernier prit rapidement la direction de Danone et la développa hors d'Espagne. En 1973, BSN absorba l'entreprise familiale devenue Gervais Danone et ajouta les produits laitiers frais et les pâtes à ses bières, eaux minérales et produits pour bébés. Daniel Carasso intégra alors le groupe français qui est aujourd'hui président honoraire.

Pendant dix ans, l'ensemble s'appellera BSN-Gervais Danone avant de reprendre, en 1983, les

trois initiales du départ. Mais force aujourd'hui est de constater que ce sigle ne représente rien à l'étranger. Si, en France, BSN a une forte notoriété, au-delà des frontières, hormis les investisseurs financiers, peu de personnes peuvent définir son champ d'activité. D'où la décision de changer de nom et de revenir à une appellation connue. « Nos trois lettres reflètent davantage notre histoire que notre futur », commentait Antoine Riboud. Le groupe aurait pu s'appeler Kronenbourg, Lu, Amont, Evian ou Panzani, mais il a préféré Danone. Les produits laitiers frais représentent une part importante du chiffre d'affaires et

sont implantés dans trente pays. De plus, selon une étude Nielsen, réalisée à l'automne 1993, cette marque est la deuxième plus vendue en Europe derrière Coca-Cola et devant la lessive Ariel, les couches Pampers et le café Jacobs.

L'idée de se doter d'un « étendard » et d'avoir une appellation correspondant à une activité importante, s'accompagne de la création d'un logo (un enfant regardant les étoiles) qui sera apposé sur tous les différents produits du groupe, à l'image de ce que fait le numéro un mondial du secteur, le suisse Nestlé. Cette décision s'inscrit également dans la contre-offensive menée par les groupes alimentaires pour défendre leurs marques, attaquées par des produits moins chers.

Comme pour justifier ce changement d'appellation indispensable pour accélérer son développement international, Antoine Riboud a annoncé quatre acquisitions ou prises de participations dans différentes parties du globe. Au Brésil, BSN s'associe avec le deuxième biscuitier du pays en prenant, dans un premier temps, 49 % de la société Campesina de Alimentos. Au Maroc, le groupe acquiert 2,74 % du capital de l'ONA, un holding appartenant à la famille royale, ayant des activités dans l'agro-alimentaire et commercialisant sous franchise Danone par le biais de la Centrale laitière Maroc. En Russie, une co-entreprise a été créée avec la laiterie de Togliatigrad implantée à 1 000 kilomètres de Moscou et l'entreprise AVTOVAZ pour fournir des yaourts. Enfin, en Espagne, BSN prendra l'intégralité de la brasserie San Miguel dont il possède 24 % des parts depuis 1992.

DOMINIQUE GALLOIS

La deuxième mort de « Pif »

A moins que la certaine de salariés du groupe Scandédia, associée à un collectif d'auteurs constitué en mars, ne réussissent à reprendre les diverses activités de ce groupe d'édition et de presse, la mort d'un de ses titres phares, Pif, semble désormais consommée. Le tribunal de commerce de Fontenay (Val d'Oise) a en effet ordonné, lundi 9 mai, la mise en liquidation judiciaire de Scandédia, ainsi que celle de l'imprimerie Scandipress.

Antérieurement baptisé Messidor et Vaillant-Miroir-Spirit, ce groupe proche du Parti communiste a déjà subi une première liquidation judiciaire, il y a un an et demi. Il avait été racheté, avec la bénéfaction du PCF, par Jacques-Henri Wojcik, un homme d'affaires versé dans l'immobilier. Le groupe comprend les Éditions sociales, les éditions de jeunesse La Farandole, la revue littéraire Europe, le Livre-Club Diderot et, pour sa partie presse, Miroir du cyclisme et Pif.

Ce dernier est né pendant la clandestinité, sous le titre de Jeune Patriote, avant de devenir Vaillant, en 1945 et de se transformer en 1989 en Pif gadget, un nom hérité de la bande dessinée « Pif le chien » créée par Arnel en 1962.

Grâce à ce fameux gadget, le journal fut un véritable succès, tirant jusqu'à un million d'exemplaires avant de voir sa diffusion décliner à la fin des années 70. Il sera rebaptisé le Nouveau Pif, tout simplement, Pif en 1986.

D'hebdomadaire, il avait opté pour le rythme mensuel en 1992, mais ne parvenait plus depuis décembre 1993.

مكتبة الأصل

Le Monde

INITIATIVES

Décider par référendum

Pour résoudre ses difficultés, l'entreprise a recours à la démocratie directe. Philippe Séguin veut l'utiliser pour traiter la question du chômage. Avantages et inconvénients de la méthode...

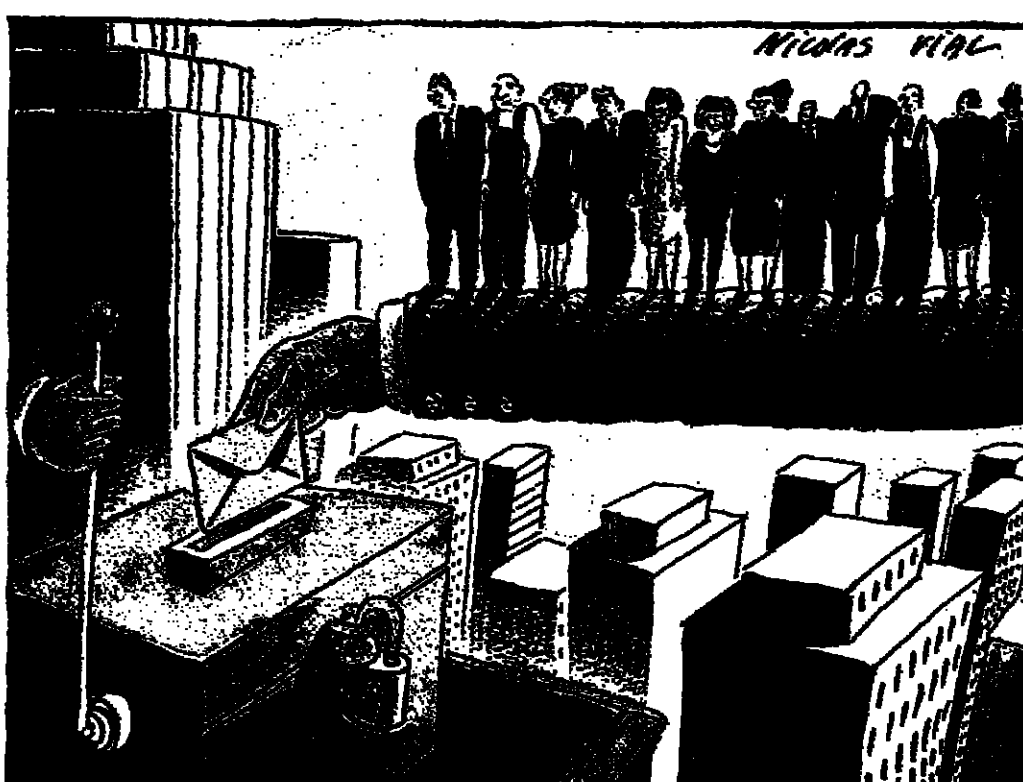
QUAND il a pris sur la réalité, tout phénomène de mode se transforme vite en un sujet de société et ouvre un débat. C'est bien évidemment ce qui est en train de se produire avec le recours aux référendums dans l'entreprise et, maintenant, avec la proposition de Philippe Séguin qui amènerait les Français à trancher la terrible question de la politique de l'emploi (pardon, de l'activité). L'usage de la démocratie directe, même s'il était prévu par les textes pour des sujets tels que les accords d'intéressement ou de participation, notamment dans les petites entreprises, vient chambouler toute la donne sociale. Pour le meilleur ou pour le pire ?

A l'origine, nécessité fait loi. Confrontées à des difficultés sérieuses, qui les conduisent parfois à s'interroger sur leur simple survie, comme dans le cas d'Air France, des entreprises n'ont plus d'autre solution que d'envisager des remèdes tellement drastiques qu'il leur faut consulter le personnel. Plutôt que de supprimer des emplois, elles envisagent alors de réduire le temps de travail, de diminuer les salaires, de revenir sur les conditions de travail, ou de mêler les trois mesures dans des proportions qui sont à ce point exorbitantes et du droit et du contrat de travail qu'elles ne peuvent que s'en remettre au jugement des intéressés avant de les appliquer. Car elles ont besoin de l'adhésion du plus grand nombre quand elles quittent les chemins balisés.

Ce raisonnement est repris par le président de l'Assemblée nationale et s'appuie sur les mêmes fondements. Philippe Séguin considère en effet que la gravité du chômage en France et les dangers dont il menace la société tout entière, obligent à une révision fondamentale qui passe par un verdict populaire. Changer d'options, réviser les conceptions, procéder à des bouleversements structurels ne pourrait se réaliser sans que les choix nouveaux soient sanctionnés par un vote obtenu en toute clarté.

Mais d'autres employeurs, qui se sont lancés dans une expérimentation avec moins de contraintes, et sans y être toujours soumis par l'urgence, ont cru nécessaire de faire accepter leurs projets, à la manière du CIC de Bordeaux, qui aura été, de ce point de vue, un précurseur. Dans ce cas, un scrutin permet de légitimer l'innovation, à défaut de lui conférer une légalité. Même quand ils saluent la démarche, les juristes en soulignent les risques. Juridiquement, un minotaure n'est pas tenu d'admettre une modification de son contrat de travail par le résultat d'un vote, qui, en tout état de cause, n'accorde pas le droit de revenir sur des avantages acquis. Il y a, avec cette procédure, un risque de voir la somme des intérêts individuels l'emporter sur les intérêts collectifs et, problème plus général, on peut s'interroger sur la compétence de salariés (de citoyens ?) qui ont pourtant à se prononcer. D'autant que l'apparente adhésion volontaire des salariés peut dissimuler une anesthésie générale, entretenue par la peur de perdre son emploi.

Bien souvent, si ce n'est à chaque fois, la méthode référendaire renvoie bien à une obligation, qui peut être jugée discutable, et qui accentue le caractère défensif des décisions qui sont prises. Il en trait différemment si la consultation était précédée d'un débat public, à condition qu'il dégage les enjeux, dans



l'hypothèse du référendum de Philippe Séguin. Sur tout, il serait plus logique, ainsi que le soulignent les juristes, qu'elle soit l'aboutissement de négociations menées par les syndicats et les représentants du personnel.

Justement, le recours au vote se comprend, la plupart du temps, comme un moyen soit de contourner les instances représentatives, soit de pallier la faillite des corps intermédiaires, dont on regrette l'impuissance ou l'absence. Pour introduire un congé parental qui permettra l'embauche de quarante jeunes chômeurs, Fleury-Michon donne l'exemple de la première version, quand, pour passer outre le refus du comité d'entreprise, les dirigeants s'en remettent aux suffrages. Avec, pour conséquence, de participer à la déstabilisation de responsables syndicaux dont le manque d'initiative et d'audace se fait alors patent. L'affaire Air France aboutit, de fait, à la même désapprobation, compliquée par l'attitude schizophrénique de quelques syndicats, dont la CFDT, qui n'a pas signé l'accord mais y a adhéré pour pouvoir participer aux négociations. Ce à quoi, dans la confusion, Nicole Nout, la secrétaire générale, ajoutera, après le vote positif à 81,26 %, qu'elle aurait prononcé le « oui ».

Des syndicats en mauvais état, voire inexistantes, justifient aussi la médiation directe des salariés, et c'est le même argument, étendu à la sphère des hommes politiques, qu'utilise M. Séguin pour s'adresser au corps électoral. Des blocages empêchent l'évolution de la société comme des entreprises, et il

faut supposer que le bon sens populaire, lui, se trouve seul en mesure de comprendre les besoins réels. Enorme pari, délicat à suivre, qui a pour conséquence, comme à Air France, de placer la hiérarchie intermédiaire en porte à faux, et surtout de discréditer des partenaires sociaux dont les discours répétés à l'envi réclament le renforcement. Michel Giraud, ministre du travail, n'objecte pas autre chose quand il répugne à considérer le référendum dans l'entreprise comme « la forme normale de décision », ou quand, à propos du référendum de Philippe Séguin, il réaffirme son attachement à « la concertation et la négociation » avec les partenaires sociaux, sans lesquels « on ne peut pas faire bouger la société ».

Rien ne dit d'ailleurs que la gestion future de la situation ainsi créée ne sera pas plus compliquée et source de plus de répercussions que la difficulté qu'on a voulu surmonter par le référendum. Tout cela laissera des traces et, à moins de réussir à faire de la consultation un moment de prise de conscience, M. Séguin devrait comprendre qu'il est peut-être, à présent, dans le rôle de l'apprenti sorcier. Et, pourtant, pour que des orientations nouvelles soient enfin mises en chantier pour lutter contre le chômage, un déclic, que la consultation des électeurs peut produire et que l'on attend, se révèle nécessaire. Terrible contradiction, au cœur de ce débat de société, qui dépasse largement le phénomène de mode actuel !

Alain Lebaube

■ La revanche des salariés

La légitimité des syndicats mise en cause

par Valérie Devillechabrolle

■ Les réserves des juristes

La consultation crée plus de problèmes qu'elle n'en résout

par Catherine Leroy

■ Une démocratie en trompe-l'œil

Un vote déjà en vigueur

par Marie-Claude Betbeder

page II

■ Le cas Air France

La crainte de la marginalisation

par Jean Menanteau

■ Les surprises

L'application ne suit pas toujours

par Francine Abizovic

■ L'acconchement douloureux du congé parental

Une initiative pas toujours appréciée

par Marie-Béatrice Baudet

page III

TRIBUNE

□ Et si on parlait sérieusement de banque solidaire

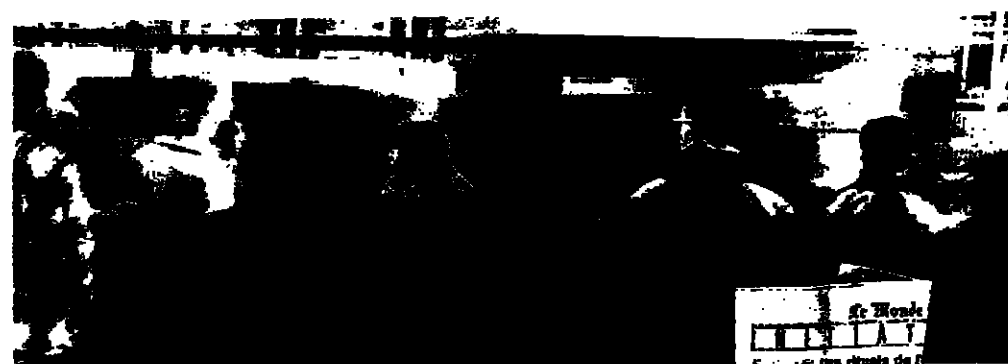
par Pierre Calame

INSERTION

□ Michel Giraud, ministre du travail, répond après notre dossier sur les entreprises d'insertion

page IV

C'est pour trouver, c'est aussi pour proposer un emploi, c'est tous les mardis* c'est le Monde Initiatives



*daté mercredi

Pour agir et pour réfléchir

UN AN

Pour doubler vos compétences

C'est pour répondre aux besoins recensés dans les milieux professionnels que le Groupe ESC Bordeaux propose, avec leur appui, six 3^e Cycles qui préparent tous à un métier indispensable à l'efficacité de l'entreprise.

MANAGER ACHAT

MAI Institut de Management de l'achat industriel

MANAGER PUBLIC

IMOP Institut de Management des Organisations Publiques

LOGISTICIEN

ISLI Institut Supérieur de Logistique Industrielle

MANAGER DU PATRIMOINE

IMPI Institut de Management du Patrimoine et de l'Immobilier

RISK MANAGER

IMR Institut de Management des Risques

QUALITY MANAGER

ISMQ Institut Supérieur de Management par la Qualité

RECRUTEMENT BAC + 4 OU + 5

GROUPE ESC

BOURDEAUX

BOURDEAUX Direction des 3^e Cycles 33405 TALENCE CEDEX

Tél. 56 84 55 37

Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux

La revanche des salariés

Un nouveau coup porté à la légitimité déjà chancelante des syndicats

LA CFDT a parlé d'« électrochoc » et de « pavé jeté dans la mare du ronron des relations sociales françaises ». D'autres, à l'instar de FO, se sont rassurés en indiquant que cette méthode devait de toute façon rester « exceptionnelle ». Comme en témoignent les vives réactions qu'ils ont suscitées, les résultats des référendums organisés par les directions d'Air France et quelques autres (fonderie d'Anceins, Publicis conseil, Simmonds) ont ravivé le lancinant débat de la perte de légitimité syndicale.

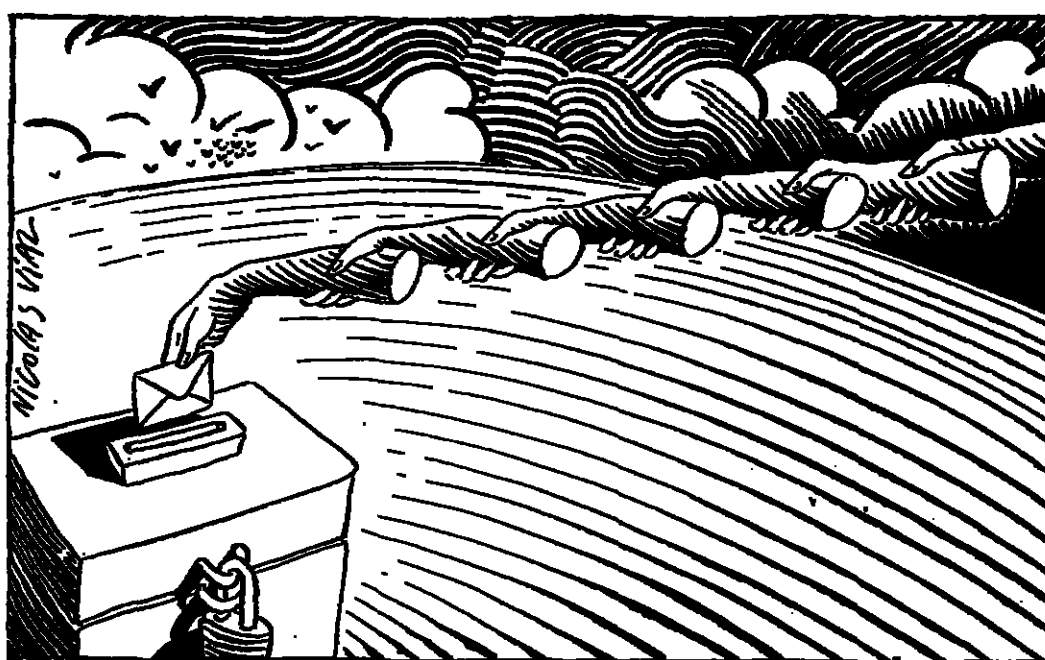
Première source de malaise pour les syndicats ainsi court-circuités, ces modes de démocratie directe sont appréciés des travailleurs qu'ils sont censés représenter. Jugés peu aptes à comprendre les enjeux économiques et sociaux de l'entreprise, longtemps tenus à l'écart des discussions patronat-syndicats pourtant ouvertes en leur nom, « les salariés éprouvent dans ces référendums une sensation d'émancipation doublée d'un sentiment de revanche vis-à-vis de leurs porte-parole traditionnels », observe d'abord Danièle Linhart, sociologue au CNRS. Lassés d'être priés d'obéir à des mots d'ordre pesés au trébuchet – parfois opaques, parfois fluctuants – de la conscience syndicale, les

salariés se félicitent en effet de ce qu'ils assimilent à une reconnaissance patronale de leur maturité en ces domaines. Les directions des entreprises et les salariés ne doivent pas pour autant se leurrer en tirant les leçons du succès des consultations dont elles prennent l'initiative, la plupart du temps à l'occasion d'une crise grave de l'entreprise. « La réussite de ces référendums signifie moins l'adhésion volontaire des salariés au projet de leurs dirigeants qu'une anesthésie générale des oppositions potentielles générées par la peur de perdre son emploi », observe encore Danièle Linhart.

Davantage de démocratie

Si le rideau de cette « pacification sociale » ainsi opérée par les dirigeants vient par la suite à se déchirer – sous l'emprise par exemple d'une organisation du travail devenue insupportable –, il n'y aura alors, souligne la sociologue, plus aucun relai intermédiaire pour canaliser la crise, « si ce n'est la capacité de résistance individuelle à la souffrance de la base... ».

Du point de vue syndical, « cette



aspiration des salariés à davantage de démocratie dans l'entreprise ne doit pas être assimilée à un gadget ni à une machine de guerre dirigée contre les organisations d'entreprise de son côté Thierry Renard, secrétaire de SUD-PTT. En période de crise, où nul ne peut

prétendre détenir la réponse, les syndicats devraient au contraire accepter de prendre le risque d'être désavoués par la base.

A condition toutefois que les conditions d'organisation de ces référendums ne se limitent pas au seul « martelage du point de vue

de la direction » et que les représentants du personnel puissent aussi s'en saisir pour faire passer leur message.

La multiplication des référendums relance aussi le débat sur le désaveu des pratiques syndicales traditionnelles. « Les syndicats

savent bien qu'ils doivent apprendre à construire des revendications collectives davantage ancrées dans les besoins individuels des salariés », reprend Danièle Linhart.

Certains, à l'instar de la CFDT, ont déjà essayé de s'en sortir en « renvoyant les équipes syndicales dans les services et les ateliers », mais tout en maintenant « leur liberté d'arbitrage entre les revendications exprimées ». D'autres, comme la CGT, ont choisi de se faire les porte-parole de toutes les revendications individuelles, au risque d'y perdre leur crédibilité.

Ces deux approches ne suffisent pas, estime toutefois la sociologue, qui estime que c'est le « filtre même de la pensée syndicale sur le travail et l'entreprise qui est biaisé ».

Dépoussiérer ce filtre revient à accepter un véritable « changement culturel ». Avec l'aide de chercheurs, de politologues, de sociologues et d'historiens, des syndicalistes ont d'ores et déjà commencé, à titre individuel, parfois collectif, à s'engager dans cette voie et à réfléchir sur l'évolution du travail et la place qu'il occupe dans la société. Une idée à suivre...

Valérie Devillechabrolle

Les réserves des juristes

Au niveau du droit social, la consultation pose plus de problèmes qu'elle n'en résout

Le référendum comme technique de sortie de crise se développe dans l'entreprise. L'essor, pour relatif qu'il soit, n'en est pas moins réel et mérite que les spécialistes du droit social se penchent sur la question. Certes, le référendum n'est pas quelque chose d'absolument nouveau dans l'entreprise. La loi le prévoit dans certains cas, notamment pour la conclusion d'accords de participation et d'intéressement, la mise en place ou la modification de régimes complémentaires de retraite et de prévoyance. En dehors de ce cadre, il n'a aucune valeur juridique.

Pourtant, les chefs d'entreprise cherchent de plus en plus à s'appuyer dessus pour demander des sacrifices à leurs salariés (réduction du temps de travail, diminution des salaires) en échange d'un maintien de l'emploi. Et même si, légalement, le référendum ne permet pas directement de réduire ou supprimer des droits et avantages dont bénéficient les salariés – il y a pour cela des procédures à suivre – dans la réalité, le vote a une incidence indirecte sur les salariés. Juridiquement, le vote majoritaire n'engage pas les minoritaires. Dans les faits, le salarié qui refuse la décision majoritaire n'a plus qu'à accepter son licenciement économique.

Certains juristes justifient le

recours au référendum par le manque de représentativité réelle des syndicats. « Tant que l'objet de la négociation collective n'est que de créer des avantages plus favorables aux salariés, la notion de représentativité des syndicats avec le monopole dont ils disposent est suffisante », explique l'avocat Jacques Barthelemy. « En revanche, estime-t-il, lorsque l'objet de l'accord est de remettre en cause les avantages, la notion est insuffisante. Il faut la compléter par une notion de légitimité. C'est-à-dire par la référence à la collectivité des salariés. »

Décision fondée sur la peur ou l'affectif

Quoi qu'il en soit, la technique référendaire ne réduit pas tous les spécialistes en droit social qui égrègent leurs griefs à son encontre. Il lui reproche de court-circuiter les représentants syndicaux, de faire passer l'intérêt individuel avant l'intérêt collectif, de faire juger des problèmes par des gens qui n'ont pas forcément les connaissances ou les compétences pour le faire. « Les salariés, résume l'un d'eux, doivent se prononcer par oui ou par non sur une décision qu'ils n'ont pas été à

même d'appréhender. De surcroît, leur décision est bien souvent fondée sur la peur, l'affectif, voire l'irrationnel. »

Faut-il alors condamner tous les référendums ? « Pas systématiquement », estime Marie-Armelle Souriac-Rothschild, maître de conférences à l'université Paris-X. Lorsqu'ils s'intègrent ou viennent en complément de négociations plus formelles, ils peuvent avoir un rôle tout à fait positif. La négociation favorise, en effet, un échange de propositions et de contre-propositions entre la direction et les syndicats, aboutissant à un compromis acceptable par les deux parties. La consultation permet, par ailleurs, de combler un petit peu le fossé qui peut exister entre les salariés et les syndicats.

Pour favoriser ce lien entre les syndicats et les salariés, l'avocat Gilles Bélier suggère que « les partenaires sociaux se concertent pour savoir comment il serait possible d'améliorer la consultation des salariés dans des situations difficiles ou importantes afin de leur expliquer les choix et priorités qu'ils peuvent être amenés à négocier ». De son côté, l'avocat Bernard Giustiniani estime que le référendum peut être utile, ne serait-ce que pour créer un consensus autour des objectifs de l'entreprise, mais qu'il ne faut pas en faire une technique de gestion habituelle et permanente ». En tout état de cause, Marie-Armelle Souriac-Rothschild souhaite vivement qu'il n'y ait pas d'intervention législative sur ce point, qu'on laisse faire un certain nombre d'expériences. Car, prévient-elle, il y a parfois des lendemains de référendum douloureux, des promesses non tenues malgré des avantages perdus. Bref, de quoi alimenter de belles controverses juridiques.

Catherine Leroy

Une démocratie en trompe-l'œil

Pour les accords d'intéressement, le vote en entreprise a déjà trente-cinq ans

Il est un domaine où le référendum est de pratique courante dans les entreprises : celui de l'intéressement et de la participation. Et cela, depuis les origines. L'ordonnance du 7 janvier 1959 par laquelle le général de Gaulle fondait le système prévoyait déjà une possibilité de ratification par vote positif des deux tiers des salariés. En 1991 et 1992, environ 60 % des accords d'intéressement se sont conclus de cette façon. Et si l'on se limite aux entreprises de moins de 50 salariés – signataires, à elles seules, des deux tiers de ces accords – le pourcentage des référendums grimpe à 85 %. Dans le cas de la participation, il atteint même 90 %.

Les conventions peuvent également être signées avec les représentants des organisations syndicales représentatives ou avec le comité d'entreprise. Ces deux modalités sont évidemment d'autant plus utilisées que la société est importante. Le référendum n'apparaît plus qu'une fois sur quatre dans les structures de 50 à 99 salariés, et au-delà il s'effondre aux alentours de 5 %. Si ce pourcentage existe, tout limité qu'il soit, c'est que l'employeur a toujours la possibilité d'opter pour le vote des salariés : il lui suffit d'avoir l'accord du comité d'entreprise ou d'une des organisations syndicales.

Comme le référendum est plus souvent pratiqué là où les syndicats sont absents, le système n'a guère retenu leur attention. Certes, ils disent leur désaccord quant à la possibilité laissée aux employeurs de se passer de leur intervention : « Elle a pour effet une absence totale de négociation », explique Christine Raffet, secrétaire confédérale CFDT. Le chef d'entreprise fait une proposition bouclée à laquelle les salariés ne peuvent répondre que par oui ou non. Comment diraient-ils non quand on leur

propose des deniers supplémentaires ?

Or, souligne-t-elle, ces « deniers » peuvent être en réalité un salaire déguisé. « Grâce à une formulation habile de l'accord, certaines petites entreprises – souvent parmi les plus performantes – transforment en intéressement, exempté de toutes charges sociales et porteur d'importants avantages fiscaux, une part non négligeable de ce qu'elles verseraient autrement comme salaire. » Les salariés y perdent, la Sécurité sociale plus encore, mais tout le monde n'y voit que du feu. On est donc amené à se demander si la formule du référendum est aussi démocratique qu'elle le paraît au premier abord.

Mais, la collecte et l'analyse des informations n'ayant pas été faite, il est difficile d'aller au-delà de cette interrogation. Pourtant, le travail de recherches que vient d'achever un étudiant très particulier apporte de quoi amorcer la réflexion. Daniel Boulmier a été vingt ans salarié dans la métallurgie. Il y fut délégué syndical central de sa société et signataire à ce titre de plusieurs accords d'intéressement. Depuis un an et demi, il suit un cycle d'études à Paris-I Sorbonne dans le cadre d'un congé individuel de formation. Il dresse

depuis un bilan très critique de cette « démocratie » dans l'entreprise à laquelle il « avoue avoir cru ».

En cas de référendum, le salarié qui voudrait discuter du contenu de l'accord proposé ne peut pratiquement pas le faire car aucun droit à l'information ne lui est reconnu.

Sur les 65 accords qu'il a examinés, seuls trois prévoient une information ultérieure des salariés. Quant au « renforcement de la communauté d'intérêts » qu'invoquent la plupart des préambules, Daniel Boulmier constate : « Quatre seulement prévoient une répartition égalitaire du montant de l'intéressement. » Au plan national, dans les petites entreprises où le référendum domine, un cadre touche en moyenne quatre fois plus qu'un ouvrier ; soit environ deux fois plus que dans les grandes où la négociation est la règle.

« Dans un concert, le joueur de cymbales ou de triangle est-il moins essentiel à la réussite commune que d'autres musiciens qui interviennent davantage ? Interroge l'ancien syndicaliste. Nos patrons n'arrivent pas de se présenter comme des chefs d'orchestre : qu'ils assument jusqu'au bout leur raisonnement ! »

Marie-Claude Botheder

TEMPLE University
Philadelphia
USA

MBA

GROUPE IGS
Paris - Lyon
France

MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION

ACCREDITE AACSB

11 mois intensifs en anglais

4 en France - 7 aux USA

Cursus interculturel unique pour un diplôme reconnu internationalement.
L'alliance de 3 institutions réputées et d'entreprises internationales.

Admission :
diplôme Bac+4, BBA équivalent.
Selon le diplôme original la durée des études peut être de 10 mois.

Candidature et demandes de bourses sont acceptées par carte d'admission.
Tél. (0)72 73 47 83
ou écrire à :

Centre Franco-Américain de Management - 107 rue de Marseille 69007 Lyon

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code Postal _____ Ville _____ Tél. _____

MBA part-time ESCP

Selection en cours

Le MBA ESCP s'adresse à de jeunes cadres et dirigeants ayant 5 à 10 ans d'expérience. Ce MBA, compatible avec l'activité professionnelle, comprend 550 heures d'enseignement réparties sur 18 mois.

Remise des dossiers avant le 1er juin
Informations : Hélène Pénain
Tél. : 49 23 22 70

Prenez le meilleur Paris pour votre avenir !

Rendez-vous page p. 13 du Supplément Jeunes Diplômes

هكذا من الأصل

INITIATIVES

DOSSIER • Décider par référendum

Le cas Air France

Les syndicats non signataires de l'accord-cadre craignent la marginalisation

Pour les uns, il s'est agi d'une péripétie. Pour les autres, l'événement revêt un caractère purement symbolique. Un mois après le succès du référendum du 11 avril organisé auprès des 40 000 salariés du groupe (83,55 % de participation et 81,26 % de oui), les syndicats d'Air France parmi les plus opposés aux orientations définies par Christian Blanc, président de la compagnie, paraissent surtout se demander comme ils vont se raccrocher aux branches.

A la fin du mois d'avril s'est tenue, en effet, la première réunion du comité de suivi qui a charge de constituer les groupes de travail et dont les travaux pourraient se poursuivre jusqu'au mois de juin. Ont participé à cette rencontre les six organisations signataires de l'accord-cadre (1), lequel précise les dispositions sociales du projet « Reconstruire Air France ». Les huit syndicats non signataires n'étaient pas présents, pour cause de refus d'accord.

Malaise de la hiérarchie intermédiaire

« On va modifier les statuts, la vie sociale, les conditions de travail, les horaires de l'entreprise en notre absence, tempête un responsable de la CGT. Le référendum a conduit à cette logique : on ne discutera qu'entre gens d'accord entre eux. » Pour la CGT, cette « marginalisation de fait court à l'échec, tant il est vrai que traditionnellement n'est pas celle de la chaise vide ». Elle y voit encore un risque : celui de la résurgence des « coordinations incontrôlables ». Quant au mode référendaire, elle y voit une forme de « psychothérapie globale », puisque les idées du personnel ayant répondu au question-



naire envoyé par la direction à domicile n'ont pas été prises en compte.

« Il s'agit bien de mettre maintenant en musique une péripétie de nature symbolique et qui doit rester exceptionnelle », souligne François Cabrera, au nom de la CFDT, organisation qui avait donné son « adhésion » à l'accord sans toutefois le signer. Cela afin de pouvoir participer aux négociations. Pour l'heure, « il faut revenir aux formes traditionnelles et pratiquer l'indispensable transparence ».

« Maintenant que l'euphorie est retombée », ajoute François Cabrera à propos du climat social, on

constate un malaise évident de la part de la hiérarchie intermédiaire. En même temps que la tentation est forte de sa part de durcir le langage – c'est surtout vrai des « petits chefs » –, voici qu'elle prend conscience de sa vulnérabilité. Est-elle prête au changement, y compris culturel, que vont induire la réorganisation et la gestion décentralisées de la compagnie en centres de résultats ?

Tout en assurant de nouveau que le principe du référendum doit être « exceptionnel », on se montre plus serein chez FO (majoritaire). Et pour cause : « Nous avons soutenu l'initiative de Christian Blanc dès

l'origine. Si la direction a obtenu ces résultats, elle nous le doit », dit sans ambages Philippe Lefort (FO-cadres). Le climat d'après référendum ? « Il est trop tôt pour noter un changement. C'est surtout au sein de la direction générale, où des mouvements sont en cours, que la fracture apparaît. » Traduction : certains cadres supérieurs se refusent à collaborer avec des hommes « compromis » avec l'ancienne présidence. Comment les syndicats non signataires seront-ils informés des travaux du comité de suivi ? « Par la direction, la presse interne, les notes, la littérature habituelle... mais il y a risque de se couper des autres », reconnaît néanmoins Philippe Lefort.

Le Syndicat des pilotes de ligne (SNPL), écarté pour cause de non-signature de l'accord du comité de suivi, comme l'ensemble des personnels navigants, affiche, lui aussi, une sérénité apparente qu'il justifie ainsi : « Comme l'a déclaré le président d'Air France, nous n'irons pas dans le même sens. Il lui sera difficile de discuter de nos conditions de travail très particulières sans que nous y soyons associés. Il sait bien, par ailleurs, que notre taux de syndicalisation s'élève à 80 %, soupire Geoffrey Bouvet, président du SNPL. Le comité de suivi abordera surtout, dans un premier temps, des questions d'ordre général. Quant à nous, nous travaillons dans des groupes annexes sur nos problèmes spécifiques. »

Jean Menanteau

(1) L'accord-cadre prévoit notamment cinq mille suppressions de postes, sans licenciements, un gel des salaires sur trois ans et le blocage des avancements en 1994. Le temps de travail pour le personnel au sol est porté à trente-neuf heures au lieu de trente-huit.

Les surprises

Les décisions votées rencontrent parfois des difficultés dans leur application

A l'issue de cinq mois de conflit, le personnel de Potain respire. Le couperet des licenciements est passé bien près, malgré un accord exemplaire, signé le 10 février 1993, dans cette fabrique de grues, filiale du groupe Legris Industries, par la CGT – qui en avait été à l'origine –, la CFDT et la CGC, avant d'être approuvé par 91 % des salariés non cadres lors d'un référendum. Le dispositif, valable deux ans, avait permis d'éviter 128 licenciements en contrepartie d'une réduction du temps de travail sans compensation salariale après épuisement de 100 heures de chômage partiel. En s'engageant ainsi, la CGT, premier syndicat, rompait avec la traditionnelle opposition cégétiste à toute solution de « partage des revenus ». « C'était une tactique de lutte pour refuser l'exclusion et faire prévaloir la solidarité », souligne Alain Morand, délégué syndical central CGT. Mais nous avions expliqué aux salariés que le problème de fond n'était pas réglé. »

Le 25 novembre 1993, Potain redevenait une entreprise comme les autres, qui annonce 58 licenciements à l'usine de Moulins (Allier), où il y eut 250 heures de chômage en 1993. « L'activité était à son plus bas niveau historique », précise Gérard Tourrette, secrétaire général de Potain. Pour les salariés, c'est un choc : « Je me suis senti trahi », explique l'un d'eux. Les syndicats ont estimé que l'accord avait été violé. « C'était une rupture de la lettre et de l'esprit de cet accord qui prévoyait d'essayer de trouver ensemble des solutions alternatives aux licenciements », dénonce Daniel Thévenet, délégué syndical central CFDT. Un bras de fer s'engage alors au travers de manifestations et de débrayages, puis sur le terrain judiciaire.

Douche écossaise

Cette douche écossaise a laissé des traces dans le climat social. « Les gens n'ont plus confiance dans la direction », estime le salarié de Moulins. « C'est vrai que l'atmosphère est un peu tendue », admet Gérard Tourrette. Il en est souvent ainsi dans les crises. « En revanche, il y a plus de dialogue et de solidarité entre les gens, affirme le salarié. Les syndicats en sortent grandis ». Et l'unité syndicale « renforcée », estime la CFDT. Ni ce syndicat, ni la CGT, ni la direction ne regrettent pour autant l'accord.

Chez Publicis Conseil, il n'y a pas eu d'accord, mais 72 % des 302 suffrages exprimés lors d'un référendum, le 17 mai 1993, ont conduit à l'application, en juillet, d'un « plan d'aménagement des salaires » temporaire, destiné à éviter 25 à 40 licenciements. Ce plan prévoyait une hausse de 3 % des salaires atteignant au plus 9 000 francs bruts, aucun changement pour ceux de 9 000 à 12 000 francs et des baisses pour les rémunérations supérieures. La direction garantissant, notamment, de ne procéder à aucun licenciement économique dans les douze prochains mois, sauf détérioration sérieuse et brutale de la situation. « La direction nous a dit qu'elle était contrainte de le faire en raison de la récession et des conséquences de la loi Sapin », indique Françoise Ambal, déléguée syndicale CFDT. On a été pétrifiés car l'agence n'avait pas de difficultés et n'en a toujours pas. En 1992, la participation aux bénéfices a augmenté de 48 %, et le rapport du cabinet d'experts-comptables Syntex estime en effet que, « au regard de son fonds de roulement », l'agence disposait d'une « marge de manœuvre considérable » et que ses résultats avaient été « excellents ». « Dans les coulisses, c'était mal 68 », indique la CFDT. Entre l'annonce du plan aux salariés le vendredi, et le référendum le lundi, les représentants du personnel auxquels la direction a refusé une analyse économique n'ont évidemment pas pu mener campagne. De plus « cent quarante-trois personnes dont le salaire ne dépassait pas 10 000 francs n'avaient pas voté », dénonce la CFDT.

Malgré les déclarations virulentes de certains en assemblée générale, le plan a été accepté. « Par peur, dit une salariée, mais le référendum est devenu un tabou, personne n'osait dire ce qu'il avait voté. » Un mois après, Maurice Lévy, le PDG, annonçait le rachat de trois agences du groupe « FCA ». « Vous le constatez, la crise ne paralyse pas », écrit-il, lui, le 22 juin, dans une note au personnel.

Sollicitée par seulement cinq délégués, l'inspection du travail a demandé en octobre 1993 à Publicis de « procéder sans délai » à la régularisation de ceux qui avaient refusé la baisse. Combien sont-ils ? Les délégués ne parviennent pas à le savoir et la direction refuse de nous répondre. Fin avril, le rétablissement des salaires jusqu'à 30 000 francs a eu lieu. « Les gens sont contents, constate une salariée. Ils oublient qu'ils ont fait les banquiers pendant des mois. »

Francine Alzocool

L'accouchement douloureux du congé parental

La direction de Fleury-Michon a pesé de tout son poids dans la balance pour l'adoption du nouveau dispositif

Sur 1694 salariés votants et 90 % de suffrages exprimés, 791 ont dit « oui », 744 « non », 47 voix ont donc permis de mettre en place, depuis début mai, un congé parental ambitieux dans les quatre établissements vendéens du groupe Fleury-Michon.

Pour chaque mère (ou père) qui accepte d'arrêter de travailler pendant trois ans afin d'élever son enfant, et qui reçoit en contrepartie une indemnité forfaitaire de 2 929 francs mensuels, versés par Fleury-Michon éparpillé par le comité d'entreprise (CE), un jeune deman-

deur d'emploi est embauché à contrat à durée déterminée.

Ce dispositif confirme la volonté de l'entreprise de multiplier depuis des années, à l'abri de tout plan social, les initiatives (travail à temps partiel, réduction des horaires...) visant à développer l'emploi.

Nouvel épisode d'une longue tradition de dialogue social ? On pourrait le penser à écouter Roger Colin, vice-président du groupe : « Nous reconnaissons depuis toujours le fait syndical », annonce-t-il en préambule. Pourtant, la manière dont le congé parental a été accepté peut servir le

doute dans les esprits. Retour en arrière. Le 20 octobre 1993, la direction réunit le CE afin d'en étudier l'idée. Après plusieurs semaines, le débat se cristallise autour de la participation financière du CE. La CGT confirme son opposition de départ ainsi que Force ouvrière, majoritaire. La CFDT et le syndicat cadre de l'entreprise sont favorables, mais minoritaires.

Accord à l'arraché

Le vote officiel est organisé : six voix contre, trois voix pour. Le dossier aurait dû être en principe classé, la direction du groupe ne s'y attendait pas, comptant plutôt sur un oui de FO. Dépitée, elle exprime sa colère à travers une lettre personnalisée, envoyée au domicile de chacun des deux mille salariés. Lettre signée du PDG, Yves Gonnord, et de Roger Colin. Le ton moralisateur est culpabilisant : « Les membres du CE appartenant aux sections FO et CGT ont rejeté notre proposition de créer une allocation parentale. Ce faisant, ils ont fermé la porte de l'entreprise à quarante jeunes chômeurs. Les égoïsmes particuliers et le mensonge ont donc prévalu sur la solidarité pour le partage du temps de travail... »

Cette technique de l'appel direct, dans une entreprise familiale comme Fleury-Michon, ne manque pas de faire mouche. Les salariés réagissent, FO, dont les voix au CE ont été déterminantes, s'inquiète des remous provoqués et demande, par lettre, à la direction d'organiser une consultation directe auprès des salariés, expliquant qu'elle se millierait à leur position. Nouvelle réunion du CE afin de savoir s'il accepte le principe de cette consultation : la CGT ne l'estime pas nécessaire. « Pourquoi une consultation alors que nous sommes les élus du personnel et que, majoritairement, nous nous sommes déjà prononcés contre le congé parental ? », explique Jean Messant, secrétaire du syndicat CGT. La CFDT y consent à regret : « Toute consultation de ce

type faite a posteriori, constate Marcel Marquis, délégué CFDT, traduit un manque d'initiative et d'audace des représentants syndicaux ». La consultation est organisée vite, très vite. Le résultat – quarante-sept voix de plus pour les « oui » – vient contester la position du CE. Le vote est réorganisé, FO modifie sa position, le congé parental est adopté.

On peut évidemment s'interroger sur les stratégies menées par chacune des sections syndicales, mais la chronologie des événements pose surtout la question de leur déstabilisation par la direction du groupe. « C'est vrai que la lettre envoyée à l'ensemble du

personnel a été une pression très forte, reconnaît Daniel Guédon, de Force ouvrière. Les fonds du CE, c'est l'argent des salariés, notre position était devenue très difficile. » Déstabilisation alors ? Roger Colin rétorque le terme : « En trente ans de dialogue social, c'est la deuxième fois que nous avons recouru à la consultation directe. Et pourtant, il y a eu bien d'autres orages que nous avons défilés, les syndicats et nous. Comment nier cette évidence ? » Aux salariés, témoins de cette dernière opération, d'en juger.

Marie-Béatrice Baudet

Les précédents

PROCÉDURE rare dans l'entreprise, car elle se heurte à la fois à l'histoire et aux traditions des appareils syndicaux et patronaux, la consultation du personnel par référendum a tendance à se développer. Près d'une vingtaine d'entreprises s'y sont essayées depuis quelques mois : la Bordelaise de crédit, la Biscuiterie nantaise, Thomson Tubes électroniques, Fleury-Michon, SFIM Industries, Publicis Potain, Sextant Avionique, etc.

Destiné généralement à faire accepter aux salariés des sacrifices salariaux ou des accords de partage du travail, l'usage du référendum – nouvelle forme de régulation sociale et acceptation collective des réformes –, n'avait jamais pris, avant la consultation organisée par Christian Blanc, le 11 avril, auprès des 40 000 salariés d'Air France, un tel relief.

Initiateur du mouvement, la Bordelaise de crédit, filiale du groupe CIC, a instauré, à l'automne 1992, une « contribution salariale de solidarité » en échange de la sauvegarde d'une quarantaine d'emplois.

Chez Thomson, Sextant Avionique, SFIM Industries, les accords portent sur la réduction du temps de travail, accompagnée de baisses des salaires.

Dans la majorité des cas les salariés ont massivement ratifié les modifications proposées par la direction seule, ou contenues dans un préaccord conclu avec les syndicats. Mais chez Potain, premier constructeur mondial de grues, l'accord conclu en février 1993 n'a pas tenu. Deux cas de refus des salariés sont aussi à signaler. A l'usine de Valmex (sous-traitance automobile) de Valenciennes, les salariés ont refusé en février 1993 l'accord conclu entre la direction et l'intersyndicale. De même à la Fonderie Bouhyer, près d'Antenis (Loire-Atlantique), les salariés ont refusé, le 19 avril, l'accord de partage du travail.

Sans aucune réelle valeur juridique, le recours à la démocratie directe sur le lieu de travail traduit la volonté de rechercher un large consensus dans l'entreprise, au moment de traverser des caps difficiles.

A. B.-M.

UNIVERSITÉ DE PARIS-DAUPHINE
FONCTION FORMATION
MANAGEMENT D'UN NOUVEAU MÉTIER
DIPLÔME UNIVERSITAIRE DE FORMATEUR D'ADULTES

Un objectif : former ou perfectionner des professionnels capables de maîtriser l'ensemble des enjeux et des outils de la formation au service d'un projet d'entreprise, au niveau français et européen.

Deux modalités :

- Le DUFA à temps plein
- * mention « Responsable de Formation et Consultant » (8 mois)
- Conditions : Diplôme de 2^e cycle + expérience professionnelle d'au moins 3 ans
- * mention « Expert Européen en Formation » (8 mois)
- Conditions : Diplôme de 2^e cycle + 3 années d'expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans le champ de la formation d'adultes + 2 langues européennes, dont l'anglais.

Le DUFA à temps partiel dans le cadre de l'usage ou l'autre mention

Conditions : Diplôme de 2^e cycle + 3 années d'expérience professionnelle + être en fonction dans le champ de la formation d'adultes + 2 langues européennes pour la mention 2.

Ces cycles sont réalisés avec le concours financier du Conseil Régional d'Ile-de-France (sous réserve de conventionnement). Dans ce cadre, des rémunérations de stagiaires, pour les demandeurs d'emploi, pourront être prises en charge.

Renseignements et retrait des dossiers :

DÉPARTEMENT D'ÉDUCATION PERMANENTE
Université de Paris-Dauphine, place du Maréchal-de-Tassigny
75775 PARIS CEDEX 16 - Tél. : (1) 44-05-42-46
Date limite de dépôt des dossiers : 9 septembre 1994.

INITIATIVES
RENDEZ-VOUS

TRIBUNE

Et si on parlait sérieusement de banque solidaire ?

par Pierre Calame

Peut-on prêter aux pauvres et aux exclus ? Peut-on concevoir une « banque solidaire » capable de leur faire crédit pour les aider à prendre des initiatives ? Et quel rôle doivent jouer l'Etat et les collectivités locales ?

L'adage populaire « on ne prête qu'aux riches » semble frappé au coin du bon sens. Comment prêter à qui n'offre pas les garanties suffisantes de remboursement ? Les pauvres, comme les PMI, sont pour les banques un bien mauvais risque avec leurs ressources incertaines et leurs petits comptes. Alors que les riches, les grandes entreprises, eux... Est-ce si sûr ?

Sept milliards de pertes, 20 milliards d'aide de l'Etat, 40 milliards d'engagements douteux : si l'on en croit la presse, le Crédit lyonnais a pris une sérieuse option pour la médaille d'or aux Jeux olympiques de la déconfiture immobilière.

Cette banque est-elle victime de la fatalité ? Evidemment non. Lors d'une enquête commandée par le ministère de l'équipement sur les stratégies des entreprises et l'aménagement du territoire, j'avais rencontré en 1987 des professionnels de l'immobilier de bureau. Tous faisaient état de la ruée vers l'or des promoteurs après la suppression par le gouvernement Fabius de l'agrément limitant l'implantation de bureaux dans l'Ouest parisien et prédisaient l'effondrement du marché à plus ou moins brève échéance. La constitution de foyers locaux, facilitée par la décentralisation, le refus d'une réforme de la fiscalité locale qui aurait évité que l'immobilier de bureau reste la poulie aux œufs d'or des ressources communales, le financement des partis politiques de droite et de gauche par les promoteurs et les entreprises, la suppression des obstacles administratifs : tous les ingrédients étaient là pour un effondrement futur du marché.

Tout cela, les banquiers le savaient fort bien. Mais la logique des moutons de Panurge était là : qu'importe

de se tromper du moment que les autres se trompent aussi : le retournement du marché était imprévisible peut-on toujours arguer ; la preuve, les collègues aussi s'y sont fait prendre ! Etonnant syllogisme. Cette attitude « panurgiste », j'avais déjà eu l'occasion de la découvrir il y a une dizaine d'années dans un autre domaine : celui des marchés à l'exportation. J'étais à l'époque responsable au ministère de l'équipement des relations avec l'Algérie. Dans la mise en œuvre de l'accord-cadre, très novateur dans son esprit, qui avait été signé en 1982 avec l'Algérie, j'avais à suivre l'ensemble des contentieux entre les entreprises françaises et les administrations algériennes. J'ai connu une série de déboires de bilan en cours de chantier. Les embrouillaminés de l'administration algérienne y ont été pour quelque chose, mais l'opportunisme de certaines entreprises, qui se ruèrent sur l'exportation en Algérie dans une ultime fuite en avant précédant la chute, y fut aussi pour beaucoup. Dans ces cas de dépit de bilan, les cautions bancaires sont « appelées ». J'ai été consterné de voir à plusieurs reprises avec quelle légèreté ces cautions avaient été accordées par les banques avec pour argument définitif pour se disculper de cette légèreté : comment se méfier, puisque la banque concurrente avait déjà accordé sa caution !

Au nom de cette logique, on ne prête qu'aux riches. Mais les riches sont-ils les meilleurs payeurs ?

L'aspiration progressive du système bancaire par les marchés financiers ne détourne-t-elle pas de plus en plus les banques et le marché financier lui-même de leur vocation première qui était d'orienter l'épargne vers la « création de richesses » au sens le plus large du terme, vers les dynamismes individuels et collectifs

sous toutes leurs formes ? Le très sérieux cabinet genevois d'analyse financière Eco-Diagnostic titre l'une de ses recherches « Marchés financiers : une vocation trahie ? ». Il montre bien comment la Bourse a failli à son rôle d'appui au développement. Est-ce la faute des banquiers ? Oui et non ; pour prendre un risque, il faut pouvoir le connaître et l'évaluer. Cela, suppose une proximité sociale avec le milieu, et c'est précisément cette familiarité qui leur fait défaut.

Une autre anecdote. En 1984, un entrepreneur marseillais du bâtiment, désireux lui aussi d'exporter en Algérie, et me prêtant des pouvoirs exorbitants, vint me voir pour me demander de lui obtenir un rendez-vous avec le ministre algérien de l'habitat. Je lui ai répondu que son marché potentiel était en fait à deux pas de chez lui, dans les bistrots de la porte d'Aix. Car je savais que le rêve des immigrés algériens en France était de construire « au pays » et qu'ils avaient le plus grand mal à le faire si un cousin ou un frère n'était pas sur place pour faire les démarches et suivre le chantier. L'entrepreneur est reparti tête basse ; ce marché potentiel, pourtant celui de ses propres ouvriers, lui parut plus lointain que s'il était à l'autre bout du monde.

Le nombre de chômeurs ne cesse d'augmenter en France, notamment chez les jeunes. Nous savons, jusqu'à un certain point, assurer leur protection sociale. Mais nous ne savons pas aider leurs initiatives, leurs dynamismes. Car, pour cela, il faudrait leur faire confiance, signification très exacte du mot crédit. Nous savons verser le RMI, de l'aide personnalisée au logement, des allocations chômage, des préretraites... Assister, cela oui, nous savons fort bien le faire. Mais nous ne savons pas encourager à faire, nous ne savons pas accompagner les initiatives.

Nous ne savons pas faire confiance, donc, faire crédit. Pas un crédit de charité — car la charité n'a rien à voir avec la confiance — mais un crédit dans des condi-

tions rigoureuses de réflexion sur le risque. Est-ce utopique ? Bien moins que de croire que la demande en immobilier de bureau sera illimitée. Au Sud comme au Nord, des « banques solidaires » capables de consentir des petits prêts, aux modalités de remboursement adaptées aux groupes marginalisés, fonctionnent avec des taux de remboursement très élevés, mais l'expérience prouve qu'il faut pour cela inventer des modes de fonctionnement de l'institution bancaire assurant une réelle adaptation aux besoins et à la culture des groupes humains qui n'ont pas accès au système bancaire normal. Cela suppose aussi, dans le cas de la France, que le financement de l'accompagnement de l'emprunteur soit assuré ailleurs. Pour un petit prêt en effet, le coût d'accompagnement est du même ordre de grandeur que le prêt lui-même et ne saurait donc être couvert, comme pour un prêt normal, par la différence de taux d'intérêt entre la « ressource » de la banque, c'est-à-dire l'épargne qui lui est confiée, et l'« emploi », c'est-à-dire le prêt qu'elle consent.

Dès lors, que faut-il pour parvenir à cet objectif ?

Trois choses :

1. En comptant large, 100 millions de l'Etat et 100 millions des banques pour créer le capital d'une banque solidaire. Une misère, comparé aux conséquences des « mauvais risques » pris ces dernières années.

2. Une réorientation du même ordre de grandeur des crédits de l'aide sociale pour couvrir le coût de l'accompagnement des prêts.

3. La possibilité de s'appuyer sur le réseau des bureaux de poste pour faire les prêts car, avec le retrait des guichets bancaires des banlieues pauvres, c'est le seul lieu de proximité qui existe partout.

► Pierre Calame est président de la Fondation pour le progrès de l'homme.

Entreprises d'insertion et plans locaux d'insertion économique

Michel Giraud répond

A la suite de la publication du dossier consacré aux entreprises d'insertion et aux plans locaux d'insertion économique (« le Monde Initiatives » du 4 mai), Michel Giraud, ministre du travail, nous a adressé la mise au point suivante.

« 1. Les entreprises d'insertion ne sont pas « en péril » :

— le gouvernement est très attaché à la formule des entreprises d'insertion. Elles offrent une possibilité d'insertion professionnelle et sociale à certains de nos concitoyens qui sont le plus en difficulté, en leur proposant une intégration dans une entreprise où ils bénéficient d'un encadrement adapté. Le gouvernement n'a donc pas vis-à-vis des entreprises d'insertion une démarche « insidieuse » ou « pernicieuse » visant à les « déstabiliser ».

— le gouvernement ne considère pas que ces entreprises exercent une concurrence déloyale. Les aides (6 000 postes aidés par le ministère du travail en 1993) que leur apporte l'Etat sont la contrepartie du recrutement de personnes qui ne peuvent pas trouver un emploi dans une entreprise « classique ».

— mon département ministériel s'efforce de favoriser le partenariat entre les structures d'insertion et les entreprises, par exemple en étant à l'origine de la circulaire

interministérielle qui incite les maîtres d'ouvrage publics à prévoir des clauses d'insertion professionnelle dans leurs appels d'offres.

— les crédits que le ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle consacre aux entreprises d'insertion ne sont en diminution en 1994, puisqu'ils sont passés, après régulation budgétaire, de 232 millions de francs en 1993 à 262 millions de francs pour 1994. Les dotations que le ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville affecte au soutien de ces entreprises ont progressé de 20 % par rapport à 1993 (119 millions de francs en 1994).

Les crédits du ministère du travail ont été délégués aux préfets pour partie en janvier et en mars, le solde à la fin du mois d'avril. Les organismes représentatifs des entreprises d'insertion ont été scrupuleusement tenus informés de ces procédures.

D'ores et déjà, et indépendamment des crédits de report de l'exercice 1993 qui seront notifiés dans les prochaines semaines, les dotations déléguées permettent d'assurer le soutien de toutes les structures existantes au moins au même niveau qu'en 1993.

2. Les plans locaux d'insertion économique : — loin de vouloir « excuser » les PLIE, le gouvernement a négocié

avec la Commission européenne une pérennisation de ce dispositif, jusqu'à lors expérimental, en le classant, de même que l'ensemble du champ de l'insertion par l'économie des personnes menacées d'exclusion, au premier rang des priorités éligibles à l'objectif 3 du Fonds social européen, qui couvre la période 1994-1999.

— la circulaire en voie de publication n'a pas pour objet de remettre en cause les PLIE ni d'opérer un « transfert de charges sur les collectivités locales », mais d'adapter ce dispositif aux nouvelles modalités de fonctionnement du FSE. Si j'ai bien reçu très récemment un courrier de plusieurs élus regroupés dans l'association nationale des communes pour les plans locaux d'insertion économique, il convient de souligner que cette lettre n'a rien d'un « appel au secours » : tout en faisant mention de certaines inquiétudes liées notamment au mécanisme des contreparties financières au regard des financements du FSE pour les PLIE à venir, elle exprime en effet également la satisfaction de ces élus quant à l'engagement que j'ai pris vis-à-vis des PLIE existants et

quant à la priorité donnée à ces dispositifs pour l'affectation des moyens du FSE.

— outre les contributions qui seront apportées aux collectivités locales à ce titre, j'ai obtenu que les moyens que l'Etat consacre à l'insertion par l'économie en général et aux PLIE en particulier soient confortés par le FSE. Les financements de l'Etat pour la période 1994-1999, loin de traduire un supposé « désengagement », seront donc accrus.

— le montant global des crédits du FSE mobilisés pour l'insertion par l'économie et notamment pour les PLIE s'élève à 500 millions de francs par an pour la période 1994-1999, alors que l'enveloppe expérimentale était de 200 millions de francs pour 1993.

Le gouvernement n'est donc pas « en train de faire la peau » des structures d'insertion, mais de mettre en place une action cohérente et ambitieuse, avec l'aide de l'Union européenne, avec des moyens jamais égalés dans ce domaine.

Michel Giraud

(Dont acte. Le ministre du travail renouvelle ses promesses de

soutenir les entreprises d'insertion, dont il ne souhaite pas la disparition. Les dirigeants de ces entreprises seront rassurés et, forts de cet appui, pourront plaider plus facilement leur cause auprès des services déconcentrés de l'Etat, les crédits versés n'ayant pas toujours donné lieu à des subventions, alors que l'année budgétaire est bien entamée.

Sur le montant de l'effort financier de l'Etat. Avant régulation budgétaire, la dotation du ministère du travail pour 1993 s'élevait à 267 millions de francs, ramenés à 232 millions après l'arrivée du gouvernement Balladur.

Pour 1994, elle est de 262 millions de francs, alors que le nombre des entreprises d'insertion a beaucoup augmenté au cours de l'année, et que le nombre de personnes accueillies est également en croissance.

On ne peut donc pas parler d'une augmentation de la contribution ; ce qui serait d'ailleurs en contradiction avec l'affirmation suivante, selon laquelle « les dotations déléguées permettent d'assurer le soutien de toutes les structures existantes au moins au

même niveau qu'en 1993 ». S'agissant des PLIE, la lettre du 26 avril, signée conjointement par Pierre Mauroy, André Diligent et Georges Chavares, fait état d'« informations préoccupantes ». « Le projet de circulaire indique que les mesures nationales ne pourraient plus être éligibles comme contreparties françaises au regard du FSE [Fonds social européen].

Le cofinancement du FSE porterait sur les actions initiées et financées par les seules collectivités locales et territoriales. L'éligibilité des crédits accordés par les conseils régionaux et les conseils généraux (...) va de fait interdire l'éligibilité de ces subventions ; ainsi seuls les moyens de la commune pourront être mobilisés ;

les arbitrages intra-régionaux génèrent dans la quasi-totalité des régions des réductions de crédits FSE », écrivent-ils avant de conclure : « Nous vous demandons donc, au nom de l'ensemble des maires concernés, de bien vouloir prendre les mesures qui s'imposent afin que soient honorés les engagements de l'Etat pour l'ensemble des PLIE. » A. Le.]

ITINERAIRES POUR L'EMPLOI
— LE MAGAZINE —

Alain LEBAUDE
reçoit cette semaine
Farouk BELKEDDAR
Association STARTER

Une émission diffusée par 300 radios locales et l'AFP Audio
(Liste des horaires et des fréquences sur 3615 EMPLOI)

ANPE
Agence Nationale Pour l'Emploi

Le Monde INITIATIVES

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
Jean-Marie Colombini, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Le Monde sur CDROM : (1) 43-37-66-71
Index - Microfilm : (1) 40-65-29-33
Consultation gratuite des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0955-2037
PRINTED IN FRANCE

Imprimerie de « Le Monde »
12, rue M.-Guesbroux
94852 IVRY Cedex

Le Monde PUBLICITE
Président-directeur général : Jean-Marie Colombini
Directeur général : Michel Croe
Membres du comité de direction : Dominique Allary, Isabelle Tardif
133, av. des Champs-Élysées
75009 PARIS CEDEX 08
Tél. : (1) 44-43-76-00
Téléfax : 44-43-77-30
Société mère
4, rue de la Harpe, 75005 Paris

Le Monde
TELEMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
Le Monde - Documentation
36-17 LMDOC ou 36-28-04-58

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-25
Tél. : 261.311F

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐
6 mois ☐
1 an ☐

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____

Envoyer, avec l'obligation d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.
401 MQ 01. PP Paris RP

50 من الأصل

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Mercredi 11 mai 1994 V

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Postes basés à l'étranger

LEAR is one of the world's leading system suppliers in automotive seating. We are ranked no. 245 in the Fortune 500 largest U.S. Industrial Corporations and have just recently become a Public Company listed on the New York Stock Exchange. We have been supplying the Automotive Industry for 77 years and, in the last ten years, have grown by an average annual rate of 25 %. In 1993, we had 18 500 employees, 61 facilities located in ten countries and achieved sales of US \$ 1.95 billion.

Nine of these plants are in Europe with total turnover of nearly 500 million US-\$. We are building additional facilities. We have been awarded Tier 1 responsibility for complete seat programs from BMW, Opel, Jaguar, Saab, and Volvo, in addition to the major North American car producers.

To further strengthen our position as a fully integrated system partner for major European automobile manufacturers, we are expanding our Design and Engineering capability.

Our engineering locations in Europe are :

Rietberg/Westfalia, Rüsselsheim and München in Germany, Coventry in England and Trollhattan in Sweden.

We are looking for

Seat Development Engineers

Your responsibilities :

- Design and Engineering of complete seat systems and its components (metal, foam, covers).
- Discussion of engineering activities with the customer.
- Coordination with internal departments and subsuppliers.

Your profile :

- Master or Bachelor of Science, Dipl.-Ing. or Dipl.-Wirtschaftsing. or equivalent degree in a technical study course, preferably in automotive or mechanical engineering.
- Minimum of 3 years experience in engineering of automotive seating systems or seating components.
- Related experiences in structural analysis, biomechanics or safety systems are a plus.
- Good knowledge of English.

We offer you challenging opportunities in a dynamic, growing global company.

If you are interested in being a part of our further success, for a first review please send us your summarized C.V. in English indicating your preferred location. Should further documents be required, we will contact you.

LEAR
Seating Corporation

Lear Seating GmbH & Co KG
Attn. Mr. J. Beitz
Vor der Schanz 1-5
D-65462 Ginsheim-Gustavsburg
Germany

THE
BANK OF
NEW
YORK

Moscow Representative

The Bank of New York has an outstanding marketing opportunity in its Moscow-based Representative Office. The individual will be expected to expand existing relationships and develop new business opportunities with Russian financial institutions.

Our minimum requirements include a degree and at least 5 years of successful experience in a U.S. or Western European bank or in the finance department of a multinational corporation. The successful candidate must be self-motivated, relationship-oriented and possess excellent written and verbal communications skills. Fluency in both Russian and English is required.

We offer a competitive salary and benefit package. Please send your resume and cover letter, in English, to: The Bank of New York, Personnel/LR, One Wall Street, 13th Floor, NY, NY 10286, or fax to: (212) 635-7910.

EQUAL OPPORTUNITY EMPLOYER

idheap

INSTITUT DE HAUTES ÉTUDES
EN ADMINISTRATION
PUBLIQUE

Fondation autonome associée à l'Université
de Lausanne et à l'École polytechnique
fédérale de Lausanne

L'IDHEAP met au concours un poste de

PROFESSEUR EN FINANCES PUBLIQUES

dont l'enseignement, de niveau postgrade (Master of Public Administration - MPA), s'adressera en premier lieu à des fonctionnaires et des cadres d'entreprises publiques.

Ce professeur se verra confier la responsabilité de deux enseignements : un cours de finances publiques et de gestion financière, ainsi qu'un cours spécialisé, de préférence en relation avec les problèmes du financement des assurances sociales. Il interviendra également dans d'autres cours du programme MPA et participera à des enseignements conjoints et interdisciplinaires.

Ce poste à plein temps requiert une expérience dans l'enseignement de niveau postgrade, ainsi que la maîtrise du français, de l'allemand et de l'anglais. L'entrée en fonction est fixée au 1^{er} janvier 1995.

Les candidat(e)s, au bénéfice d'un doctorat ou de titres équivalents, sont invité(s) à envoyer leur dossier, d'ici au 31 juillet 1994, à M. le professeur Peter Knoepfel, directeur de l'IDHEAP, route de la Maladière 21, CH-1022 Chavannes-près-Renens, lequel se tient à leur disposition pour de plus amples informations.

Johnson Controls Plastics Machinery Division,
une division de Plastic Technology Group,
premier fabricant mondial
de moulages par extrusion-soufflage
et d'outillages de préformes, engage (h/f)

DIRECTEUR COMMERCIAL FRANCE

Sa fonction primordiale consistera dans la création d'un bureau des ventes pour la France, situé à Paris ou à Lyon, afin de répondre aux exigences d'une clientèle en expansion.

Le candidat idéal a au moins dix ans d'expérience commerciale dans la vente d'outillages de moulage par extrusion-soufflage ou d'équipements similaires. Il est en mesure de développer une stratégie commerciale, de diriger le réseau des ventes et de mener les contacts clés. Il sera chargé de l'organisation après-vente et de la gestion des pièces de rechange.

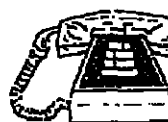
Si vous avez ce profil ainsi qu'une formation technique adéquate et vous êtes polyglotte (français, anglais, avec connaissances de l'italien), contactez-nous.

Les candidatures avec curriculum vitae, de préférence en anglais, sont à adresser à Nicole Penninckx, Johnson Controls Plastics, Ringlaan 6, B-2960 Brecht, Belgique.

RECRUTEMENTS INTERNATIONAUX
Le Monde

1^{er} quotidien français à l'étranger

Le Monde
PUBLICITE



Pour passer vos annonces :

44-43-76-03

44-43-76-28

FAX : 44-43-77-32

SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute technologie

Ingénieurs Electroniciens Ingénieurs Confirmés



Notre Groupe, présent sur les marchés automobiles mondiaux, participe activement aux développements des techniques de demain. Le développement de l'électronique automobile s'accroît pour améliorer les performances, le confort, la sécurité, la fiabilité et le coût des véhicules. Dans ce contexte, nous recherchons pour notre Centre d'Etudes Electroniques de CRETEIL (94),

RESPONSABLE DES LABORATOIRES D'ESSAIS RAL 61 HLE/LM
Rattaché directement au Directeur Qualité Conception, vous managez nos laboratoires d'essais (mécaniques, électroniques, CEM, véhicules) chargés de tester et de valider l'ensemble de nos produits. Face de proposition, vous élaborez avec les constructeurs, notre stratégie future en terme de politique d'essais dans l'axe Qualité Totale. Votre formation d'Ingénieur Electronicien doit être enrichie d'une expérience significative (10 ans) dans le domaine des essais type automobile. Anglais indispensable, l'allemand est un plus.

INGENIEUR D'APPLICATION ALLEMAGNE RAL 61 APP/LM
Membre à part entière de l'équipe-projet, vous assurez, tout au long du développement, le support technique auprès du client. Grâce à vos connaissances du marché local et des besoins clients, vous participez avec l'équipe Marketing à l'établissement des propositions aux clients. Ingénieur Electronicien français et/ou allemand, vous possédez une expérience de 5 ans minimum dans le domaine du développement dans un environnement projet. Ouvert, dynamique, diplomate, vous souhaitez évoluer en large autonomie dans un contexte européen. Vous êtes bilingue français/allemand et vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

CHEF DE PROJET COMMUTATION RAL 61 CPC/LM
Vous êtes pleinement responsable du développement du produit depuis l'établissement du cahier des charges jusqu'à la mise en production conformément aux engagements de délais, coûts et qualité. A ce titre, vous animez une équipe projet dans le respect des méthodologies d'études. Ingénieur Mécanicien de formation, maîtrisant les matières plastiques et technologies associées, vous possédez une riche expérience en Bureau d'Etudes que vous souhaitez mettre à profit dans un contexte particulièrement stimulant. Anglais et/ou allemand indispensables.

CHEFS DE PROJETS INTERNATIONAUX RAL 61 CPI/LM
Fort d'une expérience réussie (10 ans ou plus) dans le développement de produits grande série - mécaniques - électroniques - électromécaniques (type tableau de commande), vous êtes prêt à l'étendre à des projets ambitieux au niveau européen (Allemagne, Angleterre,...). Ingénieur à fort potentiel, très motivé par l'ouverture internationale, votre goût pour le challenge trouvera ici une réponse adéquate. Allemand impératif, l'anglais est un plus. Disponibilité pour de fréquents déplacements.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, en précisant sur la lettre et l'enveloppe la référence du poste choisi à VALEO RECRUTEMENT - BP 911 - 78889 PARIS 17.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et de véhicules industriels dans le monde. Valeo compte près de 25 000 personnes réparties en dix branches d'activité. Le Groupe dispose de plus de 80 usines ou centres de recherche et réalise un chiffre d'affaires de 30 milliards de francs, dont plus de la moitié hors de France.



L'EQUIPEMENT
AUTOMOBILE

Spécialistes des
systèmes embarqués,
nous participons
activement à
la définition et à la
réalisation de
l'informatique du futur.
Notre image
technologique est forte



INGENIEURS

Vous avez 2 à 5 ans d'expérience dans les domaines :

- ☐ Architecture systèmes
- ☐ Réseaux, Télécom
- ☐ Traitement signal
- ☐ Temps réel
- ☐ Traitement d'images
- ☐ Géographie numérique

Vous maîtrisez : C - C++ - ADA - XWINDOWS - X11 - MOTIF, X 400
Vous avez des aptitudes relationnelles, de la vivacité et le goût du résultat.
Nous vous offrons de rejoindre notre équipe d'ingénieurs spécialistes.

Adressez CV, lettre et photo à Telsa Informatique
9, boulevard Jean Jaurès - 92100 BOULOGNE

QUALITÉ LOGICIEL, L'EXIGENCE ET LA COMPÉTENCE D'UN VRAI PATRON

Notre entreprise appartenant à un groupe français de notoriété internationale est spécialisée dans les domaines de l'informatique industrielle et des techniques avancées.

A la tête d'une équipe d'une dizaine d'ingénieurs, vous assurez la qualité de tous les logiciels nécessaires au fonctionnement des différents systèmes et produits développés par la Division dans le cadre de grands projets industriels (réseaux, systèmes de communication...). Vous participez à la définition des ajustements méthodologiques nécessaires en matière de logiciels ainsi qu'à la mise en œuvre des méthodes de travail de l'ensemble des développeurs de logiciel de la Division. Vos interlocuteurs sont multiples : clients, chefs de projet, responsables chargés d'affaires, responsables logiciel, direction des achats, fournisseurs et vos homologues des autres unités de notre Groupe. De formation ingénieur électronicien avec spécialisation informatique, vous possédez au moins 10 ans d'expérience du développement logiciel en milieu industriel, une expérience du management des hommes dans l'environnement informatique et des connaissances sur les outils, méthodes et milieux Qualité.

Vous êtes familiarisé avec les systèmes (matériel + logiciel). La pratique de la langue anglaise est nécessaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 599/M à notre conseil SCALENE Ressources Humaines 8 rue Saint Philippe du Roule 75008 PARIS

Sud-Ouest

Multinationale américaine intervenant dans le domaine de l'électronique recrute

1 ingénieur informatique de gestion à fort potentiel

Issu d'une Grande École et possédant une première expérience au sein d'une structure internationale, si possible en gestion de production (PROMIS).

Nous souhaitons rencontrer des candidats polyvalents, très mobiles à l'échelon mondial et habitués à travailler dans la concertation et en équipe sur des projets variés.

La pratique de l'anglais oral et écrit est nécessaire, des connaissances UNIX - ORACLE - TCP/IP seraient appréciées.

Ce poste sera évolutif à terme vers des responsabilités de management.

Les entretiens auront lieu à Paris et à Toulouse.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous référence LM 117 C à notre Conseil : APPOITS - 55, avenue Louis Bréguet, Bâtiment Hermès - 31400 TOULOUSE.



Confidentialité assurée.

Une croissance exceptionnelle !

SYBEL INFORMATIQUE

première gamme de logiciels en Europe, 35% de croissance, 300 personnes, 10 agences en province, 4 filiales à l'étranger, 170 MF de C.A. prévus en 1994.

Pour faire face à notre exceptionnelle croissance, nous recrutons

10 INGENIEURS DE DEVELOPPEMENT en informatique de gestion

- De formation supérieure (Centrale, SUPELEC, ESI...), vous êtes débutant ou vous avez quelques années d'expérience réussie en entreprise ou en SSI.
- Les applications de gestion vous passionnent et vous avez une bonne connaissance des impératifs de l'entreprise.

Au sein d'une équipe de plus de 50 Développeurs, vous concevrez et développerez des progiciels de haut niveau sous WINDOWS, touchant aux domaines de la gestion, de la finance, de la communication bancaire.

Formé à nos méthodes, vous vous attacherez à les respecter scrupuleusement et vous aurez la possibilité d'évoluer rapidement vers des postes d'encadrement.

Vous habitez en région parisienne, ce projet vous motive, merci d'adresser votre candidature (C.V., photo, lettre manuscrite et rémunération souhaitée) sous référence D94/04 à Caroline PARSY



Les logiciels de la gestion supérieure
31, rue Anatole France - 92594 Levallois Perret Cedex

Responsable Méthodes



Nous sommes leader européen et à la pointe de la technologie dans le changement et le conditionnement d'air destinés aux véhicules automobiles. Pour satisfaire nos clients constructeurs européens, américains, japonais, nous avons conçu un système de production et une stratégie d'implémentation, d'innovation, de partenariat, qui visent à atteindre la Qualité Totale.

Pour développer une activité de production de compresseurs en France en Joint Venture avec la société japonaise Sakko Seiki, nous recherchons un Responsable Méthodes.

Après une période de formation d'un an au Japon, sous la responsabilité du Directeur d'usine, vous serez responsable de la conception et mise en place des lignes d'assemblage et d'assemblage des compresseurs, pour le site français, des actions de réduction des coûts et d'obtention de la Qualité Totale concernant les méthodes de production. Le candidat idéal est un Ingénieur mécanicien, bilingue anglais, avec une expérience réussie d'Ingénieur, ou, Responsable Méthodes, en production de grande série de produits de haute précision.

Prêt à travailler dans un domaine compétitif, en appliquant les méthodes japonaises et le système de production Valeo, international.

Si vous êtes intéressé, adressez votre candidature sous la réf. RDS 10 à VALEO THERMOLOGIE HABITACLE - 8 rue Louis Lormand - BP 18 - 78381 LA VERRIERE Cedex

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et de véhicules industriels dans le monde.



L'EQUIPEMENT
AUTOMOBILE

مكتبة من الأصل

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Mercredi 11 mai 1994 VII

SECTEURS DE POINTE

Le marché de la communication mobile s'annonce comme l'un des plus porteurs de la décennie.

Venez participer au déploiement de notre réseau GSM

Au sein de notre Direction Technique, vous participez au déploiement de notre réseau en assurant, d'une part la coordination de nos sous-traitants en matière de recherche de sites et de travaux d'installation de nos relais radioélectriques, d'autre part en prenant en charge le suivi des dossiers administratifs soumis au CORESTA.

Vous intervenez si nécessaire au niveau régional et national auprès des instances concernées (DDE, collectivités locales,...) afin d'obtenir dans les meilleurs délais les autorisations indispensables au démarrage des travaux.

Ingénieur ou équivalent de 5 à 10 ans d'expérience en suivi de réalisation TP, vous avez acquis une bonne connaissance des contraintes administratives et des processus de décision en matière d'agréments administratifs particulièrement auprès des collectivités locales. Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, cv, photo et prétentions) sous référence COR/TP à SFR - Département Recrutement - BP 108 - 75663 Paris Cedex 14

SFR
SOCIÉTÉ FRANÇAISE
DU RADIOTÉLÉPHONE

Premier Opérateur Privé en Radiotéléphonie, filiale de la Générale des Eaux, avec un CA de 1308 MF et 370 personnes en 1993, SFR, Société Française du Radiotéléphone, s'est engagée depuis 1988 à installer et exploiter les réseaux de radiotéléphonie.

EURO SECOURIS



Ingénieurs Confirmés

Nous sommes leader européen et à la pointe de la technologie dans le chauffage et le conditionnement d'air destinés aux véhicules automobiles. Pour satisfaire nos clients constructeurs européens, américains, japonais, nous avons conçu un système de production et une stratégie d'implémentation, d'innovation, de partenariat, qui visent à atteindre la Qualité Totale. Pour notre Centre de Recherche au sein de la Direction Innovation et technologie de LA VERRIERE (78), nous recherchons :



Un Ingénieur Leader Etude Projet Réf. KDB 30
Rattaché au chef de projet, vous serez chargé des activités de conception et de développement d'une nouvelle technologie de pulseur, en assurant la coordination des études des projets associés; de la prise en compte des la conception des exigences clients et système, ainsi que des objectifs coût-délai-qualité. De formation Ingénieur, vous possédez de préférence une connaissance des outils qualité (AMDEC, Analyses fonctionnelles, etc.), CAO, CATIA, et vous avez une expérience réussie dans une fonction études ou méthodes en grande série. Le poste sera basé à La Verrière (78).

Un Ingénieur Méthodes Réf. KDB 40
Rattaché au chef de projet, vous serez responsable du couple produit/process d'une nouvelle technologie de pulseur; de la définition du process; du lancement de la production en série. Le candidat idéal est Ingénieur Mécanique de grande série; il connaît les outils de qualité et de contrôle statistique de process. Le poste sera basé à La Saze sur Sarthe (72).

Prêt à travailler dans un domaine compétitif, mobile, vous êtes ouvert à des expériences professionnelles internationales.

Si vous êtes intéressé, adressez votre candidature en indiquant la référence choisie à VALEO THERMIQUE HABITACLE - 8, rue Louis Lormand - BP 13 - 78321 LA VERRIERE Cedex

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et de véhicules industriels dans le monde.

Valeo
L'EQUIPEMENT
AUTOMOBILE

Ingénieurs Expérimentés



Notre Groupe, présent sur les marchés automobiles mondiaux, participe activement aux développements des techniques de demain. Nous nous sommes fixé comme objectifs prioritaires la Qualité Totale et le développement de notre capacité d'innovation.

Pour faire face à notre expansion, nous recherchons :

INGENIEURS ACHATS Réf. 61.6.X/LM
Platement responsable d'une famille d'Achats, vous mettez en œuvre la stratégie du Groupe en favorisant l'intégration des fournisseurs. Votre action s'inscrit dans le cadre de notre projet Qualité Totale et du budget dont vous êtes le garant. Vous êtes impliqué dans tous les groupes de travail pour lesquels votre contribution est nécessaire. De formation Grande Ecole, une expérience concrète de la platurgie dans une fonction Achats ou proche de celle-ci (qualité fournisseurs, méthodes industrialisation,...) et une motivation forte pour la négociation dans un contexte très concurrentiel sont des atouts pour réussir à ce poste.

INGENIEUR QUALITE CONCEPTION Réf. 61.7.QC/LM
Vous êtes Ingénieur Grande Ecole, de préférence option matériaux et votre expérience (étude, industrialisation, qualité,...) vous motive à vous impliquer pleinement dans l'axe Qualité Totale. A ce poste, vous êtes le garant du respect des méthodologies qualité de la phase de conception du produit jusqu'à l'industrialisation. Des qualités de communication, d'animation et de rigueur sont indispensables pour participer activement au sein d'équipes projets à l'objectif commun : Qualité Totale.

INGENIEURS CONCEPTION MECANIQUE Réf. 61.8.CM/LM
De formation Grande Ecole, fort d'une expérience réussie en Bureau d'Etudes Mécanique, en environnement grande série, de préférence au sein d'une structure d'envergure internationale, vous voulez valoriser cet acquis auprès d'une équipe performante, dotée de moyens importants. La pratique d'outils CAO-DAO (CATIA, Computervision) est un atout.

INGENIEURS METHODES INDUSTRIALISATION Réf. 61.9.MI/LM
A ce poste, vous assurez l'industrialisation des produits nouveaux sous l'aspect produit/process de l'avant-projet et du choix des fournisseurs, jusqu'à leur réalisation et leur mise au point. Vous participez aux projets de standardisation et conduisez des actions de productivité. Ingénieur Mécanicien confirmé, vous cherchez à vous investir dans un projet industriel ambitieux et novateur s'appuyant sur des systèmes et technologies les plus avancées.

Pour ces postes, une expérience de 3 ans minimum est indispensable. La maîtrise de l'anglais est impérative ainsi que la capacité à travailler dans un environnement très exigeant. Votre développement de carrière sera à la mesure de votre réussite.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, en précisant sur la lettre et l'enveloppe la référence du poste choisi à VALEO RECRUTEMENT - BP 911 - 78829 PARIS 17.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et de véhicules industriels dans le monde. Valeo compte près de 85 000 personnes réparties en dix branches d'activité. Le Groupe dispose de plus de 80 usines où centres de recherche et réalise un chiffre d'affaires de 20 milliards de francs, dont plus de la moitié hors de France.

Valeo
L'EQUIPEMENT
AUTOMOBILE

PARIS
et
PROVINCE

INFORMATIQUE - ELECTRONIQUE Temps réel, Réseaux, Système

Espace, aéronautique, télécommunications, énergie, transport, défense. Dynamisme, professionnalisme, ambition sont vos qualités pour réussir. Nous recrutons des ingénieurs grandes écoles ou universitaires pour des postes de

INGENIEURS D'ETUDES et CONSULTANTS

Notre recherche est plus particulièrement orientée vers les domaines et les compétences suivants :

- Télécommunications (X25, RNIS, ATM, Gestion de Réseaux, Hauts Débits,...)
- Interfaces homme-machine (WINDOWS, MOTIF, UIMS,...)
- Conception orientée objet (ADA, C++, HOOD, OMT,...)
- Temps réel (VRTX, VX WORKS, ARTK, RTC, WINDOWS NT,...)
- Génie logiciel
- Electronique, numérique et analogique
- Traitement du signal, traitement d'images

Donnez une nouvelle dynamique à votre carrière en rejoignant une SSII spécialisée dans les domaines de haute technologie. Adresser votre candidature à AUSY - 10 rue des Acacias - BP 94 - 92 134 ISSY-LES-MOULINEAUX cedex.

AUSY

C'est pour trouver, c'est aussi pour proposer
un emploi, c'est tous les mardis*,
c'est le Monde Initiatives.



Pour agir et pour réfléchir

*Gagner...c'est se préparer à gagner...

... l'ambition de ce grand Groupe français est de répondre aux défis technologiques et économiques de cette fin de 20ème siècle contribuant ainsi à valoriser les savoir-faire et les méthodes de ses collaborateurs.

Besoin dans une technopole strasbourgeoise, ses équipes de recherche et de développement conçoivent et développent les systèmes de télévision nouvelle génération. Ses laboratoires animés par des hommes et des femmes venant de tous les continents collaborent avec leurs homologues allemands, américains et japonais pour mieux conduire les projets qui amèneront ce Groupe à s'affirmer comme leader sur les marchés de l'électronique grand public. Ses professionnels marient les techniques de traitement numérique du son et de l'image pour que la télévision avance et qu'elle associe les potentialités de la télévision à péage, de l'interactivité, du multi-média et de la domotique.

INGENIEURS DEVELOPPEMENT LOGICIEL Réf. IDL

Au sein des laboratoires de conception et d'intégration de systèmes de télévision, vous modélisez et développez des logiciels avec les autres membres du groupe. Vous contribuez à la conception d'architectures de systèmes. Vous êtes Ingénieur grande école, titulaire d'un doctorat informatique ou d'un 3ème cycle universitaire (option génie logiciel), possédant entre 2 et 5 ans d'expérience dans le domaine du développement de logiciel industriel temps réel en assembleur et en C. Vous connaissez des méthodologies de développement logiciel temps réel et orienté objet.

INGENIEUR ARCHITECTE SYSTEME Réf. IAS

Au sein d'une cellule projet, vous êtes responsable de la définition et du développement d'un système informatique temps réel dans le domaine de la télévision numérique. Vous êtes Ingénieur grande école ou titulaire d'un doctorat, spécialisé en architecture informatique. Vous possédez 5 ans d'expérience en développement logiciel, vous avez des connaissances en techniques de développement orientées objet, en SGBD et UNIX, et des compétences en architecture réseau.

INGENIEUR EN TRAITEMENT DU SIGNAL Réf. ITS

Dans le cadre du développement d'une nouvelle activité "Télécommunications" (filtrage adaptatif et codage en treillis), vous participez à des études logicielles et matérielles de systèmes à base de processeurs de signaux numériques "DSP". Vous avez pour mission de concevoir de nouveaux modes téléphoniques ainsi que les produits associés. Vous êtes de formation Ingénieur grande école éventuellement complétée dans le domaine des télécommunications, vous avez une expérience d'au moins 5 ans dans l'implémentation de systèmes à base de DSP.

Pour ces postes, nous recherchons des candidats particulièrement motivés par l'étude et le développement de produits "grand public", autonomes et créatifs, rigoureux et organisés, ayant le goût du travail en équipe.

La pratique de l'anglais est indispensable. Merci d'envoyer votre dossier en précisant la référence choisie à notre conseil : PLEIN CADRE - 58, rue de Verdun - 68100 MULHOUSE.

PLEIN CADRE
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

JEUNE
GESTIONNAIRE
DE BACK-OFFICE
DE MARCHÉ

► Vous vous joignez à un grand groupe financier international, réputé pour son dynamisme et son professionnalisme. Nos filiales à Paris comptent 260 personnes. Intégrés à l'équipe des marchés de "taux", vous prenez progressivement en charge le contrôle, le suivi des risques et le reporting d'opérations en relation avec la salle des marchés et les services de la direction financière. Vos compétences affirmées, des possibilités d'évolution dans le groupe sont envisageables. Vous êtes diplômé d'une Ecole de Commerce ou titulaire d'un DESS de gestion ou encore d'un DESCF ou équivalent. Vous avez environ deux ans d'expérience de la gestion de back-office et, si possible, vous avez participé à la conception de projets informatiques ou développé vous-même des applications sur tableur. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M 948, à notre conseil, Hélène Réfrégier, qui étudiera votre candidature de façon confidentielle.

ERG HELENE REFREGIER CONSEIL
8, rue Saint-Philippe-du-Roule, 75008 Paris.

HSD ERNST & YOUNG
Société d'Avocats
recherche pour sa Division Juridique un
**CONSEIL EN DROIT DE
LA CONCURRENCE
&
DROIT ÉCONOMIQUE**

■ Diplômé d'un 3ème cycle de Droit des Affaires, éventuellement complété par un diplôme anglo-saxon (LLM), vous avez acquis au cours de 5 à 8 années au sein d'un cabinet de conseil, d'une grande entreprise multinationale ou d'une Administration (DGCCRF ou DG IV) une spécialisation marquée en droit et économie de la concurrence. Vous disposez dans ces domaines d'une expérience pratique acquise dans un contexte français et européen.

■ Maîtrisant opérationnellement l'anglais, vous avez le sens du contact, un tempérament de développeur et une approche active des clients.

Basé à Paris, vous interviendrez auprès de clients prestigieux auxquels vous apporterez des conseils d'une haute technicité et serez amené à animer une équipe de consultants dans une ambiance innovante. Le fait d'être avocat ou inscriptible constituera un avantage.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature : lettre manuscrite, CV, photo et mention de la rémunération actuelle à Edwige BOURDIN - HSD ERNST & YOUNG Société d'Avocats 6, place de l'Iris - Tour Manhattan - Cedex 21 - 92095 PARIS LA DEFENSE 2.

ERNST & YOUNG

PROMOUVOIR LA CULTURE DE GESTION
DANS UNE ENTREPRISE PUBLIQUE**LA POSTE**

recherche

**LE DIRECTEUR
CONTRÔLE DE GESTION/FINANCE**

de sa délégation Midi-Atlantique (BORDEAUX), 7 milliards de C.A., 30 000 personnes.

Conseiller du directeur délégué, des responsables opérationnels (19) et fonctionnels, vous serez responsable :

- du développement des systèmes d'information,
- de la préparation et du suivi des plans stratégiques et opérationnels,
- de l'animation de la filière gestion,
- de la supervision des affaires comptables, juridiques et fiscales ainsi que de la trésorerie.

Vous détenez une expérience d'une quinzaine d'années environ à dominante contrôle de gestion, de préférence dans une grande entreprise industrielle, au cours de laquelle vous avez développé vos capacités d'organisateur, d'animateur et de conseil.

Si vous avez envie de participer à la réalisation d'un projet ambitieux, merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) à :

LA POSTE
DRH/GSC/IRDAF
CP B 203
4, quai du Pont-du-Jour
92777 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX

Une solide réussite
peut aussi se construire
sur la maîtrise
de la fluctuation

les indices
et des
taux

**ADJOINT AU DRH**

LE MATIF, DEVENU L'UN
DES PREMIERS MARCHÉS À TERME
ORGANISÉS DU MONDE, OFFRE
AUX ENTREPRISES DES SOLUTIONS
SÉRIES ET EFFICACES À
LEURS PROBLÈMES DE RISQUES.
MATIF SA CONÇOIT ET DÉVELOPPE
LES PRODUITS DE CE MARCHÉ
DONT ELLE ASSURE ÉGALEMENT
LA GESTION, L'ORGANISATION
ET LE CONTRÔLE.
EN REJOIGNANT MATIF SA, VOUS
ENTREZ DANS UNE ENTREPRISE DE
POINTE : PROJETS AMBITIEUX,
CROISSANCE EXCEPTIONNELLE
(+ 30% EN 1993, 70 MILLIONS
DE CONTRATS NÉGOCIÉS),
POLITIQUE ACTIVE DE FORMATION.



Le succès du MATIF auprès des entreprises passe par la réussite des hommes et des femmes de Matif SA. Dans cette optique la Direction des Ressources Humaines a décidé de créer ce poste.

Vous encadrez trois chefs de service responsables chacun de la gestion et de l'administration du personnel, de la formation et de la communication interne. Vous serez également chargé de dossiers spécifiques, de mener des études ponctuelles, et de conseiller les directeurs centraux dans la gestion de leur personnel.

Âgé d'une trentaine d'années, formation supérieure, Bac + 5, idéalement juridique avec une dominante droit social + ressources humaines, anglais courant, vous avez plusieurs années d'expérience dans une fonction similaire, si possible dans le secteur des services.

Vous avez une réelle capacité d'écoute, une forte capacité décisionnelle et le goût des contacts.

Ce poste s'adresse à un jeune cadre désireux de s'investir professionnellement dans une société qui connaît une forte expansion.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil Ornicar en notant la référence B/1018 sur l'enveloppe - 92, rue Jouffroy-d'Abbans, 75017 Paris.

ornicar
GROUPE HEC CONSEIL

**GUBRI SA LEADER SUR SES MARCHÉS
(PORTES COUPE-FEU, ÉCHELLES MÉTALLIQUES)**

220 personnes - CA : 150 MF

recherche

**DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER
(ENVIRON 30 ANS)**

MISSIONS : contrôle de gestion, informatique, comptabilité.
PROFIL : **Ecole de Commerce ou DECS.**

Poste basé en région rouennaise

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à : M. Bouvagnet,
GUBRI SA, avenue de la Gare, 27610 Romilly/Andelle.

ORGANISME SEMI-PUBLIC D'AMÉNAGEMENT URBAIN. RÉGION PARISIENNE SUD

RECHERCHE SON

RESPONSABLE DES ÉTUDES

Intervenant dans les domaines de l'urbanisme prospectif
et opérationnel, de l'aménagement et de la construction,
principalement auprès des collectivités locales,
notre développement nous conduit à accroître
nos moyens directs d'études.

• Au contact des équipes engagées sur le terrain, vous serez chargé de réaliser directement et/ou de coordonner les études urbaines, prospectives, économiques et financières que nous initiions.
• Attentif aux enjeux socio-économiques, architecturaux, culturels de l'aménagement urbain, de formation initiale, 3ème cycle, ingénieur, architecte, vous avez acquis une expérience solide et diversifiée des études, du montage opérationnel et de la gestion par l'exercice d'une responsabilité à un niveau important de plusieurs années dans une structure publique ou privée.

Merci d'envoyer lettre de candidature manuscrite, CV, photo, prétentions, sous référence REM
à JALONS CONSEIL - BP 68 - 94263 GENTILLY cedex

Pour accompagner son développement
et renforcer sa structure,
un important groupe de presse recherche

CONTROLEUR BUDGETAIRE (H/F)

♦ En collaboration avec le service gestion, il sera chargé du suivi budgétaire et du contrôle des filiales.

♦ Débutant ou ayant une première expérience, il est diplômé d'une école supérieure de commerce ou est titulaire du DESCF.

♦ Il possède de réelles capacités d'adaptation, une large ouverture d'esprit et un goût certain pour la communication.

♦ La connaissance de l'outil micro-informatique est indispensable.

Le dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, rémunération actuelle) est à adresser sous réf. n° 9762 au Monde Publika 133, Avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, qui transmettra.

Importante société de distribution textile (5300 personnes, 72 magasins, 7 sites logistiques) nous poursuivons notre expansion en France et en Europe. Cette réussite est la traduction d'un projet d'entreprise bâti sur des valeurs de simplicité, franchise et confiance et d'une parfaite maîtrise de la gestion. Pour renforcer notre équipe nous recherchons des

**Contrôleurs
de gestion**

Vous mettez en place, suivez et développez des outils de gestion orientés vers la mesure et l'accroissement de la performance, et faites partager vos convictions étayées d'arguments chiffrés auprès des dirigeants de l'entreprise.

A 28/30 ans, diplômés de grandes écoles (HEC - IESEG - EDHEC - Sup de Co - ESSEC - MSG et Ingénieur + 3ème cycle de gestion) vous justifiez d'une expérience de 3 ans minimum dans une fonction similaire. Vos compétences, votre sens du dialogue et votre esprit de décision feront de vous une véritable force de proposition.

Si vous avez l'toffe d'un Patron, vous prendrez rapidement de réelles responsabilités.

Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre, photo) sous réf. 937M à notre Conseil



andrée ruyffelaere et associés
Ressources Humaines
6, rue J. Rolain - 59800 LILLE

**RESPONSABLE
DE L'AUDIT INTERNE
DIRECTION FINANCIERE**

HAVAS VOYAGES

Havas Voyages (Effectif : 1 800 personnes - CA : 7 milliards de francs), n° 1 de la distribution du voyage d'affaires et de tourisme en France, partenaire fondateur du réseau mondial Business Travel International recherche son Responsable de l'audit interne.

Rattaché au Directeur Financier, vous animez une petite équipe et menez principalement les missions suivantes :
• l'audit des agences et des centres comptables • la mise en place de procédures comptables et financières • des missions spéciales (audit d'acquisition, assistance comptable...). Vous participez aux évolutions et à la mise en place de nouveaux systèmes d'information.

De formation Grande Ecole de Commerce ou de Gestion complétée par un Diplôme d'expertise comptable (DESCF), vous justifiez de 2 à 5 ans d'expérience d'audit au sein d'un cabinet ou d'une entreprise. Vous possédez une bonne connaissance de la micro-informatique.

Votre fiabilité, votre efficacité, votre discrétion et votre aisance relationnelle sont les atouts nécessaires pour réussir. Bilingue anglais indispensable. Poste basé à LEVALLOIS (92).

Ecrire sous référence 62805 à :
HAVAS VOYAGES
Direction des Ressources Humaines
3/5, rue Darmon
92300 Levallois-Perret.

Discrétion assurée

مكتبة من الأصل

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES



GE Medical Systems

Responsables des ressources humaines

GRÂCE À SA PASSION POUR L'EXCELLENCE, GE EST UN DES GROUPES LES PLUS PERFORMANTS AU MONDE, DONT L'OBJECTIF EST D'ÊTRE PREMIER DANS CHACUNE DE SES BRANCHES D'ACTIVITÉS - DE L'ÉCLAIRAGE AUX MOTEURS D'AVION, DES SERVICES FINANCIERS À L'IMAGERIE MÉDICALE. LA DIVISION GE MEDICAL SYSTEMS, LEADER MONDIAL DE L'IMAGERIE MÉDICALE, OFFRE UNE GAMME COMPLÈTE DE PRODUITS ET SERVICES DÉVELOPPÉS DANS LE MONDE ENTIER. SA FILIALE GE MEDICAL SYSTEMS EUROPE, PRÉSENTE EN EUROPE, AU MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE (4 500 PERSONNES/CA DE PLUS DE UN MILLIARD DE DOLLARS), RECHERCHE POUR SON SIÈGE SITUÉ À BUC (FR), DES RESPONSABLES RESSOURCES HUMAINES.

Au sein de la direction des ressources humaines de GE Medical Systems Europe, vous serez chargé d'apporter votre concours à l'une de nos directions opérationnelles. Votre savoir-faire, s'exercera plus particulièrement dans la sélection et le développement des talents nécessaires à notre croissance et

dans la conduite des changements de culture et d'organisation garantissant une adaptation constante à nos marchés. Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez 5 à 10 ans d'expérience réussie en gestion des ressources humaines, de préférence dans un groupe international, et il est impératif que vous parliez anglais couramment.

Vous aimez concevoir et plus encore, faire, constamment apprendre et vous développer dans un environnement peu hiérarchisé où vous travaillerez beaucoup en réseau avec les autres pays et les autres fonctions.

Si l'opportunité de rejoindre une entreprise de haute technologie et multiculturelle, offrant des possibilités de développement professionnel importantes vous motive, envoyez dès aujourd'hui votre candidature, en précisant

sur l'enveloppe la réf. 4641. À Jodelle, 140 rue Galliéni, 92100 Boulogne qui transmettra en toute confidentialité.

OUVREUSE AU CHANGEMENT, ÉNERGIE, RAPIDITÉ, GOÛT DES DÉPÊCHES, SONT LES VALEURS DE NOTRE ENTREPRISE.



Filiale commune de la Caisse des Dépôts et Consignations

et du réseau des Caisses

d'Épargne, la Société

Centrale de Trésorerie se

définit comme une

plate-forme de services à

destination du réseau des

Caisses d'Épargne.

Elle assure la centralisation

des fonds en instance

d'emploi, mais exerce aussi

ses missions dans les

domaines d'échanges

interbancaires, de tenue de

compte, de la monétique

et de l'international.

CHEF DE PROJETS

Vous avez une expérience d'une dizaine d'années dans le secteur bancaire au cours de laquelle vous avez acquis une bonne connaissance des activités de paiements internationaux et assuré avec succès le management de projets en tant que maître d'ouvrage. Votre professionnalisme et votre sens du dialogue font de vous un interlocuteur rigoureux, reconnu pour son aptitude à évoluer dans un environnement complexe.

La Direction Internationale de la SCTCEP assure le dénouement des opérations internationales entre les Caisses d'Épargne et les correspondants bancaires étrangers.

Le système de traitement mis en place récemment (sur logiciels Xénos et l'In) doit faire l'objet de développements complémentaires.

Dans ce cadre, nous recherchons notre chef de projets du domaine international qui aura pour missions :

- la conception et la mise en œuvre des adaptations et des extensions du système existant,
- le pilotage des systèmes de gestion internationaux du réseau des Caisses d'Épargne,
- la prise en charge et la conduite d'études nécessaires au développement de nouvelles activités internationales au sein des Caisses d'Épargne,
- la participation aux instances interbancaires et l'information au réseau des Caisses d'Épargne,
- la coordination et le pilotage des prestataires de service,
- le suivi des budgets et des plannings.



SOCIÉTÉ CENTRALE DE TRÉSORERIE
CAISSE D'ÉPARGNE

Merci d'adresser votre dossier de candidature accompagné d'une photo et de vos prétentions sous la référence RE à SCTCEP - Service Ressources Humaines - La Grande Arche 92044 Paris La Défense Cedex 41 ou de taper 3617 NC2 réf. CP.

Filiale de gestion d'un grand groupe financier, notre société a pour mission de gérer des OPCVM.

Dans ce cadre, la direction de la gestion financière des OPCVM recherche pour son pôle long terme un gestionnaire de portefeuilles.

Au sein de l'équipe, vous prendrez en charge :

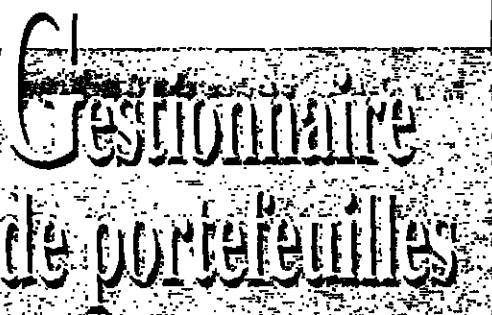
- les activités liées à la gestion financière quotidienne de portefeuilles (SICAV, FCP, recensement des disponibilités, décisions d'investissement, négociations en relation avec les opérateurs de la salle de marché, validation de la valeur liquidative, suivi du marché des titres pour optimiser la gestion au ligne à ligne des portefeuilles confiés.

- les activités inhérentes à la vie administrative et sociale de ces sociétés.

- les études ponctuelles visant à définir les politiques d'investissement sur les portefeuilles.

Une formation scientifique, économique (Bac + 5), une bonne pratique de la micro-informatique, le sens du travail en équipe sont demandés pour ce poste. Une première expérience est souhaitée.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV) s/réf. 544 à COMMUNIQUE 50/54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT Cedex, qui transmettra.



SECTEUR PUBLIC

Collectivités Territoriales - Ministères

ECOLE NATIONALE DU GÉNIE RURAL DES EAUX ET DES FORÊTS

Etablissement public d'enseignement supérieur de 3^e cycle

Recherche pour son centre parisien

Un(e) assistant(e) du directeur des études

Mission : Chargé(e) de l'appui à l'organisation des enseignements et des activités de formation par la recherche.

Profil : Diplôme d'ingénieur (spécialisation agriculture ou environnement) ou BAC + 4 complété par 3 à 5 années d'expérience professionnelle dans une activité d'ingénierie pédagogique, de recherche ou de documentation scientifique.

Poste : Ingénieur d'Etudes contractuel - Catégorie A, 3 ans renouvelables, salaire entre 140 et 150 KF brut annuel.

Adresser lettre de motivation + CV + photo à :

ENGREF - Monsieur le Directeur Adjoint - Réf./DIRET
19, avenue du Maine - 75732 PARIS CEDEX 15

FRANCIAFLEX

store, fenêtre, volet

Le groupe FRANCIAFLEX LE BIHAN-LE MOUËL constitue un pôle industriel et commercial représentant 600 MF de chiffre d'affaires et employant 1.000 personnes dans le secteur de l'équipement sur mesure de la baie. Nous recherchons pour nos services centraux, notre

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER (H/F) Orléans

Membre du Comité de Direction, il aura comme priorité de concevoir, proposer et mettre en œuvre un système performant de contrôle de gestion et assumera à la tête d'une quarantaine de collaborateurs la supervision active des départements Comptabilité, Trésorerie et Informatique.

Ce poste s'adresse à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur (ESCG ou 3^eème cycle universitaire de gestion) pouvant justifier d'une expérience réussie d'une dizaine d'années acquise impérativement dans un environnement industriel et commercial et traduisant une maîtrise absolue du contrôle de gestion.

La structure du Groupe implique une grande disponibilité et de nombreux déplacements en France.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo (retournée), rémunération actuelle et prétentions à J. GAUTIER - DRH - FRANCIAFLEX, 14 rue Jules Varzuppe 94200 IVRY SUR SEINE sous référence DA 45 - LM. Une description du poste sera transmise aux candidats retenus. Discretion totale garantie.



AIX-EN-PROVENCE



La municipalité d'Aix-en-Provence a décidé de faire renaitre l'un des symboles de son patrimoine : ses thermes. Cette opération s'inscrit dans un vaste schéma de développement engagé par la ville. Afin de conduire à bien la réalisation, l'aménagement et la gestion de ce nouveau complexe thermal dont l'ouverture est prévue en juin 1995, la ville recherche le

Directeur des thermes

Dans un premier temps, en étroite collaboration avec l'administration municipale et l'ensemble des acteurs impliqués dans ce projet (urbanistes, architectes, médecins), vous définirez les équipements thermaux de l'établissement public et vous préparerez l'ouverture future par des actions de marketing et de communication.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel du thermalisme et du tourisme de santé, justifiant d'une réelle expertise dans la conception et la direction de ce type d'établissement (en France ou à l'étranger). Gestionnaire rigoureux, manager efficace, doté de qualités de communication et de diplomatie, vous êtes le garant de la réussite de ce projet ambitieux. La pratique de l'anglais serait appréciée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, et photo et prétentions) sous réf. 34061 à notre conseil ONOMA, 6 place Jeanne-d'Arc 13100 Aix-en-Provence. Confidentialité assurée.

Onoma



GRUPE COURTAUD

LE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS

Marketing et encadrement commercial

ingénieurs commerciaux télécommunications

Leader dans le domaine des Télécoms, nous concevons, commercialisons et exploitons des services de transmission de données.

Au sein de notre Direction des Ventes, nous vous offrons des responsabilités immédiates : Assurer la promotion et le développement de nos services.

Négociateur né, vous aimez les contacts de haut niveau. Autant d'atouts pour prospecter, convaincre et fidéliser vos clients avec lesquels vous entretenez des relations privilégiées. Sachant anticiper et analyser leurs besoins, dans le souci de mener à bien propositions techniques et réponse aux appels d'offres.

Votre candidature nous intéresse si à 28/35 ans environ, de formation supérieure (ingénieur), vous souhaitez valoriser dans un environnement High Tech en forte croissance une expérience réussie (3 ans minimum) dans la vente de solutions télécom ou informatique.

Ces postes basés à Paris, offrent à des candidats de valeur une rémunération motivante et de larges perspectives d'évolution de carrière.

Merci de téléphoner du Mardi 10 Mai au Mardi 17 Mai de 9h à 18h au **47.61.58.80** ou d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 9068 à : EUROMESSAGES - BP 80 - 92105 BOULOGNE CEDEX qui transmettra ou par fax au **49.10.95.72**.

INGÉNIEUR D'AFFAIRES SAP

Ingénieur grande école avec 5 à 7 ans d'expérience, vous justifiez de nombreux succès dans la vente de solutions applicatives et de conseil.

Vous avez la capacité de traiter d'égal à égal avec les directeurs de fonctions des moyennes et grandes sociétés et d'appréhender globalement leurs projets d'entreprises.

Vous recherchez une entreprise offrant des solutions à la pointe de la technologie :

VENEZ REJOINDRE LE BUSINESS CENTER SAP DE SIEMENS NIXDORF

Partenaire privilégié de SAP, distributeur du produit R/3 et prestataire de l'ensemble des services qui lui sont associés, vous vous appuyerez sur un réseau de 26 centres de compétences regroupant près de 1 000 experts SAP R/2 et R/3, vous rejoindrez le premier constructeur européen en informatique, leader du Monde Unix, et entrerez dans le groupe SIEMENS, numéro 1 mondial de l'automatisation.

Une expérience de SAP serait un plus.

Rémunération attractive en fonction du profil et de l'expérience.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à MC Lambert, BC SAP, SNI.

SIEMENS NIXDORF

14, avenue des Béguines

BP 8298

95802 CERGY SAINT-CHRISTOPHE CEDEX

SALES MANAGER

Automotive
Test
Products

Excellent
Salary and
Benefits

ERC
PART
OF THE
PSD
GROUP

Our client is an international market leader in the design and manufacture of hard and software test products for the automotive industry. They are dedicated to providing innovative solutions for their clients through close working partnerships. In order to increase their penetration of the French marketplace they are currently seeking a highly motivated individual to take responsibility for sales and business development.

Candidates will demonstrate:

- Degree level education in a technical discipline coupled with the commercial ability to create business opportunities and close sales contracts with Board Level decision makers.
- The technical authority to command the respect of Engineering Leaders both in-house and with customers.
- A strong understanding of the French automotive marketplace and its key players, backed up with a minimum of 5 years relevant sales experience at executive level.
- Fluency in the English language.

In return, we offer an unrivalled opportunity to build up a successful business at the forefront of automotive technology.

If you have the skills to match this demanding role, please telephone Chris Jones or Peter Oates on +44 273 480088 until 20:30 this week or next quoting reference 30469 or send your CV to:

ERC House, 32/33 North Street, Lewes, East Sussex, BN7 2PQ United Kingdom
Telephone: (0273) 480088 Fax: (0273) 480808 Int Code (+44 273)

HIGH TECHNOLOGY RECRUITMENT

Directeurs Régionaux Paris - Rhône-Alpes

Nous sommes une société prestataire de services de 3 000 personnes, filiale d'un Groupe international important. Notre activité concerne la sécurité (accueil, surveillance de site, télésurveillance).

Notre implantation s'organise en plusieurs Directions régionales. Pour deux d'entre elles, nous recherchons un véritable patron, capable de diriger une structure de l'ordre de 300 personnes environ. Vous serez à la fois le premier commercial de votre région, l'animateur de plusieurs agences, d'une force de vente et le gestionnaire d'un centre de profit (élaboration et gestion budgétaire, CA, marges, gestion et motivation du personnel...).

Vous avez une formation supérieure (SUP de CO ou équivalent) et une expérience de direction d'agence, de région d'au moins 5 à 7 ans dans notre métier (la sécurité). Parler anglais est un plus dans notre Groupe.

Enfin vous êtes personnellement très attaché au travail d'équipe, où chacun assume la responsabilité de ce qu'il entreprend.

Merci d'envoyer votre CV, lettre manuscrite et prétentions actuelles sous la réf. EX/DR à MGA, 6 avenue Delcassé, 75008 PARIS.

MGA

Michel Garnier & Associés

Jeunes Diplômés Sup de Co, ESCAE... L'innovation et le pragmatisme.

Filiale d'un groupe, nos activités se situent dans le domaine de la communication audiovisuelle. Nous recherchons pour notre direction commerciale située à Paris Ouest :

Un(e) Responsable de Promotion Junior

Votre action est basée sur l'événementiel et le développement des outils de vente. En liaison avec nos agences sur le terrain, vous participez à la création des événements "ventes", offres promotionnelles, concours, animations et assurez leur réalisation en vous impliquant personnellement. Réf. 72/080LM

Un(e) Responsable de Développement Junior

En tant que Chef de projet, et à partir de votre observation sur le terrain, vous prenez en charge la conceptualisation de nos nouveaux modes de commercialisation, la mise au point de la méthodologie ; vous participez au lancement et suivi de nouvelles expériences dans nos agences et apportez votre soutien aux opérationnels. Réf. 52/081LM

Ces postes nécessitent, outre une formation supérieure commerciale, une courte expérience de la prospection ou proche de la vente, vous ayant permis de vous confronter aux difficultés du terrain et justifiant votre motivation pour la vente. Vous alliez à un esprit mobile et innovateur, le goût des réalisations concrètes et une grande disponibilité.

centor

Adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) sous référence choisie à notre conseil Françoise BARS - CENTOR - 26, Rue Henri Monnier - 75008 Paris

PARIS - LYON - MULHOUSE - STRASBOURG

مكتبة من الأصيل

LES DIRIGEANTS

Direction générale - Direction générale adjointe - Secrétariat général

A l'initiative d'Institutions Européennes, de l'Etat et de la région Aquitaine, se crée un pôle technologique et nous en recherchons le

Directeur Général

Sud Ouest

Ce pôle s'organisera autour de trois axes :

- Une vitrine technologique : présentant les avancées technologiques et les usages des nouvelles techniques de communication.
- Un pôle ingénierie produisant des conseils opérationnels.
- Un outil de formation, développant la culture et l'usage des nouvelles techniques de communication (le numérique, le multimédia, l'hypermédia...).

Pour occuper cette fonction, il faudra pouvoir allier des qualités de développeur (recherche de partenaires), de manager (constitution d'une équipe), de

gestionnaire et d'animateur à un niveau européen.

De formation grande école d'ingénieur, de commerce ou universitaire vous avez à 40 ans une expérience confirmée dans le milieu informatique, multimédia et technologies avancées, ou de veille technologique.

Vos qualités commerciales et de gestionnaire auront été développées dans un environnement international. Bonne connaissance de trois langues.

Contactez Christophe Aubry au 47.57.24.24 ou adressez CV + photo + rém. actuelle à Michael Page International, 3 bd Bineau, 92594 Levallois-Perret Cedex, sous réf. CA10203MO.



Michael Page International

Nous sommes un groupe de construction mécanique, mondialement connu dans son métier (14 000 personnes). Notre développement international repose sur la qualité, l'innovation et la motivation de nos collaborateurs.

Pour diriger l'une de nos Divisions européennes (plusieurs établissements en France et à l'étranger), nous recherchons un manager à fort potentiel (Grande Ecole, X, Mines ... complétée par un MBA).

Responsable d'un centre de profits, il définit avec la Direction Générale du Groupe le plan stratégique de la Division, et il

MANAGER

est responsable du développement, de la fabrication, du marketing, de la logistique et du contrôle de gestion, avec l'exigence du développement de ses équipes.

Une expérience analogue dans un contexte international est nécessaire. La pratique de l'anglais et de l'allemand est exigée.

Merci d'adresser confidentiellement les candidatures (CV, lettre manuscrite, références et prétentions), en précisant sur l'enveloppe la réf. 545, à COMMUNIQUE 50/54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT Cedex, qui transmettra.

GROUPE

INDUSTRIEL

INTERNATIONAL,

RECHERCHE UN

DE HAUT NIVEAU

UNE DIRECTION TECHNIQUE COMPLETE DANS L'AGRO-ALIMENTAIRE EN BRETAGNE

Vous avez appris le métier dans un grand groupe industriel et souhaitez donner une autre dimension à votre carrière.

Dans ce groupe agro-alimentaire de 500 MF (800 dans 2 ans) procédant par croissance interne, externe et par la prise de participation en cours pour "coller aux besoins du marché" le directeur général (38 ans) d'un pôle appelé "Produits de la mer" (150 MF, 80 personnes, en forte croissance) cherche son bras droit qui sera chargé de la direction technique et de la direction industrielle du pôle, s'il réussit.

Cette entreprise a une âme, un projet industriel et l'adhésion doit être parfaite.

Si vous vous êtes reconnu, écrivez s/réf. C/1301 à notre Conseil Pierre BUCCAI - CONCORDANCES 77, rue François Mitterrand - B.P. 32 - 69811 TASSIN LA DEMI LUNE CEDEX qui s'engage, si votre candidature est retenue, à vous adresser un dossier dans les trois semaines.



CONCORDANCES
Entre les Hommes et les Entreprises

DIRECTEUR GENERAL

A vous d'agir pour passer de 400 MF de CA au milliard en 4 ans.

Si vous êtes déjà le manager opérationnel d'une affaire industrielle fabriquant et commercialisant des produits destinés au grand public, cette offre devrait vous intéresser.

Le président créateur de cette entreprise exerçant dans l'agro-alimentaire est appelé à d'autres fonctions pour élargir le groupe d'entreprises qu'il a créé.

Après un passage en double commande sur 6 à 12 mois, le pilotage dans l'entreprise sera confié à un véritable manager expérimenté dans la fonction, ayant côiffé l'industriel, le commerce et la gestion.

De formation grande école d'ingénieur, complétée par le CPA par exemple, c'est un généraliste qui sait animer, coordonner, arbitrer que nous souhaitons engager, ayant un esprit de synthèse très développé, le sens stratégique de l'action et le culte du profit.

NOUS VOUS GARANTISSONS LA PLUS GRANDE DISCRETION.

Ecrire sous référence 3222 à EUROMESSAGES - BP 80 - 92105 Boulogne cedex qui transmettra.

AMELIOREZ LA PERFORMANCE DE DEUX DE NOS USINES

600 KF

Ce groupe industriel de l'industrie papetière a été constitué à partir de plusieurs entités. Il s'est développé par croissance interne et externe. Sa réputation est importante bien qu'il n'appartienne pas à un groupe international.

Accroître les performances de deux usines excentrées par rapport au siège ne sera possible que si vous avez véritablement l'état d'esprit nécessaire pour réorganiser la production et le sens de la rentabilité.

A 40/45 ans, de formation papetière ou généraliste, vous avez acquis une expérience de management d'un centre de profit dans l'industrie papetière de préférence ou dans une industrie lourde où le process est assimilable comme le carton, la chimie, le caoutchouc ou le verre.

Si vous vous êtes reconnu, écrivez sous réf. C/1298 à notre Conseil Pierre BUCCAI - CONCORDANCES - 77, rue François Mitterrand - B.P. 32 - 69811 TASSIN LA DEMI LUNE CEDEX qui s'engage, si votre candidature est retenue, à vous adresser un dossier dans les trois semaines.



CONCORDANCES
Entre les Hommes et les Entreprises

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

couplage dans 2 à 10 titres européens

Notre Société, filiale d'un Groupe Européen, assure la surveillance, le stockage et le transport de café et de cacao, à partir de plusieurs grands ports d'Europe. Nous recherchons notre

DIRECTEUR COMMERCIAL

Au sein du Comité de Direction, vous serez chargé de développer notre clientèle auprès des négociants internationaux et des industriels.

Vous coordonnerez, avec les responsables des succursales, la politique et la stratégie des moyens à mettre en oeuvre pour développer la clientèle et élargir les champs d'activité.

Agé de 35 ans, de formation supérieure, maîtrisant parfaitement le français et l'anglais (l'allemand ou le néerlandais serait apprécié) vous aurez une expérience commerciale dans des activités de stockage touchant les "soft commodities".

Des connaissances sur le transit, ou le transport maritime seraient appréciées.

Basé à Amsterdam, vous aurez de fréquents déplacements sur l'Europe et l'Afrique.

Cette annonce paraît également dans Le Soir.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite sous réf. 997/LM à notre Cabinet Conseil :

Claudine GALLET - Ressources Humaines - 3, rue Casselle - 75004 PARIS.

